

## M. Chirac, retour d'Orient

Le bilan du voyage proche-oriental du président de la République, l'éditorial du « Monde » et un point de vue de l'universitaire Sami Nair. p. 3, 16 et 18

## « Vache folle »

La Commission de Bruxelles demande de nouvelles mesures sanitaires préventives. p. 5

## Les charniers yougoslaves

La première tournée d'inspection du Tribunal pénal international en ex-Yougoslavie a mis en évidence les atrocités commises lors du conflit. p. 6

## Les salaires des fonctionnaires

L'évolution des salaires dans le secteur public est plus favorable que dans le privé, selon un bilan établi par l'Insee. p. 9 et 16

## Soupçon sur un député

Le député Francis Delattre (UDF-PR) est soupçonné, dans l'affaire Paccary, d'avoir touché 5 millions de francs pour l'attribution d'un marché public. p. 11

## Le fantôme d'André Cools

Le voile de la conspiration politico-mafieuse commença à se lever sur l'assassinat de l'ancien vice-premier ministre belge. Une enquête de Luc Rosenzweig. p. 14

## L'emprunt du Stade de France

Des banques américaine et suisse vont financer l'emprunt de 800 millions de francs, lancé par le consortium du Stade de France. p. 24

## Un œil géant sur l'univers

Les observatoires terrestres sont de nouveau à l'honneur : un télescope de dix mètres de diamètre entre en service sur un volcan d'Hawaii. p. 23

## Musiques et CD

La sélection du « Monde » et notre coup de cœur pour Surtas de Donovan, ménestrel folk. p. 30

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 S ; Belgique, 35 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 350 F CFA ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 220 Ptas ; États-Unis, 1 \$ ; France, 5 F ; Grèce, 350 Dr ; Hongrie, 100 Hg ; Italie, 200 L ; Japon, 100 ¥ ; Royaume-Uni, 40 £ ; Suède, 10 Sk ; Suisse, 10 Sfr ; Thaïlande, 10 Baht ; Tunisie, 100 F CFA ; Turquie, 10 Liras ; USA, 2 \$ ; Venezuela, 200 Bs.

M 0147 - 1026 - 7.00 F

# Les pays du tiers-monde sont les victimes d'un trafic criminel de faux médicaments

La contrefaçon pharmaceutique peut atteindre 60 % du marché dans certains pays d'Afrique

FAUX VACCINS, faux antibiotiques, fausses pilules ne contenant que de la farine ou de l'amidon, flacons de sirop remplis d'antigel pour moteurs : la contrefaçon pharmaceutique ou l'escroquerie pure, aux conséquences parfois mortelles, est un secteur en pleine expansion, comme l'établit l'enquête du Monde. Il est difficile d'en mesurer l'ampleur exacte, mais l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu'au moins 7 % des médicaments vendus chaque année sur la planète sont des « faux ». Un taux qui peut atteindre 30 % au Brésil et 60 % dans les pays africains.

Des laboratoires clandestins réussissent à mettre la main sur les secrets des méthodes de fabrication, copient les emballages d'origine de firmes européennes ou nord-américaines et parviennent, par le biais de services douaniers corrompus, à mettre ces produits sur le marché. Le tiers-monde, en particulier l'Afrique, est la première victime de ces trafics criminels. Au Nigeria, en 1990, 109 enfants sont morts après avoir ingurgité de l'antigel présenté comme un sirop médicamenteux. D'étranges vaccins



contre la méningite, portant l'estampille Mérieux, ont par ailleurs circulé l'année dernière au Niger.

L'Europe est relativement épargnée par ce problème grandissant mais Interpol a déjà signalé que des « labos » clandestins existent en Italie, en Espagne ou en Grèce et que la Belgique est utilisée comme « pays de transit ». Soucieux de protéger ses brevets et son image de marque face à des réseaux souvent difficiles à identifier et qui s'étendent aujourd'hui à la Russie et à l'Europe de l'Est, les professionnels de l'industrie pharmaceutique ont recours à des détectives privés, basés notamment à Londres, qui s'efforcent de démanteler les filières criminelles.

Les grands laboratoires réclament des Nations unies, de l'OMS, de l'Unicef et de la Banque mondiale « une réaction politique forte » afin d'« éviter une catastrophe ». « Personne ne doit oublier que (ce commerce) est un crime », nous déclare Jean François Gaulis, au nom de la Fédération internationale des industries du médicament.

## Les policiers se mobilisent contre la réforme de leurs horaires

LA FÉDÉRATION autonome des syndicats de police (FASP) a lancé, jeudi 24 octobre, un mot d'ordre de grève des contraventions. La FASP entend protester contre la réforme des horaires policiers, qui devrait mettre fin au système des « 3-2 » - trois jours de travail, deux jours de repos. Ce système les autorise jusqu'à présent à cumuler, sur trois jours, un grand nombre d'heures de travail, séparées par des temps de repos très courts, et de bénéficier de quarante-huit heures de congé.

Dans un rapport, le médecin chef de la police estime que ce système, concédé en 1984 par le gouvernement socialiste, favorise les états dépressifs et évoque un véritable « désastre humain ». Selon la direction de la police nationale, cette organisation a fait perdre l'équivalent en disponibilité de plusieurs milliers de fonctionnaires.

## Les concerts londoniens reçoivent des claques

LONDRES de notre correspondant

Il n'est pas toujours facile d'obtenir des places pour les concerts à Londres, l'un des hauts lieux de la musique. L'opéra est hors de prix et la dernière soirée des Promenades Concerts de la BBC se joue à guichets fermés. C'est un privilège que de pouvoir taper des mains en cadence en écoutant Pump and Circumstances dans une ambiance de carnaval.

Pourtant, si l'on en croit The Independent, le succès des spectacles musicaux n'est pas si évident. Les mélomanes ne s'arrachent pas les billets pour tous les concerts. Au point que les organisateurs ont recours à des subterfuges pour « remplir les salles ». C'est ce que l'on appelle, en termes populaires, « burn for seats ». Ce qui se peut se traduire par : mettre des fesses sur les sièges.

Selon le quotidien londonien, on fait souvent appel à un cuisinier de l'University College de la capitale. Depuis douze ans en effet, quand il ne remplit pas les plateaux-repas des malades et du personnel, Frank

Raulston reçoit des centaines de billets gratuits, à charge pour lui de s'assurer que des spectateurs seront bien assis dans la salle et que le soliste ou le chef d'orchestre n'aura pas l'humiliation de jouer devant des banquettes vides.

« Je ne fais pas un sou, confie très librement ce gâte-sauce. Le seul plaisir que j'ai, c'est d'aller au concert. Avec le temps, je suis devenu mélomane, mais il m'a fallu rester assis des centaines d'heures en écoutant pas mal de musique nulissime. On m'utilise parce que je garantis mon service. Les sponsors n'aiment pas voir de leur loge des salles vides, c'est pour quoi on fait appel à des gens comme moi ». Ainsi, le cuisinier distribue-t-il ses billets au personnel de cinq hôpitaux et dans des associations locales.

A l'en croire, il est souvent appelé à la rescousse pour « ces machins modernes que l'Arts Council s'obstine à programmer alors qu'ils n'intéressent personne ». Mais on a même fait appel à des « remplisseurs » professionnels pour Sir Simon Rattle et Sir

Georg Solti, raconte The Independent. Pour un concert au Royal Festival Hall du London Philharmonic et du Royal Philharmonic, 1 000 des 2 700 places avaient été données pour éviter que le maestro puisse apercevoir un fauteuil d'orchestre vide. Dans d'autres cas, les places sont bradées à 2 livres (16 francs).

Le bonheur des uns faisant le malheur des autres, ces révélations ont suscité de vives réactions. Certains y voient une fraude à la subvention « contraire à l'éthique » et réclament des contrôles plus sévères.

Magnanime, l'Arts Council reconnaît l'existence de ces pratiques, mais affirme que les orchestres lui communiquent le nombre de places effectivement vendues. Au surplus, demande-t-il, pourquoi se plaindraient-ils de ces subventions déguisées ? Elles ouvrent le monde de la musique à un public nouveau qui peut, comme le montre l'exemple de Frank Raulston, se prendre au jeu.

Patrice de Beer

## L'Autriche et les pillards nazis

LA FIRME anglo-américaine de ventes aux enchères Christie's dispersera, les 29 et 30 octobre à Vienne (Autriche), plus de huit mille objets d'art pillés par les nazis avant et pendant la deuxième guerre mondiale. Cette vente, organisée essentiellement au profit de la Fédération des communautés juives d'Autriche, soulève la question des responsabilités gouvernementales autrichiennes dans la conservation, la dispersion et la restitution des œuvres à leurs propriétaires. Ces dernières étaient conservées dans l'ancienne chartreuse de Mauerbach, près de Vienne, dont l'accès, strictement réglementé, était presque impossible.

Lire page 29

## Penser autrement l'immigration

DANS LE DÉBAT sur l'immigration, rien ne sera désormais comme avant l'évacuation des sans-papiers de l'église Saint-Bernard. Jamais sans doute les hypocrites et les faux-semblants qui piègent depuis presque quinze ans le débat politique ne sont apparus à ce point au grand jour. Charles Pasqua l'avait promis en 1993 : les rigueurs de sa loi seraient le prix à payer pour « régler » la question et clouer le bec au Front national sur le sujet dont il fait son miel. Au nom de la fermeture des frontières rebaptisée « maîtrise de l'immigration ».

Trois ans après, on est très loin du compte. Dans le Jeu de la balance complexe qui oppose libertés publiques et répression, la France a perdu sur les deux tableaux. Non seulement les enchères de la loi Pasqua ont réduit le champ des libertés en entravant le regroupement des familles et les mariages « mixtes », mais l'efficacité des procédures de reconduite à la frontière n'a pas été améliorée. A cet égard, la démonstration infligée par l'épilogue de l'affaire de Saint-Bernard - sur 220 Africains en situation irrégulière, seuls 13 ont été reconduits dans leur pays - aura été radicale. La gestion calamiteuse du dossier par Jean-Louis Debré aura abouti à mettre en

lumière l'inefficacité des lois de son prédécesseur et l'impuissance de l'Etat à maîtriser l'immigration, un des rares domaines où les électeurs le créditent d'une réelle marge de manœuvre.

Certes, la fermeté du gouvernement dans l'évacuation de l'église lui a valu d'immédiats bénéfices politiques. Certes, il a réagi aux événements en relançant un travail de réforme des lois sur l'immigration (Le Monde du 9 octobre). Equilibré dans sa version actuelle, le projet de texte contient des dispositions répressives censées satisfaire l'opinion et des mesures libérales qui tendent à reconnaître certaines impasses des lois Pasqua et à tirer les leçons de l'épopée de Saint-Bernard. Côté répressif, il s'agit de faciliter les reconduites à la frontière en retardant l'intervention du juge judiciaire et en l'empêchant de remettre en liberté les étrangers sans papiers jusqu'à l'intervention de la cour d'appel. Côté libéral, le gouvernement veut faciliter la régularisation de certaines familles et des couples « mixtes » afin d'éviter de nouvelles flambées de colère.

Philippe Bernard

Lire la suite page 16

## La City après le « big bang »



LE 27 OCTOBRE 1986, la City modifiait radicalement ses règles de fonctionnement pour se lancer dans une libéralisation sans frein. Sir Nicolas Goodison, président du London Stock Exchange de 1976 à 1989, juge très positif le bilan du « big bang ». Mais les scandales se sont multipliés.

Lire page 19

International	2	Annuaire des classes	26
France	7	Jour	25
Société	10	Agenda	27
Carnet	12	Abonnements	27
Régions	13	Météorologie	27
Horaires	14	Culture	28
Entreprises	18	Guide culturel	31
Finances/marchés	21	Communication	32
Aujourd'hui	23	Radio-télévision	33

Ce numéro comporte un supplément « Terres d'Asie », foliosé à la VI, entre les pages 18 et 19.



**TIERS-MONDE** L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu'au moins 7 % des médicaments vendus chaque année sur la planète sont en réalité des contrefaçons.

Les produits originaux peuvent être remplacés par du café, du sucre ou des mixtures parfois toxiques. ● AU NIGERIA, en 1990, 109 enfants sont morts après avoir

ingurgité du sirop contenant en fait de l'antigel pour moteur. Selon Médécins sans frontières, de faux vaccins anti-méningite circulaient l'année dernière au Niger. Les pays

d'Afrique et du tiers-monde sont particulièrement touchés par ces « faux ». ● DES POLICES PRIVÉES sont employées par les laboratoires pharmaceutiques officiels pour ten-

ter de démanteler les réseaux clandestins, qui sont devenus parfois sophistiqués et dont le chiffre d'affaires annuel atteindrait l'équivalent de 80 milliards de francs.

## Faux médicaments : enquête sur un trafic criminel

Dans les pays africains, 60 % des médicaments vendus peuvent être des faux contenant de l'eau ou des substances toxiques, qui ont entraîné la mort de centaines d'enfants dans le tiers-monde. L'Organisation mondiale de la santé et l'industrie pharmaceutique tirent le signal d'alarme

DES ÉTATS de Lagos aux arrière-boutiques de Bangkok, le « business » de la contrefaçon pharmaceutique est en pleine expansion. Il n'est pas un pays du tiers-monde où l'on ne puisse dénicher, ici ou là, des pilules ou des cachets portant les références de laboratoires européens ou nord-américains.

Partout, des contrefacteurs plus ou moins qualifiés concoctent de faux antibiotiques, comme d'autres fabriquent de fausses montres de marque. A la différence près qu'une montre n'a jamais tué personne. Le médicament, lui, peut être dangereux. Soit parce qu'il est mal dosé. Soit parce que la préparation a été remplacée par un ersatz quelconque (café, sucre), inefficace contre le mal. Soit, cas extrême, parce que la mixture est toxique.

Plusieurs affaires ont confirmé la gravité de la situation. Au Nigeria, en 1990, 109 enfants sont décédés pour avoir ingurgité du sirop contenant en fait de l'antigel pour moteurs. Des cas similaires ont été signalés au Bangladesh : près de 250 enfants y sont morts entre 1990 et 1993. Plus récemment, au printemps 1995, une équipe de Médecins sans frontières (MSF) a signalé que de faux vaccins antinévrosite circulaient au Niger.

Certes, il s'agit d'un problème récurrent, traité avec crainte par le milieu pharmaceutique. Mais tout indique que ces pratiques sont en nette augmentation. L'Organisation mondiale de la santé (OMS)

estime qu'au moins 7 % des médicaments vendus chaque année sur la planète sont des faux. Ce taux peut atteindre 30 % au Brésil et 60 % dans les pays africains où la corruption et la déliquescence des structures sanitaires assurent aux contrefacteurs une totale impunité.

De l'avis général, aussi bien chez les professionnels du médicament qu'au sein de l'OMS, il n'a jamais régné une telle pagaille dans certains pays. Les organisations non gouvernementales tels que MSF ou Pharmaciens sans frontières dressent le même constat.

Dans un document daté du 30 septembre, la direction de MSF donnait à ses équipes les règles à suivre dans les pays en développement : « Dans presque tous ces pays, il y a une prolifération de produits pharmaceutiques et médico-nutritionnels sous-dosés, dégradés ou falsifiés. L'appro-

visionnement local est donc interdit tant que MSF ne sera pas capable de gérer des achats locaux sans risque. »

Comment expliquer cette évolution ? D'abord, une évidence : ce type de fraude rapporte gros. Selon les estimations de l'OMS, le chiffre d'affaire annuel du secteur serait de 80 milliards de francs. Au Pakistan, il se vendrait ainsi, chaque année, pour 800 millions de francs de médicaments contrefaits. Le contrefacteur qui parvient à se procurer la « recette » d'un médicament économise en effet les coûts de recherche. Il pourra donc le vendre à des tarifs très compétitifs. En outre, il peut rogner sur les doses, donc produire à moindre frais. Il peut aussi, s'il est encore plus malhonnête, remplir ses pilules de farine ou d'amidon, une pratique courante en Afrique. Avec

les techniques actuelles d'impression, l'emballage et l'étiquetage ne posent aucune difficulté.

Reste à écouler la marchandise en évitant les contrôles douaniers. Un autre jeu d'enfant : les échanges internationaux ont pris un tel essor qu'il devient pratiquement impossible de suivre la trace d'un médicament. Un anticancéreux concocté au Bangladesh peut fort bien être vendu en Indonésie, transiter par les locaux d'un grossiste néerlandais et voyager à fond de cale jusqu'à la Sierra Leone.

Il en est de même avec la matière première utilisée pour la fabrication des cachets ou des pilules frauduleuses. Là aussi, tout s'achète et tout se vend, auprès d'intermédiaires établis à Hongkong et à Hambourg. Or le laboratoire bâtien ou nigérian qui, en bout de course, devra traiter cette matière n'aura pas les moyens, techniques et financiers, d'en contrôler la qualité.

Les fraudeurs d'envergure sont passés de l'artisanat au professionnalisme, comme l'a indiqué au Monde un haut responsable de l'industrie pharmaceutique : « Pour les médicaments assez sophistiqués, il existe des circuits spécialisés. Le trafic du principe actif [la matière de base] se fait au niveau de grandes organisations. Ensuite, cette matière est répartie vers des structures décentralisées, très mobiles, des petits labos qui travaillent sur une gamme de produits pendant six mois environ, avant de passer à autre chose. Croyez-moi, la difficulté, c'est d'inventer le médicament, pas de le co-

pié. C'est difficile pour un néophyte, mais, pour un chimiste, ce n'est pas compliqué, et ces gens-là recrutent du personnel de haut vol. »

Ces contrefacteurs doivent aussi leur prospérité à l'évolution sociale de certaines régions du monde. La crise due à la dévaluation du franc CFA a rendu l'Afrique francophone particulièrement vulnérable. Les hôpitaux eux-mêmes se tournent vers les marchés parallèles, dont les prix sont plus accessibles. D'où le succès, au Cameroun, des « pharmacies gazons », les étals des vendeurs de rue.

### INVESTIGATIONS LIMITÉES

La Fédération internationale des industries du médicament et l'OMS disposent de relais à travers le monde. Au Zimbabwe, au Togo, en Thaïlande, elles ont tenté de sensibiliser leurs correspondants à ces problèmes et de centraliser les informations sur ce sujet.

Une tâche difficile, car la plupart des pays touchés ne disposent pas des structures nécessaires pour mener des investigations. Bien des affaires ne sont donc jamais connues du public, ni même des autorités sanitaires, dans la mesure où il est presque impossible d'évaluer les conséquences réelles de la diffusion de produits toxiques. Les décès ne donnent lieu à aucune expertise. Ils sont généralement attribués à telle ou telle maladie endémique.

A l'OMS, quelques spécialistes travaillent néanmoins sur ces questions, en particulier le docteur

néerlandais Martin Ten Ham, responsable de l'unité « sécurité des médicaments ». En avril 1992, il avait organisé une conférence sur ce thème, à Genève. Une autre est prévue en mars 1997. « En cinq ans, rien n'a vraiment changé, admet-il, un brin désabusé. À l'époque, tout le monde avait dit qu'il fallait faire quelque chose ; or nous en sommes au même point, et le problème se développe. Il faudrait à tout prix renforcer la réglementation et les contrôles. »

Les laboratoires officiels n'en demandent pas moins. Tous appellent à la « mobilisation », mais rares sont ceux qui osent le dire publiquement, pour ne pas ternir leur image auprès du public occidental. De même, les poursuites judiciaires sont rarissimes. D'ordinaire, les « labos » renouent à se lancer dans une vaine bataille juridique pour ne pas froisser les autorités du pays concerné. Ils préfèrent recourir à des détectives privés et envisagent de créer une agence commune, destinée à démanteler les réseaux.

Jean-François Gaulis, directeur des relations extérieures de la Fédération internationale des industries du médicament, estime indispensable une « réaction politique forte » pour « éviter la catastrophe ». Selon lui, la contrefaçon doit mobiliser les professionnels mais aussi la Banque mondiale, l'Unicef et l'OMS : « Personne ne doit oublier que c'est un crime. »

Philippe Broussard

## Des détectives londoniens traquent les « faux » sous toutes les latitudes

### LONDRES

de notre envoyé spécial

Les nouveaux Sherlock Holmes n'habitent pas Baker Street. Ils ont élu domicile à Holborn, un autre quartier de Londres, plus proche de la Tamise. Leurs locaux sont coossus. Dans le hall, un vigile surveille l'accès à l'ascenseur. Au cinquième étage, la société Carratu International prospère dans la lutte contre les contrefaçons. Sur la gauche, en entrant, une vitrine renferme d'ailleurs quelques pièces de sa collection : des parfums français, de la vodka russe, des insecticides... De parfaites imitations.

Dans la salle de travail, vingt-sept détectives au long-cours préparent leurs voyages ou rédigent des comptes-rendus d'enquête. Ces « privés » traquent le faux sur toute la planète. Attention, le faux haut de gamme et non la copie d'arrière-boutique ! Engagés

par les entreprises soucieuses de protéger leurs brevets, ils se font fort de remonter les filières. Une fois le dossier constitué, leur client engage, s'il le souhaite, des poursuites judiciaires. Lorsqu'il est impossible d'attaquer le contrefacteur installé dans un pays juridiquement hors d'atteinte, la « victime » peut en effet tenter de poursuivre l'importateur, s'il est établi, lui, dans un pays de droit.

En créant cette société en 1963, Vincent Carratu, ex-policier de Scotland Yard, avait deviné l'évolution du commerce mondial. Trente-trois ans plus tard, alors que son fils Paul a pris sa succession, Carratu International a élargi son champ d'action aux médicaments. Un marché en pleine expansion. Selon Paul Carratu, une dizaine de laboratoires font appel à ses services. Discretion garantie car ces clients de renom n'appré-

cient guère de voir leur image ternie par une histoire de fraude. La société londonienne entretient le mystère sur ses techniques d'infiltration. Chaque cas requiert, paraît-il, une préparation qui peut durer jusqu'à six mois. Une fois formé, l'enquêteur se rend sur le « terrain ».

### PIÈGES À DÉCOUVRIR

Par diverses méthodes d'approche, en se faisant par exemple passer pour un grossiste, il effectue des « corps d'achat » auprès d'un fabricant. Il doit parfaitement maîtriser son sujet pour déjouer les éventuels pièges de l'adversaire : avoir de solides connaissances en chimie et en pharmacologie, disposer d'une couverture fiable, comme une société dûment déclarée.

Ces missions, si délicates soient-elles, sont moins périlleuses que celles portant

sur d'autres produits : « Nous sommes parfois suivis et photographiés, poursuit cet enquêteur, mais c'est rarement dangereux. Nous avons affaire à des malfaiteurs en cols blancs, pas à des hommes de mains. Ce sont de vrais professionnels. Dès qu'une méthode d'infiltration est connue dans le milieu, nous devons en inventer une nouvelle. » Les pilules de brevets sont très médianes : un important faussaire espagnol dispose de ses propres « privés », chargés d'enquêter sur les clients suspects d'appartenir à Carratu International.

Dans son bureau, M. Carratu a affiché un planisphère. Des points rouges marquent les endroits où ses hommes se sont rendus. Le Brésil, l'Inde et la Chine tiennent la vedette. En Europe, des laboratoires italiens et espagnols fournissent de la marchandise de qualité. En outre, ces deux pays serviraient

de porte d'accès à l'Union européenne pour des produits d'origine douteuse : « Leurs services douaniers sont inefficaces et corrompus, accuse Paul Carratu. En revanche, la France et la Grande-Bretagne sont bien protégées. »

A l'est, la situation paraît encore plus alarmante : « L'ancien bloc communiste a tout pour résister, estime-il, des forces de police inépuisables, des usines de haute technologie, des moyens humains et financiers sous contrôle du crime organisé. D'ailleurs, les Italiens et les Espagnols traitent déjà avec les Russes, ils paient cash ! Donnez-leur encore un peu de temps et les Russes comme les Polonais feront du bon boulot. Là-bas, c'est le Far West ! D'ici deux ou trois ans, ce sera un vrai cauchemar. »

Ph. Br.

## Du Nigeria au Niger, d'étranges vaccins contre la méningite

**SUR LE FRONT** du faux médicament, le Nigeria tient la vedette. Il n'est pas un colloque international, pas une étude d'experts qui ne mettent en cause cet électorat des contrefacteurs. En dépit des efforts indéniables des autorités locales, les marchés parallèles continuent de prospérer. Il est vrai qu'avec seulement une vraie pharmacie pour 20 millions d'habitants ce pays de 120 millions d'habitants constitue une terre de choix pour les margoulins en tout genre.

Depuis le début des années 80, le Nigeria fait même figure de plaque tournante pour l'ensemble du continent africain. On y trouve aussi bien des faux médicaments provenant d'Asie que des produits locaux, plus ou moins dangereux. La concurrence est rude entre les faussaires : on a compté jusqu'à vingt-quatre copies différentes de la Terramycine, un antibiotique des laboratoires Pfizer. Les Nigériens sont si productifs qu'ils approvisionnent le Niger, le Cameroun ou encore le Bénin.

Le dernier scandale en date a fait grand bruit dans l'industrie pharmaceutique. Car il ne s'agissait pas, cette fois, de copies d'antibiotiques ou de bouteilles de sirop remplies d'antigel (109 enfants morts en 1990), mais

de vaccins contre la méningite offerts officiellement par le Nigeria au Niger au mois de mars 1995.

Les faits sont connus, du moins dans leurs grandes lignes. En février 1995, une épidémie de méningite touche le Niger, l'un des pays les plus pauvres du monde. Une équipe belge de Médecins sans frontières (MSF) se rend sur place.

Le 22 mars, c'est au tour du voisin nigérian de proposer son aide sous forme d'un don officiel : 68 000 doses de vaccins de marques Mérieux (un laboratoire français) et Smithkline Beecham (un laboratoire britannique). Quatre jours plus tard, le 26 mars, le gouverneur de l'Etat nigérian du Sokoto offre à son tour 20 000 doses au profit du département de Tahoua, au Niger.

Au total, 88 000 doses, présentées en vrac, sont fournies par le Nigeria. Le stock est regroupé à Tahoua, dans deux pièces réfrigérées. Quatre membres de MSF-Belgique se chargeront de vacciner la population, jusque dans les villages les plus reculés. « Ils se sont rendus en brousse, à Madoua, à douze heures de piste de Tahoua, se souvient Gnette Marchant, coordinatrice de la mission Niger 95. Les doses leur paraissaient suspectes, elles se diluaient mal, il y

avait des filaments noirs. Dans l'urgence, ils ont continué de vacciner en se disant qu'il s'agissait quand même d'un don d'Etat à l'Etat et qu'une contrefaçon était donc inimaginable. » A Madoua, trois mille personnes seront vaccinées avec le produit douteux.

**DE L'EAU, JUSTE DE L'EAU**

De retour en Belgique, à la fin de la mission, l'équipe de MSF transmet les vaccins suspects aux laboratoires concernés. Après expertise, Mérieux confirme qu'il s'agit de faux, non toxiques mais sans aucun principe actif. De l'eau, juste de l'eau. En outre, les références de l'étiquetage (DI390) sont inexactes. Elles correspondent à un lot vendu à l'Unicef-Nigeria au printemps 1991. Les faussaires ont utilisé de vieilles références et un ancien logo de la firme lyonnaise pour habiller leurs copies.

Le Nigeria serait-il impliqué dans cette opération ? Tous les vaccins étaient-ils des faux ? Les Anglais de Smithkline préférent ne rien savoir : ils n'engagent aucune poursuite. Sans doute parce que ce pays est un client dont il importe de ménager la susceptibilité. Mérieux, en revanche, porte l'affaire devant la justice. Mais l'enquête, confiée au juge d'instruction lyonnais Philippe

Courroye, se révèle délicate. Le volet africain pose problème : les commissions rogatoires adressées au Niger et au Nigeria, le 8 août 1995, en vue d'une collaboration resteront sans réponse.

A l'évidence, l'enquête est vouée à l'échec car le Niger entend éviter toute brouille avec son voisin. Quant au Nigeria, il fait le dos rond et nie toute responsabilité. Son ambassade à Paris a même assuré au Monde que les vaccins étaient de « bonne qualité ». Saura-t-on jamais la vérité ? Une infirmière de MSF, Suzanne Renard, a pu retourner dans la région de Tahoua, durant l'été 1995, pour savoir ce qu'étaient devenus les stocks restants. « On m'a répondu qu'ils avaient été brûlés », se souvient-elle. En revanche, il lui a été impossible de savoir si des personnes étaient décédées faute d'avoir reçu un bon vaccin. Plusieurs sources ont indiqué au Monde que le bilan de trois mille morts, évoqué dans la presse française au mois d'août 1996, ne reposait sur aucun constat médical. « D'après les autorités sanitaires locales, personne ne s'est plaint d'effets secondaires, confirme M<sup>me</sup> Renard, mais tout cela est difficilement vérifiable. »

Ph. Br.

# 3 900 F\*

Nouveau prix de l'aller / retour

Paris-Vienne

en "Grand Class Europe", la nouvelle destinée aux voyageurs d'affaires.

4 vols par

jours au départ de Roissy.

Pour aller à l'Est,

Austrian Airlines, l'exactitude et le confort de la nouvelle "Grand Class Europe".

welcome to Austrian Airlines

**AUSTRIAN AIRLINES**

سكانة الجبل



# Le Zaïre, le Rwanda et le Burundi sont pris dans la tourmente de l'après-génocide

Kinshasa porte plainte contre les gouvernements des deux pays

Les combats ont fait rage, jeudi 24 octobre, dans l'est du Zaïre. Le chef du gouvernement zaïrois, Kengo Wa Dondo, en visite à Bruxelles, a appelé le Rwanda à « se retirer » de son pays. Kinshasa accuse le Rwanda, mais aussi le Burundi, d'ingérence aux côtés des Banyamulenges, ces Tutsis (zaïrois) qu'affrontent les troupes zaïroises. Selon l'ONU, 265 000 réfugiés hutus burundais et rwandais et 10 000 paysans zaïrois fuient les combats.

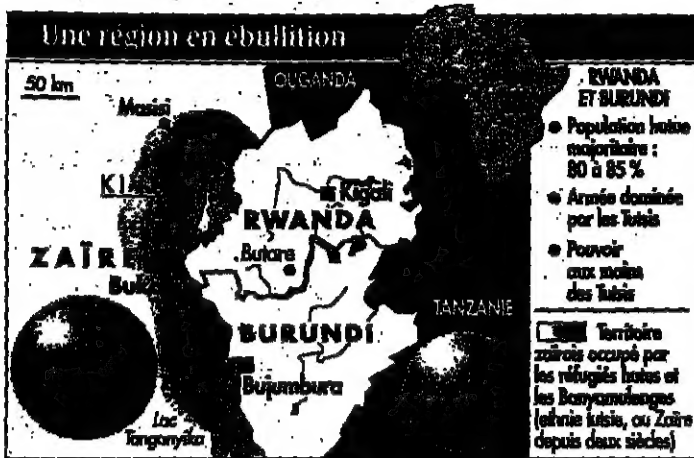
DES DIZAINES de milliers de réfugiés, encore une fois, poussés sur les chemins de l'exode. La région des Grands Lacs va-t-elle connaître une nouvelle « catastrophe humanitaire », après le génocide au Rwanda et la guerre civile au Burundi ? Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) la redoute et vient de tirer le signal d'alarme.

Le danger est tel qu'en dehors de cette partie de l'Afrique, où cette éolienne tragédie était déjà annoncée par certains dirigeants, on commence à se mobiliser pour des interventions diplomatiques d'urgence, faute de mieux. Les États-Unis, l'ONU, l'Union européenne (UE), et au sein de celle-ci, la Belgique et la France notamment, multiplient les contacts pour tenter d'arrêter les combats dans l'est du Zaïre et empêcher que ceux-ci ne dégénèrent en conflit ouvert entre ce pays, le Rwanda et le Burundi.

Le Zaïre a annoncé, jeudi 24 octobre, qu'il allait porter plainte devant le Conseil de sécurité des Nations unies contre « l'attaque » par le Rwanda et le Burundi de ses provinces du nord et sud-Kivu, où s'affrontent depuis septembre militaires zaïrois et Banyamulenges, membres d'une ethnie tutsie, originaire du Rwanda mais établie au Zaïre depuis près de deux siècles.

A Bruxelles, des diplomates européens, français et belges, entre autres, cherchaient à mettre sur pied une rencontre entre le premier ministre zaïrois, Kengo Wa Dondo, et son homologue rwandais, Pierre Clémentine. La Belgique est l'ancienne puissance coloniale au Zaïre, au Rwanda et au Burundi et la France a renoué, cette année, avec le régime zaïrois du président Mobutu Sese Seko. Lequel, accusé d'entraves aux tentatives de démocratisation à Kinshasa, avait été auparavant, boycotté par Paris, Bruxelles et Washington.

A Paris, le chef du gouvernement zaïrois s'était entretenu, la veille, avec le ministre délégué à la coopération, Jacques Godfrin. A Washington, le gouvernement américain - qui, depuis des mois, craint une explosion dans la région des Grands Lacs, avant les élections aux États-Unis - avait demandé, mercredi soir, à ses ambassadeurs au Zaïre et au Rwanda d'intervenir pour tenter de faire cesser les combats, et avait indiqué que des



diplomates allaient être envoyés à Bukavu, capitale du sud-Kivu.

Les conflits ethniques aux abords des Grands lacs, notamment au Burundi et au Rwanda, sont séculaires. Entre Hutus et Tutsis, les trente dernières années ont été rythmées par plusieurs vagues d'attentats pour le pouvoir et de massacres. Les premiers sont largement majoritaires au Rwanda comme au Burundi, deux petits pays très densément peuplés (environ sept millions d'habitants pour chacun). Les Hutus représentent 80 à 85 % de la population dans les deux cas.

En avril 1994, alors que ceux-ci démantelaient l'essentiel du pouvoir et contrôlaient la majeure partie de l'armée, les plus extrémistes ont profité de l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, un Hutu, pour donner le signal du génocide. Plus de 500 000 personnes, toutes pour la plupart, mais aussi des Hutus modérés, ont été massacrées en quelques semaines.

MAUVE GÉANT

Redoutant des représailles de la guérilla tutsie, qui avait l'espérance de Kigali et du pouvoir en juillet, des centaines de milliers de Hutus ont ensuite fui le pays. Cette situation et la mort du président burundais, tué en même temps que son homologue rwandais, un Hutu, lui aussi, ont immédiatement aggravé les tensions au Burundi. Le pouvoir, partagé entre Tutsis et Hutus, a été rapidement paralysé, tandis que l'armée restait dominée par les Tutsis. D'où une guerre civile de moins en moins larvée, jusqu'à ce que, cette année, en juillet, les militaires s'emparaient du pouvoir, pla-

çant l'un des leurs à sa tête, le major Pierre Buyoya, et provoquant un embargo contre eux de la part des pays voisins, qui espèrent de cette façon - faute de pouvoir contraindre les nouveaux dirigeants de Bujumbura à des négociations avec la rébellion hutue.

Aujourd'hui la région compte plus de deux millions de réfugiés hutus burundais ou rwandais, 1,7 million au Zaïre et 850 000 en Tanzanie. Ce sont ces énormes déplacements de population qui continuent de faire de la région des Grands Lacs une poudrière. La situation est particulièrement intenable au Zaïre, pauvre pays, ingouvernable et ingouverné, qui ne peut supporter longtemps un tel fardeau.

En 1995 et au début de cette année, les autorités de Kinshasa et la communauté internationale ont essayé en vain d'organiser le retour des Hutus rwandais. Kinshasa n'a cessé d'accuser les dirigeants tutsis de Kigali de ne rien faire pour faciliter ce retour et même de vouloir l'éviter. En revanche, les nouvelles autorités rwandaises ont souvent reproché aux forces armées tutsies de ne pas contrôler assez les camps de réfugiés qui abritent nombre d'extrémistes hutus, responsables du génocide, qui tentent de mener une guérilla au Rwanda, à partir du Zaïre. Les incidents de frontière ont été fréquents, ces derniers mois entre le Zaïre et le Rwanda.

Dans ces conditions, les Banyamulenges, qui revendiquent la nationalité zaïroise, ont été pris entre deux feux. Ces Tutsis, devant l'afflux des réfugiés et des extrémistes

hutus dans leur région, se sont sentis obligés de constituer des milices pour se protéger. C'était l'engrenage. Certains d'entre eux ont reçu un entraînement chez leurs « frères » du Rwanda. Et récemment, Kinshasa a accusé le régime de Kigali d'avoir infiltré des combattants banyamulenges au Kivu, via le Burundi. Maktenant Kinshasa affirme que des militaires rwandais - surtout - et burundais sont engagés sur le terrain.

LE RECOURS DE L'ARMÉE

Mais, les forces armées zaïroises peuvent être accusées à leur tour d'avoir un intérêt particulier à mener le combat contre les éléments armés banyamulenges. Ce sont elles, bien avant les autorités politiques de Kinshasa - initialement plus modérées - qui ont parlé d'« état de guerre ». Alors que le chef d'état major, le général Eteki, affirmait cela le 10 octobre, le gouvernement suspendait dans le même temps le vice-gouverneur de la province du Sud-Kivu pour avoir tenu les mêmes propos, tout en se gardant de les reprocher au patron des armées.

Tandis que le président Mobutu, atterré d'un cancer, est éloigné du pouvoir et que les premières élections démocratiques du pays sont prévues l'an prochain, l'armée peut être tentée de se présenter comme un recours pour assurer « l'intégrité du territoire ». Mal payée et dotée d'une très mauvaise réputation pour avoir fait dans le passé de sanglantes descentes dans les rues de Kinshasa et d'ailleurs, elle pourrait ainsi renouer avec la respectabilité.

Francis Cornu

## M. Chirac cherche le soutien des Européens sur sa visite au Proche-Orient

Les Britanniques restent très réservés

AMMAN de notre envoyée spéciale

Difficile de plaider pour une participation européenne au processus de paix israélo-arabe sans informer ses partenaires de la démarche. Jacques Chirac a affirmé jeudi 24 octobre, au terme de sa visite à Amman, en Jordanie, qu'il avait prévenu ses quatorze pairs européens de ses intentions avant de partir pour sa tournée au Proche-Orient. Dès vendredi, a ajouté le président de la République, ils seront mis au courant des résultats de ce périple puisque le ministre des affaires étrangères français, Hervé de Charette, doit réunir à Beyrouth (où M. Chirac est arrivé jeudi soir) les ambassadeurs des pays membres de l'Union européenne. « Samedi, j'écrirai à tous nos partenaires sur le même sujet », a ajouté le chef de l'Etat.

LA FORME ET LE FOND

Dès le début de la tournée, son entourage affirmait que les différences de vues entre les quinze quant au Proche-Orient étaient davantage liées à la forme qu'au fond. Les communiqués de l'Union européenne, de Madrid, Florence et Dublin ont été signés par tous les Etats membres sans difficulté, ajoutait-on de même source. Mais les quinze se sentent plus ou moins passionnés ou concernés par cette question. Des propos qui remettaient quelque peu en cause mercredi le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind : la démarche britannique pour la paix, a dit M. Rifkind, qui s'apprête à faire une tournée au Proche-Orient « pourrait être légèrement moins romanesque (...), mais peut-être plus efficace que

celle d'autres pays. Le lendemain, le commissaire européen, Léon Britan, enfonçait le clou en affirmant que les conditions « n'étaient pas remplies » pour une participation européenne au processus de paix. « Ces déclarations manquent singulièrement de pertinence et d'objectivité (...). La Commission (européenne) n'a aucune compétence en matière de politique étrangère », a répliqué la porte-parole de la présidence de la République, Catherine Colonna.

M. Chirac a aussi affirmé, jeudi, que le président américain, Bill Clinton, était tenu informé des initiatives françaises, qui, insiste Paris, ne concurrencent pas celles des États-Unis - seuls parrains à l'heure actuelle du processus de paix - mais visent à une complémentarité euro-américaine. Tony Lake, le président du Conseil national de sécurité, doit en tout cas être reçu à la fin de la semaine prochaine à Paris pour discuter du processus.

Mourna Naïm

(Lire aussi notre éditorial page 16)

■ RÉACTIONS : la visite du président Jacques Chirac en Israël, du 21 au 23 octobre, a suscité les craintes et les suspicions avec la France, a estimé le quotidien Yedioth Aharonot, l'un des plus de la presse israélienne, qui a peu couvert cette visite. Les journalistes ne se sont pas attardés sur un lapsus du président qui avait déclaré à Ramallah, le 23 octobre, que « le statut d'Israël » reste à « imaginer », alors qu'il voulait parler de Jérusalem. Interrogé par les journalistes, M. Chirac avait rectifié et présenté ses excuses un peu plus tard.

## Certains diplomates mettent en cause Kigali

Les autorités rwandaises auraient attisé le conflit chez leurs voisins

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant : Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a l'intention de soumettre, vendredi 25 octobre, lors d'une réunion à huis clos du Conseil de sécurité consacrée à la situation dans l'est du Zaïre, l'idée d'une conférence régionale des pays de la zone des Grands Lacs. Lors d'une tournée dans la région, Ibrahim Fall, diplomate sénégalais, envoyé spécial de l'ONU au Zaïre, avait refusé à obtenir notamment l'accord du vice-président rwandais, Paul Kagame. Cette idée, qui devrait avoir le soutien des membres du Conseil, nécessite avant tout, dit-on à New York, l'envoi d'un représentant spécial permanent dans la région.

Interrogé sur le rôle que pourrait jouer l'ONU dans la crise actuelle, un diplomate, membre du Conseil, admet « l'impuissance » de celui-ci : composé de pays aux intérêts trop divergents, le Conseil ne pourrait que lancer un appel à la retenue et soutenir l'idée de conférence régionale.

De retour de la région, un autre diplomate, qui regrette l'anonymat, conteste l'impuissance de la communauté internationale. « On peut déjà commencer par ne plus envoyer d'armes dans cette région », dit-il, refusant toutefois de nommer les pays qui continuent à les fournir. D'autre part, il déclare : « Il faut accepter que le rôle joué pendant la crise au Zaïre par le gou-

vernement de Kigali et les motivations de celui-ci n'ont rien de démocratique ; il faut le dire. » Or, précise-t-il, « la communauté internationale souffre encore de son complexe de culpabilité vis-à-vis du régime qui a subi le génocide de 1994 ».

Selon ce diplomate, qui a passé de nombreux mois dans la région, la crise actuelle découle « principalement » du refus du gouvernement rwandais (dominé par les Tutsis) d'accepter le partage de pouvoir avec les Hutus, « alors que le retour des réfugiés implique ce partage ». Il ajoute que le but de l'armée rwandaise est de créer la panique dans les camps au Zaïre, de disperser les réfugiés pour les faire pénétrer encore plus loin dans le territoire zaïrois.

INHIBÉS PAR LE GÉNOCIDE

« Le deuxième objectif des forces rwandaises, dit-il encore, est d'éviter à tout prix une alliance entre les forces hutues de M. Nyangoma [chef de la rébellion hutue au Burundi] avec les militaires de l'ancien régime hutu [au Rwanda]. »

Ce diplomate qualifie de « marginal » le rôle joué par l'armée burundaise dans ce qui se passe en ce moment dans l'est du Zaïre, en expliquant toutefois que cette crise affaiblit « considérablement » les forces de M. Nyangoma, principal rival hutu de l'« homme fort » de Bujumbura aujourd'hui, le major Pierre Buyoya. Revenant sur le « sentiment de culpabilité » de la

communauté internationale vis-à-vis des autorités de Kigali, parce qu'elles représentent, en quelque sorte, les victimes du génocide, il déclare : « Il faut accepter que, depuis le génocide au Rwanda, les choses ont évolué et que maintenant le régime rwandais fera tout pour éviter un partage de pouvoir. »

Cette analyse très tranchée, qui recoupe les accusations de Kinshasa sur l'implication du pouvoir rwandais dans les événements du Zaïre, semble être partagée par certains diplomates du Conseil de sécurité, « en particulier » les six pays membres non alignés, « restent toujours inhibés par le génocide de 1994 », et il ajoute que « toute action contre le régime de Kigali est toujours perçue comme donnant des gages moraux aux génocidaires, et il est vrai - et nous le savons - que le régime rwandais profite de cette ambivalence ».

Il dit encore : « Ainsi, personne n'ose mettre en cause, au Conseil, les motivations des Tutsis de Kigali ». Selon ce diplomate, pour tirer les choses au clair « une fois pour toutes », il faut nommer un envoyé spécial dans la région. Parmi les personnes les plus en fait du dossier, on laisse entendre que « l'homme de la situation » serait l'envoyé spécial de l'Union européenne, le diplomate italien Aldo Ajello.

Afsand Bassir Pour

FACE à FACE by Façonnable

EAU DE TOILETTE

pour elle pour lui



# L'Asean prend ses distances à l'égard de la junte birmane, qui durcit sa politique de répression

Le Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi est toujours en résidence surveillée

Le gouvernement américain a qualifié d'« escalade » dans la répression l'interpellation, par la police birmane, de Kyi Maung, le collaborateur

le plus connu d'Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix, qui est toujours en résidence surveillée. L'intégration de la Birmanie dans les structures

de l'Association économique des pays du Sud-Est asiatique (Asean) semble maintenant compromise.

BANGKOK  
de notre correspondant  
en Asie du Sud-Est

Depuis un mois, Aung San Suu Kyi est en résidence semi-surveillée. Un jour, les barrières de son domicile sont levées. Le lendemain, elles sont de nouveau en place et son téléphone est coupé. Elle demeure, officiellement, libre de ses mouvements, mais ne peut plus s'adresser à ses partisans regroupés, le week-end, devant les grilles de sa propriété. L'interpellation, mercredi 23 octobre, de Kyi Maung, son collaborateur le plus connu et le vice-président de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a été qualifiée d'« escalade » de la répression par le gouvernement américain. Les militaires libèrent Kyi Maung quand bon leur semblera.

La nervosité des généraux est plus apparente depuis qu'une altercation, samedi 19 octobre, dans une banlieue de Rangoun, entre des étudiants de l'institut de technologie et le propriétaire d'un restaurant a débouché sur deux manifestations, dont une réunissant mardi soir plusieurs centaines de jeunes gens. Le différend avec le propriétaire du restaurant avait été réglé quand la police est intervenue et, selon les étudiants, aurait arrêté et battu trois de leurs camarades avant de les relâcher. Kyi Maung se serait rendu sur les lieux de la manifestation de mardi pour, selon l'opposition, apaiser les esprits. Depuis, en dépit des démentis des étudiants, les autorités ont affirmé que la « querelle » n'avait été qu'un prétexte pour créer des « désordres ».

La manifestation de mardi a été la plus importante depuis celle qui avait suivi l'attribution, en 1991, du prix Nobel de la paix à M<sup>me</sup> Suu Kyi. En outre, c'est un incident du même genre qui avait, en 1988, déclenché les manifestations contre la dictature de Ne Win, lequel avait été contraint d'abandonner toute fonction officielle au profit des civils. En septembre de la même année, l'armée avait brutalement réprimé cette paren-



thèse au cours d'un coup d'Etat sanglant. Héroïne du mouvement démocratique, M<sup>me</sup> Suu Kyi avait été, dès 1989, assignée à résidence.

En reprenant le pouvoir, l'armée a, toutefois, choisi le contre-pied de la politique de l'autruche imposée pendant vingt-six ans par Ne Win, lequel avait mené son pays au bord de la banqueroute et l'avait plongé dans l'isolement au nom d'une « voie birmane vers le socialisme » et d'un « neutralisme négatif ». Tout en ne reconnaissant pas les résultats des élections générales qu'ils ont eux-mêmes organisées en 1990, parce 85 % des suffrages s'étaient reportés sur la LND de M<sup>me</sup> Suu Kyi, les généraux de 1988 ont tissé des liens étroits avec Pékin, qui depuis leur armée, amorcé la libéralisation de l'économie et ouvert la Birmanie aux investisseurs et aux touristes étrangers.

Parallèlement, ils ont pris langue avec l'Asean, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, laquelle, en retour, a opté pour

une politique d'« engagement constructif » vis-à-vis de Rangoun. Ayant libéré M<sup>me</sup> Suu Kyi en 1995, la junte a obtenu, en 1996, le statut d'« observateur » auprès de l'Asean, dernière étape avant une adhésion formelle à l'Association.

## NON-INGÉRENCE

Les partenaires occidentaux de l'Asean, malgré leurs réserves à l'égard du régime birman, en ont pris acte : lors de la dernière conférence ministérielle annuelle de l'Asean, en juillet à Djakarta, le secrétaire américain Warren Christopher s'est même déclaré prêt, pour la première fois, à appuyer l'« engagement » de l'Association aux côtés de Rangoun pour peu qu'il se révèle « réellement constructif ». Il semblait alors probable que la Birmanie adhère à l'Asean en 1997, en même temps que le Cambodge et le Laos, à l'occasion du trentième anniversaire de l'Association.

Ce processus de réintégration régionale semble, aujourd'hui, s'étioier. Les Philippines se sont

prononcées les premières contre une adhésion précipitée de Rangoun à l'Asean. Invoquant des raisons « techniques », la Thaïlande vient d'annoncer qu'un délai de deux ou trois ans était souhaitable avant l'intégration complète de la Birmanie. Si la Malaisie paraît demeurer favorable à une adhésion rapide, Anwar Ibrahim, son vice-premier ministre, a rappelé en août que « la démocratie n'est pas un luxe que les Asiatiques ne peuvent pas s'offrir ». Plus récemment, le *Strait Times* de Singapour a jugé que l'« engagement constructif » de l'Asean ne signifie pas une « carte blanche permettant aux généraux de perpétuer leur emprise sur le pouvoir sans référence à la population ».

D'un autre côté, si Rangoun peut continuer de compter sur un flux de capitaux régionaux, les entreprises occidentales sont soumises à des pressions croissantes contre des investissements en Birmanie. Même si elle affiche toujours la règle de la non-ingérence dans les affaires intérieures de ses membres, l'Asean ne peut que davantage s'interroger sur l'intérêt d'intégrer rapidement un régime qui, faute d'une libéralisation politique, donc de l'ouverture d'un dialogue entre la junte et M<sup>me</sup> Suu Kyi, n'a strictement pas trouvé un rythme de croisière.

Du coup, après ses premiers pas sur la scène régionale, le pouvoir militaire birman, si longtemps coupé de la scène internationale, ne semble plus savoir comment procéder. Depuis quelques jours, il redoute qu'un lien ne s'établisse entre la LND de M<sup>me</sup> Suu Kyi et un éventuel mouvement étudiant. Il paraît avoir perdu une part de sa belle assurance, ce qui explique pourquoi la célèbre opposante se retrouve assignée de facto à résidence trois jours sur quatre, jusqu'à maintenant, le prix de l'adhésion à l'Asean, qui souhaite que cinq années d'« engagement constructif » finissent par produire des résultats positifs, est en train d'augmenter.

Jean-Claude Pomonti

## 400 000 métallurgistes allemands ont observé des arrêts de travail

BONN. A l'appel d'ITG Metall, quatre cent mille métallurgistes, de source syndicale, ont observé des arrêts de travail, jeudi 24 octobre, pour s'opposer à la réduction des indemnités de maladie, au lendemain de l'échec des pourparlers avec la fédération patronale Gesamtmetall. Plus d'un millier d'entreprises dans le pays ont été touchées par cette journée de protestation, la plus importante depuis le début du conflit, fin septembre. Le mouvement a été particulièrement vif dans les groupes sidérurgiques du bassin de la Ruhr, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, et dans l'industrie automobile du Bade-Wurtemberg. Les métallurgistes défendent le versement intégral de leurs indemnités de maladie alors que le patronat de la branche souhaite les réduire à 80 % du salaire en vertu d'une loi votée à la mi-septembre. Les négociations devraient se poursuivre au niveau régional ou dans les entreprises. — (Corresp.)

## Le prix Sakharov au dissident chinois Wei Jingsheng

STRASBOURG. Le Parlement européen a décidé, jeudi 24 octobre à Strasbourg, de remettre le prix Sakharov au dissident chinois Wei Jingsheng, emprisonné de 1979 à 1993 et de nouveau condamné en décembre 1995 à quatorze ans de prison pour avoir défendu ouvertement les droits de l'homme. Ce prix, d'un montant de 15 000 écus (près de 100 000 francs), décerné depuis 1988, honore les défenseurs de la « liberté de l'esprit ». La commission des affaires étrangères du Parlement européen avait proposé deux autres candidats : le dissident et avocat cubain Morejon Almagro et l'évêque mexicain Samuel Ruiz Garcia, qui défend depuis des années les intérêts des indiens du Chiapas. — (AFP)

## EUROPE

■ RUSSIE : le président Boris Eltsine a appelé à l'union des forces politiques et des différentes structures de pouvoir dans le pays, dans une intervention diffusée vendredi 25 octobre par la radio. Le chef de l'Etat russe, qui se prépare à subir un multiple pontage coronarien en novembre, a aussi rappelé aux présents à la course au pouvoir qu'il comptait bien aller au bout de son mandat. « (...) Il est temps d'abandonner la course présidentielle », a-t-il déclaré. — (AFP)

■ RUSSIE-UKRAÏNE : Boris Eltsine et Léonid Kouchmaka ont annoncé, jeudi 24 octobre, être parvenus à un accord informel sur la réorganisation de la flotte de la mer Noire. Le principal problème, celui des ports d'attache de la partie russe de la flotte, a été réglé et l'accord sera finalisé d'ici au 15 novembre à Kiev. — (AFP)

■ OTAN : le ministre britannique de la défense, Michael Portillo, a jugé, jeudi 24 octobre, « irréaliste » de vouloir confier le commandement sud de l'OTAN à un Européen, comme le demande la France. « Vous ne pouvez ignorer que dans le commandement sud, les Etats-Unis apportent la V<sup>e</sup> flotte et d'énormes ressources de renseignement », a souligné M. Portillo dans un entretien au quotidien belge *Le Soir*.

■ UNION EUROPÉENNE : la mise en œuvre par les Etats-membres des mesures législatives relatives au marché intérieur continue de traîner en longueur. Le commissaire européen Mario Monti devait adresser une « mise en garde » aux ministres compétents lors de leur réunion, vendredi 25 octobre, à Luxembourg. Les plus mauvais de la classe ne sont pas ceux que l'on attendait. L'Allemagne n'a transposé dans sa législation que 88,6 % des deux cent dix-neuf mesures identifiées par le Livre blanc de 1985. Les plus efficaces sont le Danemark, 129 Pays-Bas et la Grande-Bretagne, qui avec un taux de transposition de 96,3 %, fait nettement mieux que la France (92,7 %). — (AFP)

## AMÉRIQUES

■ ETATS-UNIS : le milliardaire texan et candidat indépendant à la Maison Blanche Ross Perot a fermement écarté jeudi 24 octobre tout désistement en faveur du candidat républicain Bob Dole, affirmant qu'il traiterait jusqu'au bout de la campagne présidentielle. La presse américaine a révélé que le directeur de campagne du candidat républicain, Scott Reed, avait discrètement rencontré mercredi soir à Dallas (Texas) Ross Perot pour l'appeler à se désister en faveur de Bob Dole. — (AFP)

## ASIE

■ JAPON : un officier de la police japonaise membre de la secte Aum s'est accusé, vendredi 25 octobre, d'être l'auteur de la tentative d'assassinat perpétrée en 1995 contre le chef de la police, dix jours après l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo. « J'ai tiré sur lui », a déclaré cet homme de trente et un ans, cité par plusieurs grands journaux japonais mais dont l'identité n'est pas précisée. Cette tentative d'attentat, le 30 mars 1995, avait choqué le Japon, pays réputé l'un des plus sûrs du monde. Le chef de la police, Tokaji Kunitatsu, cinquantenaire, avait échappé à la mort mais avait dû être hospitalisé pendant trois mois. — (AFP)

## PROCHE-ORIENT

■ LIBAN : la Cour de cassation militaire a condamné jeudi 24 octobre aux travaux forcés à perpétuité l'homme qui avait assassiné, en 1986, l'attaché militaire français, le colonel Christian Gontoufères. — (AFP)

## AFRIQUE

■ TUNISIE : la chambre criminelle de la cour d'appel de Tunis a décidé, jeudi 24 octobre, un nouveau report au 14 novembre du procès d'un avocat militant des droits de l'homme, M<sup>me</sup> Najib Hosni, poursuivi pour « association de malfaiteurs ». Cette chambre avait déjà ajourné le procès d'une semaine, à la demande de la défense, lors d'une brève audience d'ouverture le 14 octobre, « en raison de l'état de santé » d'un coaccusé. — (AFP)

## ÉCONOMIE

■ MAROC : le gouvernement a adopté, jeudi 24 octobre, un projet de loi prévoyant la privatisation « officielle » de l'Office national des postes et des télécommunications (ONPT), qui devra se faire dans « la transparence, l'objectivité et l'égalité ». En vertu de cette loi, les télécommunications au Maroc seront également libéralisées à partir de cette année. — (AFP)

## Le FMI retarde l'octroi à Moscou d'une nouvelle tranche de crédits

MOSCOU. Les discussions entre le Fonds monétaire international (FMI) et la Russie sur le déblocage d'une nouvelle tranche de 340 millions de dollars d'un crédit global de plus de 10 milliards de dollars, sont dans l'impasse, a indiqué jeudi 24 octobre, la Banque centrale russe citée par l'agence Interfax. L'octroi de la tranche d'octobre est repoussé à novembre dans l'attente d'un accord. Le différend porte sur les mesures à adopter pour accroître les recettes budgétaires, les droits d'accises sur le marché intérieur des alcools et l'accès des étrangers aux bons du Trésor et aux obligations d'Etat. « Nous n'avons pas de commentaire à faire », s'est borné à indiquer un porte-parole du Fonds interrogé à Washington. L'annonce du report a provoqué une baisse de la cotation de la dette extérieure russe en devises sur les marchés internationaux, selon l'agence IJAR-TASS. — (AFP/Reuters)

## Le dalaï-lama aux députés européens : « Je vous en prie, aidez-nous »

STRASBOURG  
(Union européenne)  
de notre correspondant

« Je vous en prie, aidez-nous », a demandé le dalaï-lama aux eurodéputés qui l'ont chaleureusement accueilli, mercredi 23 et jeudi 24 octobre à Strasbourg, malgré les protestations du ministre chinois des affaires étrangères. Avant sa visite la semaine prochaine à Paris, Tenzin Gyatso voulait obtenir le soutien des responsables européens. Au cours de ces deux jours, il a été reçu par Jacques Santer et Klaus Hänsch, respectivement président de la Commission de Bruxelles et de l'Assemblée de Strasbourg et a été auditionné par les groupes politiques et trois commissions parlementaires dont celle des affaires étrangères.

Le chef spirituel du bouddhisme tibétain, qui s'est présenté en homme de dialogue et de réconciliation, a affirmé qu'il était « disposé à négocier sans conditions préalables dès que le gou-

vernement chinois ferait un geste ». Dans son esprit, il s'agit d'ouvrir des pourparlers afin d'obtenir « une autonomie réelle » pour son pays. Les espoirs du dalaï-lama ne se concrétisent pas néanmoins dans l'immédiat. « Pour l'instant, Pékin n'envoie pas de signaux positifs », a-t-il admis. Mais il s'est dit persuadé que la Chine aura une position plus « positive » d'ici deux à trois ans, ce qui explique au bout du compte son optimisme.

## « DIRE LES CHOSES AUX CHINOIS »

Tout son discours a consisté à répéter qu'il ne voulait pas la confrontation entre Tibétains et Chinois. Pour lui, il ne s'agit pas de « faire quelque chose d'antichinois, car nous admirons la civilisation chinoise ». Anticipant un éventuel compromis avec Pékin, il s'est montré persuadé que son pays pourra « contribuer à réduire la tension entre la Chine et l'Inde », pays où il séjourne depuis 1959. Le dalaï-lama s'est d'ailleurs

prononcé, encore une fois, contre l'idée d'isoler la Chine, « qui doit entrer dans l'économie mondiale car les pressions économiques sont sans effet ».

Il n'empêche qu'il faut, selon lui, « dire les choses aux Chinois » pour mobiliser « l'opinion occidentale, notamment européenne ». D'autant qu'à l'intérieur de la Chine, l'opposition commence à être forte entre « la classe dirigeante qui veut garder le pouvoir » et les intellectuels et les étudiants qui demandent une évolution du régime. Rappelant qu'il est avant tout un homme de religion, le dalaï-lama a souligné son opposition à la violence, car « elle peut aider à obtenir quelque chose mais les effets secondaires sont énormes, le recours à la violence étant une satisfaction passagère ». C'est en qualité de chef spirituel uniquement, a-t-il expliqué, qu'il devrait se rendre prochainement à Taiwan.

Marcel Scotto

## Le Congrès colombien propose de rétablir l'extradition des narcotrafiquants

BOGOTÁ  
correspondance

L'opération « mains propres » à la colombienne n'en finit pas de défrayer la chronique. Le procureur de l'administration colombienne, Orlando Vasquez Velasquez, a été mis en prison pour la deuxième fois, mardi 22 octobre. Accusé d'enrichissement illicite et d'obstruction à la justice, il avait été arrêté une première fois, le 2 mai, avant d'être libéré, le 8 août, pour vice de forme dans la procédure. Cette fois, celui dont la fonction consiste à enquêter sur le bon fonctionnement et la transparence de l'administration de l'Etat, a aussi été suspendu de sa charge par la Cour suprême de justice.

Comme tous les protagonistes du scandale portant sur le financement de la campagne du président Ernesto Samper grâce à l'argent de la drogue, M. Vasquez Velasquez

aurait reçu environ 200 000 dollars (1 million de francs) du cartel de Cali en 1994. Plus grave, il est soupçonné d'avoir monté un faux scandale — faux témoins à l'appui — pour faire tomber l'« incorruptible » fiscal (le chef du parquet) Alfonso Valdivieso, qui mène l'enquête sur la classe politique colombienne.

Les difficultés de la guerre anticorruption et de la lutte contre le trafic de drogue ont aussi été illustrées, cette semaine, par la décision sans précédent de la première commission du Sénat de rétablir l'extradition en Colombie. Le thème est brûlant, puisque c'est pour lutter contre l'extradition que Pablo Escobar et le cartel de Medellín avaient, dans les années 80, mené une guerre sanglante contre l'Etat, avec comme slogan : « Mieux vaut une tombe en Colombie qu'une prison aux Etats-Unis ! »

Le projet de loi, adopté mardi par 11 voix contre 8, rétablit l'extradition de manière très conditionnelle : celle-ci ne sera pas rétroactive et ne concernera ni les délits politiques ni les délits qui se soumettent à la justice. Elle ne devrait être votée définitivement par les deux Chambres qu'en juin 1997.

## GUERRE INTERMINABLE

Sur le terrain, la guérilla et les groupes paramilitaires s'affrontent violemment depuis plusieurs semaines, à coups d'enlèvements et d'assassinats vengeurs : les combats avec l'armée continuent. A cette guerre interminable s'est ajoutée, pendant douze jours, une grève des transporteurs routiers qui a paralysé les routes et les activités portuaires du pays. Par conséquent, une grande partie des importations et des exportations

ont été immobilisées jusqu'à vendredi matin 25 octobre.

La situation semble tellement préoccupante aux yeux des dirigeants économiques que certains d'entre eux, réunis ce week-end sur l'île de San Andrés, ont demandé au gouvernement de décréter l'« état d'urgence économique ». Seule leur dans tous ces bras de fer engagés par le gouvernement : le ministre de l'Intérieur a annoncé que l'armée accepterait de démanteler pendant quatre jours une partie de la zone réclamée par les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC, guérilla communiste), afin de libérer les soixante soldats retenus en otage depuis cinquante-six jours par la guérilla, qui n'a pas encore donné de réponse. Les négociations ont toutefois le mérite d'avoir repris.

Anne Proenza



## « Vache folle » : Bruxelles demande de nouvelles mesures sanitaires préventives

Le commissaire européen à l'agriculture Franz Fischler rappelle que le respect par Londres de ses engagements sur l'abattage du cheptel bovin britannique est un préalable à toute négociation ultérieure

Le commissaire européen à l'agriculture, Franz Fischler, qui a été auditionné par la mission d'information de l'Assemblée nationale française sur la crise de la « vache folle », a indiqué, mercredi 23 octobre à Pa-

ris, que l'exécutif bruxellois souhaitait voir les quinze prendre de nouvelles mesures préventives pour lutter contre la transmission de l'épizootie. Il a pris à cette occasion la défense des services de la Commission,

auxquels il a été reproché d'avoir sous-estimé, à ses débuts, l'importance de l'épizootie. A la lumière des dernières informations sur les possibilités de transmission de l'agent de la « vache folle » à l'homme, les nouvelles

mesures à prendre seront discutées le 28 octobre à Bruxelles par le conseil des ministres de l'agriculture. Ces derniers se pencheront à nouveau sur l'avenir de l'élevage et les mesures de soutien à prendre. En France,

plusieurs centaines d'agriculteurs ont élevé des barrières routières, jeudi, dans les régions du Massif Central, du Limousin et de Bourgogne pour réclamer des primes compensant la chute des cours.

**AUDITIONNÉ** jeudi 24 octobre par la mission d'information de l'Assemblée nationale française sur la « vache folle », Franz Fischler, commissaire européen à l'agriculture, s'est ensuite exprimé à Paris, devant la presse, sur les différents aspects du dossier. Ses déclarations coïncident avec la publication dans l'hédonadair scientifique britannique *Nature* de la démonstration de la transmission de l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) à l'espèce humaine (*Le Monde* du 25 octobre).

Pour M. Fischler, « il est évident qu'un organe, tissu ou viande bovine présentant un risque au regard de la contamination par l'agent de l'ESB ne peut entrer dans l'alimentation, qu'elle soit humaine ou animale ». Au niveau de l'Union européenne, la proposition qui a été élaborée il y a quelques mois par la Commission, et qui portait notamment sur l'interdiction de l'utilisation de certains abats dans les alimentations humaines et animales - proposition défendue par la France mais rejetée par d'autres Etats membres - sera à nouveau soumise à l'exa-

men, lundi 28 octobre à Luxembourg, du conseil des ministres de l'agriculture. La crise du secteur bovin y sera abordée dans ses différentes dimensions. « A court terme, nous allons devoir faire face à cette crise grâce à différentes mesures concernant les mécanismes d'intervention, la réglementation du sujet des brouillards et de la viande de veau. A plus long terme, il faudra bien évidemment repenser l'ensemble du mode de production de la viande bovine au sein de l'Union européenne », a déclaré M. Fischler.

### « CONDITION PRÉALABLE »

Interrogé sur le fait de savoir si la publication des scientifiques britanniques dans la revue *Nature* allait modifier les demandes de la Commission quant aux modalités du plan d'abattage du cheptel bovin britannique, M. Fischler a répondu : « Il faut savoir que le détail de ce plan a été approuvé par les quinze il y a quelques mois, lors du sommet de Florence. Il ne faut pas oublier que ce plan vise à réduire l'incidence des cas de « vache folle » au Royaume-Uni. Il ne s'agit pas d'éliminer complètement la

maladie bovine, car cet objectif est impossible. L'article de *Nature* ne fournit aucun élément susceptible de modifier les termes de l'accord de Florence. Quand bien même cet article ne serait pas paru, nous serions, pour notre part, restés au programme défini de l'abattage des bovins britanniques. »

Les risques sanitaires potentiels liés à la consommation de viande de mouton contaminée par l'agent de l'ESB n'ont pas échappé au commissaire européen à l'agriculture. La commission fera, lundi 28 octobre devant le conseil des ministres de Luxembourg, une proposition visant à exclure l'ensemble des abats d'agneau et de mouton de toute forme d'alimentation animale et humaine. M. Fischler est d'autre part convaincu de la nécessité de modifier les procédures actuelles de fabrication de farines animales afin de réduire les risques de transmission et de recyclage des agents infectieux responsables de l'ESB. Rien n'indique toutefois qu'il sera suivi par la majorité des pays de l'Union européenne.

Pour ce qui concerne une possible levée partielle, à l'échelon ré-

gional, de l'embargo qui frappe la Grande-Bretagne depuis la fin du mois de mars, M. Fischler estime que « le programme d'abattage sélectif du cheptel bovin britannique n'est qu'une condition préalable à

des propositions quant à la levée en différentes étapes de l'embargo. Ces propositions seront soumises à l'analyse des scientifiques. La procédure de levée progressive de l'embargo qui frappe la Grande-Bre-

tagne ne sera mise en œuvre que lorsque ces derniers auront rendu des avis favorables. Si la Commission européenne ne se basait pas sur la science dans ce domaine, toutes ses décisions pourraient être contestées devant la Cour de justice européenne ainsi que par l'Organisation mondiale du commerce. »

Commentant les critiques très vives formulées à l'encontre de la Direction générale de l'agriculture par certains membres de la commission d'enquête du Parlement européen sur l'affaire de la « vache folle », M. Fischler a déclaré que cette commission « verrait sa crédibilité s'effacer si elle commençait à céder à certains préjugés et si elle tirait des conclusions

### Bonn interdit l'importation d'abats de ruminants français

Le ministre allemand de la santé a annoncé, vendredi 25 octobre, que Bonn voulait interdire l'importation de certains morceaux de viande de bœuf, de mouton et de chèvre en provenance de France pour lutter contre la maladie de la « vache folle ». Un décret en cours d'élaboration prévoit d'interdire la consommation, l'utilisation dans les produits alimentaires et la fabrication de cosmétiques de cervelle, moelle épinière et yeux de bovins de plus de six mois, ainsi que de moutons et de chèvres de plus de douze mois produits en France. Ce décret sera examiné le 6 novembre par le conseil des ministres, a précisé un porte-parole du ministère. En pratique, cette mesure ne devrait pas avoir de conséquence notable, les abats n'étant plus exportés mais détruits. On confie à Bonn qu'il s'agit d'une rétorsion à une décision française d'interdire les importations de ces tissus.

toute discussion future. Il importe que la Grande-Bretagne, qui a décidé d'un programme, le mette effectivement en œuvre. Ce n'est que quand cette condition préalable sera remplie que ce pays pourra faire

aussi pour toucher la « prime spéciale aux bovins mâles » (PSBM) versée lorsque l'animal atteint dix mois. Daniel Perrin a aussi indiqué que la mesure consistant à abattre - pour dégrader le marché - les veaux de moins de vingt jours, était entrée en vigueur le 15 octobre. Les négociants ou les éleveurs qui souhaitent bénéficier de cette mesure facultative toucheront une prime de 800 francs environ, par animal. Dix-neuf abattoirs français ont été agréés pour ces besoins, financés par le budget communautaire, qui doivent se faire dans une certaine discrétion.

Certains pays, comme l'Allemagne, craignant des réactions vives de l'opinion ne veulent pas que leurs abattoirs se lancent dans ces opérations : en conséquence leurs agriculteurs vont faire tuer leurs animaux en France. Le début de l'automne marquant la pleine saison des veaux, on estime que 10 000 petits veaux pourraient être abattus, chaque semaine, dans les abattoirs français.

François Grosrichard

## Manifestations d'agriculteurs dans le Massif central

PLUSIEURS manifestations ont été organisées vendredi 25 octobre dans le Massif central par la FNSEA et d'autres syndicats agricoles pour soutenir les revendications des éleveurs de bovins. Dans une vingtaine de départements du centre de la France, qu'on appelle le « bassin allaitant », l'élevage bovin est axé essentiellement sur la production de viande, à partir d'animaux de qualité élevés à l'herbe, et notamment les brouillards, jeunes bovins mâles de huit à dix mois. Les agriculteurs et les entreprises situés dans cette zone sont particulièrement affectés par la crise de la « vache folle » et ses conséquences économiques et sociales.

Les éleveurs de ces régions veulent que les ministres de l'agriculture des quinze, qui se réuniront lundi 28 et mardi 29 octobre à Luxembourg, arrêtent des mesures nouvelles et spécifiques en leur faveur, notamment l'octroi d'une prime forfaitaire d'environ 1 000 francs par vache allaitante, qui s'ajouterait aux primes habituelles.

Présentant son budget le 24 octobre à l'Assemblée nationale, le ministre de l'agriculture Philippe

Vasseur s'est voulu très ferme et a déclaré que les « éleveurs devaient être bien convaincus que le gouvernement ne les laissera pas tomber. Si jamais l'Europe n'accède pas à notre demande, nous n'accepterions pas nous-mêmes

globalement ils continuent à enregistrer une décade sensible par rapport à 1995 et 1994. Cette petite reprise profite à l'ensemble des viandes bovines. Elle s'explique à la fois par les achats des engraisseurs italiens et par une

### Une information judiciaire ouverte à Nantes

Le parquet de Nantes a demandé l'ouverture d'une information judiciaire sur l'importation et l'utilisation interdites de farines d'origine animale. Le dossier a été confié au juge d'instruction nantais Jean-Pierre Pétillon. Cette initiative judiciaire fait suite à la plainte contre X... déposée le 3 juillet à Nantes par la Confédération paysanne. La Confédération indique avoir produit des témoignages de professionnels du monde agricole collectés dans la presse et deux témoignages directs portant sur des cas précis émanant d'un « professionnel de l'hygiène vétérinaire et d'un éleveur ». Elle a aussi fait valoir auprès du procureur le fait qu'un des principaux fabricants d'aliments pour animaux, basé en Bretagne, se soit démarqué des déclarations rassurantes du président de son syndicat professionnel, lors d'une récente audition devant la mission parlementaire d'information sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).

quoi que ce soit ». La veille, Daniel Perrin, directeur de l'Ofival (office interprofessionnel des viandes et de l'élevage) a indiqué que depuis la mi-août les prix des jeunes bovins avaient tendance à se redresser, même si

offre moindre que prévue. Les agriculteurs du Massif central, mettant à profit une période de beau temps ont gardé leurs animaux dans les prairies jusqu'à la fin octobre, non seulement parce que l'herbe est abondante mais

François Grosrichard

## Le Parlement européen oppose la rigueur au financement des grands travaux

**STRASBOURG** (Union européenne) de notre correspondant  
Le financement des quatorze projets de réseaux de transport jugés prioritaires par l'Union européenne ne bénéficiera pas, en 1997, de crédits supplémentaires, comme le souhaitait la Commission de Bruxelles et comme l'avait refusé le conseil des ministres des finances des quinze (*Le Monde* du 16 octobre). Le Parlement européen, qui joue un rôle essentiel en matière budgétaire, a décidé de suivre, à peu de chose près, les gouvernements membres sur ce dossier. Hormis les communistes, les socialistes et les élus du Front national, les eurodéputés ont voté massivement, jeudi 24 octobre -

386 voix pour, 35 contre, 15 abstentions -, un « budget de rigueur, conforme aux conditions nécessaires à la création de l'Union économique et monétaire », selon Detlev Samland (social-démocrate allemand), président de la commission budgétaire.

Encore une fois, la nécessité du compromis entre socialistes et démocrates-chrétiens a prévalu sur le reste. En début de semaine, nombre de parlementaires de gauche avaient demandé d'inscrire une augmentation substantielle au profit des réseaux trans-européens. Cette requête signifiait qu'il fallait dépasser le plafond des ressources financières de l'Union prévu pour 1997 ; ce plafond, imposé par un accord conclu en 1988 (et renouve-

lé en 1992) entre les capitales européennes et l'hémicycle de Strasbourg, fixe jusqu'à la fin de la décennie les dépenses maximales pour chaque exercice.

### « DÉCROISSANCE »

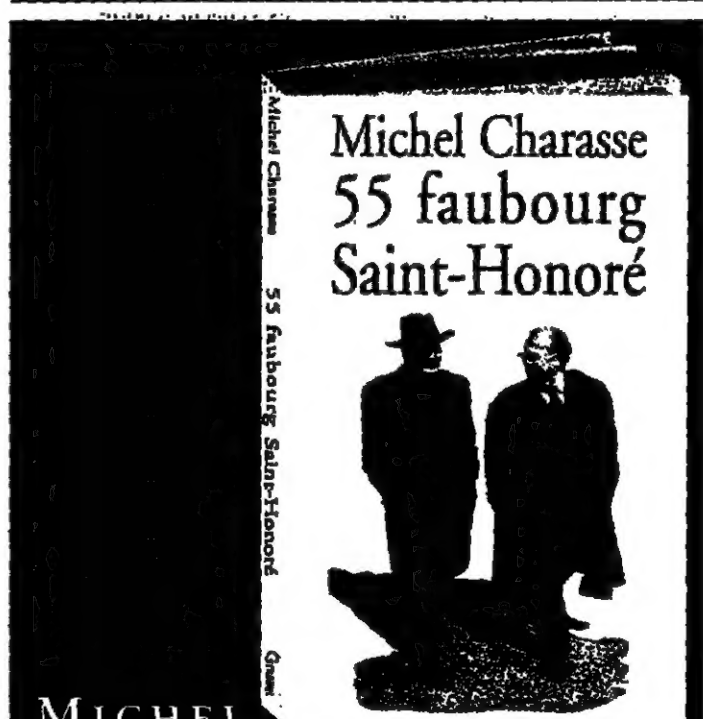
La dénonciation de l'« accord interinstitutionnel » aurait nécessairement ouvert les crises budgétaires courantes dans les années 80. Le centre droit et la droite n'en voulant à aucun prix, la formation socialiste a été conduite à calmer et à faire rentrer dans le rang les contestataires. L'autre argument de poids des démocrates-chrétiens et des libéraux, mais aussi d'une bonne partie des socialistes, portait sur la signification d'une demande qui aurait été jugée laxiste. « Nous ne pouvions pas porter la responsabilité de brouiller le message de l'Union sur l'UEM », a expliqué Jean-Louis Boudanges (UDF).

L'hémicycle européen, voulant tout de même marquer son indépendance, a créé une réserve de 300 millions d'euros (1 écu vaut 6,40 francs), dont une centaine (contre 1 milliard d'euros souhaité par Bruxelles) pourrait être affectée au financement des études de projets portant sur les grands travaux européens. Ces fonds additionnels - plus symboliques qu'opérationnels - permettent au budget communautaire de rester en dessous du plafond global mais

nécessitent tout de même de dépasser les niveaux de dépenses autorisés pour certains chapitres par le biais de transferts entre postes budgétaires.

Ce « décloisonnement » demande l'accord des quinze. La Commission s'étant d'ores et déjà prononcée en faveur de l'opération. Reste donc aux ministres des finances d'accepter le dispositif imaginé par Strasbourg pour que les infrastructures de transport puissent bénéficier de maigres crédits supplémentaires. Rien n'est moins sûr, car il serait ainsi créé un précédent que pourrait utiliser le Parlement dans les années à venir, et les capitales européennes se méfient toujours des dérives budgétaires des eurodéputés. D'autant qu'après avoir bloqué l'aide prévue à la Turquie dans le cadre de l'union douanière, l'Assemblée veut intervenir dans l'affectation des crédits à Ankara au titre de la politique de coopération avec l'ensemble du Bassin méditerranéen. Les eurodéputés ont demandé à la Commission de leur soumettre les projets qu'elle envisage pour la Turquie, pour s'exprimer sur leur opportunité en fonction du respect des droits de l'homme dans ce pays. Ce qui est contraire aux procédures de décision actuellement en vigueur.

Marcel Scott



## MICHEL CHARASSE

Entretiens avec Robert Schneider

« Au fil d'anecdotes souvent désopilantes, son récit nous en apprend beaucoup sur l'insoutenable légèreté du pouvoir. »

Christine Clerc, *Le Figaro*

« Pendant quatorze ans, à l'Élysée, il a fait sa moisson d'événements. Charasse est un formidable conteur. »

François Bazin, *Le Point*

« Une somme de réflexions alertes, parfois drôles, souvent sérieuses sur le pouvoir, ou plutôt le pouvoir tel qu'il s'exerce à l'Élysée. »

Florence Maréchal, *Le Journal du Dimanche*

Grasset

## NOUVELLE MONDEO

vous ne verrez plus la route comme avant



- Sécurité globale
- Tenue de route exemplaire
- Équipement incomparable

ESSAIS : ☎ 47.39.71.13



SADEVA PARIS OUEST - 129 bd. Jean-Jaures - 92 Clichy



# L'inspection des charniers d'ex-Yougoslavie met en évidence les atrocités commises lors du conflit

Le Tribunal pénal international a interrompu son enquête à la veille de l'hiver

La première tournée d'inspection des charniers d'ex-Yougoslavie aura duré trois mois et demi pour les experts du Tribunal pénal international

(TPI) de La Haye. Les enquêteurs ont creusé huit charniers dans les régions de Srebrenica (Bosnie orientale) et de Vukovar (Croatie). Les hommes

du Tribunal de La Haye viennent d'interrompre leurs recherches, après avoir découvert deux cents corps près de Vukovar.

## SARAJEVO

de notre correspondant

Pour cette première année de recherches sur les atrocités commises en ex-Yougoslavie, les enquêteurs du Tribunal pénal international (TPI) ont mis l'accent sur les épisodes les plus sanglants et les plus connus. Vukovar et Srebrenica, villes assiégées, respectivement croate et musulmane, conquises par les forces serbes en 1991 et 1995, demeurent les symboles des horreurs du conflit yougoslave. A Vukovar, la soldatesque serbe a notamment exécuté les patients de l'hôpital, ainsi que des prisonniers civils et militaires. A Srebrenica, en juillet 1995, le général Ratko Mladic et son armée ont, sous les yeux des « casques bleus », tré leurs prisonniers avant de faire disparaître 6 000 à 10 000 hommes de cette « zone de sécurité » de l'ONU.

Le TPI n'a pas encore rendu public le résultat des fouilles. Des analyses médico-judiciaires sont toujours en cours dans les morgues de Zagreb et de Tuzla, où les corps ont été transportés. A La Haye, les enquêteurs poursuivent les instructions et rédigent actuellement les synthèses des recherches effectuées sur le terrain. Certaines preuves ont toutefois déjà été recueillies. Dès les premières fouilles autour de Srebrenica, au charnier de Cerska, le chef des enquêteurs avait réfuté la théorie serbe qui affirmait que les victimes étaient des soldats musulmans abattus au cours de combats réguliers. « Nous avons trouvé les preuves de l'usage de balles puissantes qui ont pulvérisé les crânes des victimes, avait indiqué William Haglund. Certaines victimes ont les mains liées derrière le dos. Ce ne sont pas des combattants. Nous

n'avons trouvé aucune trace d'équipement militaire. »

Le Tribunal de La Haye n'a pas l'intention d'effectuer une recherche exhaustive des atrocités commises en ex-Yougoslavie, et ne révélera sans doute jamais le sort des 30 000 disparus. Ainsi, tous les charniers présumés ne seront pas examinés, et à chaque fois qu'une fosse commune est découverte, tous les corps n'en sont pas extraits. Les enquêteurs désirent surtout compléter les indications fournies par les survivants, afin de s'assurer de la véracité des témoignages.

Les fouilles pratiquées à Srebrenica devraient ainsi être largement évoquées lors d'une prochaine audience relative au cas de Dragan Erdemovic, ce jeune soldat (d'origine croate) de l'armée serbe qui a témoigné contre ses propres supérieurs. Le témoignage d'Erdemovic sera principalement utilisé contre Ratko Mladic, qui a commandé lui-même l'exécution des hommes de Srebrenica.

## FORTES PRESSIONS SERBES

Une première saison d'excavations de charniers s'achève donc, les travaux devant reprendre au début du printemps, après les gélées. Les coupables présumés des « crimes contre l'humanité » sont, eux, toujours en liberté. A La Haye, un porte-parole indique que la priorité du nouveau procureur, la Canadienne Louise Arbour, sera de convaincre les capitales ex-yougoslaves de remettre les personnes inculpées à la justice. Le TPI regrette que les grandes puissances, qui ont envoyé 60 000 soldats en Bosnie, ne procèdent pas à l'arrestation des « criminels de guerre ». Seules sept personnes sont actuel-

lement détenues dans les geôles de La Haye, alors que le TPI a procédé à soixante-quatorze inculpations (un soixante-quinzième inculpé, le général serbe Dzukic, est décédé).

Seuls les Bosniaques coopèrent avec le tribunal, puisqu'ils ont transféré à La Haye les trois inculpés musulmans accusés d'avoir torturé et tué des détenus dans une prison de Bosnie centrale. Les Serbes et les Croates continuent, eux, de protéger leurs ressortissants. Les officiers serbes accusés pour les massacres de Vukovar et de Srebrenica ne sont pas inquiétés, et le général Mladic demeure le commandant de l'armée serbe en Bosnie-Herzégovine. Il continue de diriger l'état-major, qui est en contact permanent avec les officiers de l'OTAN.

Les enquêteurs ont par ailleurs subi de fortes pressions de la part des autorités serbes. Les fouilles ont ainsi été considérablement ralenties au mois d'août. Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné, le 10 octobre, la politique d'« obstruction » des Serbes de Bosnie. L'ONU a également déploré la destruction et la détérioration d'éléments de preuves. De source proche du TPI, on indique cependant que les enquêtes ont pu aboutir, car « les nettoyeurs n'étaient vraisemblablement pas les exécuteurs et, ne connaissant pas toujours l'emplacement exact des corps, ils ont agi en amateurs ».

De leur côté, les Bosniaques poursuivent également leurs enquêtes. La Commission pour la recherche des disparus a déjà recensé plus de trois cents charniers, et en a fouillés une vingtaine, exhumant neuf cents corps. Chaque soir, la télévision bosniaque tient le

compte de ces fouilles. Dans la région de Kijuc, des enterrements collectifs ont lieu après l'examen des corps. « C'est terrifiant, raconte Jasmin Odobasic, le vice-président de la commission. A Kijuc, nous avons trouvé les os d'un enfant tué à l'âge de seize jours. Voilà, le fascisme n'a pas connu de limite, et l'Europe a refusé de le voir. » M. Odobasic critique également le TPI, qui, bien que menant une action « rigoureuse », « n'est pas très actif, peut-être par manque de crédits ou de personnel ».

## ALERTER LES CONSCIENCES

Les recherches effectuées cette année, plus lentes que prévu, auront certainement contribué à alerter les consciences. Au sein de l'OTAN, des officiers occidentaux avaient été bouleversés à la vue des corps des exécutés de Srebrenica. Certains commencent à critiquer la légendaire prudence de leurs états-majors. Plus intéressant encore, l'opinion publique serbe commence à entrevoir ce que la propagande officielle lui avait toujours caché.

En Serbie, la presse indépendante évoque désormais les exactions commises sur le sol bosniaque. Et même à Pale, la situation pourrait évoluer. Au bord du charnier de Cerska, le ministre de la justice de Radovan Karadzic a blâmé, l'air incrédule, lorsque les enquêteurs lui ont montré les corps de victimes abattus d'une balle dans la nuque. Le ministre ultranationaliste a secoué la tête, visiblement bouleversé, avant de rentrer précipitamment à Pale, silencieux.

Rémy Ourdan

# L'un des médecins-chefs de l'hôpital de Vukovar se souvient de l'horreur

« Ils ont emmené deux cents malades... »

## ZAGREB

de notre envoyé spécial

Juraj Njavro vit encore dans le souvenir de Vukovar. Médecin à l'hôpital lors de la chute de la ville, il a échappé aux exécutions commises par les combattants serbes. Prisonnier dans une caserne puis libéré, il vit aujourd'hui dans la capitale croate. Depuis cinq ans, il a voyagé, et témoigné. « Je suis allé à travers l'Europe. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il y a eu peu de réactions. J'ai fait, et personne ne me croyait. Il a fallu attendre la chute de Srebrenica, l'an dernier, pour que le monde ouvre enfin les yeux. Si tard... »

Le docteur Njavro se souvient très précisément de l'arrivée des troupes serbes, le 18 novembre 1991. « Leurs blindés ont pris position autour de l'hôpital. Il y avait un accord avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur le statut neutre de l'hôpital et l'évacuation des blessés vers la Croatie, dit-il. L'officier serbe, Veselin Sijavcanin, refusait de discuter. Il disait : « C'est mon pays ici ! » Il a refusé que le CICR évacue les patients. » Le commandant Sijavcanin est inculpé de « crimes de guerre » par le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, avec deux autres officiers de l'armée yougoslave.

« Puis l'armée s'est officiellement retirée, et les militaires sont arrivés, poursuit le médecin croate. Ils étaient d'un lit à l'autre et vérifiaient les identités. Ils emmenaient certains blessés. Plus tard, pendant que les médecins et les infirmières étaient convoqués dans une pièce, ils ont emmené deux cents patients. La plupart étaient très gravement blessés, parfois invalides. » Le docteur Njavro essaie encore de

comprendre comment les Serbes ont pu savoir, sous les pyjamas et les pansements, qui était un combattant croate et qui était un civil ordinaire : « Je pense, dit-il, que nos patients ont été dénoncés par des Serbes qui étaient restés avec nous, à l'hôpital. »

## DES CORPS A OVCARA

Juraj Njavro soupçonne particulièrement deux médecins serbes, dont les fils sont arrivés au sein des milices paramilitaires. Deux médecins qui sont restés à Vukovar ces cinq dernières années. Les Serbes ont peu à peu évacué le personnel et les patients en plusieurs groupes, séparant les docteurs Njavro et Bosanac, les chefs de l'hôpital. « Depuis, nous avons reconstruit ce qui est resté du premier groupe, car un homme a pu sauter d'un camion en route vers Ovcara, où les enquêteurs du TPI viennent de retrouver deux cents corps.

Aujourd'hui, M. Njavro attend « avec impatience » de rentrer en Slavonie orientale. Il pense que ce sera impossible de vivre à nouveau avec les Serbes, là-bas. « Tout serait différent s'il n'y avait pas eu Ovcara, dit-il. Ce sera difficile d'effacer cela. » Il pense encore à son collègue, le docteur Ivankovic, dont le fils était arrivé avec les « Aigles blanches » serbes. « Une question m'obsède : aurait-il pu sauver les blessés ? Durant le siège, il était avec nous et soignait remarquablement bien les gens. Puis il s'est tu, cinq longues années... Alors, pourquoi parler à nouveau avec Ivankovic ? Je ne parviens pas à croire qu'il ne savait pas. »

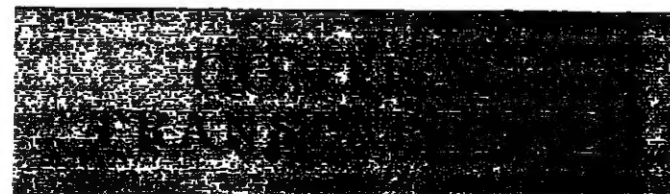
R. O.

# CONTRE LES OFFRES

# OBSCURES,

# FIAT JOUE

# LA TRANSPARENCE.

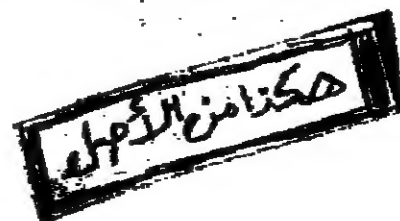


Contre le flou du discours automobile, Fiat invente le Contrat Transparence : le Contrat Transparence, ce sont des prix nets. Soit la Punto prix net à partir de 51 200 F. Des financements nets. La Prime Qualité Fiat, avec toujours 5 000 F de reprise pour les véhicules de plus de huit ans. Soit la Punto à partir de 46 200 F. Avec le Contrat Transparence Fiat, tout devient plus clair, tout devient plus net. C'est ce que l'on appelle le parler-vrai automobile.

**FIAT**

**PUNTO PRIX NET 51200F\*, OU 46200F AVEC REPRISE D'UN VÉHICULE DE PLUS DE 8 ANS.**

\*PUNTO 55 S 3 P, version présentée 75 ELX DA 3p: 63 900F (ou 58 900 F reprise déduite). Tarif prix net au 1/10/96 AM 97 (tarif de référence au 28/9/96 diminué de la moyenne des conditions habituellement concertées par Fiat et son réseau). Chez les concessionnaires et agents participants.





# FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 26 OCTOBRE 1996

**DROITE** Les embarras du RPR à Paris et dans d'autres départements d'Ile-de-France, provoqués par les investigations de la justice dans des affaires de financements politiques

douteux ou de trafic d'influence, incitant l'UDF à envisager de tenter sa chance pour séduire l'électorat conservateur aux élections législatives et régionales de 1998. La règle

de reconduction des députés sortants, adoptée par la majorité, limite, cependant, ses perspectives. ● LA MAJORITÉ PARISIENNE, dominée par le RPR, ne parvient pas à rallier ses

candidats en dépit de l'avertissement qu'elle a reçu aux élections municipales de juin 1995. ● DANS LES HAUTS-DE-SEINE, chef de Charles Pasqua, les centristes et les libéraux

peuvent envisager de disputer des sièges au RPR avec quelques chances de succès, bien que la menace d'une vague de gauche soit de nature à inciter la droite à s'unir.

## L'UDF se prépare à disputer au RPR son hégémonie en Ile-de-France

Les centristes et les libéraux, réduits à la portion congrue par la domination du parti de Jacques Chirac à Paris et dans les sept autres départements de la région, veulent profiter des déboires électoraux et des embarras judiciaires de leur allié pour renforcer leur position

C'EST LE NOUVEAU mot d'ordre à l'UDF : dans la préparation des élections de 1998, « il faut s'occuper tout particulièrement des îles ». Les îles, ce sont certes celles d'outre-mer et de Corse, où la confédération ne s'estime pas assez présente, mais aussi et surtout l'Ile-de-France.

Que ce soit en nombre de députés ou au conseil régional, l'UDF est largement devancée par le RPR dans la région parisienne. « C'est en grande partie sur ce terrain que le RPR fait la différence », observe Pierre-André Wiltzer, porte-parole de la confédération et député de l'Essonne. L'ébranlement du dispositif chiracien à Paris et l'impact des différentes affaires judiciaires en cours d'instruction dans la région font naître chez certains responsables de l'UDF l'ambition de commencer à rééquilibrer la représentation politique de la majorité dans la région capitale.

D'avantage à son aise en province, l'UDF pâtit, en Ile-de-France, du manque d'une figure de proue et d'une organisation décentralisée, si non inexistante. Pour espérer améliorer son assise, elle s'efforce aujourd'hui de mettre sur pied une structure régionale autour de Jean-Pierre Fourcade (RPR), maire de Boulogne et sénateur des Hauts-de-Seine, et de Claude Goasguen (UDF), secrétaire général de l'UDF et conseiller de Paris. Le 3 octobre, François Léotard est venu lui-même défendre cette idée devant les responsables régionaux de l'UDF. L'enjeu n'est pas mince : les huit départements de l'Ile-de-France (soit 577 au total), dont, aujourd'hui, 53 RPR et 22 UDF.

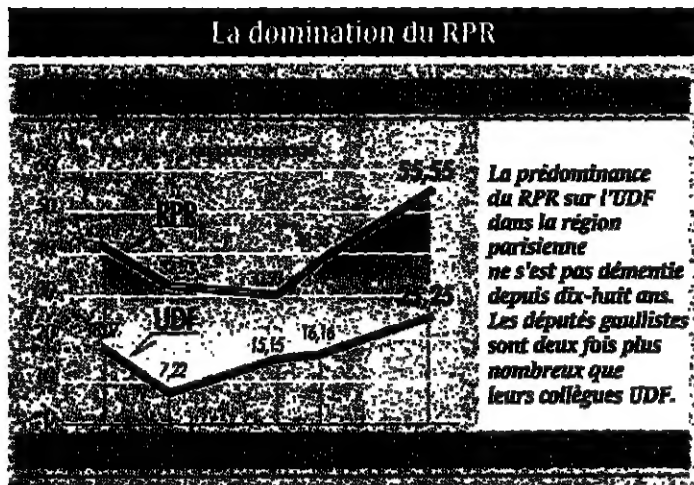
La réalité électorale laisse cependant peu de chances aux centristes et aux libéraux de parvenir à leurs fins aux élections législatives. Bien résolu à ne pas céder un pouce de terrain à son partenaire, le RPR a quelques armes efficaces pour le contenir. Tout d'abord parce que les espoirs de conquête de nouvelles circonscriptions, en 1998, aux dépens de la gauche, sont évidemment minces. Lorsqu'un siège semble accessible à la majorité, comme celui de Roger-Gérard

Schwartzberg (Parti radical-socialiste) dans la troisième circonscription du Val-de-Marne, il est l'objet d'une sévère concurrence entre les deux partis de la majorité.

En outre, le grand nombre de députés sortants, à droite, fait le jeu du parti dominant, en vertu de la règle du « droit de suite », qui veut qu'une circonscription demeure dans l'escarcelle du parti de l'élu sortant. De ce fait, la plupart des candidatures devraient faire l'objet d'un accord rapide, comme à Paris. Reste que dans certains cas, rares, l'une ou l'autre des deux formations estime avoir intérêt à pousser son pion, au risque de provoquer des mesures de rétorsion dans une circonscription voisine. C'est particulièrement le cas dans les Hauts-de-Seine.

### CONVOITISES

Quelques situations plus ouvertes attirent les convoitises. Ainsi dans certaines des circonscriptions perdues par la droite lors d'élections partielles depuis 1993. Là, en effet, l'échec du candidat de la majorité efface tout « droit de suite ». Dans la cinquième circonscription de l'Essonne, perdue par l'UDF au profit du PS, le RPR entend bien revendiquer l'investiture pour son secrétaire départemental, Pierre Lasbordes. L'UDF aura d'autant plus de mal à lui résister que sa candidate de décembre 1995, Marie-Hélène Aubry (PR), a vu son élection à la mairie d'Orsay annulée par le Conseil d'Etat, lundi 21 octobre (Le Monde du 22 octobre). Dans la troisième circonscription de Seine-et-Marne, l'échec de l'UDF lors de la partielle du 3 décembre 1995, au profit de la gauche, offre une op-



portunité au RPR. En cas de conflit avec le parti chiracien, l'UDF pourrait, par rétorsion, élever quelques prétentions sur le système de reconduction de ce même département. En effet, Jean-François Copé (RPR), devenu député de la cinquième circonscription en tant que suppléant de Guy Druet, nommé ministre délégué à la Jeunesse et aux Sports, envisage de s'y installer en 1998. Il devrait alors prendre la place du sortant RPR (balladurien)

tenus des problèmes du RPR et du PS», continue-t-il. L'UDF des Hauts-de-Seine, réunie à Boulogne-Billancourt le 22 octobre après le renouvellement des instances départementales du Parti républicain, en est convaincue, confortée par l'annonce toute fraîche que Georges Gorse, député (RPR) de la neuvième circonscription, ne se représentera pas. Cette situation ouvre la voie à une « primaire organisée », la seule du département, qui donne ses chances à l'UDF, depuis la conquête de Boulogne par Jean-Pierre Fourcade (UDF-PR) au détriment de Paul Graziani (RPR) aux municipales de 1995.

## Les néogaullistes s'attendent à perdre des sièges dans les Hauts-de-Seine

LES DÉPUTÉS RPR des Hauts-de-Seine sont inquiets. Dans ce département réputé acquis au parti néogaulliste, ils devront affronter, aux élections législatives de 1998, les revendications de l'UDF, décidée à continuer ses bons résultats des municipales, et une poussée prévisible de la gauche. Ils redoutent cette dernière davantage que l'impact d'une offensive de leurs partenaires de la majorité : dans certains cas, les rivalités internes à la droite favoriseraient, en effet, des candidats socialistes.

Claude Goasguen, secrétaire général de l'UDF, estime que « l'évolution dans les Hauts-de-Seine est bonne » pour sa formation, et que ce département, traditionnellement marqué par des affrontements durs entre le RPR et le Parti communiste, entame « une autre phase de son histoire électorale ». « En Ile-de-France, en général, dans les Hauts-de-Seine en particulier, il y a place pour un message UDF, compte

tenus des problèmes du RPR et du PS », continue-t-il. L'UDF des Hauts-de-Seine, réunie à Boulogne-Billancourt le 22 octobre après le renouvellement des instances départementales du Parti républicain, en est convaincue, confortée par l'annonce toute fraîche que Georges Gorse, député (RPR) de la neuvième circonscription, ne se représentera pas. Cette situation ouvre la voie à une « primaire organisée », la seule du département, qui donne ses chances à l'UDF, depuis la conquête de Boulogne par Jean-Pierre Fourcade (UDF-PR) au détriment de Paul Graziani (RPR) aux municipales de 1995.

### DUELS PARISIENS

Ailleurs, la majorité, déjà certaine de perdre la quatrième circonscription (Suresnes-Nanterre), difficilement conquise par Christian Dupuy (RPR) en 1993, aura du mal à faire respecter le principe de la reconduction des sor-

tant. Dans la troisième, Jacques Kossowski (RPR), maire de Courbevoie, ne cache pas son intention de délier le député sortant, Jean-Yves Haby (UDF-PR), qu'il a battu à plates coutures aux municipales. Personne, au RPR, ne semble vouloir l'en dissuader, tout en annonçant que M. Haby bénéficiera, bien sûr, de la double investiture RPR-UDF. L'UDF n'attend que cela pour aller, sans risque pour la droite, contester la huitième circonscription à Jean-Jacques Guillet (RPR), après l'échec de ce dernier aux municipales, à Mondon, face au maire sortant, Henry Wolf (UDF-FD).

D'autres « primaires » à droite pourraient, elles, faire l'affaire de la gauche. Charles Pasqua, président du conseil général et patron de la fédération RPR des Hauts-de-Seine, s'emploie à calmer les ardeurs du jeune maire du Plessis-Robinson, Philippe Pémézer (RPR), impatient de faire un mauvais sort au député sortant, Jean-Pierre Foucher (UDF-FD), au

risque de favoriser le maire de Fontenay-aux-Roses, Pascal Buchet (PS). M. Pémézer pourrait cependant mettre en sourdine ses ambitions législatives en échange de la présidence de l'office départemental d'HLM, toujours aux mains de Patrick Balkany tant que n'est pas confirmée la condamnation de celui-ci à deux ans d'inéligibilité pour prise illégale d'intérêt.

Cette même condamnation pourrait empêcher M. Balkany de briguer sa propre succession dans la cinquième circonscription, où Olivier de Chazeaux (RPR), qui lui a déjà ravi la mairie de Levallois-Perret, est déterminé à se présenter. De l'avis général, le RPR empêche-t-il difficilement un nouveau duel fratricide : Isabelle Balkany, conseillère générale, pourrait tenter, en effet, de prendre la succession de son mari.

R. Se.

## Centristes et léotardiens sont à l'affût à Paris

SEIZE MOIS APRÈS les défaites subies par la majorité, aux élections municipales, dans six arrondissements de Paris, rien n'indique que l'aspiration au changement ait été prise en considération par les responsables du RPR et de l'UDF dans la capitale. Délégué général aux élections au sein du mouvement néogaulliste, Frédéric de Saint-Sernin a beau répéter que, pour les élections législatives, il faudrait tirer la leçon de juin 1995, les députés de la majorité, à de rares exceptions près, s'apprêtent à solliciter le renouvellement de leur mandat.

La décision prise, le 23 octobre, par le RPR, de ne pas imposer de limite d'âge aux candidats va même contribuer à maintenir encore un peu plus les positions en l'état. Sur les dix-neuf circonscriptions dévotées par la droite, les dirigeants de la majorité ne considèrent comme acquis qu'un seul renouvellement : l'ancien maire du 19<sup>e</sup> arrondissement, Jacques Féron (CNI, app. RPR), âgé de quatre-vingt-quatre ans, devrait céder la place à Michel Buité (RPR), adjoint au maire de Paris, à charge pour celui-ci de s'exposer face à l'ancien député socialiste, Jean-Christophe Cambadélis.

Cinq autres sortants devront s'effacer : Martine Aurillac (RPR) dans la troisième circonscription, Patrick Trémège (UDF) dans la neuvième, Lionel Assouad (RPR) dans la dixième, Pierre Rémoud (RPR) dans la dix-septième, et Roland Coche (RPR) dans la dix-huitième, qui n'étaient devenus députés qu'à la faveur de l'accession des titulaires au gouvernement.

Au titre du « droit de suite », règle de base pour les deux formations de la majorité, le RPR revendique aussi la dix-huitième circonscription, qui était celle d'Alain Juppé et qui est actuellement représentée par Yves Verwaerde (UDF). Outre le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, conseiller du 18<sup>e</sup> arrondissement, qui n'a pas encore choisi entre Paris et son ancienne circonscription de l'Eure, plusieurs personnalités en quête d'assise locale sont intéressées : Pierre Lellouche, député du Val-d'Oise, Patrick Stefani, secrétaire général adjoint du RPR, voire le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli.

M. Goasguen entend réformer la fédération UDF de la capitale, qui, dit-il, « n'est pas un modèle ».

Pour la quatrième circonscription, les responsables du RPR souhaitent que Gabriel Kasperk, âgé de soixante-dix-sept ans et élu à l'Assemblée nationale depuis 1961, libère la place au profit de M. Debré. Cependant, devant le risque de voir M. Kasperk se représenter en toute hypothèse, ils ont re-

noncé à trancher. Dans la quatorzième, le secrétaire général de l'UDF, Claude Goasguen, ne fait pas mystère de sa volonté de disputer le siège à Georges Mesmin. M. Goasguen entend, d'autre part, réformer la fédération UDF de Paris, qui, dit-il, « n'est pas un modèle ». « L'UDF de Paris est dans une position particulière », nuance son président, Jacques Dominati, premier adjoint au maire de Paris. La particularité de cette fédération est d'être à contre-courant de l'UDF nationale, ce qui vaut à Jacques Dominati d'affronter des contestations internes visant à le « déboulonner », lors du renouvellement des instances fédérales début 1997, d'un poste qu'il occupe depuis près de dix ans.

« Les instances qui seront élues seront celles qui discuteront des investitures lors des prochaines élections », déclare Xavier Chénou, délégué national de l'UDF et secrétaire national du Parti républicain. En lançant, le 9 octobre, le Cercle libéral et indépendant de Paris (CLIP), M. Chénou ne cache pas vouloir constituer un groupe d'une quinzaine de personnes « prêtes à être candidates aux élections à venir ». « Les structures partitiques parisiennes étant ce qu'elles sont, dit-il, le seul moyen de les faire évoluer est de créer une structure d'accueil pour les députés de l'UDF parisiens et ceux qui ne souhaitent pas y entrer. »

Tête de pont de François Léotard à Paris, mais aussi responsable des élections et des fédérations au PR, M. Chénou n'est pas allé jusqu'à s'opposer à Bernard Plaisant lors du renouvellement des

instances parisiennes du PR, le 17 octobre. Cependant, les blessures causées par les municipales de 1995 et les sénatoriales qui avaient suivi ne semblent pas en voie de cicatrisation. Si l'élection du président départemental de l'UDF ne résout pas ce contentieux, les investitures aux législatives seront conflictuelles.

Laurent Dominati (UDF-PR), député de la première circonscription et fils de son père, pourrait être contesté par Alain Dumait (divers droite), bras droit de Benoîte Taffin, maire du deuxième arrondissement : celle-ci vient d'annoncer qu'elle renonçait à être la suppléante de Laurent Dominati. Pendant que M. Chénou s'en prend ouvertement au « patriarcat » Dominati, à qui il reproche de « ne pas faire vivre l'UDF autrement que par le partenariat de ses élus avec le RPR et le maire de Paris », M. Goasguen, plus discrètement, attend l'échéance de l'élection du président de l'UDF tout en œuvrant à « élargir la base » de Force démocrate.

Si sa composante rivalisait numériquement avec le PR début 1997, il pourrait être candidat contre Jacques Dominati avec l'appui du courant minoritaire du PR. M. Plaisant pourrait arbitrer ce duel en se présentant pour le PR. « Je préfère un président PR à un président issu de Force démocrate, mais je préfère une Force démocrate à Jacques Dominati », avertit M. Chénou.

Pascale Sauvage et Jean-Louis Saut

**"GRAND JURY"**  
**RTL-Le Monde**

**DANIEL VAILLANT**

ANIMÉ PAR  
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC  
MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)  
ET  
DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)

**RTL**

**DIMANCHE 18 H 30**

**DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9**



## Le lobby antillais a su défendre les intérêts des planteurs dans la privatisation de la CGM

Bernard Pons, ministre des transports, n'a pas oublié qu'il a eu en charge l'outre-mer

La privatisation de la CGM a fort inquiété les milieux économiques des Antilles et de la Guyane. Ils craignent que le repreneur n'ait pas le sou-

de garantir la régularité des liaisons nécessaires entre la métropole et ses départements d'Amérique. S'ils n'ont pu racheter eux-mêmes la CGM,

ils se satisfont de l'accord commercial passé avec la société dirigée par M. Saade, préférée par le gouvernement.

POINTE-À-PITRE

de notre correspondant  
En désignant la Compagnie maritime d'affrètement (CMA) comme repreneur de la Compagnie générale maritime (CGM), le gouvernement n'a pas été insensible aux sirènes du lobby antillais. La CGM est le cordon ombilical maritime qui relie la métropole aux départements français d'Amérique. Son activité s'exerce, à 45 %, sur la ligne des Antilles, où sa flotte de navires porte-conteneurs réfrigérés assure, dans un sens, le transport de la banane et, dans l'autre, celui des biens d'équipement et des denrées de première nécessité produits en Europe.

L'annonce, au printemps, de la privatisation de la CGM s'était donc immédiatement traduite aux Antilles par une mobilisation sans précédent des milieux économiques. Ceux-ci s'inquiétaient du risque d'être soudain livrés aux seules lois du marché international du transport maritime, totalement ouvert, sans la présence tutélaire de l'Etat pour garantir, en tant qu'actionnaire de la CGM, la continuité d'un service régulier entre la métropole et les DOM-TOM. Ils avaient donc décidé de faire acte de candidature à son rachat.

L'ensemble des dix-sept syndicats professionnels et organisations patronales de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane décidèrent de regrouper leurs forces en une Compagnie maritime Antilles-Guyane (CMAG). « Le lobby antillais est à géométrie variable, mais, pour la première fois, il a su être unanime sur un dossier », reconnaît un dirigeant patronal dont l'efficacité - auprès des cabinets ministériels - est reconnue.

Que ce soit au nom du principe républicain de la continuité terri-



toriale ou du concept militaire de « sécurité des approvisionnements » pour des régions où, hier encore, transitaient les éléments de bombes nucléaires en route vers Mururoa, le gouvernement avait élaboré un cahier des charges de la privatisation de la CGM qui prenait largement en compte l'outre-mer. De son côté, le lobby antillais n'avait pas manqué de faire valoir, par avance, ses craintes quant au risque de voir disparaître un service public sans lequel les exportateurs bananiers et les importateurs de la grande distribution seraient contraints à d'hypothétiques reconversions.

« Ou nous laissons venir sur la ligne des Sud-Africains et des Belges qui n'ont rien à faire de nous, ou nous laissons triompher des financiers qui, tout en nous proposant 5 % du capital, ne se soucient pas vraiment de nous, ou nous acceptons de négocier avec CMA », explique un administrateur de la CMAG pour résumer le dossier de la privatisation de la CGM et l'is-

sue qu'il a connue. « Dans ce genre de dossier, la force ne réside pas dans la finance, mais dans l'unité des Antillo-Guyanaïses. Ce sont les bananiers qui sont intéressés, au premier chef, par une ligne régulière qui leur permet, à coup sûr et selon un calendrier préétabli, d'exporter leur production, tandis que les importateurs ne viennent qu'en second lieu », ajoute-t-il.

« UNE EFFICACITÉ SANS FAUTE »

Le lobby économique béké le plus influent est constitué des descendants des colons partis d'Europe au XVIII<sup>e</sup> siècle pour chercher fortune aux « Isles » et qui, sous l'Empire comme sous la V<sup>e</sup> République, ont toujours su faire prévaloir leur point de vue. « Ce sont des gens qui gèrent une sphère d'influence et tout un réseau relationnel parisien dans une discrétion totale et avec une efficacité sans faille », assure un dirigeant d'une filiale d'un groupe métropolitain. « Avant 1981, ça marchait très bien. Après, il y a eu un flottement, mais

rien n'a vraiment changé. Si, demain, Robert Hue était au gouvernement, ils sauraient refaire leur réseau relationnel », affirme-t-il sans vraiment plaisanter. « Ils cultivent leurs relations, entrent au ministère de l'outre-mer sans avoir à frapper à la porte », prétend un homme d'affaires métropolitain allié à une famille béké.

Pour l'heure, le ministre des transports et du tourisme, Bernard Pons, n'a certainement pas oublié qu'il fut ministre des départements et territoires d'outre-mer de 1986 à 1988 et l'auteur, à ce titre, de la fameuse « loi Pons », régulièrement contestée pour les avantages fiscaux qu'elle concède aux investisseurs des DOM-TOM.

Tout en étudiant les questions à ce sujet, l'administrateur de la CMAG qui a reçu *Le Monde*, sous le couvert de *l'Antilles*, connaît que, « dans ce dossier, le lobby antillais avait une assise très large, puisqu'il incluait les "militiques" », et qu'il bénéficiait du soutien non dissimulé des principales fortunes béké de la Martinique. « Au sein du lobby antillais, c'est vrai qu'il y avait la puissance martiniquaise », reconnaît-il. Un « lobby martiniquais » qui fait figure de véritable mythe aux Antilles, au point qu'on lui prête toutes les pouvoirs et toutes les influences pour peu qu'il s'agisse de défendre « ses intérêts majeurs ». La CGM en était.

Eddy Nedeljkovic

LE MINISTRE délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques de Peretti, a annoncé, jeudi 24 octobre, le versement, dans les prochaines semaines, d'une avance sur indemnisation d'un montant de 11 millions de francs aux producteurs de bananes de Guadeloupe, affectés, début septembre, par la tempête tropicale Hortense. Cette avance doit bénéficier « en priorité aux petites et moyennes exploitations déjà fortement éprouvées par les cyclones de ces dernières années ».

François Grosrichard

## La « clé de voûte » de l'armée de terre sera le régiment

Marseille et Lyon sont en compétition pour devenir le siège de la cinquième région militaire

L'ÉTAT-MAJOR de l'armée de terre française vient de diffuser un « ordre préparatoire », à la manière de l'OTAN, qui précise les grandes orientations de la réorganisation de ses forces. Il s'agit d'une série de premières mesures concrètes à prendre avant la fin de l'année. Cet ordre préparatoire fait apparaître une nouvelle chaîne de commandement, qui se calcule en quelque sorte sur celle de l'OTAN, et fait du régiment le pion de base - les états-majors préfèrent parler de « clé de voûte » - de l'organisation militaire telle qu'elle devrait être définitive en 2002.

Au travers d'une évolution des effectifs, en déclin de 35 % durant les six années à venir, c'est une armée de terre radicalement différente de l'actuelle qui se prépare, avec la dissolution de quelque cinquante-huit régiments de combat (sur un total, aujourd'hui, de cent quarante-trois).

Au sommet de la hiérarchie opérationnelle va figurer un commandement opérationnel des forces terrestres (COFT), à Lille, capable de fournir, dans un très court préavis, l'ossature d'un poste de commandement interarmées de théâtre (PCIT) ou d'un PC de corps d'armée multinationaux. Entre les deux, c'est une différence de taille et de capacité militaires.

Dans le premier cas, le mécanisme pris pour modèle est l'actuel état-major de l'EFOR-1 de l'OTAN en Bosnie, dérivé du corps de réaction rapide allié (ARRC) basé à Rheinwälden (Allemagne) et doté de 60 000 hommes. Dans le second cas, la référence est plutôt l'état-major des forces terrestres alliées du Centre-Europe (Landcent), à Heidelberg (Allemagne), censé préparer la suite de la force de paix déployée en Bosnie, l'EFOR-2, soit un corps projetable de 20 000 hommes. Sous l'autorité du général de corps d'armée Jean Heinrich, qui vient de commander en second l'EFOR-1 aux côtés d'un général américain, le COFT doit être opérationnel en 1998.

Le COFT mettra en action quatre états-majors de force (EMF) : une force blindée, une force mécanisée, une force d'intervention blindée rapide et une force d'infanterie d'assaut. Selon les circonstances et les besoins, chaque EMF sera rendu polyvalent, c'est-à-dire qu'il pourra commander soit une division de type OTAN (de 15 000 à 20 000 hommes) pour des missions multinationales, soit une force nationale (de 5 000 hommes) pour assister des pays africains qui ont conclu des accords de défense avec la France. En clair, l'échelon de la division à la française va disparaître, et l'état-major de brigade (moins de 10 000 hommes) refait surface pour conduire, sur le terrain, des actions interarmées ou plus spécialisées.

Dès 1997, l'armée de terre teste

une expérience. Besançon accueillera un état-major de forces dédié principalement au corps européen, et Nantes un EMF voué à des missions nationales. Les villes où seront implantés les deux autres EMF ne sont pas fixées. Selon des sources militaires, cela pourrait être Toulouse et Limoges.

En parallèle à cette chaîne de commandement opérationnel, il est prévu de déployer une chaîne territoriale et une chaîne fonctionnelle. La première fera passer le nombre des régions militaires de neuf, à ce jour, à cinq : Paris, Metz, Bordeaux et Rennes, tandis que Lyon - dont la candidature est soutenue par Charles Millon et par Raymond Barre - et Marseille - qui a naturellement les faveurs de Jean-Claude Gaudin - sont en balance pour être le siège de la cinquième région militaire. La chaîne fonctionnelle sera responsable du soutien technique et de la formation.

ROBERT BERTHIAUME

La base de l'ensemble du dispositif est le régiment, c'est-à-dire une formation militaire dont les effectifs varieront de 750 à 1 400 hommes selon la tâche qui lui est attribuée. Si l'on écoute les unités elles-mêmes, l'armée de terre ne devrait plus aligner, dès 1999, que quatre-vingt-cinq régiments de combat. La professionnalisation induit trois transformations majeures. D'abord, un nombre accru de civils - une quarantaine par régiment - pour permettre aux militaires de se concentrer sur le caractère opérationnel de leur métier. Ensuite, une structure à deux sous-ensembles, qui fera que 20 % du corps constituent la base arrière du régiment et que les 80 % restants, sous l'autorité d'un chef de régiment, sont en opération. La professionnalisation induit trois transformations majeures. D'abord, un nombre accru de civils - une quarantaine par régiment - pour permettre aux militaires de se concentrer sur le caractère opérationnel de leur métier. Ensuite, une structure à deux sous-ensembles, qui fera que 20 % du corps constituent la base arrière du régiment et que les 80 % restants, sous l'autorité d'un chef de régiment, sont en opération. La professionnalisation induit trois transformations majeures. D'abord, un nombre accru de civils - une quarantaine par régiment - pour permettre aux militaires de se concentrer sur le caractère opérationnel de leur métier.

Enfin, une organisation de chaque régiment différente de l'actuelle, avec quatre ou six unités élémentaires (compagnies, escadrons, batteries) pour maintenir, dès le temps de paix, un taux d'encadrement significatif.

Jacques Isnard

## M. Saade entend moderniser les bateaux bananiers

JACQUES SAADE, président de la Compagnie maritime d'affrètement (CMA), a présenté, jeudi 24 octobre, ses projets pour la Compagnie générale maritime (CGM), qu'il vient de reprendre. Il a annoncé qu'il se rendrait « très prochainement » au Havre, où la CGM dispose d'une importante base commerciale et administrative, puis aux Antilles, pour rencontrer le personnel de l'entreprise et les principaux chargeurs.

Il a indiqué qu'il était parvenu à convaincre les dirigeants de la CMAG - compagnie regroupant des intérêts antillais, candidate à la reprise de la CGM, avec laquelle il a conclu une promesse d'accord de coopération - à renoncer à commander six navires à des chantiers espagnols. Cela « aurait abouti à créer un système de transport indépendant de celui de la CGM, donc dangereux pour la pérennité de l'entreprise publique », a expliqué M. Saade. Les bateaux actuellement utilisés sur cette ligne des Caraïbes seront modernisés, ainsi que les conteneurs frigorifiques qui servent au transport des bananes.

Passant en revue l'ensemble des activités de la CGM, le président de la CMA a assuré que la privatisation « n'aboutira ni à un démantèlement ni à une absorption,

mais à l'alliance de deux grandes compagnies ». Une fois les restructurations effectuées, une partie du capital des deux compagnies pourrait être offerte au public par le biais d'une introduction en Bourse. L'actuelle ligne autour du monde de la CGM - elle dessert, notamment, la zone du Pacifique, avec des chargements militaires et du nickel - sera réaménagée par la mise en service de navires modernes porte-conteneurs. Pour les lignes entre l'Europe et l'Asie, la CMA, qui, d'une manière générale, préfère « les partenariats sélectifs » à un vaste consortium, a signé un accord avec un armement public d'Arabie saoudite qui mettra en service trois navires.

La nouvelle entité CMA-CGM réalisera un chiffre d'affaires voisin de 8 milliards de francs. Jacques Saade, qui a choisi Alain Wils, ancien directeur général de Delmas-Vieljeux, pour diriger la CGM, a enfin assuré que l'entreprise, dont le siège restera à Suresnes, n'aura pas besoin, après la dotation de l'Etat de 1,23 milliard de francs, d'être recapitalisée : « Elle se suffira à elle-même. Mais, en cas de besoin, les actionnaires actuels de la CMA sont prêts à le faire sans problèmes ».

François Grosrichard

avec NAGUI du 28 octobre au 1<sup>er</sup> Novembre - 8h30-11h

# RTL vous offre vos vacances d'hiver pour 4 personnes !

SKI

Séjours à lignes  
(voyage - hébergement - forfait équipement)

AVENTURE

Circuits 4x4 dans le sud marocain  
randonnées en skouter des neiges au Canada

DECOUVERTE

Séjours à la mer  
Séjours à la montagne

# RTL

RTL vous offre vos vacances d'hiver pour 4 personnes !



## Les socialistes revoient leurs propositions sur le soutien à l'emploi des jeunes

Henri Emmanuelli définit dix priorités

Jeudi 24 octobre à Paris, le PS et le SPD allemand se sont retrouvés sur la nécessité d'une « autre politique tournée vers la croissance et l'emploi ».

Henri Emmanuelli a présenté, le 23 octobre, un plan qui préconise d'articuler le projet économique des socialistes autour de dix priorités.

Un groupe de travail doit arrêter, le 29 octobre, de nouvelles propositions sur l'insertion des chômeurs de dix-huit à vingt-cinq ans.

LIONEL JOSPIN tient beaucoup à ce que les socialistes prennent, en cas de victoire en 1993, une mesure pour l'emploi des jeunes qui ait « un effet choc ». Il l'a dit à nouveau, mercredi 23 octobre, devant la commission d'élaboration du projet économique du Parti socialiste, qui a consacré plus de deux heures à l'insertion des 600 000 jeunes chômeurs.

Dominique Strauss-Kahn proposait une « obligation d'insertion » dans les entreprises privées et publiques et dans les fonctions publiques (Le Monde du 16 octobre). Face à « l'état de désespérance » des jeunes, M. Jospin a mis l'accent sur la nécessité d'offrir de « véritables emplois », de conjurer tout effet d'aubaine et de donner à la puissance publique la responsabilité de cet engagement.

Jean Glavany a mis en garde contre « les effets de seuil » d'une mesure touchant les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, et Henri Emmanuelli a évoqué un « pacte public pour la jeunesse ». M. Jospin a souligné qu'il revient à la puissance publique et aux collectivités locales

d'assurer le financement de cette insertion, pointant le risque de contradiction d'une nouvelle aide aux entreprises alors que les socialistes critiquent l'inefficacité des exonérations existantes. Le 29 octobre, un mini-groupe de travail tentera, sous la houlette de MM. Emmanuelli et Strauss-Kahn, de mettre au point une nouvelle formule d'insertion pour les jeunes, prêtant moins à contestation.

### « TRIPLE RUPTURE »

Afin de recadrer le débat autour de quelques priorités, comme le souhaitait M. Jospin, M. Emmanuelli a présenté un projet de plan en dix points intitulé « Objectif emploi ». Le député des Landes souligne d'emblée la nécessité d'une « triple rupture » avec la politique Balladur-Juppé, « le tout-marché » et la logique de l'offre et de la demande : « agir pour l'emploi », « agir pour la croissance » et « agir pour la justice et la cohésion nationale ». Sur l'emploi, M. Emmanuelli énonce trois engagements : « un pacte avec la jeunesse », « libérer le travail du financement social »,

« réduire le temps de travail sans réduire les salaires ». Sur la croissance, il préconise de « redonner du pouvoir d'achat », de « stabiliser la demande de nouveaux besoins » et de « relancer l'investissement ».

« On n'illégèrera pas la souffrance des uns par la paupérisation des autres », assure M. Emmanuelli qui trace quatre orientations dans le chapitre « justice » : « assurer une égalité permanente des chances par l'éducation et la culture », « garantir le droit à la santé, au logement et aux services publics pour tous », « organiser le territoire et promouvoir un développement durable » et « financer les engagements pour l'emploi et réformer la fiscalité ». Fidèle au mandat assigné par M. Jospin, l'ancien premier secrétaire souligne en conclusion que « l'Europe est notre horizon, la politique pour la France notre priorité », et suggère, au niveau européen, « un pacte de croissance et de solidarité ».

Deux nouvelles contributions ont été réalisées à M. Jospin. Jean-Christophe Cambadélis et Bernard Roman demandent « une mise en congé du libéralisme » et un nou-

veau « pacte social de confiance ». MM. Cambadélis et Roman préconisent « la sortie concertée des politiques de désinflation compétitive » en Europe et plaident pour « une nouvelle alliance, une alliance défensive de ceux qui veulent préserver et réintroduire une nouvelle régulation dans les rapports économiques et sociaux ».

Une autre contribution émane de l'aile droite du courant Agir en socialistes. « La clarification du choix de l'Europe et la fidélité à la politique économique de Pierre Bérégovoy feront plus pour la croissance et la baisse des taux d'intérêt que toutes les gesticulations autour de l'autre politique », affirme ce texte signé notamment par Christophe Clergeau, Christine Priotto et Olivier Rousseau. Les auteurs demandent une réduction de la durée du travail à trente-deux heures, mais en ne garantissant le maintien des salaires que « pour tous les salariés actuellement inférieurs à deux fois le smic ».

Michel Noblecourt

## M. Séguin plaide pour « une République sociale »

Célébrant le cinquantenaire du Conseil économique et social, le président de l'Assemblée nationale s'est fait l'avocat des « droits acquis »

A L'OCCASION d'un colloque marquant le cinquantenaire anniversaire du Conseil économique et social, Philippe Séguin a rappelé avec insistance, jeudi 24 octobre, que « dans nos valeurs fondamentales », la République est « non seulement démocratique », « mais aussi sociale ».

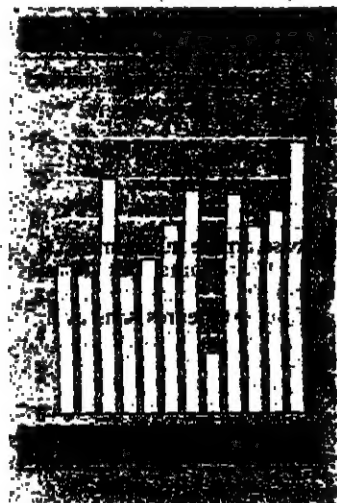
Pour M. Séguin, « il a été admis, il y a cinquante ans, que les Français, s'ils sont avant tout des citoyens, ne le sont pas stricto sensu, leur statut économique et social devenant aussi un élément de leur existence » a-t-il indiqué, se référant au préambule de la Constitution de 1946. Or, ces principes, a expliqué le président de l'Assemblée nationale, « il est aujourd'hui de bon ton de les dénigrer ». « Il nous faudrait haïr, désormais, ces droits acquis qui nous font tant de tort... Nous serions des étatistes (...) et des conservateurs » a-t-il ironisé, avant d'affirmer que « ces principes, sur lesquels nous avons fondé notre République moderne », sont plus que jamais d'actualité « dans un monde où il n'est plus question que de flexibilité et de li-

béralisme intégral ». « La mondialisation ne doit pas sonner le glas de la solidarité : elle doit, au contraire, en renforcer l'impérieuse exigence », a affirmé M. Séguin, pour qui « la perspective d'un monde du travail se partageant entre une élite dirigeante et technicienne et une base livrée aux emplois précaires et dévalorisés, ou au chômage, n'a malheureusement rien d'irréaliste ». « Le modèle du plein emploi salarié a sans doute vécu » a-t-il déclaré.

### INSTANCES LÉGITIMES

Plaidant pour une Europe « véritablement démocratique », ce qui « implique que son gouvernement soit celui d'instances politiques légitimes ou d'organes techniques ou d'institutions bancaires », M. Séguin a estimé que « nous n'avons pas à nous incliner devant ce prétendu diktat de la réalité supranationale » qu'avait évoqué Karl Lamers, porte-parole pour les affaires étrangères du groupe CDU au Bundestag, dans une tribune publiée dans Le Monde du 12 octobre.

## Le commerce extérieur bat un nouveau record en août



LE COMMERCE EXTÉRIEUR a établi un nouveau record historique en août, avec un excédent de 126,3 milliards de francs (en données corrigées des variations saisonnières). Sur les huit premiers mois de 1990, la balance est positive de 77,5 milliards de francs, contre 65,3 milliards pour la période correspondante de 1989. Ce résultat exceptionnel du mois d'août s'explique par une montée des exportations à 122,5 milliards de francs (très près du record historique de 126,3 milliards, établi en mars), et un léger tassement des importations à 111,1 milliards de francs. La bonne surprise vient des produits agricoles, des biens intermédiaires et de ceux de consommation courante.

## Les salaires de la fonction publique supérieurs à ceux du privé

LE SALAIRE NET des fonctionnaires a augmenté de 1,8 % entre 1994 et 1995, d'après une étude de l'Insee. A corps, grade et échelon identiques, le salaire moyen a progressé en francs constants de 0,9 % en net. En ajoutant l'effet des avancements et promotions, le salaire net des seuls personnes en place s'est accru de 3,5 %, toujours en francs constants. La rémunération moyenne nette s'élevait à 139 500 francs par an, soit 11 630 francs mensuels, pour les 1,8 million d'agents de l'Etat. Un rapport annexé au projet de loi de finances indique que le salaire moyen des fonctionnaires est supérieur de 6 % à celui des salariés du privé. La situation dans la fonction publique est particulièrement favorable pour les bas salaires, pour lesquels il existe « un écart de plus de 34 % » en faveur des agents de l'Etat. (Lire également notre analyse page 16.)

### DÉPÊCHES

■ **POLLUTION** : les sénateurs ont adopté en deuxième lecture, jeudi 24 octobre, le projet de loi sur l'air. L'opposition s'est abstenue. Invoquant l'abaissement des charges financières des collectivités locales, la majorité sénatoriale a supprimé toutes les dispositions contraignantes tendant à lutter contre la pollution atmosphérique, notamment la gratuité des transports en commun en cas de pic de pollution et l'assonération de vignette automobile et de taxe sur les cartes grises pour les véhicules émetteurs ou à gaz.

■ **AGRICULTURE** : les députés ont adopté, jeudi 24 octobre, les crédits de l'agriculture, de la pêche, et le budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA). RPR-UDF ont voté pour, PS-PCF contre. Le ministre de l'Agriculture, Philippe Vasseur, a accepté de revenir sur une disposition concernant les préleveurs, en prélevant à cet effet 50 millions de francs sur le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles. M. Vasseur a également attribué 100 millions de francs au fonds de gestion de l'espace rural, et 20 millions à la prime d'orientation agricole.

■ **THOMSON** : le ministre de l'Economie, Jean Arthuis, a souligné, jeudi 24 octobre au Sénat, que l'opération de vente de Thomson à Matra n'était « pas terminée ». « Il faudra un avis conforme de la commission de privatisation, suite au choix préférentiel du gouvernement. Si elle s'y oppose, la procédure aura échoué et il faudra la reprendre », a-t-il déclaré.

■ **INFLATION** : les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en septembre, selon l'indice définitif publié vendredi 25 octobre par l'Insee, ce qui porte à 1,6 % la progression sur un an. Les prix de l'alimentation ont crû de 0,2 %, ceux des produits manufacturés du secteur privé de 0,5 %, tandis que les prix des services du secteur privé ont baissé de 0,1 %.

■ **CLUB** : le ministre de l'Environnement, Corinne Lepage, lance CAP 21 (« citoyenneté, action, participation »), un club de réflexion qui souhaite rassembler « sans souci partisan » des personnes intéressées aux questions « sociales, environnementales, économiques » (Le Monde du 7 septembre). Des personnalités comme Huguette de Jouvencel, directeur de la revue Futuribles ou Lucien Chabesson, conseiller régional (RAC) et ancien directeur de cabinet de Rocco Lalonde, devraient participer à ce club.

**NUIT  
MICHELE MORGAN.  
CE SOIR  
IL FAIT  
BLEU.**

**NUIT MICHELE MORGAN,  
LUNDI 28 À PARTIR DE 20 H 35.**

Femme fatale et femme du monde  
au regard vibrant d'émotion,  
Michèle Morgan incarne une  
certaine image du cinéma français.  
L'éclat de ses yeux clairs illuminera  
longtemps les salles obscures et  
cette nuit que CANAL+ lui consacre  
en diffusant un documentaire et trois  
grands films. "Le Chat et la Souris",  
"Les Orgueilleux", "Remorques".  
De quoi passer une nuit bleue.

Pendant qu'on regarde **CANAL+**  
au moins on n'est pas devant la télé.



**AGENTS** Une réforme des rythmes de travail policiers est actuellement en cours. Elle mettra fin au système du « 3-2 », concédé en 1984 par le gouvernement socialiste, qui

conduit les policiers à concentrer, en trois jours, un grand nombre d'heures de travail coupées par de très courtes plages de repos, puis à chômer deux jours. ● **DANS UN**

**RAPPORT** achevé en mars, le médecin-chef de la police nationale, Pierre Ceccaldi, notait que, parmi les fonctionnaires qui travaillent en cycles - et notamment en « 3-2 » -

on observe une surreprésentation de policiers en longue maladie. ● **MÉCONTENTE** de la réorganisation à venir, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a lan-

cé, jeudi 24 octobre, un mot d'ordre national de « passivité volontaire », incitant les policiers à une grève des contraventions pour les infractions mineures au code de la route.

## Les policiers protestent contre la réforme de leurs horaires

Une réforme envisage de mettre fin au rythme de travail de la police nationale, dit « 3-2 » - trois jours de travail et deux jours de repos. Cette organisation, mise en place en 1984, a fait perdre l'équivalent en disponibilité de plusieurs milliers de fonctionnaires

**L'OPPOSITION** des gros bataillons de gardiens de la paix au projet de réforme des horaires de la police nationale, qui est actuellement discuté dans tous les services de France, vient d'entrer dans une nouvelle phase. Un « mot d'ordre national de passivité volontaire », incitant les policiers à une grève des contraventions pour les infractions mineures au code de la route, a été lancé, jeudi 24 octobre, par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP). La mobilisation grandit contre un projet qui, remettant en cause les habitudes de la corporation et certains de ses privilèges, cristallise depuis plusieurs mois les inquiétudes de la base policière.

La FASP dénonce les conséquences qu'aurait, pour la vie des policiers et de leurs familles, la révision d'un système horaire concédé en 1984, à titre « expérimental », par un pouvoir socialiste soucieux de s'attirer les bonnes grâces policières et envisageant à l'époque de réduire à 35 heures la semaine de travail des fonctionnaires. Depuis lors, la majorité des quelque 70 000 gardiens de la paix et gradés de province travaillent selon le régime du « 3-2 » : fondé sur des



cycles de cinq jours - trois jours de travail, deux jours de repos -, ce système assure la permanence d'un service public ouvert jour et nuit, dimanche et jours fériés compris.

Le « 3-2 » est le lot de la masse des policiers affectés au sein du

« service général » des commissariats, chargé notamment de répondre à l'urgence avec les patrouilles de police-secours. Ses fonctionnaires sont répartis en cinq brigades de « roulement », qui se relaient sur un rythme discontinu.

Chaque brigade cumule, sur trois jours, un grand nombre d'heures de travail séparées par des temps de repos très courts : l'après-midi du premier jour (12 h 30-20 h 10) ; le matin (5h00-12 h 40), puis la nuit (20 h 00-5 h 10), du deuxième jour ; le troisième jour, enfin, et seulement un cycle sur deux, un retour de quatre heures au commissariat pour une après-midi ou une soirée (entre 13 h 00 et 24 h 00).

Le directeur général de la police nationale, Claude Guéant, estime que le « 3-2 » a organisé « l'indisponibilité policière ». « A effectifs constants, il a fait perdre l'équivalent en disponibilité de plusieurs milliers de fonctionnaires ». En raison de la rigidité du système, « les effectifs sont les mêmes aux heures de grande délinquance et aux heures de délinquance nulle ». Dans les petites circonscriptions - vingt-cinq policiers dans leurs unités de roulement pour une dizaine de milliers d'habitants -, « l'effectif de chacune des cinq brigades est réduit à cinq fonctionnaires, et même trois si l'on retranche les congés. Leur capacité opérationnelle est voisine de zéro ». De plus, le système « nécessite, lors d'événements importants ou imprévus, des rappels au service, lesquels,

en raison des compensations statutaires donnant droit à des crédits d'heures, obtient encore plus le potentiel ».

Pour remettre en cause le « 3-2 », l'administration s'appuie aussi sur le rapport consacré par le docteur Ceccaldi à la santé des policiers (lire ci-dessous) et affirme que ce cycle « aboutit à un désastre humain ». Enfin, elle se réfère à la directive européenne du 23 novembre 1989 sur l'aménagement du temps de travail, qui, en imposant un repos journalier minimal de onze heures par période de vingt-quatre heures, s'oppose au rythme du « 3-2 ».

**MEILLEURE DISPONIBILITÉ** Aussi la réforme en cours prévoit-elle le remplacement du « 3-2 » par d'autres cycles de travail afin d'assurer la meilleure disponibilité opérationnelle des effectifs au regard des contraintes locales.

Dans toute la France, des comités techniques paritaires départementaux représentant l'administration et les syndicats ont commencé à se réunir au mois d'octobre. Les cycles de travail proposés par la hiérarchie policière « n'entraînent pas un volume horaire de travail plus important », affirme M. Guéant : le « 4-2 » (quatre jours de travail, deux de repos), qui s'accompagne d'un plus grand nombre de jours travaillés, comporte un volume annuel d'heures de travail identique au « 3-2 ».

La réforme hérisse de nombreux policiers parce qu'elle toilette le système des compensations liées au service pénitentiaire, les repos légaux ou les jours fériés, et des compensations pour les heures supplémentaires, qui avaient donné lieu à des dérivés au fil des ans. La sécurité des matchs de football du samedi soir illustre les effets pervers du système actuel : les prolongations ou les incidents d'après-match entraînent des dépassements de dix minutes sur le repos légal des policiers, qui bénéficient, en moyenne, de quatorze heures de récupération. Désormais, ce calcul, qui s'opère sur la base d'un forfait, tiendra uniquement compte des heures supplémentaires réellement accomplies : ces dix minutes donneront lieu à une récupération de deux heures.

Claude Guéant assure que « la remise en cause des cycles horaires vise à la fois à améliorer les conditions de travail des policiers et l'efficacité du service public ». « Théoriquement, les fonctionnaires travailleraient trois jours et s'absenteraient deux jours, mais la réalité était souvent plus proche de deux jours de travail suivis de trois jours de repos. Ces longues interruptions de service incitent nombre de fonctionnaires à habiter loin du ser-

### Une gestion plus souple

Depuis le mois d'octobre, la direction générale de la police nationale propose, dans chaque département, une palette de nouveaux cycles sur lesquels les représentants locaux de l'administration et des syndicats policiers doivent se prononcer.

Un cycle « 4-2 » (quatre jours de travail, deux de repos) pourra fonctionner avec quatre brigades travaillant uniquement la nuit. Une d'elles pourra se familiariser avec la population délinquante nocturne des cités. Un cycle « 2-2 » (deux jours de travail, deux de repos) intéressera plus particulièrement les petits services de la police de l'air et des frontières, chargés de la surveillance des ports et aéroports n'ayant pas d'activité de nuit.

L'administration estime que cette réforme permettra de doubler le nombre des fonctionnaires de police-secours à Marseille, de mettre en place une brigade d'hébergement à Sens, ou de gagner l'équivalent de trente-deux policiers à Nantes.

« vice, donc du milieu social où ils travaillent, voire à s'adonner à d'autres activités, le plus souvent non lucratives, prohibées (le travail au noir) ou non, qui entraînent de la fatigue et amènent certains fonctionnaires à considérer que c'est le service public qui est une activité secondaire. Nous ne souhaitons pas faire travailler les policiers plus, mais les faire travailler mieux ».

Erich Inciyan

### « Le cycle actuel aboutit à un véritable désastre humain »

**MÉDECIN-CHEF** de la police nationale, le docteur Pierre Ceccaldi a achevé, en mars, un rapport sur les effets du cycle horaire « 3-2 » - trois jours de travail, deux jours de repos - pratiqué par une majorité des gardiens de la paix et gradés.

« Des études statistiques récentes montrent, parmi les fonctionnaires qui travaillent en cycles, et plus particulièrement en « 3-2 », une surreprésentation des policiers en longue maladie et victimes de syndromes dépressifs, note le rapport. On observe parmi les gradés et gardiens, corps dont la moitié des fonctionnaires travaillent en régime cyclique, un absentéisme supérieur à celui observé dans les autres corps des services actifs de la police. »

Le cycle « 3-2 » conduit « indiscutablement à une dette de sommeil, qui a un effet cumulatif et va entraîner une somnolence pouvant devenir invincible », ajoute le médecin. « Le risque de ces perturbations de sommeil dues aux horaires alternés et posés est l'épuisement dépressif, appelé burn-out (échouer, devenir épuisé) par les Anglo-Saxons, qui consiste en un épuisement du sujet qui s'élève à atteindre un but irréalisable que la

société ou lui-même a fixé. » Les auteurs qui ont étudié ce phénomène, relève le rapport, confirment l'existence d'une corrélation entre l'apparition de ce tableau clinique et l'importance des exigences institutionnelles de la surcharge de travail, des ambiguïtés de rôle, de l'absence ou de l'insuffisance de gratification, de reconnaissance du travail accompli, de soutien affectif ou social. Ainsi, l'association d'un épuisement émotionnel, d'une dépersonnalisation et d'une perte des intérêts pourrait conduire, après une période plus ou moins longue de résistance (six à quinze ans), à un grave syndrome dépressif amenant parfois à la solution suicidaire. »

**« SYNDROMES DÉPRESSIFS DANGEREUX »** Joint au rapport, un « bulletin de santé de la police » constate que, sur 92 143 policiers de province, 1 319 étaient, en août, en congés de longue maladie ou de longue durée (1,43 % du total). Plus de la moitié d'entre eux relevaient « de la psychiatrie à composante dépressive ».

Conclusion du docteur Ceccaldi : « Tous les paramètres étudiés montraient l'effet nocif des rythmes de travail alternés sur leur santé physique et

mentale. Cette répercussion se manifeste à la fois dans le cadre de l'activité professionnelle et dans le cadre de la vie privée. Additionnée aux événements traumatiques spécifiques à leur activité professionnelle, l'application d'horaires de travail aux rythmes anormaux crée des conditions néfastes à l'apparition de syndromes dépressifs dangereux. » « L'amélioration des rythmes de travail des policiers est un élément fondamental de toute attitude préventive visant à diminuer dans notre institution le nombre de syndromes dépressifs et, bien entendu, l'importance du risque suicidaire. »

Le rapport du médecin-chef éclaire ainsi, en partie, la vague actuelle de suicides policiers (quarante-huit depuis janvier, alors que la moyenne des dernières années était de quarante-deux). « Il serait inexact de dire que les suicides malheureusement constatés sont une conséquence directe du cycle horaire « 3-2 », observe le directeur général de la police, Claude Guéant. Mais ses effets pervers en termes de santé sont considérables. Ce cycle aboutit à un véritable désastre humain ».

E. M.

### A Vaulx-en-Verin, la lassitude face à « ces petits riens qui finissent par s'accumuler »

**VAULX-EN-VERIN** de notre envoyé spécial

« Le pire, c'est qu'ils disent qu'ils font ça pour notre bien... » David, Christophe, les deux Philippe, André, encore stagiaire, et Alain, le brigadier-chef, ne savent plus comment dire leur « écœurement ». « Le social, dans la police, ils connaissent pas ! » Compères de brigade de roulement au commissariat de Vaulx-en-Verin, ces policiers en tenue, qui assurent « le tout-venant, patrouillent, accueillent au poste, répondent aux appels du 17 », estiment que la réforme des horaires leur est « tombée dessus » : pas de concertation mais des réunions « pour expliquer comment ça allait changer », et au final, l'impression d'un formidable « retour en arrière ».

David, dont le père est gardien de la paix depuis vingt-trois ans, sait qu'avant la création de la cinquième brigade dans les commissariats, il fallait travailler deux après-midis, deux matinées et encore deux nuits avant de décrocher deux jours de repos. « Les syndicats avaient obtenu la suppression de ce système, rappelle-t-il. Aujourd'hui, on nous propose de faire quatre nuits de suite ! »

Quatre nuits à tenir alors qu'ils se savent « ratatinés » dès la fin de la première, des épouses et des enfants qu'ils croiseront plus souvent qu'ils ne les verront, d'avantage de jours de nourriture à payer et moins de week-ends - un toutes les huit semaines - et non

plus toutes les cinq ou six. « Ce sera une catastrophe pour la vie de famille. Mais après tout, positivement : il n'y a qu'un fil sur deux qui divorce... », lance, caustique, l'un des deux Philippe. Un collègue renchérit et s'empare : « De toute façon, ceux qui nous dirigent sont persuadés qu'on ne pense qu'à gagner de l'argent au noir ! Ils disent qu'ils veulent éviter les suicides, mais en fait ils ne cherchent qu'à grappiller des effectifs en nous faisant venir plus souvent. Pourquoi croyez-vous qu'on en parle, d'un seul coup, des suicides, alors qu'il y en a toujours eus ?... »

Enchaîner quatre demi-journées de travail, surtout lorsqu'il s'agit de quatre nuits, sans véritable coupure pour décompresser, voilà qui leur semble insurmontable. Philippe, qui fut jadis maçon, ne pourrait pas « bosser ici du lundi au vendredi » : « Il faut tout le temps se maîtriser face aux agressions verbales. »

Car plus encore que les rythmes actuels de travail, la violence des situations et des relations avec la population explique, à leurs yeux, les suicides : « On nous appelle pour un véhicule suspect, et on ne sait pas si on ne va pas trouver trois truands armés à bord. C'est quand on a fini, et qu'on se dit que tout s'est bien passé, qu'on prend conscience du stress », raconte le brigadier-chef, vingt et un ans d'ancienneté, « pas le genre froussard » mais qui avoue « avoir plus peur qu'il y a vingt ans ». « Les gens

boivent, se frappent, même les enfants tapent sur les parents. Tout le monde ici est en situation précaire. Quand on est fragile et qu'on rencontre aussi des problèmes à la maison, il y a de quoi craquer », croit comprendre Christophe.

Cette nuit-là, la brigade est une fois de plus appelée pour un « différend familial ». Dans une petite maison de guinguette, une jeune femme d'origine algérienne, en pleurs, montre d'une main trem-

meuble. Traquenard habituel. Pour éviter de recevoir sur leur véhicule les cailloux lancés depuis les toits voisins, les gardiens de la paix s'approchent à pied. « On est plus dur à viser... » Jusqu'à l'aube, tentant de repérer les voitures volées et de « sécuriser » l'habitant, Alain, David et les deux Philippe feront des rondes dans les allées des cités qu'ils connaissent par cœur ; un atout pour effectuer rapidement les demi-tours au bout

Surtout, ne pas faire de vagues, être présents sans être trop là, sans être perçus comme provocants : ce jeu subtil fatigue d'autant plus les gardiens de la paix qu'ils se sentent seuls sur le « fil du rasoir »

blante le dîner répandu à terre, la bouteille plastique de vin rouge sur la table, un gourdin de bois qui traîne. « Ça fait des mois que mon mari me frappe. Je vous appelle parce que j'en peux plus, parce que j'ai peur qu'il s'en prenne à mes quatre filles. » « Faut divorcer, madame, s'il vous frappe. Faut pas rester comme ça », lui conseille doucement un policier.

Quelques minutes plus tard, c'est une voiture qui flambe sur un parking, entre deux barres d'im-

meubles. Traquenard habituel.

De ces chemins « culs-de-sacs et coupe-gorges ». S'ils nient l'existence de zones de non-droit dans ces cités, ils reconnaissent ne pas pouvoir travailler partout normalement. « Il y a des chemins où il faut filer immédiatement après une interpellation, sinon, on vient nous chercher dans la voiture... » Quand un policier descend du fourgon, un autre le suit « pour le protéger ».

Dès qu'un attroupement se forme, fuient les « sales

connards ! » anonymes, les menaces de mort, les « Je sais où t'habites, je sais où ta fille va à l'école... » « Un gamin de dix ans qui vous dit : "La police, tu veux que je te casse la gueule ?", ça fait presque sourire. Mais comment sera-t-il à quinze ans ? », se demande le brigadier. David avoue en écho que son père, « écorché que la police ne soit plus respectée », le plaint souvent d'avoir sa carrière devant lui.

Manque de considération, agacements, frustrations, tel semble être le cocktail de la déprime des policiers de Vaulx-en-Verin, qui évoquent « ces petits riens qui finissent par s'accumuler » : les fourgons, dont ils expliquent depuis des années que le toit est trop haut pour passer sous les portiques des parkings, ce qu'ont compris les voleurs de voiture bien avant l'administration ; les uniformes, au sujet desquels ils furent consultés mais pas écoutés ; le stylo-bille gracieusement offert tous les deux mois...

Tous avouent leur sentiment d'impuissance face à « l'interpellé du matin qui revient le soir au commissariat demander si l'on a pas vu traîner sa montre... ». Face encore aux innombrables actes de petite délinquance, puisque manquent à la fois les moyens et la volonté politique de les réprimer. « Théoriquement, nous sommes sept dans la brigade, mais avec les congés et les maladies, nous nous retrouvons souvent la nuit avec

deux hommes au poste, et deux sur le terrain, rapporte Alain. Il faut se méfier des appels bidons, de la voiture qui brûle à tel endroit pendant qu'on en pique une autre ailleurs... »

« Quand un contrôle se passe mal et qu'on appelle du renfort, on nous dit de ne pas prendre de risque, sous-entendu de partir pour éviter l'incident. Pourtant, si notre hiérarchie le voulait, on pourrait faire des choses », poursuit David, qui ne supporte plus l'image, entretenue par les séries télévisées, du « gardien de la paix abruti, fainéant et picoteur ». Surtout, ne pas faire de vagues, quitte à banaliser les petites infractions, être présents sans être trop là, sans être perçus comme provocants : ce jeu subtil fatigue d'autant plus les gardiens de la paix qu'ils se sentent seuls sur le « fil du rasoir ». « Nous ne sommes pas soutenus, mais toujours suspectés, résume Alain. Le jour où on a un ennui, on sent qu'on n'est rien, on se retrouve tout seul. Magistrats, élus, presse, hiérarchie, tout le monde nous tombe dessus. Qu'on punisse ceux qui font des bavures, mais qu'on dise aussi de temps en temps que la police fait de bien, ou du mieux qu'elle peut, dans le stress le plus complet. Nous, on est contents d'être flics. Même si on n'est pas respectés, on sait que les gens ne pourraient pas vivre sans nous. »

Pascal Krémer



## Le député Francis Delattre (UDF-PR) se défend d'être impliqué dans l'affaire Pacary

Le juge Boizette le soupçonne d'avoir perçu une commission de 6 millions de francs en Suisse

L'avocat du député (UDF-PR) du Val-d'Oise et maire de Franconville, Francis Delattre, a remis, jeudi 24 octobre, un mémoire au juge d'instruction Edith Boizette. M. Delattre est soupçonné d'avoir perçu une commission de 6 millions de francs lors de l'attribution d'un

**DÉFENSEUR** du député (UDF-PR) du Val-d'Oise et maire de Franconville Francis Delattre, l'avocat parisien Jean-Yves Le Mazou s'est présenté, jeudi après-midi 24 octobre, dans le bureau du juge d'instruction Edith Boizette. Dans un mémoire remis au juge, M. Le Mazou présente les explications de son client, dont le nom est cité avec insistance, depuis un an, en marge de l'enquête sur l'homme d'affaires Michel Pacary. Francis Delattre n'a jamais été interrogé mais les incertitudes liées à son sort judiciaire ont conduit à son éviction discrète, durant l'été, de la mission parlementaire « antitriche » formée par le premier ministre pour « chasser les abus et les gaspillages », et notamment « la fraude au RMI, l'immigration illégale, le travail clandestin et les faux chômeurs » (Le Monde du 28 septembre 1995).

L'initiative de l'avocat est la conséquence directe de la récente progression de l'enquête du juge Boizette en direction du maire de Franconville. Le 7 octobre, deux semaines après une double perquisition, conduite par le juge en personne, aux domiciles de M. Delattre, à Franconville et dans le Cher, et la garde à vue de son épouse, M. Le Mazou a eu un premier entretien avec M. Boizette. Les enquêteurs de la 8<sup>e</sup> division de la direction centrale de la police judiciaire, examinant le compte ouvert au nom de M. Delattre dans une banque parissienne, y découvraient des versements en espèces d'un total d'environ 2 millions de francs,

entre 1990 et 1992. Celle-ci avait justifié ces mouvements par des ventes de chevaux de jumping, dont les époux Delattre sont des amateurs réputés. Les enquêteurs pensent néanmoins que ces sommes pourraient avoir été versées par Michel Pacary, qui s'était entremis dans l'attribution de plusieurs marchés publics à Franconville, en 1989. La découverte, au cours d'une des perquisitions, d'un document évoquant l'existence d'un compte bancaire en Suisse est venu renforcer les soupçons. Dès le mois de juillet 1995, plusieurs dirigeants de Dumez avaient indiqué sur procès-verbal avoir versé en Suisse une commission de 6 millions de francs, en contrepartie de l'obtention du marché de la couverture de la voie ferrée, dont le montant avoisinait 280 millions de francs. Quatre responsables de Dumez ont été mis en examen par M. Boizette, dont l'ancien directeur général de Dumez TP. Selon leurs témoignages, M. Delattre les avait priés de se mettre en rapport avec M. Pacary, qui avait obtenu plusieurs prêts pour la ville de Franconville. Mis en examen, certains dirigeants de la société de promotion immobilière Les Nouveaux constructeurs — parmi lesquels le neveu de l'ancien chef de l'Etat, Olivier Mitterrand — ont présenté M. Pacary comme « l'intermédiaire obligé » pour « faire des affaires dans cette ville ».

« M. Delattre voulait 6 millions de francs à l'étranger », a affirmé M. Pacary, interrogé, le 21 octobre, par M. Boizette. Ce n'est pas

moi qui ai avancé ce chiffre, c'est Delattre qui me l'a demandé. L'intermédiaire a ainsi évoqué les « réunions » tenues chez Dumez, ainsi qu'à l'Assemblée nationale, au cours desquelles auraient été fixées « les modalités de paiement ». Un chèque de 6 millions fut effectivement émis par Dumez, tiré sur un compte prévu pour le versement de commissions à l'Union des banques suisses (UBS) à Zurich. L'argent fut versé sur un compte-sequestre ouvert à la banque Gozwiller, placé sous la surveillance de deux avocats suisses, l'un désigné par Dumez, l'autre par M. Pacary. Les enquêteurs ont relevé la quasi-concomitance de la libération des fonds, le 25 juin 1989, avec l'attribution à Dumez du marché de la gare de Franconville.

**« PARTAGE EN TROIS »** Le même jour, la société Rhodians, dirigée par M. Pacary, payait deux billets d'avion pour Genève, dont l'homme affaires affirme qu'ils étaient destinés à lui-même et à Francis Delattre. L'entourage de ce dernier assurait, jeudi, qu'à cette date le député président, à Franconville, une manifestation hippique. Les 6 millions, eux, sont partis vers un autre compte bancaire ouvert à Bâle, et dont l'argent doit être un avocat genevois, Charles de Bavière, depuis longtemps en affaires avec M. Pacary. Le Monde n'est pas parvenu à contacter cet avocat, actuellement en voyage.

Dans une déclaration au Parisien, le 1<sup>er</sup> octobre, le député Fran-

cis Delattre avait assuré que les tractations s'étaient déroulées « directement au siège du Parti républicain » avec les entreprises candidates au marché de Franconville. « C'est le directeur commercial (de Dumez) qui a évoqué devant moi une commission de 1,5 % du total pour les « bonnes œuvres », ajoutait-il. Il m'a parlé d'un partage en trois. D'après moi, Dumez en avait prévu un peu pour le PS, un peu pour le RPR, un peu pour le PR. Mais je ne sais pas si ces commissions ont été versées ». L'entourage de M. Delattre indiquait, jeudi au Monde, que celui-ci « avait mis du temps à découvrir que 6 millions de francs de la commission n'avaient jamais été payés au PR ». Le mémoire remis au juge Boizette précise qu'il n'a pas été le destinataire final de la commission. Quelques jours plus tôt, le 21 octobre, M. Pacary avait cependant déclaré au juge Boizette : « Je n'ai jamais entendu M. Delattre protester. Il est évident qu'il a été payé ».

Pour faire le point sur ces versions contradictoires, le juge d'instruction devrait organiser une confrontation entre les entrepreneurs, M. Pacary et M. Delattre, prévue pour la fin du mois de novembre. Adressée au mois de juillet par M. Boizette au juge genevois Claude Wenger, une commission rogatoire internationale devrait permettre de reconstituer le parcours des 6 millions, dont, pour l'heure, la trace se perd dans une banque de Bâle.

Hervé Gattegno et Roland-Pierre Paringaux

## Une deuxième peine de prison ferme est requise contre Jean Bousquet

**NIMES** — En un deuxième procès, le PDG de Cacharel a été poursuivi, jeudi, en citation directe pour abus de biens sociaux. Il lui est reproché d'avoir misé pendant quatre ans, à son seul service, deux employés de maison rétribués par sa société. Le procureur adjoint de la République de Nîmes, Patrick Pribille, a demandé une peine de douze à quinze mois de prison assortie d'un sursis pour la plus grande part et d'une partie ferme que le tribunal appréciera. Il a également requis une amende d'un montant d'une à deux fois 600 000 francs, somme correspondant au traitement mensuel de l'industriel.

Les deux affaires présentent de nombreux points communs. Dans les deux cas, Jean Bousquet est soupçonné d'avoir fait financer des éléments de son confort personnel par des organismes qu'il dirigeait. Dans l'affaire du gardiennage, comme dans celle de ses employés de maison, le député du Gard a mélangé les genres avec, en filigrane, le sentiment implicite d'un juste retour des choses.

En un deuxième procès, le PDG de Cacharel a été poursuivi, jeudi, en citation directe pour abus de biens sociaux. Il lui est reproché d'avoir misé pendant quatre ans, à son seul service, deux employés de maison rétribués par sa société. Le procureur adjoint de la République de Nîmes, Patrick Pribille, a demandé une peine de douze à quinze mois de prison assortie d'un sursis pour la plus grande part et d'une partie ferme que le tribunal appréciera. Il a également requis une amende d'un montant d'une à deux fois 600 000 francs, somme correspondant au traitement mensuel de l'industriel.

Les deux affaires présentent de nombreux points communs. Dans les deux cas, Jean Bousquet est soupçonné d'avoir fait financer des éléments de son confort personnel par des organismes qu'il dirigeait. Dans l'affaire du gardiennage, comme dans celle de ses employés de maison, le député du Gard a mélangé les genres avec, en filigrane, le sentiment implicite d'un juste retour des choses.

« Cacharel, c'est moi. Il m'est difficile de faire la différence. Jusqu'à mon nom, puisqu'on m'appelle aussi Jean Cacharel », a expliqué le prévenu, jeudi après-midi, en rappelant les conditions dans lesquelles il avait créé la société Cacharel dans une chambre de bonne parissienne en 1962. Le matin, son avocat, M. Jean-Marc Varaut, plaident la relaxe dans l'affaire du gardiennage, avait tenu à rappeler « tout ce que Jean Bousquet a investi pour sa ville » entre 1983 et 1995.

**« COMME UN FÉODAL »** A la barre, l'ancien maire de Nîmes a justifié la mise à sa disposition des deux salariés de Cacharel, en expliquant qu'il s'agissait de compenser les frais occasionnés par les réceptions professionnelles qu'il était amené à organiser à son domicile parisien ou à Roquecourbe. Il a également reconnu le deuxième aspect du délit qui lui était reproché et qui concernait des comptes courants débiteurs.

« M. Bousquet se comporte comme un féodal qui mêle son par-

loir social et privé », s'est exclamé le procureur Pribille, en rappelant le témoignage d'un des deux employés de maison. Ce dernier, qui travaillait au domicile parisien du prévenu, expliqua aux enquêteurs : « Je m'occupe de la chambre de Jean Bousquet, de ses chaussures, je fais le jardin, un peu la cuisine. Il n'y a pratiquement jamais de réception ».

M. Varaut s'est insurgé contre ce réquisitoire « en forme de discours de rentrée syndicale ». « Si ce n'était Jean Bousquet, le parquet aurait réclassé sans suite », a-t-il encore déclaré en demandant une « peine équitale ». Le matin, l'avocat parisien avait dénoncé ce triple procès, « un tir groupé voulu pour que le prévenu n'échappe pas ». Les deux affaires ont été mises en délibéré au 6 décembre. Jean Bousquet comparaitra une dernière fois devant le tribunal correctionnel de Nîmes, ce vendredi, dans l'affaire du financement du club de football de la ville.

Richard Benguigui

## Le succès du prêt à taux zéro dépasse les prévisions

LA SOCIÉTÉ DE GESTION du fonds de garantie de l'accès social (SGFGAS) a comptabilisé 131 000 offres de prêt à taux zéro émises et acceptées depuis octobre 1995, selon un bilan rendu public par le ministère du logement, jeudi 24 octobre. Le gouvernement avait misé sur 120 000 prêts par an. Plus des trois quarts des accédants étant locataires, 100 000 logements locatifs ont été remis sur le marché grâce au nouveau dispositif. La SGFGAS n'est pas en mesure de comptabiliser la part des bénéficiaires du prêt qui sont issus du parc HLM mais le ministère souligne que « les logements libérés sont, de toute façon, des logements à petits loyers ». Dans leur immense majorité (78 %), les emprunteurs ont des revenus plutôt modestes, inférieurs à trois fois le SMIC. Les ouvriers représentent un tiers des acheteurs, les employés, 26 %, les professions intermédiaires, 21 %. Les bénéficiaires du prêt sont en majorité des ménages de petite taille (trois personnes ou moins), 63 % sont mariés et ont moins de trente-cinq ans.

## Les cartables des collégiens pèsent deux fois trop lourd, selon la FCPE

SELON LA FÉDÉRATION DE CONSEILS DE PARENTS D'ÉLÈVES (FCPE) de Paris, qui a organisé une opération « Pesée des cartables » en début de semaine, à l'entrée d'une trentaine de collèges parisiens, « la preuve est faite qu'il y a danger pour la santé de nos enfants ». Alors que, selon les textes, le poids du cartable ne devrait pas excéder 10 % du poids du corps de l'enfant, il apparaît qu'il représente « 20 % et même pour certains 25 % » du poids de l'enfant. La FCPE, qui transmettra les résultats pour étude à l'hôpital Necker-Enfants-Malades, demande que les conseils d'administration des établissements mettent cette question à l'ordre du jour. Elle propose que les élèves de sixième et de cinquième aient leur propre salle de cours et que la conception des manuels soit repensée. Le député Jean-Yves Haby (UDF, Hauts-de-Seine), auteur d'une proposition de loi visant à réduire le poids des cartables, s'est vu confier une mission parlementaire sur les manuels scolaires.

### DÉPÊCHES

■ **EXCISION** : une mère de famille sénégalaise de trente-huit ans, Hadjira Marega, a été condamnée, jeudi 24 octobre, à trois ans de prison dont un an ferme par la cour d'assises de Seine-Saint-Denis pour avoir excisé ses cinq filles.

■ **NOYADES** : la ville de Grenoble a été mise en examen, en tant que personne morale, par le juge d'instruction chargé de l'enquête sur la noyade, le 4 décembre 1995, de six enfants et d'une accompagnatrice dans le Drac, a-t-on appris jeudi 24 octobre.

■ **JUSTICE** : Dominique Tibert, chef du cabinet du ministre des relations avec le Parlement, a été interrogé, jeudi 24 octobre, dans le cadre de l'enquête préliminaire ordonnée par le parquet de Paris sur les salaires fictifs versés par Air France. Le secrétaire général du gouvernement a remboursé à la compagnie, le 19 juin, 1,1 million de francs de salaires et charges indûment versés à M. Tibert.

■ **BASQUES** : la 12<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris a prononcé, jeudi 24 octobre, des peines allant de huit mois de prison avec sursis à cinq ans de prison ferme contre quatre membres présumés de l'organisation séparatiste basque ETA et six de leurs sympathisants, basques ou bretons.

■ **TERRORISME** : le gouvernement allemand a ordonné l'extradition vers la France, jeudi 24 octobre, d'Ahmad Jeyhouni, un irakien soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat, le 27 mai, à Créteil (Val-de-Marne), de l'ancien ministre du chah d'Iran, Reza Mazlouman. Ce commerçant, qui a reconnu avoir « rendu visite » à la victime quelques heures avant sa mort, conteste sa participation au meurtre.

■ **TWA** : la veuve du guitariste Marcel Dadi, tué dans l'explosion du Boeing 747 de la TWA qui a fait 230 morts le 17 juillet, a porté plainte, jeudi 24 octobre, à New York contre la compagnie aérienne et Boeing. Deux autres plaintes, représentant vingt-cinq familles, avaient été déposées lundi.

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de Jacques Litwak

A la suite des articles consacrés au scandale de l'ARC (Le Monde du 11 octobre), Jacques Litwak nous a adressé la lettre suivante :

Il est totalement inexact que j'aie été mis en examen, et je n'ai d'ailleurs reçu aucune convocation des enquêteurs, pas plus que du juge d'instruction, et ce à quelque titre que ce soit.

Je n'ai pas « repris » les sociétés de MM. Simon et Sarda. De nouveaux investisseurs, que je représente, ont pris une participation au capital de Distribue SA, holding du groupe Distribue dont les ac-

vités sont uniquement centrées sur la vente de jouets, lors d'une augmentation de capital de 20 millions de francs versée en numéraire, qui a eu lieu le 1<sup>er</sup> juin 1995.

Seules les parts des SCI propriétaires des immeubles où sont exercées les activités de vente de jouets ont été apportées à Distribue SA, par augmentation de capital en nature en date du 22 décembre 1995, qui a été rémunérée par la création du nombre de titres représentant le montant de l'apport, et ce conformément au rapport d'un commissaire.

## A Montélimar, la cavale d'un forcené fait un mort et six blessés

**VALENCE** — Les gens du coin l'appellent « Moïse ». Depuis des années, André Vautout, un marginal de soixante ans, vivait dans une cabane de branches et de planches qu'il avait aménagée à force de patience sur les berges du Jabron, l'une des deux rivières qui traversent la ville de Montélimar (Drôme). Seul, l'homme vivait chichement de la générosité de quelques voisins et des repas qu'un foyer protestant distribuait aux plus démunis. André Vautout se promenait souvent avec une machette, qu'il utilisait pour débroussailler les abords de sa maison de fortune. On prétend dans son quartier qu'il n'aurait jamais « fait de mal à une mouche », tant on connaît son souci de protection des animaux. Pourtant, jeudi 24 octobre, André Vautout, au terme d'une folle fusillade dans les rues de la ville, a tué un policier et blessé six personnes, dont cinq policiers. Tout a commencé quand Moïse a aperçu un chasseur sur « ses terres », dans le bois sur les berges de la rivière. Le chasseur avait-il abattu un faisan, animal chéri par André Vautout ? Une bagarre éclate, et Moïse blesse d'un coup de machette le chasseur. Il s'empare de son fusil et de sa carabochère. Puis l'« homme des bois » monte à la ville, vêtu de son éternel short en polyamide rouge et d'un T-shirt. Alertés par l'épouse du chasseur blessé, les policiers de Montélimar partent très vite à la rencontre

de Moïse, qui brandit déjà ses armes dans les rues. La première rencontre a lieu sur une avenue, à quelques mètres d'une école à l'heure de la sortie des classes. André Vautout ouvre le feu, blessant les deux policiers montés en première ligne. Quelques minutes plus tard, la même scène se reproduit au milieu d'une avenue puis sur le parking d'un supermarché : c'est là que tombe le capitaine Patrice Jay, un inspecteur de police de trente-sept ans, père de deux enfants. La fusillade se poursuit encore un moment aux abords d'un lotissement du quartier Montolius.

Au terme de trois quarts d'heure de course-poursuite, le commissariat de police de Montélimar doit enregistrer un mort et cinq blessés, dont deux inspecteurs. Dans l'après-midi, le commissaire Hubert Waigel, directeur départemental de la police, souligne le courage de ses hommes qui « à aucun moment n'ont mis en péril la vie de leurs concitoyens et se sont eux-mêmes mis à plusieurs reprises en rempart » pour protéger la population. C'est cette volonté affirmée de ne pas risquer la vie des passants qui aurait donc coûté si cher aux policiers de Montélimar.

André Vautout, grisé par ses tirs d'artillerie et blessé par la riposte d'un policier, a fini par rendre les armes derrière un taillis où il s'était réfugié. L'homme au short rouge a été hospitalisé et placé en garde à vue.

Gérard Méjean

Pour changer d'air, restez chez vous.

Ligne directe  
08 36 35 35 35  
renseignements  
réservations  
vente et envoi  
des billets  
à domicile

7 jours sur 7, de 7h à 22h, en appelant le 08 36 35 35 35, préparez votre voyage depuis chez vous. En plus, grâce à l'un des engagements pris par la SNCF, profitez de l'envoi gratuit de vos billets à domicile, si vous les achetez au moins 4 jours avant votre départ. \* 2,23 F. min

A NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNCF



# La « fac Pasqua » tente avec difficulté de s'insérer dans le paysage universitaire

Pour sa deuxième rentrée, le pôle Léonard de Vinci accueille 2 000 étudiants. Le conseil général des Hauts-de-Seine devait débattre, vendredi 25 octobre, des critiques émises par la chambre régionale des comptes

Pour sa deuxième rentrée, le pôle universitaire Léonard de Vinci, créé par le conseil général des Hauts-de-Seine, tente de s'insérer dans le paysage de l'enseignement supérieur. Cet établis-

sement accueille désormais 2 000 étudiants, un quart seulement suivant les formations spécifiques créées par le pôle, les autres appartenant à des écoles installées dans les locaux de La

Défense. Michel Barat, directeur général de l'établissement, estime que « les objectifs » sont en passe d'être remplis. Et il ne retient guère les critiques émises par la chambre régionale des

comptes, qui pointait le coût du pôle universitaire : 1,3 milliard de francs d'investissement, et 100 millions de francs de budget de fonctionnement. Les diplômés délivrés par les filières

spécifiques ne sont toujours pas reconnus par le ministère de l'éducation nationale et les projets d'associations avec des universités n'ont pas, à ce jour, abouti.

LA DEUXIÈME RENTRÉE du pôle universitaire Léonard de Vinci des Hauts-de-Seine, également connue sous l'appellation de « fac Pasqua », a bien failli passer inaperçue. Aucune manifestation aux portes de ce gigantesque bâtiment de 5 000 mètres carrés près de La Défense, n'est venue troubler la tranquillité des locaux occupés par environ 2 000 étudiants. « Au bout d'un an, nous sommes globalement contents de nos résultats. Le pôle est rentré dans le paysage éducatif, ses préoccupations sont celles d'une grande école ou d'une université », note Michel Barat, son directeur général.

La sérénité affichée par M. Barat n'est pas affectée par les conclusions sévères du rapport de la chambre régionale des comptes consacré à la gestion du conseil général des Hauts-de-Seine (voir ci-contre). Réunis le vendredi 25 octobre pour en débattre, les élus départementaux devaient également adopter le nouveau statut de cet

établissement : le département assurera directement la gestion du bâtiment, par l'intermédiaire de la SEM 92. En revanche, les activités pédagogiques de la faculté seront prises en charge par l'association Léonard de Vinci.

Cette clarification juridique et administrative vise à faire rentrer dans le rang un établissement toujours régi par la loi de 1875 sur les établissements d'enseignement supérieur privés qui, tout en affirmant son caractère « original et expérimental », paraît de plus en plus isolé. Elle devrait surtout permettre de clarifier la situation financière de cette « université départementale ».

Outre les 1,3 milliard de francs de sa construction, elle a bénéficié d'un peu plus de 70 millions de francs de subventions publiques pour un budget de fonctionnement de 100 millions de francs destinés aux 575 étudiants des formations spécifiques du département. Car si le pôle est ouvert à 2 000 étudiants, il

le doit essentiellement aux cinq établissements associés qui jouent une partie des locaux.

« Cet objectif correspond à nos prévisions de montée en charge progressive », précise Michel Barat. S'ajoutant aux 158 étudiants inscrits l'an dernier, trois nouvelles promotions, soit environ 330 élèves ont intégré les facultés de commerce et de gestion, de sciences et technologies ainsi que de la filière européenne de gestion et technologie.

A la rentrée, un nouvel institut du multi-média a accueilli une quarantaine d'élèves, tandis que le nouveau centre de formation d'apprentis devait prochainement démarrer avec un effectif identique. Ouvertes en 1996, les formations « post-graduées » de troisième cycle restent réservées à des effectifs modestes, d'environ 75 élèves. Originaires pour la moitié des Hauts-de-Seine, ces étudiants bénéficient d'une forte réduction de leurs droits d'inscription, ramené

pour eux de 26 000 francs à 2 600 francs. De surcroît, des bourses ont été attribuées à un étudiant sur quatre originaires d'autres départements.

Les tentatives d'ouverture en direction du secteur public sont restées sans écho. Tandis que le ministère de l'éducation continue d'ignorer l'existence du pôle, les propositions de l'ancien ministre de l'intérieur en faveur de l'accueil d'un centre de langues commu-

aux universités parisiennes, à un Institut de sciences politiques de l'université de Paris-X Nanterre, voire à l'installation provisoire de l'Institut de Gennevilliers, n'ont pas reçu de réponses. Surtout, la commission du titre d'ingénieur tarde à se prononcer sur l'habilitation des formations dispensées.

Michel Barat veut également s'appuyer sur le nouveau centre de formation d'apprentis, dont l'homologation purement administra-

tive doit lui permettre de percevoir la taxe d'apprentissage. Il mise aussi sur le développement de la formation continue et de prestations diverses à l'intention des entreprises et notamment celles des Hauts-de-Seine. « En un an, trois cents entreprises ont participé à nos activités et à nos prestations », affirme M. Barat.

A cet argument, les étudiants de la « fac Pasqua » restent particulièrement sensibles. Peu semble leur importer que, dans l'immédiat, les formations ne bénéficient pas de la reconnaissance officielle du diplôme. « On nous assure que nous bénéficierons d'un emploi à la sortie », indique une jeune étudiante en sciences et techniques. En début de semaine, les étudiants du pôle ont élu leurs représentants au bureau des élèves. En majorité, ils ont voté pour la FESSE, « Fédération des étudiants sans souci pour leur emploi ». Tout un programme.

Michel Delberghe

## « Une utilité à la hauteur du coût »

Dans son rapport sur la gestion du département des Hauts-de-Seine (Le Monde du 20 octobre), la chambre régionale des comptes pointe le dépassement du coût de la construction de ce bâtiment, qui est passé de 1,2 milliard à l'origine à 1,368 milliard de francs. Les magistrats relèvent que « l'aide publique du département doit être compatible avec les dispositions législatives et les principes généraux du droit, notamment celui de la liberté du commerce et de l'industrie qui s'oppose à ce que soient aidés des organismes présentant un caractère commercial prépondérant » et souhaitent que soient levées les incertitudes sur la gestion du pôle afin que « le pôle Léonard de Vinci puisse acquiescer, dans le respect du droit, une utilité à la mesure de son coût ».

## CARNET

### DISPARITIONS

## Roger-Pierre Lagrange

Un journaliste rare, de « Libération » au « Monde »

DEPUIS UN AN, Roger-Pierre Lagrange avait rejoint l'équipe du supplément « Télévision-Radio-Multimédia » du Monde. Nous venions, tous ensemble, de célébrer son embauche définitive, beagolais et saucisson. C'était vendredi dernier, et puis il est parti prendre une semaine de vacances. Et puis il ne reviendra pas.

Reste le grand vide des souvenirs et des regrets. Souvenirs de son sourire, de son rire, de ses passions qu'il entretenait discrètement en son jardin personnel. Il aimait la littérature et la musique, la BD et internet, la poésie et les choses de la vie. Il aimait les gens, les copains et le journalisme, et comme tous les passionnés, il travaillait dans le plaisir. Avec lui, il n'y avait pas de problèmes, il n'y avait que des solutions, ce qui est le signe, qui ne trompe pas, d'un vrai professionnel.

Au Monde, il avait apporté ce savoir-faire, ce genre nouveau ici qui réunit, chez un seul, écriture et

connaissance de la mise en page, maîtrise de la technique et talent, cette vision globale d'un journal qui faisait de Roger-Pierre un journaliste moderne dont l'effort s'effaçait derrière les intérêts de l'effort commun. Ce n'était pas la moindre de ses qualités. Roger-Pierre était un journaliste rare. Il avait tenu à être engagé au titre de « chef d'édition », catégorie qui n'existe pas au Monde. Mais il y tenait beaucoup. C'était ainsi qu'il se définissait, c'est ainsi qu'il concevait son métier. Il avait obtenu cette qualification. Il était heureux.

Son métier, il y était entré par vocation précoce. Naissance à La Rochelle, il y a trente-cinq ans, Sciences-Po Bordeaux, petits bouillottes d'étudiant, et puis la « montée » à Paris, direction la rue du Louvre et le Centre de formation des journalistes. Secrétaire de rédaction au Figaro, puis l'aventure Libération où il va se former, s'affirmer. Il y restera six ans.

Qui ne l'a pas aimé ? Sa drôlerie, ses dons d'imitateur qui éclataient sans crier gare au détour d'une phrase, son sourire toujours, sa tendresse. Son sens de la fête, de la convivialité qui fédérait autour de lui les copains d'abord. Il écrivait des poèmes, jouait de la guitare, de l'autodidactisme, de l'humour, en vrai modeste. Et quand il a rejoint Le Monde, à l'époque du changement de formule du supplément « Télé-Radio-Multimédia », il a apporté avec lui un peu de ce vent nouveau qui annonçait de beaux jours. Tant de promesses, d'espoirs pour lui, pour nous, brisés.

Il était marié à Jacqueline, avec qui il partageait la passion de ce métier. A elle, à leurs deux petites jumelles, Marion et Clara, toute la rédaction du Monde adresse ses regrets profonds.

Roger-Pierre ouvrait les fenêtres sur la vie. On ne les refermera pas.

Jacques Buob

## Pierre Granville

Un amateur d'art passionné

COLLECTIONNEUR, écrivain, chroniqueur d'art notamment pour Le Monde, Pierre Granville est mort dimanche 20 octobre à Paris à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Né le 21 janvier 1908 à Paris, il avait fait des études de philosophie en khâgne avec Alain et commençait une carrière de réalisateur de cinéma. Mais il allait se laisser prendre par son amour de l'art, amour qu'il partageait avec Kathleen, une actrice américaine de théâtre rencontrée à la fin des années 20, qui serait sa femme jusqu'à sa mort, en 1981. Tous deux allaient fréquenter les ateliers d'artistes, ceux de Vieira da Silva et Arpad Szenes dès 1931, celui du sculpteur Etienne Hajdu en 1933. C'est ce dernier qui allait amener le couple dans l'atelier de Nicolas de Staël en 1947.

En 1948, l'un et l'autre renoncèrent à leur carrière respective pour se consacrer totalement à l'art. Ils n'avaient aucune fortune personnelle mais de l'enthousiasme, des liens d'amitié profonde avec nombre d'artistes et de galeristes comme Jeanne Bucher, ou Pierre Loeb. Leur passion fit le reste : ils devinrent des collectionneurs assidus, voire obsédés par certains artistes contemporains, mais aussi par des peintres anciens tels Delacroix, Géricault, dont ils ont acheté beaucoup d'œuvres sur papier, Théodore Rousseau, Millet, Signac... Leurs regards - « un seul re-

gard » - étaient ouverts aussi aux arts primitifs, notamment aux idoles cycladiques. Dans les années 60, la collection, forte de plus de 700 pièces et qu'ils avaient rassemblée avec ténacité, avait pris l'ampleur d'un musée personnel. Les Granville allaient en faire don au Musée des beaux-arts de Dijon en 1969, à condition que Pierre et Kathleen Granville en deviennent les conservateurs. Inauguré en 1974, dans le prestigieux palais des ducs de Bourgogne dont le deuxième étage et les combles avaient été aménagés, le Musée de la collection Granville obéissait à un dispositif original, à mi-chemin de l'appartement privé et du musée, fort d'ensembles rassemblés selon un parcours à la fois historique et

révélateur des goûts des donateurs. Il devait encore s'enrichir en 1976, puis en 1986, l'année du second mariage de Pierre Granville.

Après la mort de Kathleen en 1981, Pierre Granville avait libéré la collection des engagements premiers pour permettre plus de fusion entre le Musée des beaux-arts classique et les donations. Il se consacrait de plus en plus à l'écriture, une discipline à laquelle il était rompu depuis longtemps à travers ses chroniques d'art pour Le Monde, notamment, sous la signature de Chantelou, puis sous son vrai nom. Pierre Granville est l'auteur notamment d'un roman intitulé La Croix du bûcheron (1989).

Geneviève Breerette

**La nouvelle rubrique**

**Le Monde**

INITIATIVES LOCALES

**vous propose**

**des opportunités d'emploi**

**en collectivités territoriales**

**en page 26**

### AU CARNET DU « MONDE »

#### Naissances

M. et M<sup>me</sup> JAUFFRET et Guillaume ont la joie d'annoncer la naissance de Mathieu, le 15 octobre 1996, 46, rue de l'Alouette, 94160 Saint-Mandé.

#### Décès

Daniel, Isabelle et Xavier ont la tristesse de faire part du décès de leur mère, Geneviève DELPECH, née BOIS, survenue le 19 octobre 1996.

Des dons peuvent être adressés à Amnesty International, 4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 01.

Arnette, son épouse, Gail et Cécile, ses enfants, Virginie et Antoine, Jacqueline et André, ses parents, ont la douleur de faire part du décès de Gérard FEDIDA, parti dans son dernier vol.

Une cérémonie a eu lieu en vendredi 25 octobre 1996, à l'église Saint-Vigor de Marly-le-Roi.

La messe à son inhumation aura lieu samedi 26 octobre, à 15 heures, à l'église Sainte-Anne de Plombières.

La famille souhaite que vos gestes d'amitié soient réservés à l'association des pilotes handicapés dont il s'occupait.

On nous prie d'annoncer la mort de Mireille PONCIN, le 19 octobre 1996.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Saint-Jacques du Haut-Pas, sa paroisse à Paris.

Bernard-André LEROLLE nous a quittés le 22 octobre 1996.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité à Plombières (22).

Une messe sera dite à Paris ultérieurement.

M<sup>me</sup> Monique Frodard, M<sup>me</sup> et M. Pierre Monsarrat, M<sup>me</sup> et M. Noël Rache, M. Jacques Hervet, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de M<sup>me</sup> veuve Elzette MONSARRAT, survenue le 22 octobre 1996, en sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu à l'église de Mesnagui (Tun) ce samedi 26 octobre, à 10 h 30.

Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Jean, à Verdalle (Tun).

40, quai des Célestins, 75004 Paris, Verdalle, 8110 Dongen.

Edmond Nono et Jacqueline Fèvre Nono, Aïssia et Benjamin, ont la tristesse d'annoncer le décès de Zola NONO, née MALLIC, le 23 octobre 1996, dans sa soixante-dix-septième année, 3, rue du Génie, 94400 Villette-sur-Seine.

Chambéry, Crest, M<sup>me</sup> et M. Pascal Champetier et leurs enfants ont la tristesse de faire part du décès de M<sup>me</sup> Gilbert SETRU, née GEORGES JAY, le 23 octobre 1996, dans sa soixante-dix-septième année, 3, rue du Génie, 94400 Villette-sur-Seine.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 26 octobre 1996, à 10 h 45, à l'église de Biot (Alpes-Maritimes).

#### Remerciements

Juliette Bonafé, sa fille, et ses proches, remercient toutes les personnes qui leur ont apporté le témoignage de leur sympathie à l'occasion du décès de Pierre BONNAPPE, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de l'Université, chercheur honoraire au CNRS (Centre d'études africaines de l'EFRES), 25, avenue de la République, 75011 Paris.

André et Janine Miquel et leurs enfants, très émus par les messages de sympathie reçus à l'occasion du décès de leur mère et grand-mère, Marcelle MIQUEL, née MALATIERE, prient leurs amis de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

Anniversaires de décès - Vous qui l'aimiez, souvenez-vous de Jean-François BERTHOUD. Il châtiait la mer. Un grand vent venu des îles dont il rêvait nous l'aidera, le 27 octobre 1996, dans sa belle trente-sixième année. Il nous manque.

Julien GODFREYD Papy, tu aurais eu aujourd'hui soixante-dix-sept ans. Tu nous manques. Aude et Naucha.

Michelle MATHON, née LÉCA, quittait les siens voilà un an. Sa famille, ses proches, ses amis et amis, gardent avec émotion son souvenir.

Monique Serrier-Mariette, Françoise Serrier-Covely, rappellent à votre souvenir leur frère, Henri SERRIER, décédé le 26 août 1996.

128, rue de Villiers, 92300 Levallois, 22, boulevard Kellermann, 75013 Paris.

#### Conférences

LE DIABLE, L'AMOUR ET LE BON DIEU Sept Jours de séminaire, à 20 h 30, au temple de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17<sup>e</sup>, métro Argentine.

Le 7 novembre, « Le diable et la chair » : Jean-Denis Vincent et Claude Giffé, o.p.

Le 14 novembre, « La confiance et le doute » : Alain Duhamel, Flora Groult et J.-F. Collange, théologien protestant.

Le 21 novembre, « La grâce et la foi » : Jean d'Ormesson, Jean Daniel et Louis Perrot, pasteur.

Le 28 novembre, « La souffrance et la mort » : Daniel Sibony, psychanalyste, Marie de Remmel, auteur de La Mort latente, et Alain Houziaux, pasteur.

Le 5 décembre, « La liberté et le destin » : Michel Tournier, Gilles Bernheim, rabbin, et Stan Rougier, père-scrivain.

Le 12 décembre, « Le salut et l'au-delà » : Pascal Bruckner, G. Marnet, s.j.

Le 19 décembre, « L'amour et la solitude » : Jacques de Bourbon-Busset et J.-P. Jossa, o.p.

Introductions par Alain Houziaux, pasteur. Libre participation aux frais.

#### Colloques

Colloque « Plagiat après Plagiat », Paris-La Sorbonne, avec Le Monde de l'éducation, 15 et 16 novembre 1996.

Renseignements et inscriptions : Colloque Plagiat, 32, rue Serpente, 75006 Paris.

Tél. : 01-46-33-14-45. Fax : 01-40-46-96-51.

#### Concours

CONCOURS DE POÉSIE LA BOËTIE Manuscrits de 25 à 60 pages. Prix : publication du livre primé. Pour obt.

Association Mille et un jours, 18, rue François-Villon, 92340 Bourg-la-Reine

**CARNET DU MONDE** Renseignements : 01-42-17-29-94 Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques ..... 105 F Abonnés et actionnaires ..... 95 F Communiqués diverses ..... 110 F Thèmes étudiants ..... 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.



## RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 26 OCTOBRE 1996

**TRANSPORTS.** Le ministre de l'équipement et des transports, Bernard Pons, a affirmé, jeudi 24 octobre, devant la commission des finances du Sénat, que le TGV-Est « sera réalisé dans sa totalité sous forme d'une ligne nouvelle à grande vitesse reliant Paris à Strasbourg ».

Le ministre a ajouté qu'il espérait « être en mesure d'annoncer la date du début des travaux avant la fin de l'année 1996 ».

Entre Paris et Strasbourg sera réalisée sous la forme d'une ligne nouvelle. L'objectif reste pour lui de mettre Strasbourg à deux heures de Paris. M. PONS a indiqué que la réalisation se fera « par phases successives » mais a semblé écarter le recours au train pendulaire comme alternative provisoire. Il se démarque ainsi des orientations du rapport

Rouviellois et surtout du rapport Blanc-Brossier reprises à son compte par Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports (Le Monde des 3 et 10 octobre). ● CES RAPPORTS

préconisaient la révision à la baisse du schéma directeur du TGV et faisaient observer que la réalisation du TGV-Est ne pourrait « être soutenue sous l'angle économique ».

# Bernard Pons remet le TGV-Est sur les rails de la grande vitesse

En attendant l'arbitrage d'Alain Juppé, des incertitudes demeurent sur les délais de construction d'une nouvelle ligne Paris-Strasbourg et sur son financement. Le ministre de l'équipement semble écarter les conclusions du rapport Blanc-Brossier préconisant un report du projet

Le ministre de l'équipement et des transports, Bernard Pons, a annoncé devant la commission des finances du Sénat, jeudi 24 octobre, que le TGV-Est « sera réalisé dans sa totalité sous forme d'une ligne nouvelle à grande vitesse reliant Paris à Strasbourg ».

Le ministre a ajouté qu'il espérait « être en mesure d'annoncer la date du début des travaux avant la fin de l'année 1996 ».

Tout est dans les termes « totalité » et « ligne nouvelle », qui semblent écarter la perspective d'un simple aménagement du réseau ferré existant pour accueillir, provisoirement ou définitivement, un train pendulaire à grande vitesse (selon une technologie qui reste à mettre au point).

Cette remise du TGV-Est sur les rails de la pure grande vitesse a surpris, semble-t-il, jusque dans les services du ministère de l'équipement et des transports. En réalité, ces propos ne sont guère différents

de ceux que M. Pons avait tenus, mardi, devant les parlementaires alsaciens, en inaugurant une série de consultations avec les élus des régions touchées par le projet de TGV : le ministre leur avait alors affirmé que « le TGV-Est sera l'exception qui confirme la règle », en ajoutant que les rapports n'étaient « pas la bible ».

Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg et présidente de l'Association TGV-Est européen ne s'y est pas trompée : tout en réclamant « le calendrier des travaux », elle a observé dès jeudi soir que les déclarations de Bernard Pons représentaient « un respect de la parole donnée de l'Etat [par la déclaration d'utilité publique de mai] et de l'accord franco-allemand du sommet de La Rochelle de 1992 ».

Devant les sénateurs, M. Pons a précisé que la réalisation du TGV-Est « se fera par phases successives, conformément aux pratiques habi-

tuelles en matière de TGV ». Pour le ministre, le rapport de Philippe Rouviellois, ancien président de la SNCF (Le Monde du 10 octobre), « qui remet en cause le calendrier du schéma directeur des TGV, ne concerne pas le TGV-Est ». Quant au volumineux rapport conjoint d'André Blanc, inspecteur général des finances, et de Christian Brossier, inspecteur général des ponts et chaussées sur le TGV-Est, il « permettrait d'en éclaircir le coût mais n'avait pas pour but de le remettre en cause ».

« IL FAUT LE FAIRE » : Pourtant, le moins que l'on puisse dire est que le ministre n'est pas « en phase » avec les rapporteurs, qui n'hésitent pas à écrire : « La réalisation du TGV-Est européen ne peut, dans les conditions actuellement prévisibles de trafic, être soutenue sous l'angle économique (...) ». Il impliquerait un apport de

fonds publics d'au moins 20 milliards, au profit d'un projet dont le taux de rentabilité pour la collectivité est lui-même inférieur au niveau minimal exigé par le commissariat général du Plan. Sa réalisation devrait donc être différée d'au moins une dizaine d'années (...). Si, toutefois, les pouvoirs publics estimaient devoir procéder à un lancement plus rapide d'une partie du projet, la construction du tronçon central Châlons-Burgundy, associée à l'utilisation de matériels pendulaires et à une vitesse portée à 350 km/h sur la ligne nouvelle, permettant de relier Paris à Strasbourg en deux heures et demie, paraîtrait être la moins mauvaise solution ».

Le coup de frein donné le 1<sup>er</sup> octobre par Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports, au schéma directeur du TGV, quelques jours avant la publication des rapports Rouviellois et Blanc-Brossier, avait provoqué quelques remous en

Alsace. M<sup>me</sup> Idrac s'était, en revanche, attiré la sympathie des écologistes et autres opposants à un programme souvent jugé aujourd'hui surdimensionné. Pourtant, mardi, aux côtés de M. Pons devant la délégation d'élus alsaciens, M<sup>me</sup> Idrac a résumé brutalement : « Les techniciens nous disent qu'il ne faut pas le faire. Nous, politiques, nous disons : il faut le faire... ».

M. Pons et M<sup>me</sup> Idrac recevront, mardi, les parlementaires lorrains. Puis ils se retrouveront le 4 novembre dans le bureau d'Alain Juppé en compagnie de Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Avant la fin de l'année, vraisemblablement, devraient être annoncées une décision et des options claires, un calendrier des travaux (qui pourraient débiter en 1998) et, surtout, des éléments chiffrés sur l'engagement financier de l'Etat (les collectivités locales s'étant déjà moralement engagées à hauteur de 3,5 milliards de francs).

La perspective de cet arbitrage, dont M. Pons a assurément beaucoup à craindre - Bercy a toujours été réticent face au TGV -, relativise considérablement la portée des déclarations de principe ministérielles, alternant le chaud et le froid, de ces dernières semaines.

Robert Bellvert

## Les pêcheurs déclarent la guerre aux cormorans sur les bords du Rhin

**STRASBOURG**  
de notre correspondant régional  
Cinq mille à dix mille personnes protesteront-elles, samedi 26 octobre à Strasbourg, comme l'affirment les organisateurs de la manifestation, contre la prolifération des cormorans, ces « corbeaux marins » qu'un croyait voués aux limbes ? Les huit fédérations de pêche de l'est de la France appellent à la mobilisation avec l'appui des autres fédérations de l'Hexagone, mais aussi de celles d'Allemagne, de Suisse, des Pays-Bas et du Danemark. Mais de quels maux ces oiseaux piscivores sont-ils accusés pour nourrir tant de colère ?

Espèce protégée, parmi une centaine d'autres oiseaux sauvages, par la directive européenne du 2 avril 1979, le cormoran a proliféré à une vitesse telle que sa population est passée, en Europe, d'une cinquantaine de milliers d'individus à plus de six cent mille, en l'espace d'une quinzaine d'années (Le Monde du 24 février 1996).

**RAVAGES DANS LES RIVIÈRES**  
Fuyant la froideur des côtes de la mer du Nord et de la Baltique, le cormoran n'hésite pas à hiverner loin à l'intérieur des terres, où il commence d'ailleurs à nidifier. Gros consommateur de poissons vivants - 500 grammes en moyenne par jour -, en particulier de truitelles, de carpes, de perches et de gardons, les cormorans font des ravages dans les rivières et surtout les plans d'eau et les piscicultures. Certains estiment que les « corbeaux marins » prélèvent quotidiennement une tonne et demie de poissons dans le seul Bas-Rhin.

Les conséquences sont suffisamment dévastatrices pour que la fédération des pêcheurs du départe-

ment ait perdu cinq mille adhérents en deux ans et appelle à la mobilisation dans la rue. Paradoxe : alors que, dans le Rhin, où, grâce aux efforts de dépollution, le saumon et la truite de mer commencent à revenir, d'autres espèces, en particulier le gardon, principale nourriture du brochet, sont menacées par la voracité d'un oiseau protégé.

**IL FAUT L'EXPLOSER**  
Le professeur Roland Carbiener, président d'Alsace Nature, estime que le développement des colonies de cormorans crée un « réel problème » et que, dans ces conditions, il faut mettre en place un système de régulation tout en évitant des solutions extrêmes. Une des premières mesures à prendre serait d'autoriser, comme c'était le cas avant 1979, la destruction ou le prélèvement des œufs - comestibles - dans les nids aux Pays-Bas et au Danemark. Mais ces deux Etats membres de l'Union européenne, sous la pression de leur opinion, s'opposent jusqu'à présent à cette solution.

Du côté des pêcheurs, on prône des solutions franchement radicales. « Il ne s'agit pas de les abattre au fusil comme le veulent les Allemands », dit Marcel Carabin, chargé de la coordination du rassemblement du 26 octobre, mais il faut revenir à la situation d'avant la directive. » Pour ce faire, il ne voit pas d'autre solution que l'empoisonnement ou l'explosion des dacs sur les berges où les cormorans, repus, se regroupent en fin de journée. « Les agriculteurs empoisonnent bien les corbeaux, pourquoi ne pourrions-nous pas détruire une partie des cormorans ? », se justifie M. Carabin.

Marcel Scotto

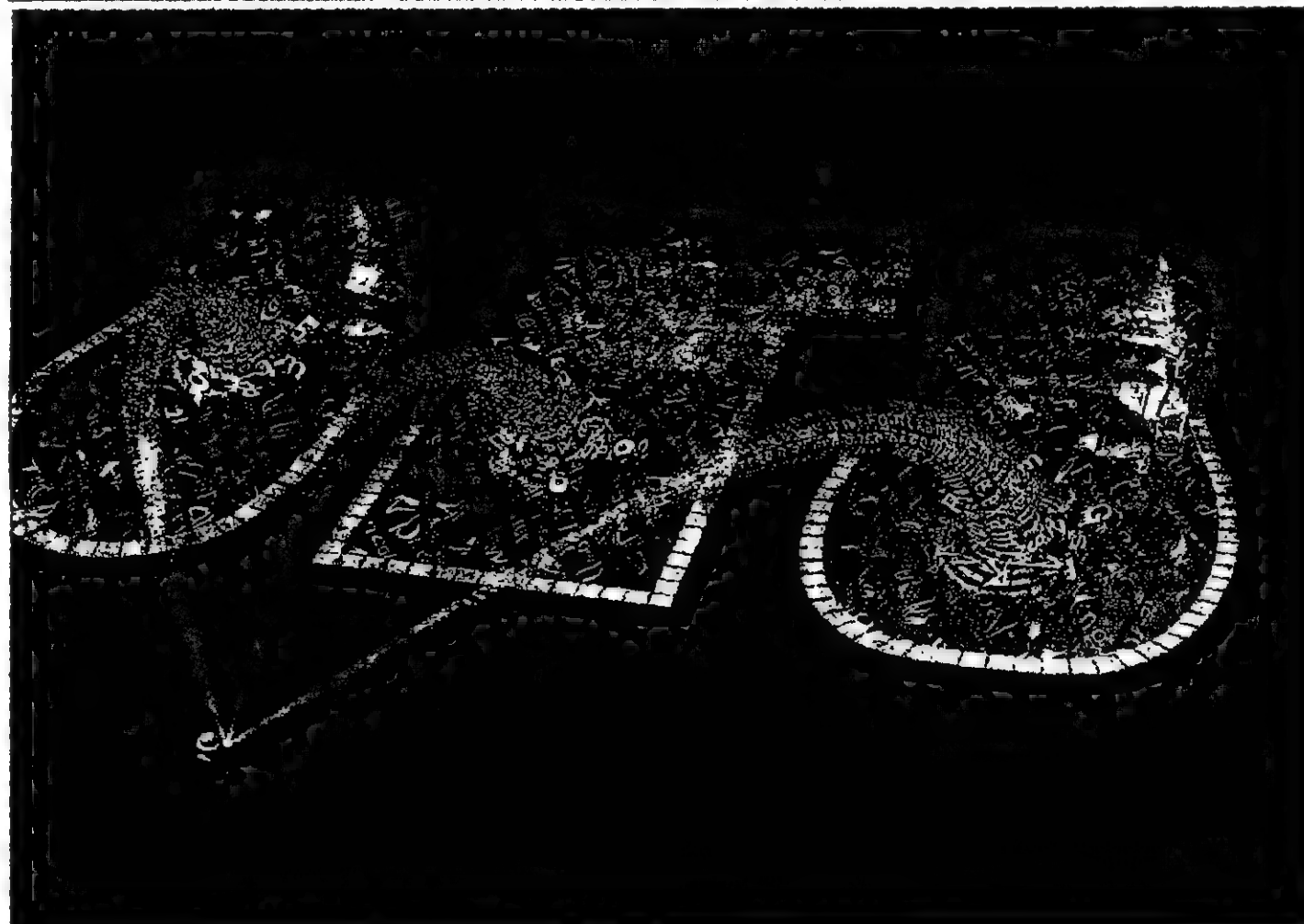
### DÉPÊCHES

■ **PACA** : la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur a critiqué le conseil régional, jeudi 24 octobre, pour la gestion de son personnel, dont l'effectif a plus que doublé en huit ans. La masse salariale est passée de 76 millions de francs en 1988 à 150 millions en 1994. La chambre a constaté notamment que « de nombreux agents sont mis à la disposition d'organismes non liés juridiquement à la région et de groupes politiques constitués au sein de l'assemblée régionale ».

■ **TARN** : un concours international pour la valorisation économique de la mine de Carmaux, qui fermera ses portes en 1997, sera lancé entre le 31 octobre et le 20 décembre.

■ **MARSEILLE** : des avis défavorables ont été émis par la direction départementale de l'équipement des Bouches-du-Rhône pour la quasi-totalité des permis de construire instruits sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, en raison des forts risques d'inondation.

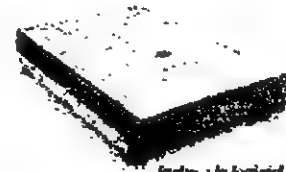
■ **LYON** : l'arrêté du préfet du Rhône interdisant la circulation des poids lourds sous le tunnel de Fourvière a été rejeté par la cour administrative d'appel. Les communes de l'Est lyonnais, qui supportaient depuis juillet le report du trafic, étaient à l'origine de cette procédure.



## Avec le ScanJet 4c OfficePro, plus besoin de bouger pour passer d'un dossier à l'autre.

Bien qu'indispensable, le classement est une tâche si rebutante à accomplir que Hewlett-Packard a décidé de simplifier cette corvée ennuyeuse en créant pour vous le ScanJet 4c OfficePro. Le HP ScanJet 4c OfficePro transforme n'importe quel document papier en un document informatique et ce, sous la simple pression d'un bouton. Il suffit d'insérer un document dans le scanner HP ScanJet 4c OfficePro, pour que celui-ci soit immédiatement enregistré dans votre PC. Vous avez alors la possibilité d'utiliser votre document sous toutes les applications

Windows (traitement de texte, e-mail...). Le nouveau HP ScanJet 4c OfficePro optimise toutes sortes de tâches telles le classement, la distribution, les copies d'un document. Facile et rapide à installer, il est doté d'un logiciel qui le rend également facile et rapide à utiliser (une page A4 est balayée en moins de 10 secondes). En définitive, non seulement le scanner HP ScanJet 4c OfficePro vous dispense des tâches les plus rébarbatives, mais en plus il vous fait économiser du temps et de l'argent. Que demander de plus ? Consultez le 3616 HPMICRO (1,20 F/mn).



Inclus : le logiciel OmniPage Pro.

HP, EXPRIMEZ-VOUS.

hp HEWLETT PACKARD



## HORIZONS

ENQUÊTE

**T**OUT aurait pu se terminer par un dossier classé, de guerre l'asse. Comme d'autres affaires qui avaient défrayé la chronique belge ces dernières années : celle des tueurs du Brabant (vingt-huit morts tués par balles dans des supermarchés), celle des responsabilités dans le drame du Heysel, qui avait fait trente-neuf morts et près de six cents blessés, le 29 mai 1985, dans des bousculades avant la finale de la Coupe d'Europe de football entre la Juventus de Turin et Liverpool. Cafouillages judiciaires et guerre des polices avaient fini par brouiller les traces des assassins d'André Cools, ancien ministre d'Etat, ancien président du Parti socialiste, assassiné de deux balles de pistolet 7,65 le 18 juillet 1991 à Cointe, près de Liège, alors qu'il montait dans sa voiture avec son amie Marie-Hélène Joiret, grièvement blessée dans le guet-apens.

En mai 1996, le procureur du roi au parquet de Liège, Anne Bounguignont, propose lors d'une réunion au palais de justice de la Cité ardente de clore l'enquête sur le meurtre d'André Cools au 31 décembre 1996. « Aucune des pistes exploitées ne s'étant révélée probante. » Ainsi, cinq ans de travail de la cellule Cools, placée sous la responsabilité du juge d'instruction Véronique Ancia et dirigée par le commissaire Raymond Brose, et qui compta jusqu'à trente personnes, n'avaient servi à rien. On allait, par conséquent, la dissoudre. A rien ? Pas tout à fait. En enquêtant sur l'affaire Cools, Véronique Ancia s'était intéressée aux circonstances qui avaient entouré, en 1988, l'attribution d'un contrat d'hélicoptères pour l'armée à la firme italienne Agusta et de matériel d'équipement des chasseurs F-6 par Electronique Marcel Dassault (EMD) en 1989.

Après une minutieuse enquête, Véronique Ancia établit que des commissions occultes ont été versées par les deux firmes au Parti socialiste flamand (SP) pour emporter la conviction des ministres concernés, Willy Claes, devenu entre-temps secrétaire général de l'OTAN, et Guy Coëme. Résultat : Willy Claes est obligé de laisser son poste à Javier Solana, et Serge Dassault, sous le coup d'une inculpation pour corruption active, est, en théorie, écarté s'il quitte le territoire national. Autres victimes, deux personnalités socialistes wallonnes, Guy Mathot et Guy Spitaels, contraintes d'abandonner leurs fonctions pour faire face aux accusations.

Véronique Ancia est portée au pinacle. Elue « femme de l'année » en 1993, rien ne semblait l'arrêter dans son implacable recherche de la vérité. Jusqu'au constat de carence de mars 1996. Et au rebondissement de septembre de la même année. Une piste qui avait été explorée au début de l'enquête par le juge Jean-Marc Connerotte, du parquet de Neufchâteau, resurgissait grâce à un témoin miracle. Cette piste menait à Alain Van der Biest, naguère espoir du PS liégeois, présenté comme le fils spirituel d'André Cools, devenu grâce à ce dernier député et ministre, mais qui avait « trahi » son mentor dans les affrontements au sein de la fédération du PS liégeois au début des années 90. Une piste qui met en scène un homme politique fragile, notablement alcoolique, mais fin, sensible et cultivé, romancier à ses heures, tombé sous la coupe d'un chef de cabinet sans scrupules, Richard Taxquet, ancien gendarme et policier communal de Grâce-Hollogne, ville dont Alain Van der Biest était le bourgmestre.

Qui avait intérêt à la mort d'André Cools ? Celui que l'on appelait le « Maître de Flémalle », du nom de la commune de l'agglomération liégeoise dont il fut le bourgmestre sans interruption, de 1964 jusqu'à sa mort, était un homme de caractère qui ne ménageait personne. Un socialiste ancré dans la banlieue rouge de cette ville de Liège, fils de syndicaliste mort en déportation



## L'encombrant fantôme d'André Cools

**Le voile commence à se lever sur l'assassinat, le 18 juillet 1991, de l'ancien vice-premier ministre belge. De Liège à Tunis, en passant par Tarente, le puzzle de la conspiration politico-mafieuse se reconstitue peu à peu**

en 1942. Son passage à l'université ne le coupe pas de ses racines. Il fait une carrière fulgurante dans le Parti socialiste, qui domine sans partage depuis 1945 la Wallonie. Député en 1958, à vingt-neuf ans, bourgmestre en 1964, il coprésidente le parti jusqu'à sa scission en une branche flamande et une branche francophone en 1979. Plusieurs fois ministre, il sera vice-premier ministre en 1969. Dans les années 80, il présidera aux destinées de la région wallonne, dotée de pouvoirs accrus par la réforme constitutionnelle, et frappée par le déclin des industries traditionnelles, minières et métallurgiques.

L'un de ses adversaires au sein du PS, Jean-Maurice Dehousse, aujourd'hui bourgmestre de Liège, le décrit ainsi : « Si j'avais le temps d'écrire mes mémoires, il y aurait

deux chapitres sur Cools : Cools le grand et Cools le noir. Parce que sans lui on n'aurait pas eu la régionalisation, pas comme elle est venue, pas à ce moment-là, pas dans d'aussi bonnes circonstances. Et puis Cools le noir. Parce qu'après, ça a mal tourné. C'est devenu un homme viridicatif, méchant. Je l'ai vu détruire des êtres et chercher à atteindre des êtres dans ce qu'ils avaient de plus cher. »

A la tête du « groupe de Flémalle », dont il est le chef incontesté, il veut, malgré une quasi-retraite politique, toujours tirer les ficelles du PS liégeois, où il s'oppose au « groupe du Pezon », dirigé par Jean-Maurice Dehousse et José Happart, le héros de la lutte francophone dans les Fournons. Lâché par deux de ses fils spirituels, Alain Van der Biest et Guy Mathot,

ministre fédéral et bourgmestre de Seraing, André Cools menace. Il a des dossiers. Contre Guy Mathot, qu'il soupçonne d'avoir détourné pour son compte des contributions d'entreprises destinées au PS. Contre Van der Biest, dont il est certain que le cabinet est infiltré par des personnages liés à la Mafia italienne.

Pour Bernard Franco, sociologue à l'université de Louvain, qui avait pris la banlieue industrielle de Liège comme terrain d'étude en 1984, la mort d'André Cools est symptomatique de la dérive d'un PS usé par trop de pouvoir absolu dans la région : « C'est la grande famille qui se déchire en tombant dans le sordide. Une affaire où se mélangent la fête, la souffrance, le désir. Cela peut aller

très fort dans le sordide : il y a des couples, des répudiations. Cools, c'est le pouvoir absolu. Je fais, tu défais. Je me souviens que lorsque nous étions étudiants à Liège et que nous faisions grève, il nous a reçus et il nous a dit : « Vous arrêtez vos conneries et je vous mets en place pour les élections sur les listes du PS ! » »

Quelques semaines avant sa mort, André Cools confia à Lily Portugais, journaliste à la *Libre Belgique* : « Je suis décidé à frapper un grand coup. Tu auras de quoi écrire à la rentrée de septembre. »

Si la piste de la mouvance Van der Biest se confirme – les inculpés nient pour l'instant les faits qui leur sont reprochés –, le scénario est simple. C'était pour arrêter le bras

démajid Ben Lamin et Ben Brahim Abdeljelil Ben Regeb. Ces derniers sont arrêtés le 30 septembre à Tunis et passent aux aveux. Ben Almi, âgé de vingt-cinq ans au moment des faits, a tiré les coups de feu, pendant que Ben Brahim faisait le guet. Marie-Hélène Joiret reconnaît formellement la photo de son agresseur. Lundi 21 octobre, Jachino Contrino, un complice soupçonné d'avoir été présent au moment de l'assassinat et dénoncé par les deux Tunisiens, est arrêté près de Liège. Son arrestation porte à neuf le nombre des personnes détenues, en Belgique et en Tunisie, dans le cadre de cette affaire.

Le côté tunisien de l'enquête complique les choses. La Tunisie

**La mort d'André Cools est symptomatique de la dérive d'un PS usé par trop de pouvoir absolu : « C'est la grande famille qui se déchire en tombant dans le sordide. Une affaire où se mélangent la fête, la souffrance, le désir »**

vengeur d'André Cools qu'il fut dédicé, fin 1990, de liquider ce « parain » impitoyable. La fin de la carrière politique d'Alain Van der Biest aurait signifié celle des protections dont bénéficiaient ses collaborateurs : Richard Taxquet, son chef de cabinet, son chauffeur Pino di Mauro. Le premier, dont la mère est originaire de Tarente, entretient des liens avec des truands venus de la même région et liés à la Stidda, une dissidence calabraise de la Mafia sicilienne. Les deux hommes profitent de leur position pour se livrer à de longues trafics.

Out-ils agi de leur propre chef, ou bien ont-ils suivi les ordres d'Alain Van der Biest pour organiser le guet-apens contre Cools ? Toujours est-il qu'un « contrat » est lancé en octobre 1990 pour l'élimination d'André Cools. Un ami truand de Taxquet, Carlo Todarello, est chargé de recruter des tueurs. Par l'intermédiaire d'un Tarentais installé en Sicile, Calogero Todaro, deux Tunisiens, travailleurs saisonniers dans les vignes que gère Todaro, sont mis sur l'affaire. On leur dit qu'il s'agit d'éliminer un trafiquant de drogue qui aurait « doublé » l'organisation mafieuse. D'autres comparses, Mimmo Castellino et Domenico Solazzo, se chargent de leur fournir des armes, de les infiltrer, puis de les « exfiltrer » de Belgique une fois le contrat rempli.

Tout cela était connu, hormis quelques détails, depuis 1992, lorsque Carlo Todarello, impliqué dans une affaire de titres volés, où l'on retrouve Taxquet et Di Mauro, raconte l'histoire à un détective privé et à quelques journalistes, espérant sans doute bénéficier de la mansuétude de la justice pour les repentis dénonciateurs. Mais la Belgique n'est pas l'Italie et, en 1993, Todarello se rétracte, voyant qu'il n'a rien à attendre de la justice belge. Jean Marc Connerotte croit pourtant toujours à la piste Van der Biest, alors que Véronique Ancia estime que « c'est perdre du temps » que de poursuivre les recherches dans cette direction. Le conflit entre les deux juges oblige la Cour de cassation à trancher entre Liège (Ancia) et Neufchâteau (Connerotte). En 1994, Jean Marc Connerotte est dessaisi de l'affaire des titres volés, ce qui l'empêche de creuser plus avant l'affaire Cools.

Tout basculera début septembre 1996. Un mystérieux témoin, qui fait des déclarations sous le couvert de l'anonymat, confirme presque point par point les premiers aveux de Todarello. Mieux, il désignera l'endroit où ont été jetées les armes après le meurtre. Ces derniers sont retrouvés, par des plongeurs dans l'Ourbie liégeoise. L'analyse balistique le confirme : le 7,65 repêché est bien l'arme qui a tué André Cools et blessé sa compagne Marie-Hélène Joiret. Le témoin dévoile également l'identité des tueurs tunisiens : Ben Almi Ab-

n'extradant pas ses nationaux, Ben Almi et Ben Brahim devront être jugés sur place pour les faits qui leur sont reprochés. Cela exige la traduction en arabe d'une grande partie d'un dossier énorme. Or la loi tunisienne prévoit que la détention provisoire ne peut durer plus de quatorze mois, un délai bien court pour ce travail titanesque. De plus, la bonne coopération de la justice tunisienne est liée aux contreparties que la Belgique voudra bien accorder au pouvoir tunisien en prenant, par exemple, des mesures contre des opposants islamistes au régime installé en Belgique.

Il s'agit essentiellement de l'assile politique accordé à Walid Bennani, condamné à mort par contumace en Tunisie en 1987 et 1992, considéré comme un important dirigeant de l'Ennahda, un mouvement islamiste interdit sur le sol tunisien. Au lendemain de l'arrestation des deux tueurs, la presse tunisienne liée au pouvoir de Tahar Ben Ali affirmait que l'assassinat d'André Cools était lié à un trafic d'armes mené par les militants islamistes.

Le fantôme d'André Cools n'en a donc pas fini de hanter la vie judiciaire et politique belge. Le hasard a voulu que le même juge d'instruction, Jean-Marc Connerotte, qui fut dessaisi, à tort, du dossier Cools ait subi le même sort dans une autre affaire qui émeut la Belgique, celle du réseau pédophile de Marc Dutroux et Jean-Michel Niboul. Il est ainsi devenu le M. Propre de la justice aux yeux d'une Belgique qui doute de tout, de sa justice, de sa police, de ses dirigeants politiques.

Au Parti socialiste, la rénovation engagée par le nouveau président, Philippe Busquin, se trouve entravée par la renommée de miasmes anciens, qui mettent à nouveau aux prises « coolsiens » et « anticoolsiens ». Insinuations, rumeurs, reportent de plus belle, l'héritier spirituel d'André Cools, Philippe Moureaux, chef des socialistes bruxellois, et Anne-Marie Lizin, bouillante sénatrice PS, laissant entendre que Van der Biest ne serait pas le seul commanditaire du meurtre au sein du parti... L'entrée de l'affaire Cools en littérature, avec la toute récente publication d'un roman à clés de Jacques Decker, *Le Ventre de la balaine* (éditions Labor/Épiphanie) contribuera-t-elle à faire se sublimer les passions ? Les Belges, pour l'heure, sont désorientés et ont tendance à se méfier de tous et de personne. Comme le disait une jeune infirmière interrogée à la radio sur sa réaction aux « affaires » : « Je préférerais l'époque où l'on riait de nous, Belges, que celle où l'on nous montre du doigt... »

Luc Rosenzweig  
Dessin : Alain Le Querrec

العبد المذنب

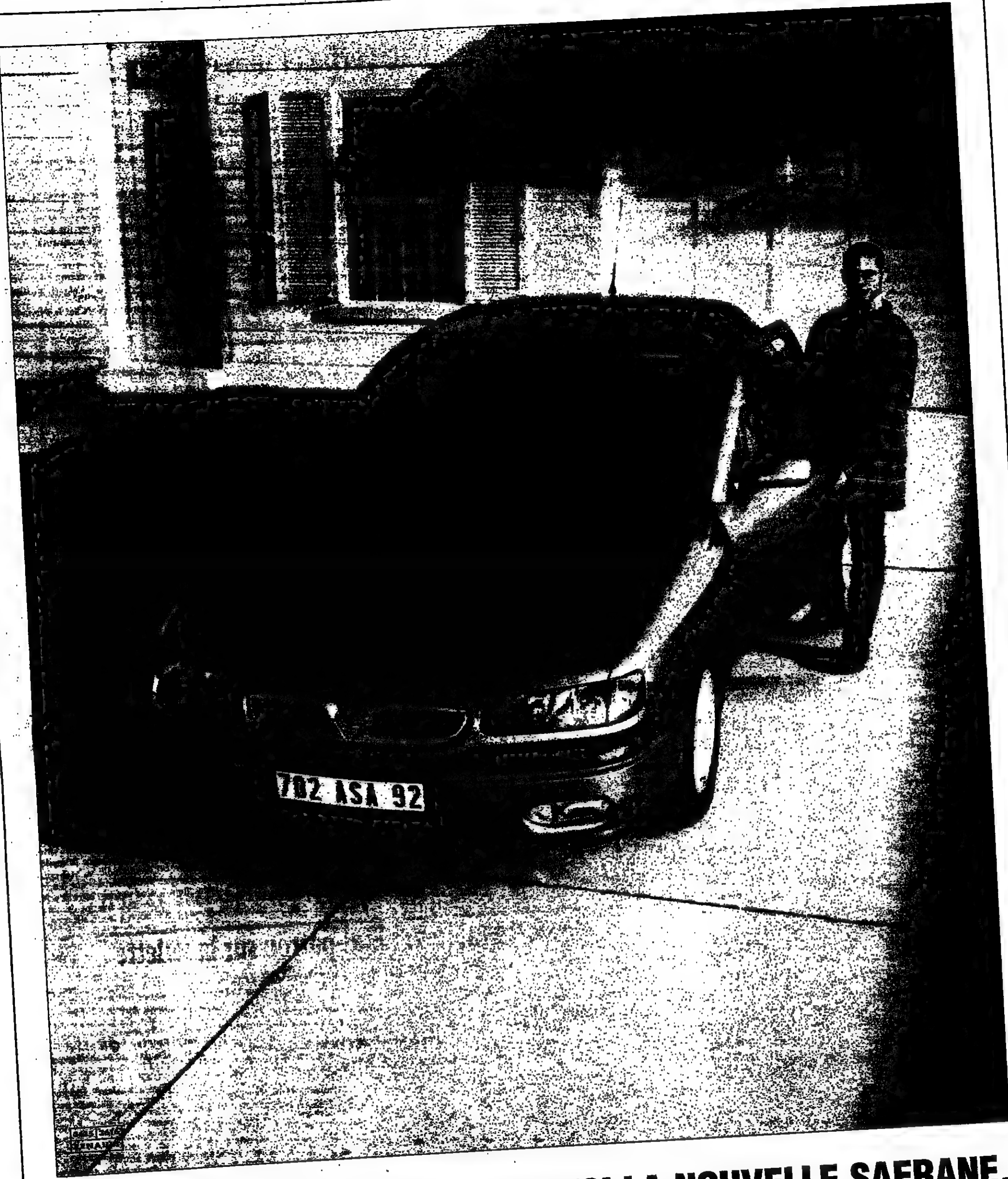


مكننا من الأهل

LE MONDE / SAMEDI 26 OCTOBRE 1996 / 15

(Publicité)

PUBLICIS CONSEIL MOSEY



**SI JACQUES VILLENEUVE A CHOISI LA NOUVELLE SAFRANE,  
C'EST SURTOUT POUR SON CONFORT.**

*Nouvelle Safrane, Baissez le plaisir conduire.*

RENAULT  
prépare l'avenir

**RENAULT**  
LES VOITURES  
A VIVRE



Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication :  
Jean-Marie Colombani  
Directeurs : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldrey, directeur général ;  
Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction :  
Thomas Péroche, Jean-Yves Lhonnau, Robert Sole  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Paul Besset, Bruno de Camus, Pierre Georges,  
Laurent Gribben, Michel Kailash, Bertrand Le Gendre,  
Directeur artistique : Dominique Royette  
Rédacteur en chef technique : Eric Augé  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmont  
Directeur technique : Eric Pailhou ; directeur délégué : Anne Chausson  
Conseiller de la direction : Alain Ruffat ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet  
Médiateur : Jean-François Lemerle  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Boyer-Méry (1945-1968), Jacques Pauvert (1968-1982),  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourd (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 955 000 F, Adhérents : Société civile « Les rédacteurs du Monde »  
Associations : Hubert Boyer-Méry, Société anonyme des journaux du Monde,  
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Privatisation  
Société sociale : 21 rue Claude-Bernard - 75001 PARIS CEDEX 01  
Tél. : 01-42-17-20-00, Télécopieur : 01-42-17-21-21, Telex : 206 806 F

## Penser autrement l'immigration

Suite de la première page

A l'évidence cependant, l'affaire - non réglée - des sans-papiers et les fluctuations des orientations gouvernementales mettent en lumière à nouveau l'inadaptation des discours et le flou des perspectives en matière d'immigration. Contrairement aux promesses de Charles Pasqua, le sérieux tour de vis décidé en 1993 n'a nullement affaibli Jean-Marie Le Pen. Pire, il a pu apparaître comme la justification de ses diatribes xénophobes.

Avec le projet de nouveau durcissement législatif sur la reconduite à la frontière, la spirale du juridisme répressif est réenclenchée, au risque d'entacher à nouveau la réputation du « pays des droits de l'homme », sans résultat convaincant prévisible.

L'impasse paraît si totale qu'elle incite aujourd'hui certains spécialistes de l'immigration et du droit des étrangers à remettre en cause le dogme fondateur de la politique en cours : l'arrêt de l'immigration de travailleurs décidé en 1974 et assumé depuis lors avec constance tant par la gauche que par la droite.

« La fermeture des frontières, ça ne marche pas », lance Danièle Lochak, présidente du Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (Gisti). Prenons du sérieux l'hypothèse d'une ouverture des frontières ! Provocatrice, cette perspective a pour principale vertu, selon ce professeur de droit public à l'université Paris-X, de remettre en cause nombre des « évidences » qui fondent le débat sur l'immigration et de considérer les immigrés non plus comme d'éternels suspects, mais comme un apport potentiel à notre société.

L'idée s'inscrit dans une auto-critique de l'action des associations de défense des étrangers. A force de contester, au nom de principes humanitaires, tous les moyens de reconduire les sans-papiers (centres de rétention, charters, zones d'attente, etc.) tout en admettant implicitement le droit pour l'Etat de contrôler l'immigration, les associations se sentent piégées, accusées non sans raison d'angélisme ou d'hypocrisie. « En renversant la perspective, nous sortons de cette contradiction et nous obligons les gens à penser l'immigration autrement », explique Danièle Lochak.

**100 000 CHAQUE ANNÉE**  
Lancé dès 1992 par la Cimade, le débat sur l'ouverture des frontières a rebondi en juillet dernier lors d'un séminaire organisé par la Ligue des droits de l'homme, puis dans le mensuel du Gisti. L'impasse de la lutte des sans-papiers en a accru la portée.

L'émergence de familles entières africaines, puis chinoises sans papiers a démontré l'inefficacité du slogan « Immigration zéro ». Bon an mal an, quelque 100 000 étrangers - familles et conjoints de résidents étrangers et réfugiés pour l'essentiel - obtiennent tout à fait légalement le droit de s'installer en France. Des milliers d'autres se maintiennent au-delà de l'expiration.

### RECTIFICATIFS

**TAXE D'HABITATION**  
Dans l'article consacré à la hausse de la taxe d'habitation à Paris, Le Monde du 19 octobre a laissé entendre que les socialistes plaident pour un « changement profond de la politique fiscale » dans la capitale, en vue d'une baisse de cette taxe d'habitation et de la taxe professionnelle, compensée par une majoration de la taxe foncière. En réalité, il s'agit de la position défendue par Georges Sauré, du Mouvement des citoyens (MDC), maire du 11<sup>e</sup> arrondissement.

tion de leur visa ou pénètrent clandestinement sur le territoire.

Au lieu d'expliquer la nécessité d'un volant d'immigration légale dans un pays ouvert sur le monde, tous les discours politiques accréditaient jusqu'à présent le mythe de l'« arrêt de l'immigration » que contredisent les statistiques et la réalité des cités de banlieue. D'où le discrédit jeté sur la parole des politiques et la popularité de M. Le Pen. L'affaire de Saint-Bernard a contribué à bousculer ce paysage.

Lionel Jospin a promis de « dire aux Français la vérité sur les chiffres ». SOS-Racisme remet à l'ordre du jour l'idée de quotas d'immigration, déterminés par le Conseil économique et social. « Nous savons bien qu'un certain nombre d'étrangers doivent venir en France, dans leur propre intérêt comme dans le nôtre », a reconnu Jean-Louis Debré lui-même.

Presque parallèle, le mouvement des associations vers le mot d'ordre de « libre circulation des hommes » procède d'une critique nettement plus radicale. « La fermeture des frontières est un slogan trompeur, coûteux, à courte vue et aux effets pervers », assure Danièle Lochak. Trompeur, car il n'empêche pas les arrivées et favorise la persistance d'un volant de travailleurs clandestins exploités. Coûteux financièrement, par la mobilisation de moyens matériels et humains toujours plus nombreux. Pétillieux aussi pour la cohésion sociale, en raison des obstacles posés à l'intégration de personnes qui resteront sur le territoire quoi qu'il arrive. Pervers, car il entrave non seulement les entrées mais aussi les sorties.

A l'inverse des traditions d'allées et venues entre le village et la France, nombre de célibataires africains sont colonisés en France par la crainte de ne plus jamais pouvoir y revenir en cas de retour provisoire au pays. En bloquant les entrées, on a aussi favorisé l'arrivée des familles.

La fermeture des frontières procède enfin d'une vision trop immédiate. Plusieurs études affirment que seule une réouverture de l'immigration permettra à l'Europe de compenser son déclin démographique et de payer les retraites à l'horizon 2010.

Les objections à une telle libéralisation ne manquent pas et elles sont de taille. Aux crâtes d'« invasion », les partisans de l'ouverture répondent que l'annonce d'une ruée vers l'ouest après l'ouverture du bloc soviétique relevait du fantasme. Et que les Africains ne venaient pas en masse avant 1974, alors qu'ils pouvaient le faire librement. Devant l'objection du chômage supplémentaire et des baisses de salaire que ne manqueraient de provoquer une telle ouverture, ils admettent de façon peu convaincante qu'il faut réfléchir à une ouverture sans déstabilisation.

Utopique, irréaliste, voire dangereuse dans ses conséquences, l'hypothèse a en tout cas le mérite d'imposer une vision dynamique de l'immigration et de relancer sur une base positive et claire - « qui peut entrer ? » et non seulement « comment expulser ? » - un débat qui, quoi qu'on fasse, n'a pas fini de taquiner les Français.

Philippe Bernard

### DOCTEUR GUBLER

Contrairement à ce qui a été écrit par erreur (Le Monde du 25 octobre), dans la chronique d'Agathe Logeart en page radio-télévision, c'est le tribunal de Paris, et non la cour d'appel, qui a confirmé l'interdiction du livre du docteur Gubler.

### CAHIER « STYLES »

Nous avons attribué par erreur à Emmanuel Babelled les coupes de fruits reproduites en première page du récent cahier « Styles » (Le Monde du 10 octobre). Ces coupes sont l'œuvre de Claudio Colucci.

## M. Chirac, le verbe et le réel

Dans un souci d'équilibre, le chef de l'Etat a exhorté Yasser Arafat à comprendre et à respecter l'aspiration légitime à la sécurité d'Israël, à renoncer une fois pour toutes à la violence, à construire une société démocratiquement en Cisjordanie et à Gaza, entreprise d'autant plus exaltante qu'elle est inédite dans le monde arabe.

Au-delà de ce langage fort et bienvenu, le bilan de ce périple proche-oriental doit aussi s'apprécier à l'aune des deux objectifs affichés par le chef de l'Etat : relancer une grande politique arabe dans la lignée de De Gaulle et placer l'Europe - ou à défaut la France - en position d'arbitre, afin de ne pas laisser le champ libre aux Etats-Unis. Autant, sur ces deux chapitres, les intentions présidentielles paraissent louables, autant les résultats potentiels de son action incitent au scepticisme.

En Israël comme en Palestine, Jacques Chirac a délivré un message proche-oriental clair et cohérent. De Haïfa à Gaza, il a réaffirmé les lignes de force de la position française : respect des accords conclus, poursuite des négociations, gel de la colonisation dans les territoires occupés, protection du statu quo international à Jérusalem avant l'élaboration d'une solution acceptable par tous, avènement d'un Etat palestinien. Autant de principes inacceptables par son hôte israélien, Benjamin Nétanyahou.

Les égards dont le président de la République a entouré son homologue syrien ne laissent pas d'inquiéter. Faute d'autres points d'appui dans le monde arabe, la France n'est-elle pas en train de recommencer avec Hafez El Assad les erreurs commises naguère avec l'Irak, à une époque pas si lointaine où Jacques Chirac premier ministre ne tarissait pas d'éloges sur son « ami » Saddam Hussein ?

Jacques Chirac a retenu que De Gaulle gouvernait par le verbe et il s'essaye au même exercice avec un bonhomme inégal. C'est ce que le chef de la diplomatie britannique, Malcolm Rifkind, appelle méchamment, pour la ruser, « la diplomatie du mégaphone ».

Il reste qu'en prenant aussi nettement position en faveur des thèses syriennes et palestiniennes, la France risque de se priver de toute possibilité d'être un médiateur de la paix. Les Arabes ont beau réclamer la présence des Européens à la table des négociations, les Israéliens et les Américains les considèrent au mieux comme des suppléants, au plus comme des gènes. Aussi longtemps que l'Union européenne sera incapable de parler d'une seule voix sur le Proche-Orient, Jacques Chirac prêchera dans le désert.

## Les gens par Kerleroux



### DANS LA PRESSE

#### ■ EUROPE 1

Alain Duhamel  
L'interpellation de douze personnes, la garde à vue pour sept d'entre elles : depuis l'attentat de Bordeaux, l'enquête a été menée tambour battant. Elle a été confiée au juge Brugère, qui n'est pas un plaisantin et a eu recours au Raid pour éviter toute indiscretion. La ligne juppé entre cette fois-ci dans les faits. La fermeté, le rétablissement de la loi républicaine sur l'île, la fin de l'exception corse, c'est le choix personnel du premier ministre. C'est une rupture avec vingt ans d'ambiguïté, de double langage, de compromissions. C'est un choix hardi, et donc un pari. Dans l'esprit du premier ministre, le rétablissement de la loi républicaine constitue donc le préalable. Pour que ce choix qui a le mérite de l'énergie et de la cohérence puisse réussir, il faut au moins deux conditions. D'une part, que chacun joue le jeu. (...) Et puis que l'application des lois même au dialogue politique, car tout devra nécessairement finir par un vote démocratique et par la réintégration dans la vie civile de ceux qui renouent à l'antenne du terrorisme.

#### ■ FRANCE INTER

Pierre Le Marc  
Peut-on s'étonner de l'offensive du parti socialiste contre la privatisation de Thomson ? Et de sa vigueur ? (...) Tout en effet interpellé dans cette affaire. Et d'abord le respect des engagements passés : l'Elysée et Matignon avaient assuré que le groupe resterait entier. Autre sujet de réflexion : la logique de cette décision, celle du « tout militaire », incarnée par le groupe Lagardère, n'apparaît pas fondamentalement plus convaincante que la logique industrielle représentée par Alcatel. En tout cas, la démonstration de cette supériorité n'a pas été apportée de manière irrécusable. Par ailleurs, la cession prévue de Thomson Multimédia au sud-coréen Daewoo choque incontestablement. Enfin, le gouvernement a sous-estimé l'effet psychologique désastreux de la logique comptable qui a servi de justification à la privatisation.

## Fonctionnaires : l'Etat-patron sur la sellette

A L'ÉTERNELLE question sur le niveau comparé des rémunérations entre les agents de l'Etat et les salariés du privé, deux rapport viennent d'apporter des éléments de réponse qui risquent de tendre encore un peu plus les relations déjà difficiles que les fonctionnaires entretiennent avec l'Etat-patron.

Alors que les syndicats et le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, doivent engager une difficile négociation sur les salaires avant la fin décembre, les experts de l'Insee révèlent que leur rémunération annuelle moyenne (nette de prélèvements) a progressé de 1,8 % en francs constants entre 1994 et 1995 (Insee première, n° 492, octobre 1996), soit sensiblement plus que dans le privé, mais aussi que les années précédentes.

A corps, grade et échelon identique, ajoute l'Insee, ce salaire a progressé de 0,9 % en net. Mais si l'on y ajoute l'effet de l'avancement et des promotions, le pouvoir d'achat des agents en place depuis au moins deux ans se serait accru de 3,3 % entre 1994 et 1995. L'Insee indique que quand un fonctionnaire civil gagne 11 630 francs nets par mois, le salarié d'une entreprise privée perçoit 10 390 francs.

Il faut toutefois nuancer ces statistiques portant sur 1995, car elles ne tiennent pas compte de la décision du gouvernement de n'accorder aucune augmentation en niveau du traitement dans les trois fonctions publiques (Etat, hôpi-

taux, collectivités locales) en 1996. De leur côté, les auteurs du rapport sur la fonction publique, qui est publié tous les deux ans en annexe du projet de loi de finances, affirment que depuis 1994, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a progressé plus vite que celui des salariés du privé. Leurs conclusions tiennent compte des données disponibles à la fin du mois de septembre 1996, et sont donc plus précises que celles de l'Insee.

#### GAIN SUPÉRIEUR AU PRIVÉ

La situation serait plus favorable encore pour les agents les moins qualifiés, l'écart public-privé étant, selon les parlementaires, « de plus de 34 % en faveur de la fonction publique sur les salaires les plus faibles ». Ainsi, dans les 10 % gagnant le moins, le salaire net moyen en 1994 serait de 7 280 francs dans la fonction publique et de 5 410 francs dans le privé. Cette conclusion ne manquera pas de susciter de vives réactions de la part des fédérations de fonctionnaires, qui souhaitent précisément une revalorisation des bas niveaux de rémunération. Mais il est probable que la suppression progressive de la catégorie D, qui regroupait les agents de l'Etat les moins qualifiés, et donc les moins bien payés, a joué un rôle important.

Il y a quelques jours, un rapport rédigé par Charles-Amédée de Courson (UDF-FD, Marne), au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale, avait établi un constat sensible-

ment identique. « La progression de la masse salariale des fonctionnaires a permis des gains de pouvoir d'achat supérieurs à ceux du secteur privé », notait-il. Il allait plus loin en précisant que le salaire net moyen des fonctionnaires était supérieur de 6 % à celui du privé. M. de Courson dénonçait cette situation comme une « anomalie » au moment où la conjoncture économique impose une réduction des dépenses publiques.

Le rapport de M. de Courson, qui soulignait aussi « la dérive du coût du régime des pensions » (103,7 milliards de francs en 1995), avait immédiatement suscité la colère des fédérations de fonctionnaires, la CCT et FO, très puissantes dans la fonction publique, dénonçant alors « les manipulations sur les salaires et les présentations tendancieuses visant à opposer les fonctionnaires au secteur privé ».

Il est pourtant révolu le temps où les fonctionnaires acceptaient des salaires plus modestes en contrepartie de la sécurité de l'emploi. Aujourd'hui, la précarisation croissante de l'emploi dans les entreprises - qui gagne d'ailleurs le secteur public - a des répercussions directes sur les salaires, dont la part dans la richesse nationale n'a cessé de reculer depuis le début des années 80.

Cette tendance s'est accompagnée d'un second phénomène : l'éventail des rémunérations a recommencé à s'ouvrir depuis le début des années 80, tandis que l'individualisation des rémunérations progressait rapidement, notam-

ment chez les cadres. Autant de signes qui montrent indiscutablement que les différences importantes de salaires sont l'un des premiers facteurs d'inégalité en France, même si l'éventail peut être encore beaucoup plus ouvert dans les pays anglo-saxons.

Qu'il s'agisse du public ou du privé, les salaires sont, depuis des années, les parents pauvres des négociations, les accords les plus novateurs portant plutôt sur l'aménagement du temps de travail. Il faut dire que ces dix dernières années, le coût salarial a progressé plus vite que les salaires réels, au grand dam des entreprises, et que les augmentations successives des charges sociales ont absorbé une bonne partie des gains de pouvoirs d'achat. Il serait sans doute judicieux de relancer le débat sur le salaire direct, ce qui pose, *ipso facto*, celui du financement du système de protection sociale.

Candidat à l'Elysée, Jacques Chirac avait promis une politique salariale plus expansive - « La feuille de paie n'est pas l'ennemie de l'emploi », assurait-il alors - avant de retomber dans une orthodoxie salariale que n'aurait pas contestée Edouard Balladur ou Pierre Bérégovoy. Mais il ne faut pas non plus entretenir une fausse illusion : l'Etat ne peut pas, hors de son champ d'intervention (fonction publique, Smic), intervenir dans un domaine qui relève avant tout de la politique contractuelle.

Jean-Michel Bezat

سكوتات



مكتبة الأمل

LE MONDE / SAMEDI 26 OCTOBRE 1996 / 17

(Publicité)

PUBLICIS CONSEIL MOSAIC



**SI VOUS AVEZ UN DOUTE, C'EST ÉCRIT NOIR SUR BLANC.**

**NOUVELLES MOTORISATIONS**

*16 Soupapes 138 Ch, 20 Soupapes 168 Ch, Turbo Diesel 12 Soupapes 115 Ch.  
Nouvelle Safrane, Baissez le plaisir conduire.*

RENAULT  
préférence **EFIO**

CONSOmmATIONS (l/100 km), 138 ch : 6,3 à 90 km/h, 7,9 à 120 km/h, 10,8 en cycle urbain. 168 ch : 6,6 à 90 km/h, 8,6 à 120 km/h, 12,6 en cycle urbain. TURBO DIESEL : 5 à 90 km/h, 6,9 à 120 km/h, 8,3 en cycle urbain.



**RENAULT**  
LES VOITURES  
À VIVRE



Gouverner l'Europe par Jean-Louis Bourlanges

UN spectre hante la Conférence intergouvernementale sur la révision du traité de Maastricht : la transformation de l'Europe en « Machin ». Proclamée, négociée, administrée, l'Union européenne n'est toujours pas gouvernée. De Maastricht à Dublin, le conseil européen affiche des prétentions. De Copenhague à Essen, il prophétise des adhésions. Mais l'intendance institutionnelle ne suit pas. Les Etats s'effraient des effets combinés d'un surcroît d'ambition politique, qui appelle la création d'un pouvoir stratégique fort et d'une surcharge numérique transformant le collège des Etats en une petite assemblée délibérante et lui interdisant d'être lui-même ce lieu nécessaire de cohérence et d'impulsion. Décidés, tels le Tancrède de Lampedusa, à « changer quelque chose afin que tout reste pareil », les négociateurs à la CIG se trouvent confrontés à un véritable casse-tête : trouver une troisième voie entre un *status quo* épuisé et la consécration d'une Commission européenne suffisamment supranationale. Deux scénarios sont théoriquement imaginables : le dessaisissement de la Commission au bénéfice d'une instance nouvelle, le démantèlement de la fonction gouvernementale commune. Aucun des deux n'est vraiment convaincant. L'idée du dessaisissement est simple : puisque l'on ne souhaite pas - c'est un postulat - faire de la Commission la reine du bal, il faut confier la direction politique de l'Union à une autorité proche du cercle des Etats et voyant refléchir sur elle un peu de leur légitimité. Le Conseil étant par son intermittence, sa polysyndie, et désormais sa pléthore, disqualifié pour l'emploi, c'est vers une vraie présidence de l'Union européenne, à la fois plus longue et plus forte que l'actuelle, que l'on se tourne spontanément. A ce point, l'idée bifurque : faut-il confier cette présidence à un Etat ou à une personne physique ? La première solution apparaît tout à la fois impraticable et perverse : impraticable dans la mesure où elle suppose, sauf à verser dans l'absurde, une rupture de l'égalité entre Etats, à

laquelle on voit mal les petits se plier ; perverse puisqu'elle n'aurait d'autre effet que de consentir, au nom même de la souveraineté des Etats, à une autorité étrangère des pouvoirs qu'on refuserait à une autorité commune. Gribouille n'agit pas autrement, qui se jette à l'eau par crainte de la pluie ! Faut-il alors confier cette éminente responsabilité à une personne physique, le seizième homme de la bande des Quinze ? L'idée n'est pas moins déconcertante : destinée à combattre l'hégémonie prétendue de la Commission, pourtant elle-même issue du conseil, cette présidence n'aurait de sens qu'à la condition que toute l'administration communautaire lui soit infodée et que l'on substitue à l'autorité débonnaire d'un collège le pouvoir autrement redoutable d'un seul homme ! On ne s'étonnera pas qu'une idée aussi menaçante pour les administrations nationales ait été abandonnée si tôt conçue. Le principe du démantèlement est d'une autre nature. Il ne s'agit plus ici de coiffer la Commission d'une autorité supérieure, mais d'en limiter la nuisance supposée en créant à côté de celle-ci un personnage, présenté de façon fort bourgeoise comme « M. ou M<sup>me</sup> Péc », et chargé d'être « le visage et la voix de l'Europe à l'extérieur ». La démarche laisse, là encore, perplexe. Présentée comme l'expression d'une exigence largement répandue de simplification institutionnelle et comme un gage de cohérence et d'efficacité de l'action internationale de l'Union, le clonage par le conseil européen du commissaire en charge des relations extérieures ne permettrait en fait d'atteindre aucun de ces objectifs. Pour doter l'Union européenne d'un foyer de cohérence stratégique sans insulter aux prérogatives des Etats, il faut généraliser et rénover le vieux partage fonctionnel, et non pas matériel, des responsabilités - la Commission propose, le conseil dispose - entre deux instances complémentaires : une instance représentative des Etats, disposant, pour peu qu'elle renonce à l'unanimité et qu'elle se dote d'un mécanisme équitable de pondération des voix, de la légitimité et des moyens de décider ;

une instance fonctionnelle intégrée, maîtrisant le reste de la filière : évaluation, proposition, exécution. Il existe un bon usage du bi-céphalisme. Le portrait-robot de cette instance intégrée : il lui faut être suffisamment proche de l'administration communautaire pour pouvoir la diriger, suffisamment politique pour être proche de l'administration communautaire sans lui être infodée, suffisamment modeste dans ses rapports avec le conseil pour être admise à jouer un rôle politique, suffisamment collégiale pour paraître modeste, suffisamment limitée en nombre pour être collégiale, suffisamment indépendante des gouvernements pour être limitée en nombre, suffisamment dépendante du conseil pour être indépendante des gouvernements qui le composent ! La Commission doit accepter le principe de sa responsabilité devant les Etats et redevenir un collège d'une petite dizaine de membres. Pour rassembler au modèle ainsi tracé, la Commission européenne doit, en fait, subir une double mutation. Elle doit d'abord dépolluer ce corps politiquement césaire qu'elle affectionne, accepter le principe de sa responsabilité devant le collège des Etats et même, pour en finir avec la guerre de religion sur la PESC, consentir à celui-ci un droit de regard direct sur la nomination et l'action des commissaires chargés de l'action internationale et de la sécurité. Elle doit aussi, comme y invite à juste titre le gouvernement français, redevenir un collège d'une petite dizaine de membres, ce qui suppose la

rupture du cordon ombilical entre gouvernements et commissaires et la désignation de ces derniers par leur président, sous réserve d'une approbation collective du conseil européen précédant celle du Parlement. A huit mois de la conclusion annoncée de la CIG, nous sommes encore loin du compte, car le débat sur la réduction du nombre des commissaires a été, ces dernières années, sottement empoisonné par la prétention supposée des grands Etats à en faire supporter exclusivement le coût aux petits et par l'effronterie des petits revendiquant sans sourcilier leur droit à être « représentés » au sein d'une institution dont c'est précisément la raison d'être de ne pas représenter les Etats. Pour en sortir, sans doute conviendrait-il d'élargir le champ de la précaution à l'ensemble des hauts postes de responsabilité communautaires et de calculer les compensations accordées aux Etats qui feraient le sacrifice de « leur » commissaire de manière suffisamment large - un commissaire valant deux ou trois directeurs généraux - pour rendre ce sacrifice tolérable et même avantageux. Il s'agit en somme de faire payer aux « Etats à commissaire » ce que l'on pourrait appeler le prix de la vanité. Ainsi purgée de sa dimension symbolique, la négociation actuelle porterait sur la répartition des postes entre les Etats et se solderait par un compromis entre deux exigences contradictoires : l'égalité entre Etats et la proportionnalité démographique. Institution d'un vrai pouvoir gouvernemental européen, fin-il bi-céphale, ou dépeuplement onusien ? Les gouvernements n'en finissent pas - le sommet informel de Dublin vient encore de le confirmer - de balbutier en choisant une non-réponse au défi qu'ils se sont à eux-mêmes lancés : pourvu-ils longtemps encore se contenter de clonchoter à l'Europe d'hier les mots de Faust à Marguerite : « Reste encore un instant, tu es si belle » ?

Jacques Chirac a osé par Sami Nair

LE président de la République Française a enfin fait entendre la voix de la justice et de la paix au Moyen-Orient. Nous étions déshabitués de tant de clarté, de franchise, de justesse. Nous avions fini par prendre pour une nécessité stratégique les formules alambiquées qui ne devaient heurter ni les Israéliens ni les Palestiniens, les demi-positions, le renvoi dos à dos d'adversaires pourtant inégaux. Nous avions admis, toute honte bue, que l'Europe ne servirait à rien d'autre qu'à financer un processus défilé contre l'Atlantique. Et voilà que Jacques Chirac, dans la plus pure tradition gaulliste, dit non. Non à l'hypocrisie, non à la soumission, non à la complicité silencieuse et coupable avec ceux qui veulent enterrer la paix au Moyen-Orient. On voit bien ce qu'on va lui reprocher. Les uns diront : mais qu'est-il allé faire là-bas, en ce moment ? N'aurait-il pas mieux fait d'attendre que la tempête passe ? La France ne peut pas faire grand-chose. Pourquoi se mêle-t-elle de ce qui la dépasse ? Ceux-là, on le sait, ont depuis longtemps avalé et digéré l'idée que ce pays méditerranéen qu'est la France doit désormais cultiver son jardin et faire le dos rond dès qu'il s'agit des affaires du monde. Il y a ceux qui diront : mais que n'a-t-il mieux préparé son voyage ? Il aurait été ainsi un incident diplomatique avec un pays qui a clairement affirmé que la France et l'Europe n'ont rien à faire au Proche-Orient. Ceux-là cherchent la petite chicane et, surtout, pâtissent de voir que Jacques Chirac fait ce qu'ils n'osent jamais faire. Il y a ceux, enfin, qui trouveront le grand, le gros, l'imparable argument : pourquoi Chirac, sachant le despotisme qui règne en Syrie, a-t-il donné un « brevet de bonne conduite » à Hafez el-Assad ? A ceux-là, il faut poser une seule question : le Golan est-il ouï ou non syrien ? Toutes ces critiques font l'effet de crâtieries maladroites face à ce qui est, peut-être, un tournant dans la politique européenne en Méditerranée. Jacques Chirac n'a pas mis les pieds dans le plat par maladresse : il sait mieux que quiconque que la région est, par le fait de la droite et de l'extrême droite israéliennes, au bord de l'explosion. Qui, aujourd'hui, n'est pas effrayé par le refus du gouvernement israélien de respecter les accords de paix signés par son prédécesseur ? La gauche israélienne, qui a opté pour la paix avec les Palestiniens, est la première victime de cette situation. A la vision prophétique d'un Shimon Pérès succède la vallée de larmes et de sang de Nétanyahou. C'est contre cela qu'il faut crier qu'on ne peut se résigner à voir le pire arriver. Tout laisse à penser que, pour les apprentis sorciers fanatiques en Israël, la seule manière de sortir de la logique de paix, c'est de revenir à celle de la guerre. Certains dans ce pays pensent qu'une guerre, fût-elle limitée, peut consti-

dérablement améliorer les choses pour Israël. Qu'elle peut être le moyen d'expulser d'autres Palestiniens et de généraliser la politique du fait accompli colonial dans les territoires occupés. Qu'elle peut ressouder l'opinion internationale autour d'un Israël en guerre. Qu'elle peut délégitimer l'OLP et favoriser la montée de l'intégrisme, ce qui ferait d'Israël le rempart occidental contre l'islamisme militant. Qu'elle peut repousser aux calendes grecques la négociation sur le Golan et accélérer la colonisation de tout Jérusalem. En s'insurgeant contre les méthodes guerrières utilisées par les services de sécurité israéliens lors de sa visite à Jérusalem, n'est-ce pas cette logique du pire que le président français a voulu conjurer ? Peu importe ce que les uns et les autres penseront de ce geste. En disant naïvement : « Vive le Québec libre », le général de Gaulle n'avait-il pas été traité de Don Quichotte ? Mais l'histoire a depuis démontré qu'il avait raison.

Le chef de l'Etat, dans la plus pure tradition gaulliste, dit non. Non à la complicité avec ceux qui veulent enterrer la paix au Proche-Orient

Jacques Chirac, en parlant clairement d'Etat palestinien, enclenche une autre dynamique. Non seulement il finit avec l'hypocrisie mondiale des deux poids - deux mesures dont le Conseil de sécurité de l'ONU, sous contrôle américain, s'est fait une spécialité ; il souligne que l'Europe doit refuser la loi impériale qui prévaut dans cette région et qui fait que l'axe américano-israélien impose à peu près tout ce qu'il veut à des pays arabes impuissants. Jacques Chirac a rappelé quelques vérités simples : la sécurité d'Israël ne peut être garantie que par la paix et non par la force ; les Palestiniens sont une nation, ils ont le droit à un Etat chez eux ; cet Etat est le seul à pouvoir offrir à Israël « les garanties nécessaires à sa sécurité » ; le temps, enfin, joue contre la paix : les fanatismes religieux des deux bords sont aux aguets. De même d'ailleurs que certains Etats de la région qui ont intérêt à une guerre de cent ans entre Israéliens juifs et Arabes musulmans. Parler vrai et fort le langage de la justice est donc aujourd'hui le meilleur moyen de conjurer la guerre. Jacques Chirac a eu le courage de le faire.

Sami Nair est professeur de sciences politiques à l'université Paris-VIII.

Au-delà des incantations par Michel Barnier

ENFIN, on parle d'Europe ! Maintenant. Sans attendre la prochaine consultation électorale, sans attendre qu'une crise ou une secousse ne nous y obligent. Tour à tour, *Le Monde* a ouvert ses colonnes à des responsables français et allemands qui alimentent ainsi un dialogue salutaire par-dessus le Rhin, sans toutefois avoir abandonné toutes les arrière-pensées de politique intérieure... Ainsi en est-il de la récente contribution d'Elisabeth Guigou (*Le Monde* du 12 octobre) qui pose de bonnes questions, mais se trompe (délibérément ?) sur le chemin choisi par Jacques Chirac. Comment s'assurer que l'Europe mette en œuvre tous ses moyens pour lutter contre le chômage ? Comment réformer les institutions européennes pour que l'Union ne se désintègre pas dans une zone de libre-échange avec l'élargissement ? Que peuvent faire la France et l'Allemagne pour éviter une telle désintégration ? Voilà, en effet, les vraies questions. L'Europe et l'emploi : je n'insiste pas sur les responsabilités propres de la gauche. Qui a négocié le traité de Maastricht ? Pourquoi ne pas y avoir, à l'époque, imposé plus de références à cette Europe sociale que Jacques Chirac s'efforce maintenant de mettre en place, malgré les difficultés et les habitudes prises ? Je n'insiste pas davantage (et pourtant !) sur l'incroyable laxisme du PS dans la gestion des finances publiques. Un déficit budgétaire et social multipliés par 3,5 entre 1981 et 1995, alors qu'en même temps le nombre de chômeurs passait de 6 % à 11,7 % de la population active : voilà ce qui « asphyxie la croissance » et « aggrave la récession » ! A défaut de mémoire, M<sup>me</sup> Guigou devrait avoir un peu plus de réserve quand elle critique l'action d'assainissement à laquelle Edouard Balladur puis Alain Juppé ont été obligés. Au-delà des responsabilités claires de l'ancienne équipe socialiste, c'est par les remèdes proposés dans son article que M<sup>me</sup> Guigou mériterait pour elle-même le terme de « illusion-

niste » dont elle affuble Philippe Séguin. Que propose-t-elle en effet ? D'inscrire dans le traité de l'Union européenne un « chapitre emploi » ! Le PS espère-t-il vraiment créer un seul emploi grâce à une incantation de plus, écrite dans le traité ? A moins qu'il ne s'agisse, plutôt de renier ses engagements et de remettre en cause les dispositions du traité sur l'Union monétaire, qui, pourtant, d'après M<sup>me</sup> Guigou elle-même, offrent déjà la possibilité de « mettre la monnaie à sa juste place » ? Pourquoi donc M<sup>me</sup> Guigou cherche-t-elle à réduire et à caricaturer les initiatives européennes du gouvernement ? Dans la conférence intergouvernementale elle-même, la France a exprimé l'idée que les ministres se concertent régulièrement, évaluent les conséquences des décisions prises sur l'emploi et puissent saisir le Conseil européen d'une initiative ou d'un problème grave. Par ailleurs, Jean Arthuis a demandé qu'un « conseil de stabilité » soit créé pour être le lieu où seront débattues les questions de croissance, de cohérence économique et donc d'emploi. Pourquoi donc M<sup>me</sup> Guigou cherche-t-elle à réduire et à caricaturer les initiatives du gouvernement ? Nous sommes convaincus que l'emploi doit devenir la priorité des politiques de l'Union ; c'est ce que le premier ministre a demandé à nos partenaires en proposant un « mémorandum pour un modèle social européen ». Ce texte propose des moyens concrets pour y par-

venir : meilleure utilisation des fonds structurels, rationalisation des différents organismes s'occupant actuellement de l'emploi dans l'Union, mise en place d'une politique d'infrastructures et de recherche favorable à l'emploi, intégration du protocole social dans le traité (ce que les socialistes n'ont pu ou voulu obtenir à Maastricht)... Beaucoup peut être fait dès maintenant, sans attendre la ratification de la CIG. En matière d'emploi, il faut faire vite, éviter les illusions, les incantations, la bureaucratie. Il faut aussi prendre garde à ne pas fragiliser la monnaie unique, au moment même où elle gagne chaque jour de la crédibilité en Europe et dans le monde. La seconde préoccupation de M<sup>me</sup> Guigou concerne l'avenir de l'Union européenne. Elle a raison de craindre que l'Union ne se dilue en une simple zone de libre-échange, incapable de volonté et d'influence politiques. Je suis heureux de lire qu'elle espère ainsi un résultat ambitieux de la CIG : c'est précisément l'objectif du chef de l'Etat. Mais, justement, ce résultat ambitieux ne pourra être atteint que si nous ne dirigeons pas cette conférence institutionnelle vers des voies dépeçées, comme le serait la remise en cause de l'UEM. Concentrons-nous sur les objectifs vitaux pour l'Union : des institutions adaptées à une Union élargie, des moyens pour l'Union de peser politiquement dans le monde, une Europe plus proche des préoccupations des citoyens, en particulier en matière de sécurité et de respect des particularités nationales. Voilà les vrais enjeux de la CIG. Nos partenaires savent que la France place très haut ses ambitions pour cette conférence. Notre pays est très favorable à l'extension du vote à la majorité qualifiée au Conseil (plus qu'aucun Etat membre), si la pondération des voix est plus juste. La France comprend que le Parlement européen puisse être mieux associé aux décisions, mais nous insistons pour que les Parlements nationaux soient eux aussi mieux entendus dans un souci à la fois de légitimité

et d'efficacité. Nous faisons la preuve de beaucoup d'ambition pour la commission, souhaitant que celle-ci, grâce à des réformes radicales, retrouve la confiance des peuples et des Etats qui, d'évidence, lui manque de plus en plus. Notre pays est aussi à l'origine de propositions audacieuses en matière de politique étrangère commune, ainsi qu'en matière d'amélioration de la liberté et de la sécurité des citoyens en Europe. La France fait partie des pays qui ont une réelle ambition pour cette conférence. Cette ambition est partagée par plusieurs de nos partenaires et en particulier par l'Allemagne. L'article de M<sup>me</sup> Guigou se conclut d'ailleurs par un appel à une initiative franco-allemande dans le cadre de la CIG. Elle doit être en cela entièrement rassurée. Jacques Chirac et le chancelier Kohl ont déjà annoncé une nouvelle initiative commune à la veille du prochain conseil européen de Dublin, en décembre. L'Allemagne comme la France savent que l'avenir de l'Union se joue en grande partie dans cette CIG et qu'il s'agit d'une occasion unique pour tous ceux qui veulent faire de l'Europe autre chose qu'un supermarché : une puissance politique. Nos positions dans la CIG se définissent donc en concentration très étroite avec l'Allemagne, sans exclusion d'ailleurs d'autres dialogues. La France et l'Allemagne partagent une même ambition pour la CIG parce qu'elles ont une même ambition pour l'Europe. La France ne refuse donc pas de parler d'institutions. L'Allemagne ne refuse pas de favoriser la croissance et l'emploi. Dans ces deux domaines, Français et Allemands poursuivent les mêmes buts. Ni Helmut Kohl ni Jacques Chirac n'ont besoin d'être convaincus. Ce serait une grave erreur de sous-estimer leur détermination à construire ensemble une Europe plus forte et plus humaine.

Michel Barnier est ministre délégué aux affaires européennes.

EXPLOREZ DE NOUVELLES SENSATIONS

**TURQUIE**

VOYAGES EN ORIENT

Sur les traces de Marco polo

Alain Chenevière

288 pages, format 27 x 32

Toutes illustrations en couleur

590 F

VENTE EN LIBRAIRIE

**ORIENT**

TURQUIE - Pont entre deux mondes

Charles-Pierre Rémy

192 pages, format 27 x 29

Toutes illustrations en couleur

340 F

ÉDITION ET DIFFUSION VILO

سكانة الأهل



# Terres d'Asie



Fête nomade sur le plateau du Chang-Tang

## Premiers pas en Himalaya Quand un ethnologue crapahute sur le Toit du monde

**LEH**  
de notre envoyé spécial

Les Himalayas ! Le mot semble deux fois plus majestueux au pluriel qu'au singulier. Il faut entendre mon voisin de pelles, les yeux encore assés par le vent, les pommettes cuites par l'altitude, le menton embroussaillé par une barbe naissante, répondre (avant même que vous l'ayez questionné) : « Je reviens des Himalayas ! ».

Ce mélange-là a duré des années jusqu'en 1990, où, déguisé en alpiniste, avec mon bonnet japonais et mes lunettes de glacier, j'ai sonné à sa porte et, avant même qu'il ait le temps de ricaner, j'ai dit : « Je pars aux Himalayas ! ». L'intrepide trekker - sensible au pluriel emphatique, lui aussi - en resta bouche bée, d'autant que je lui expliquai sans transition que j'allais visiter la vallée du Spiti et le plateau du Chang-Tang, récemment ouverts aux visiteurs étrangers.

L'effet d'annonce passé, mon voisin se mit en tête de me préparer à la traversée de ces terres bouddhistes et tibétaines. Malheureusement, ses guides déjà anciens étaient quasiment muets sur ces régions-là, et les cartes locales, blanches comme neige, ne donnaient pratiquement aucun renseignement. Ce silence topographique visait probablement à désorienter les Chinois et à les dissuader de jouer à saute-frontières.

A New Delhi, bien que la piste ait été sèche et brûlante, l'avion atterrit en chasse-neige. Cela n'était qu'un hors-d'œuvre : après les plaines du Punjab, la kaléidoscopie urbaine fait place peu à peu au caniveau du désert. Entre les deux, la zone des pins à pi-guons a marqué le fin du domaine

forestier. L'exploration de l'archipel vertical commence. Vous êtes sur le Toit du monde.

« Tout ce qui vit est fluctuant », me dit le moine à la robe lie de vin et au crâne rasé, en réajustant son écharpe bouton d'or. Le verre gauche de ses fausses Ray-ban porte encore la pastille qui garantit leur origine. Sa montre plaquée or tourne librement autour du poignet. Ses chaussures de tennis - deux paires trop grandes - sont serrées comme un corset. Les chaussettes nylon soulignent le mollet montagnard de ce bonhomme jovial, dehors comme dedans. Il parle avec gourmandise du vide, de l'impermanence et de la vanité des choses. Il m'apprend à lire les pierres gravées : « Om Mani Padme Hum. » Ce sera ma première leçon de bouddhisme.

Au reste, à regarder en arrière, le caractère initiatique du voyage s'affirme : l'entrée de la vallée du Spiti était une passe étroite, entaillée dans le schiste, qui canalisait des eaux coléreuses et couleur de ciment. Au sortir de cette chute, le paysage s'élargissait et s'organisait en un festival de synclinaux. Les rochers étaient gris, veinés de blanc. Une pierre faillit étouffer le pare-brise du 4x4. Après de nombreuses épingles à cheveux, la corolle du ciel s'épanouissait de nouveau.

L'air allait en se raréfiant. Les signes de vie cependant se multipliaient : nous apercevions, au loin, quelques oasis marquées de lopins d'orge, de rangées de pois et de carottes de pommes de terre. Les hommes nous saluaient au passage. Nous avions le sentiment d'avoir changé d'échelle et d'être passés dans un autre monde. Au-delà de l'imagerie, il nous fallait désormais voyager

dans une nouvelle galaxie mentale : les cartes routières étaient notre mandala. A Tibo, ville où le dalaï-lama célébrait les mille ans du monastère, nous eûmes justement l'occasion de tourner autour du vrai mandala. Quatre moines avaient mis quatre jours et quatre nuits à élaborer - avec des poudres et des sables de couleurs - ce labyrinthe mystique, support physique de la méditation, qui aide les jeunes initiés à découvrir en eux l'unité essentielle de l'univers. Pour moi, incroyant, innocent et sceptique, il s'agit d'une machine à centrer les pensées mais pour les bouddhistes - qui s'accomplissent dans l'incantation et la contemplation - cette merveille ésotérique joue le double rôle de miroir et de cosmogramme. Chef-d'œuvre fragile, éphémère, le mandala est détruit après la fête. Seules survivent les photographies et les cartes postales.

**DIVINITÉ**  
Traversée des signes, des langues, des paysages, un périple peut être assimilé à un mandala. Il suffirait de projeter nos impressions et de les traduire en termes de géométrie pour passer du profane au sacré. Ainsi, en décomposant le voyage thème par thème, en isolant chaque paramètre, nous lui donnerions une nouvelle dimension. Par exemple, en partant de New Delhi, en passant par Simla, en remontant la rivière Sutley et la vallée du Spiti, pour terminer dans la cellule d'un moine du monastère de Ki, à 4 116 mètres, nous aurions pu - plutôt que de nous adonner au papillonnage permanent - nous appliquer à la seule observation des couleurs. Il en serait peut-être sorti une logique locale du rapport entre l'habit et

l'altitude, le chapeau et le relief, l'œil des dames et le clignotant de leurs voitures de tourisme.

Le bouddhisme - qui se définit lui-même comme une voie, un enseignement - est très porté sur les débats. Ses docteurs en divinité sont redoutables. Le nombre de livres qu'ils ont lus est impressionnant. Leur bibliothèque sacrée, selon l'estimation la plus basse, comprendrait plus d'un million de recueils. Les esprits faibles autour vite fait d'être submergés.

D'où l'intérêt d'avoir un guide qui, lui-même, a eu un maître, car la compréhension du sens profond des textes demande parfois plusieurs générations. Le touriste se contentera donc de l'approche la plus concrète : il distinguera les « bonnets jaunes » nés de la réforme et les « bonnets rouges », non-réformés. Il saura que le Hinayana (Petit Véhicule) favorise le salut individuel, alors que le Mahayana (Grand Véhicule) vise, en principe, à satisfaire le bien-être de tous. Les variantes tantriques - si fascinantes vues de l'extérieur - compliquent encore le schéma : le symbolisme, l'amour sans plaisir, les pratiques rituelles secrètes et les divinités féminines y tiennent une place de choix.

Une visite du secteur bouddhiste nord-indien demande un peu de tact. A la question « quelle est votre religion ? », il est hâtif de faire le malin en répondant « aucune » - autant prétendre n'avoir jamais eu de mère ! Ils vous croiront stupide ou dérangé. Les mots « athée » ou « laïc » non plus ne seront pas compris. « Indifférentisme » aura plus de chance, car le mot semble indiquer une valeur de référence et un système. Personnellement, je préfère dire

que je suis disciple de Tsangyang Gyasto, le sixième dalaï-lama, qui fut le plus libéral des hommes. A part le tir à l'arc, le vin et les femmes, il passait son temps à écrire des poèmes d'amour. Il se serait dégoûté à l'âge de vingt-trois ans.

Son nom dans la bouche d'un non-bouddhiste ignare provoque habituellement un peu de chahut et d'humour. La gaieté des moines n'a d'égal que leur frugalité.

Jacques Meunier  
Lire la suite page 11

### Himalaya : la mémoire du Spiti

Au nord-est de l'Inde, à la frontière chinoise, une vallée perdue baptisée « Little Tibet », le Petit Tibet. Un véritable conservatoire miniature qui, sur ses modestes 300 kilomètres carrés, résume en effet l'histoire du bouddhisme tibétain.  
p. 11

### Inde : la princesse et le sultan

Il était une fois, vers l'an 1550, une princesse rajpoute nommée Rupamari, qui avait rang de favorite auprès du sultan Baz Bahadur. A Mandu, cité oubliée du Madhya Pradesh, une fortresse de grès rose raconte leur romance et les splendeurs de l'Inde médiévale.  
p. 11

### Chine : dig, ding, Dongs !

Tandis que, dans les villes, les Chinois courent après l'argent, les Dongs, ethnies du sud du pays déjà victime de la révolution culturelle, résistent, aujourd'hui, au culte du veau d'or. Ici, on continue à jouer au mah-jong et à chanter sur quinze tons l'amour et la séparation.  
p. 14

### Japon : l'empire des sens

A Kyoto, le « ryokan » Hiryegyo incarne l'hospitalité japonaise. Mieux qu'une auberge, une institution. Conçue pour le paix du corps et de l'esprit. Aux samouraïs de jadis ont succédé artistes et écrivains. Yukio Mishima et Yasunari Kawabata, qui fréquentèrent les lieux, ont apprécié.  
p. 15

### Singapour : l'immaculée obsession

Dans une cité-Etat où la propreté a force de loi (malheur à qui ose jeter un mégot à terre !), dans une ville qui semble s'être aspergée de désodorisant, l'ennemi d'un bourgeois en quête de parfums exotiques.  
p. 16

**assinter**  
voyages

« la culture par le voyage »

**ASIE - AMERIQUES - AFRIQUE**  
**PROCHE et MOYEN ORIENT**

Circuits culturels élaborés  
pour petits groupes  
avec accompagnateurs spécialisés

Voyages sur mesure  
Vols à prix spéciaux

Brochures sur simple demande : 38, rue Madame  
75006 Paris Tél : 01.45.44.45.87 - Fax 01.45.44.18.09  
et dans les agences de voyages

16.76660181



## Premiers pas sur le Toit du monde



Kamru, un village dans la vallée de Kinnaur



Rassemblement de Chang-pa au-dessus du lac Thatsang Kuru

Suite de la page 1

Au-dessus de 3 500 mètres, les pentes sont dures pour le païen. La plupart des lamaseries ou des monastères sont installées sur des éminences escarpées, enclavées dans les pitons, si bien qu'elles ont souvent l'allure de villages fortifiés. Le piéton mal entraîné crache poumons et nicotine. Le moindre col tourne vite au calvaire. Dans ces conditions, le confort médiéval de la terre battue et le fameux thé au beurre rance vous paraîtront plus doux que la moquette bouclée d'un quatre-étoiles.

Ici la prière est partout. Les drapeaux, les rouleaux, les moulins, les tourniquets, les vieillards et les marmots récitent des prières. Le moindre caillou peut servir d'autel et, à toute heure du jour et de la nuit, le vent colporte de basses litanies. Plutôt que de faire de la religion une activité séparée, les bouddhistes d'ici la considèrent comme une part indivisible de la vie ordinaire. Le « Om Mani Padme Hum » et les mantras forment le bruit de fond de leur existence. Ils ont inventé une pratique, un rendement spirituel maximum : la prière à flux ten-

du. « Les moines prient même en dormant », me glisse, mi-sérieux mi-rioteur, le cuisinier du groupe, qui, lui, dort peu et ne prie pas souvent.

A Leh, plaque tournante des *trekings* et des visites de monastères, prodigue en chromes (coucheurs de soleil sur la vallée de l'Indus, rizières en terrasses et bazars bigarrés), le mot « aventure » s'affiche à tous les coins de rue. La raison sociale des agences de tourisme dit en clair ce que confusément nous venons chercher : Lost Horizon, Yak Travel, Moonlight Travel, Frontier Adventure, Himalayan Experience, Indus Himalayan Explorers, Footprints Adventure... Tout cela fait rêver. Nous sommes tous prêts à frôler l'infarctus pour nous asseoir autour d'un poêle en fonte, les jambes croisées, les mains serrées sur le bol qui contient une soupe au nom impossible à transcrire, mais dont la principale qualité – en plus du sourire à l'hôte – sera le parfum d'authenticité.

Un folkloriste dort en chacun de nous. Rien de mieux pour le réveiller que l'annonce d'un rassemblement de nomades au-dessus du lac Thatsang Kuru, sur la rive gauche

de l'Indus. L'altimètre indique 4 600 mètres, mais personne n'est sûr de rien avec ces trucs-là. Reste que la veste-duvet n'est pas de trop et que l'air accuse un net déficit d'oxygène.

La fête se prépare sous les tentes noires à parois blanches. Les chevaux enrhumés sont au piquet. Un autel surmonté d'un drapeau bouddhiste et décoré d'écharpes blanches fait face à des cimes si hautes qu'elles semblent flotter à l'horizon. Cinq petits bancs de pierre servent à brûler de l'encens. Sur la gauche, le lac, alimenté par l'eau des glaciers, bleuit en fonction du jour qui monte.

Les Chang-pa, pasteurs nomades, offrent une image très hétéroclite. Les visages et les tenues trahissent le brassage transhimalayen, avec son lot d'exodes, de migrations et d'exils. Le chef de cérémonie porte un chapeau de paille, des lunettes de soleil et une sorte de kimono ceint de rouge. Je note dans l'assemblée deux casquettes de base-ball, un chapeau de cow-boy, deux ou trois toques de fourrure et seulement quatre chapeaux haut de forme à bords relevés, typiques du Ladakh. Deux anciens à longues

nattes font tourner leur moulin à prières. Dans une tente fermée, un lama lit lassablement des textes sacrés.

Partant du pied droit, tournant toujours dans le sens des aiguilles d'une montre, les danseurs font des rondes en frappant le sol. Les tambours accélèrent le rythme pour chercher leur linéaire. Les danses se terminent le plus souvent par une débandade et des cris de joie. Les

plus vieux ne sont pas les derniers à faire des niches et des facies. Les femmes rient en s'abritant de la main.

Suivent des courses de chevaux qui permettent aux meilleurs cavaliers de gagner quelques roupies. Les propriétaires en profitent pour vendre leurs montures au plus offrant. Le négoce se fait dans la discrétion la plus totale : à l'abri de leurs larges manches, vendeur et

acheteur discutent du prix en se tapotant la paume de la main.

Finalement, mes premiers pas en Himalaya m'ont fait découvrir ce que je pressentais : les détails vagabonds m'intéressent plus que les monuments historiques. Un lichen crispé ou un plant nain d'églantier – à plus de 4 000 mètres d'altitude ! – m'émeuvent autant qu'un concert de tambours, de cymbales et de flageolets. Un yak blanc, deux montons bleus (ce sont des chèvres, en réalité) ou une douzaine d'ânes sauvages surpris au débordé m'impressionnent autant que la rencontre programmée avec la quatorzième réincarnation de Bouddha.

Exagère ? Bien sûr, j'exagère. La majesté superlatrice des lieux a dû accentuer mon minuscule égoïsme, ma passion excessive du bouddhisme, et de l'ethnologie de l'Asie, mais, comme le dit souvent mon voisin de palier : chacun son karma. Nos vies futures nous attendent peut-être là-bas. Voilà pourquoi il n'est jamais vain de prendre une petite leçon de bouddhisme et un avant-goût d'Himalaya.

J. M.

Jacques Meunier

### Gymkhana indien

ENTRE NEW DELHI ET SIMLA, notre taxi Ambassador, piloté par un sikhs cliniquement sain, donne l'impression de remonter l'autoroute un dimanche soir à contre-courant. L'homme au turban a fait de la conduite automobile un art de l'esquive et c'est dans ces moments-là que – petit cauchemar vivant – les voyageurs ont le sentiment que leur voyage est un film auquel ils assistent. Un semi-remorqueur a dispersé une centaine de scooters sur la chaussée. L'un d'eux resta pileusement accroché au sommet d'un arbre. Nous rions nerveusement. Cela dit, le gymkhana indien devient vite une habitude et vous vous surprenez bientôt à applaudir les meilleures figures libres de votre chauffeur. Tout s'apprend, même la mort. Les routes difficiles, malaisées, en raison du trafic d'abord, puis à cause des à-pic, des ravins, des chutes de pierres et des glissements de terrain, font partie de l'expérience himalayenne. Elles vous préparent physiquement à la sérénité des monastères.

## La mémoire du Spiti

Une vallée perdue qui résume l'histoire du bouddhisme tibétain

SPITI

de notre envoyée spéciale

Paysage lunaire, désert de pierre, montagne culminant à plus de 6 000 mètres, climat parmi les plus rudes de la planète, population de tradition tibétaine : autant de traits distinctifs qui justifient le nom de *Little Tibet* (« Petit Tibet ») donné à la vallée du Spiti. De nombreuses vallées perdues de l'Himalaya furent en effet des royaumes dépendant du Tibet central, grand

empire formé en 629. Mais si, au VIII<sup>e</sup> siècle, la plupart des témoignages ont disparu avec la destruction systématique des temples pétrée par les Chinois, le Spiti, conservatoire miniature, reflète sur ses modestes 300 kilomètres carrés l'histoire du bouddhisme tibétain.

Dans sept monastères de la vallée de la Pin, adjacente à celle du Spiti, les moines mettent en pratique un enseignement datant de l'époque de Padmasambhava,

grand maître indien qui, au VIII<sup>e</sup> siècle, implanta au « Pays des neiges » le bouddhisme tantrique. Ces moines ne se rasent pas le crâne, peuvent se marier et exécutent, pour le plus grand plaisir des villageois locaux, des chants et des danses inspirés de vieilles légendes. Perché sur un piton rocheux, la lamaserie de Hikim se rattache à l'école des Sakya. Au XIV<sup>e</sup> siècle, ses moines érudits rédigèrent une nouvelle version, en quatre-vingt-sept volumes, du traité réunissant les commentaires des grands maîtres sur l'enseignement du Bouddha. Plus bas dans la vallée, Tabo Chokor, le plus grand monastère du Spiti, a été fondé en 996 par les Gelugpa, un ordre réformateur dirigé par le dalaï lama.

L'un des temples est décoré de fresques réalisées, avant le XIII<sup>e</sup> siècle, par des artisans cachemiris.

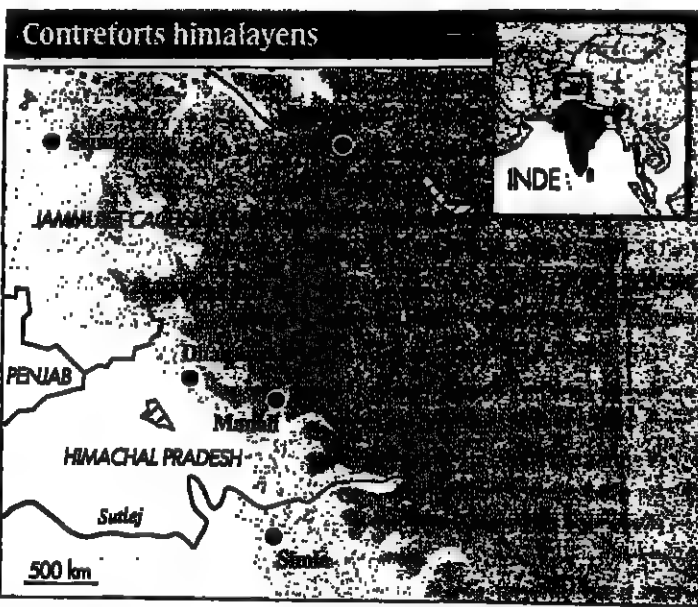
Un voyage au Spiti se prépare longtemps à l'avance. Du fait de sa position frontalière, la région est placée sous étroite surveillance par le gouvernement indien. Après l'annexion du Tibet par la Chine, son accès fut même interdit. Depuis 1994, les visiteurs étrangers sont autorisés à parcourir cette région désertique (une dizaine de milliers d'habitants), une fois en possession de l'*inner line permit*, un laissez-passer délivré assez facilement par les autorités indiennes et qui leur permettra de franchir successivement les trois postes qui contrôlent l'accès à la vallée du Spiti. Auparavant, ils auront, de Delhi, mis cap au nord, traversé la plaine jusqu'aux contreforts de l'Himalaya et atteint l'Himachal Pradesh, cette « terre des dieux »

située au nord-est de l'Inde, sous le Jammu-Cachemire. A partir de Simla, la capitale, l'ancienne piste conduisant au Toit du monde longe le Sutlej, un fleuve tumultueux descendu du haut plateau tibétain. Des familles entières travaillent en permanence à la réfection de cette route coupée fréquemment par des éboulements rocheux.

Trois cent soixante-dix kilomètres séparent Simla de Tabo, un gros bourg dressé à l'entrée de la vallée du Spiti, qui s'étire sur cent cinquante kilomètres sans jamais dépasser deux kilomètres de large. Situé au nord-ouest de la vallée, le col de Kunzum La (4 500 mètres), souvent fermé jusqu'au début de juillet et dès les premières neiges d'octobre, permet d'accéder à la vallée du Lahaul. Leh, la capitale du Ladakh, se trouve à quelque cinq cents kilomètres plus au nord. En bifurquant vers l'ouest en direction de Manali, on atteint Dharamsala, la résidence indienne du dalaï-lama, qui, coïncidence, se trouve à la même latitude que Tabo.

Françoise Spiekermeier

CONCEPTION ET COORDINATION  
Patrick Francès, Florence Evvin  
et Danielle Tramard  
SECRÉTARIAT DE RÉDACTION  
Christine Clessi  
ICONOGRAPHIE  
Sophie Malexis  
CARTOGRAPHIE  
Infographie Le Monde  
PUBLICITÉ  
Stéphane Moulié-Berteaux  
et Guillaume Drouillet



### Carnet de route

■ **CIRCUITS.** Le Spiti se visite en été. Nouvelles Frontières (tél. : 08-03-33-33-33 et 3615 N°) y effectue deux circuits différents, en Jeep. L'un au Lahaul et au Spiti, l'autre chez les nomades du Chang-Tang. Départs en juillet, août et septembre, 26 jours, 13 300 F environ tout compris. Également 2 randonnées de 26 jours, dont 14 de marche. Esprit d'Aventure (tél. : 01-53-73-77-99) propose un circuit de 17 jours dont 4 de courtes marches – notamment une demi-journée pour accéder au monastère de Dankhar – et 7 grandes étapes en minibus ou en Jeep. Consulter également Assimier (tél. : 01-45-44-45-77), Atalians (tél. : 04-78-64-16-16), Ikhar (tél. : 01-43-06-73-13), le Monde de l'Inde et de l'Asie (tél. : 01-46-34-03-20) et la Route des Indes (tél. : 01-42-60-60-90). A noter que le Spiti est désormais accessible aux voyageurs individuels.

■ **ÉTAPES.** Les hôtels étant quasi inexistant, l'hébergement se fait sous la tente. La magie du voyage

tient en partie au rituel de l'installation du camp, une équipe de sherpas se chargeant de monter les tentes et de dresser la table pour des dîners à la belle étoile. Les cuisiniers se fournissent en produits frais dans les villages.

■ **LECTURES.** *Ladakh-Zanskar*, de Philippe Chablot et Charles Genoud (Guide Artois), le *Petit Futé Himalaya 1996* et *Le Grand Guide de l'Inde de l'Ouest* (Gallimard). Viennent de paraître : *L'Esprit du Tibet. La Vie et le monde de Dilgo Khyentse*, maître spirituel, photographies et narration de Matthieu Ricard (Seuil), un album d'une justesse, d'une beauté et d'une profondeur exceptionnelles. *Les Enfants de l'espoir, l'histoire des enfants réfugiés du Tibet*, de Danielle et Olivier Folini (La Martinière) très instructif, de même que, dans un domaine différent, *Symboles du bouddhisme tibétain*, texte de Claude Lévi-Strauss, photographies de Laziz Hamani (Assouline).

■ **RENSEIGNEMENTS.** Office national indien du tourisme, 13, boulevard Haussmann, 75009 Paris (tél. : 01-45-23-30-45).

**KUONI**

LE MONDE COMME VOUS NE L'AVEZ JAMAIS VU

*Circuits tout compris*

**INDE • NEPAL 11 490 F\***  
14 jours au départ de Paris

**THAILANDE • BIRMANIE 12 490 F\***  
14 jours au départ de Paris

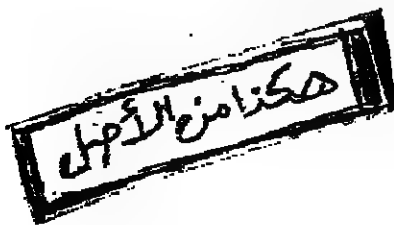
**CHINE • HONG KONG 12 990 F\***  
15 jours au départ de Paris

PRÉACHÈMINEMENTS GRATUITS

Les voyages de Kuoni

RESERVATION  
tél. 01 45 49 41 41  
tél. 01 43 27 01 20  
3615 KUONI (2.237/min.)

\* à partir de





## Une forteresse de grès rose raconte les splendeurs de l'Inde médiévale et l'épopée des guerriers bâtisseurs



*Le Jahaz Mahal, « vaisseau flottant », long d'une centaine de mètres*

ceptiblement, une barque glisse dans le paysage. Debout dans l'embarcation, un pêcheur, d'un geste ample, lance ses filets. Loin des touffeurs de Bombay, il règne ici tant de calme, tant de beauté !

**Manuel Lucbert**

29, rue

**Non**

**Adresse**

**Code Postal**

*souscrire recevoir g*

Nom Pentun  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
 Veuillez retourner *encreusement* la brochure *Orient*.



# Dig, ding, Dongs!

Tandis que, dans les villes, les Chinois courent après l'argent, les Dongs jouent au mah-jong et chantent l'amour sur quinze tons

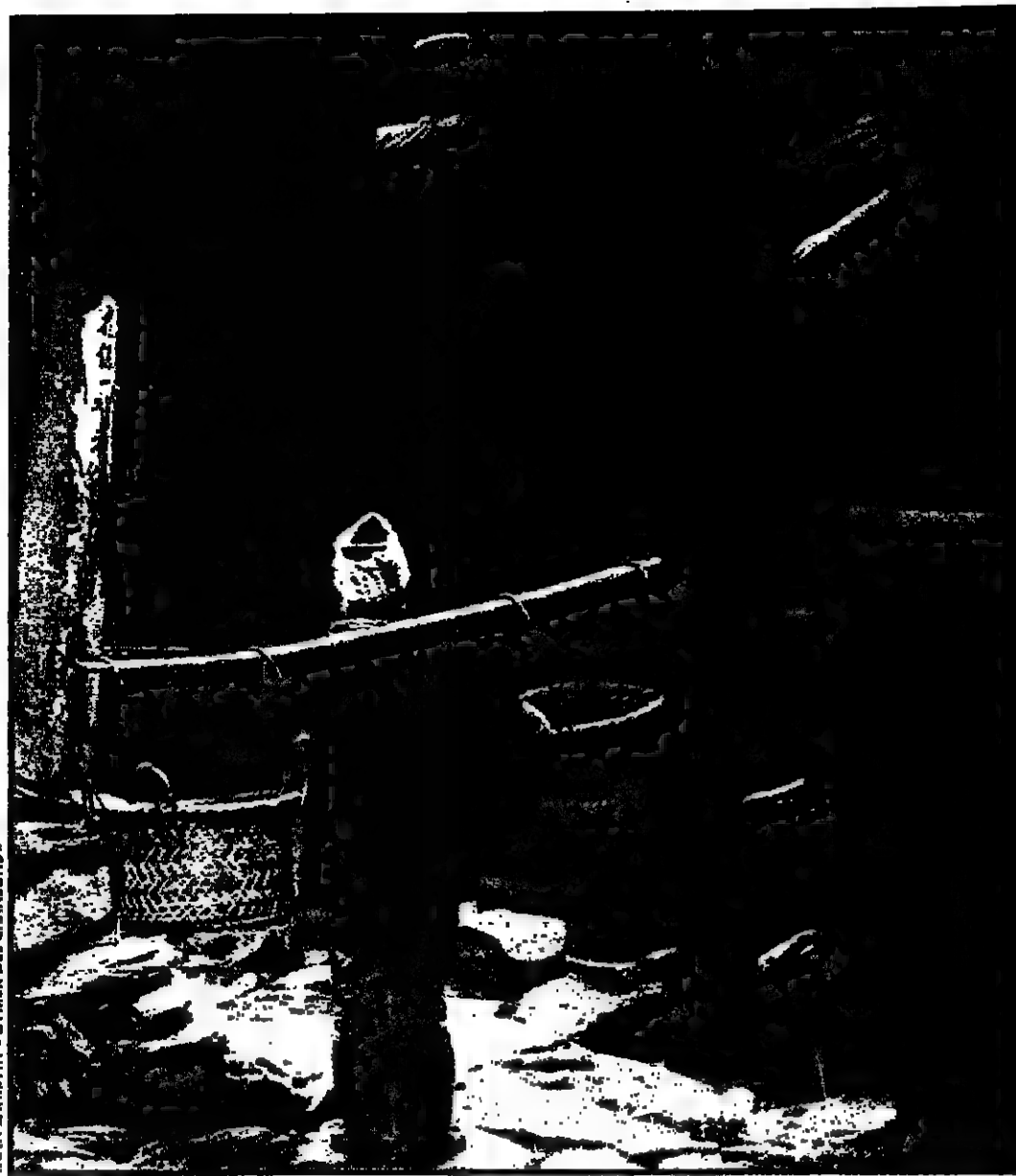
**GUANGXI**  
de notre envoyée spéciale  
Sanjiang, une bourgade du Guangxi, tout au sud de la Chine. Vingt-huit degrés. Trop chaud pour manger du chien ou du serpent. Rien d'autre à faire qu'à boire une bière Qintao, à fumer une cigarette Shuangxi en observant de la fenêtre le spectacle de la rue. Les vendeurs de bananes et les vendeurs de bambou, les femmes au brassard orange qui réparent la route. Bâchant et retournant la terre : un travail de forçat. De la fenêtre du *zhao dai suo* - la « maison d'hôtes » de Sanjiang -, on peut voir aussi des vendeurs de nouilles, de cannelle et de litchis. Des hommes portant des porcelains dans des paniers, des vieillards ployant sous le poids des palanquins. Des scooters, des cyclo-pous, des vieilles voitures Santana. Et des camions soulevant des nuages de poussière. Même en cherchant bien, en regardant bien, en contrebas, sur la route, c'est à

peu près tout ce qu'on verra. C'est un hôtel pour Chinois, un lieu de transit pour dépaysements violents : 15 yuans la chambre simple ; 40 avec le climatiseur, un vieux appareil qui bourdonne et déclenche, lorsqu'on abaisse la manette, une étincelle. C'est une ville du bout du monde, un no man's land un peu gris, où flotte cependant un parfum de vieille Chine. Ici, au moins, à cinq heures de route de Guilin (sept si la route est mauvaise), pas de course à l'argent. Echapper enfin aux touristes, aux bordes de Japonais, de Taïwanais, de Français et d'Américains, à cette suffisance des gens de Guilin, qui arborent leurs Ray-Ban avec un air un peu mafieux, taquinaient la balle de golf et, sans relâche, font les comptes : le compte des hôtels à étoiles, le compte des Mercedes et des BMW, le compte des devises, le compte de ce que rapportent les karaokés et les *snookers* - les billards américains. Surtout, ne pas rester à la traîne, prendre sa part du gâteau. « Certains s'enrichissent plus vite que d'autres », a prévenu Deng Xiaoping.

Peu de monde, ce soir-là, dans le *zhao dai suo* de Sanjiang, hormis des militaires en uniforme vert gaulonné d'or. Lorsqu'ils aperçoivent l'étrangère, ils rient. Se poussent presque du coude, en regardant couvrir la femme et le patron. La nomenclature a-t-elle donc des affaires à faire, dans cet endroit du bout du monde ? Et si oui, quelles affaires ? Un projet de route ? Des projets d'industrie ? Mais les *qi ye jia* (les industriels) se comptent, ici, sur les doigts de la main. Ou alors des affaires moins recommandables ? « Pupal, pupal... » - « La corruption, la corruption... » - se plaignent les Chinois.

Sanjiang, 28 degrés. Deux filles en jupe fleurie passent en riant dans la rue. C'est l'heure où commencent à voler les moustiques. Où les familles sortent les tables devant la maison. Petite terrasse improvisée devant des blocs d'immeubles-casernes aux carreaux cassés, mais qui se donnent un air de campagne. Au-dessus du lit, un miroir, pour chasser les démons, et, sur les battants en bois, l'image de féroces guerriers : deux généraux de la dynastie Tang, promus « gardiens de la porte ». Sur les tables, du gras de porc ou du poulet ; plus souvent, de la carpe, du riz, du chou et des courges, et lorsqu'il y a des invités, du thé à l'huile, de l'alcool de riz glutineux, léger et sucré, de couleur un peu verte. Ne pas refuser. Boire deux bols. Ou trois, ou quatre. Si possible *gan bei* : cul sec. De la capacité, érigée en art, d'absorber de l'alcool.

Tels sont les rites à Sanjiang, la porte d'entrée du pays dong. Le pays de la « mer des chansons ». Pays où tout se dit avec un *lusheng* - orgue à bouche en bambou -, où l'on chante sur quinze tons l'amour et la séparation. Où l'on croit à Sheng Mu, la déesse-mère à Cao Jun, « Monseigneur du Fourneau », à Hebo - le diable de l'eau, qui ressemble à un singe -, au génie de la terre, qui veille sur les puits, et à Guanyu, le génie du pont. Dans la bourgade voisine de Chen Yang -



Dans le village de Shaolindong, les maisons de bois comptent trois étages, plus un grenier

constituée de huit villages -, on lui a dressé un autel sous un « pont de la pluie et du vent ». L'un de ces édifices en bois qui enjambe les rivières, avec un toit en pagode et des bancs invitant au repos. Accrochés aux poutres, des pompons, des bouts de tissu, en manière d'ex-voto, et des plumes de poule. Devant l'autel, des bâtonnets d'encens à peine consumés. Rose sucre d'orge. Ils sont plantés dans du sable, au fond d'un brûle-parfum. Comme ceux disposés devant le temple Feishan, le temple « de la

montagne qui vole », décoré d'une licorne à l'allure de dragon. « C'est un temple tout neuf, précise un paysan, mandais et vesté bleue à boutons d'abaques. Nos temples anciens ont été détruits pendant la Révolution culturelle. A l'époque, le taoïsme et la religion étaient interdits. » Interdits aussi les fêtes et les costumes traditionnels : jambliers et tunique pour les femmes, avec des attaches en argent ; turban pour les hommes. Pour tous, casquette kaï et uniforme bleu de chauffe. Et puis est arrivé Deng Xiaoping. « Le

chien couchant de la réaction déguisé en communiste », disait Mao. La Chine s'est ouverte. Et les hommes de Chen Yang, isolés dans leurs villages en bois, tout au bout des sentiers qui serpentent, ont appris eux aussi l'Occident. Dans le pays dong, se sont aventurés d'abord les *shang ren* - les gens d'affaires - et les colporteurs. Avec des objets tout neufs : peignes, tongs, lunettes en plastique, notes ou jammes, qui donnent aux hommes un côté un peu « parain » et aux femmes un charme *baby doll*. Puis ce fut le tour

## La « fête » des Miao

LES DONGS, riziiculteurs de montagne, parlant une langue sino-tai, ont en commun, avec les Miao, de nombreuses coutumes. Mais une haine ancestrale et secrète semble opposer ces deux peuples. Ainsi, dans certains villages dongs, une fois l'an, durant la fête des palanquins, les hommes pratiquent un étrange rituel : ils se peinturlurent le visage en noir, avec un peu de blanc - moitié charbonnier, moitié chat-huant - pour mimer les « sauvages ».

Quatre de ces hommes grimes jouent ensuite les porteurs, promenant une femme dong en palanquin, histoire de ne pas faire mentir le proverbe : « Un Dong veut quatre Miao ». Le jeu se clot par un assassinat symbolique : l'un des faux Miao est jeté dans la rivière. Pour que les eaux l'emportent.

A l'origine de cette inimitié, une très ancienne querelle de territoires, un sentiment de supériorité, profondément ancré.

Et sans doute aussi, le *ku*, ce poison familial que les Miao se transmettent, de génération en génération, depuis des siècles. Mais, lorsqu'on interroge les Dongs sur le *ku*, ils semblent tout ignorer de la chose. Se montrant plus discrets sur les poupées maléfiques des *yaos*.

D'un racisme l'autre : on raconte que, à la fin de la dynastie Qing (1911), les propriétaires terriens Yi et Han (l'ethnie dominante) se servaient encore des Miao comme d'un tabouret, pour se hisser sur leur cheval.

T.R.

Thérèse Locher



des « longs nez » - les « tigres de papier », comme on disait au temps des « bandits rouges » - venus découvrir cette étrange ethnie : les « aborigènes » du Sud... « C'était en 1985, se souvient le chef du village, l'année de la construction de la tour du Tambour. Avant, on n'avait jamais vu d'étrangers. Les premiers sont venus de Finlande, ils étaient blonds, aux yeux bleus. Des professeurs... »

Mais, malgré les colifichets, le tourisme naissant et l'attrait du veau d'or, même si, aujourd'hui, tout se paie rubis sur l'ongle à Chen Yang, la vie n'a pas vraiment changé. Le chamane continue de délivrer les oracles et d'exorciser le « méchant aux pieds nus » le sifflonner la campagne, l'architecte de conserver ses secrets - Part de bâtir un pont sans vis, sans clous et sans rivets -, et les anciens de dégrader dans la tour du Tambour, qui relie la terre au ciel.

Ce jour-là, dans la pénombre de la tour, on joue au mah-jong. Quelques dominos noirs. Malgré palabres. Silence d'un homme qui fume une longue pipe en bambou, avec l'air absent des vieux fumeurs d'opium. « Hello, bye », lance un enfant à moitié caché dans l'embranchement d'une fenêtre. A l'extérieur, sur le balcon de bois, des épis de maïs qui séchent, et d'immenses lés de tissu. Bien profond, bien jidigo. A l'intérieur, dans la pièce principale, l'anneau des ancêtres. Des photos et un vieux poste de télé, seul signe de « prospérité ». Revenus annuels : 600 yuans par personne. Soit le prix d'une casquette en fourrure, d'une chemise blanche et d'un kilo de serpent. Ou encore le prix de quatre cochons noirs, la moitié du prix d'un jeune veau et le quart de celui d'un buff d'eau. La richesse, si l'on compare avec l'époque des communes populaires. Même si chaque habitant ne dispose que de 1 mu de terre - un quinzième d'hectare. Et que les plus pauvres tirent encore eux-mêmes la charue.

A l'heure où, à Pékin, on se bouscule dans les bars à oxygène et où l'on se prostorne devant la nouvelle trinité - climatiseur, téléphone portable et caméscope -, dans le pays des Dongs, on s'endort entréchant encore quelquefois d'une nombre, d'un vélo et d'une machine à coudre. *San zhuo* : « les trois choses qui tournent »...



Pour recevoir la ou les brochures de votre choix, retournez ce coupon à :

ASIA, 1, rue Dante 75 005 PARIS

Tél : 01 44 41 50 10

Fax : 01 44 41 50 20

☐ CROQUIS ☐ CHRONIQUE ☐ TRAVAIL D'ARTISTE

NOM : \_\_\_\_\_

PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CITY : \_\_\_\_\_

PROF : \_\_\_\_\_

DATE : \_\_\_\_\_

ASIA 1

Mais avec un grand A

## Carnet de route

■ REPÈRES. Le Yunnan (capitale provinciale : Kunming), situé aux confins de la Birmanie, du Laos et du Vietnam, et peuplé de minorités, occupe une position commerciale et culturelle stratégique. Le Guangxi, connu de longue date par les peintres et les poètes qui ont chanté ses paysages en palmiers de sucre, a vu exploser sa capitale provinciale, Guilin, devenu haut lieu touristique.

■ CLIMAT. Été chaud et humide : la saison des pluies dure quatre mois, jusqu'à la mi-octobre. Hiver doux et ciel souvent plombé : les nuages s'accrochent aux montagnes de cette région escarpée.

■ ACCÈS. Pas de vol direct pour Guilin au Guangxi. De Paris, passer par Hongkong ou Canton puis correspondance avec China Southern Airlines. Compter 300 F environ le parcours Canton-Guilin. Des bus relient Sanjiang à Guilin. Quant au village de Chen Yang, il se situe à 19 km au nord-est de Sanjiang. Sur Air France (tél. : 01-44-08-22-22), Paris-Hongkong à partir de 5 800 F vol quotidien. Air China (tél. : 01-42-66-16-58) propose un vol Paris-Pékin-Canton-Guilin à partir de 5 660 F. Le vol pour Guilin de Paris, via Hongkong, avec Ca-

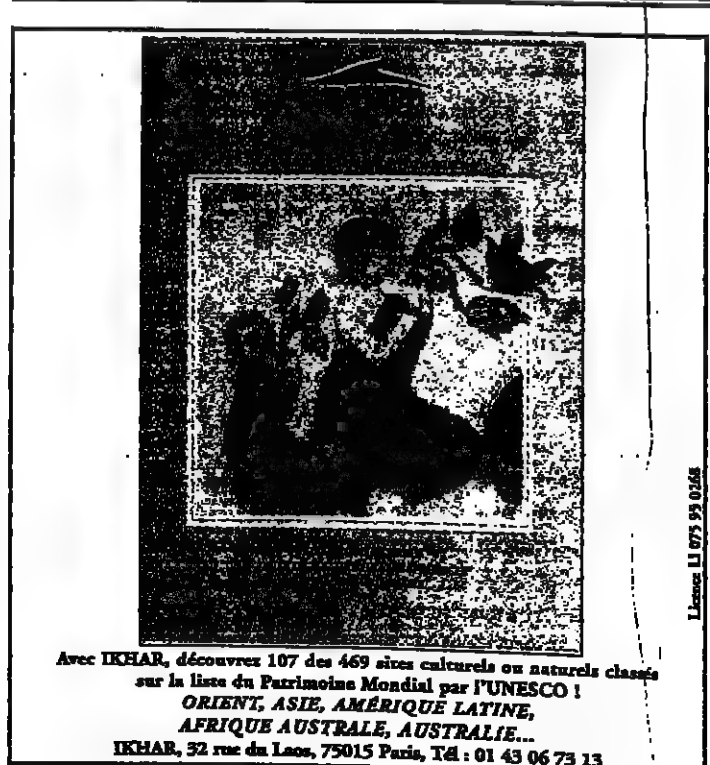
thy Pacific-Dragon Air (tél. : 01-41-43-75-75) coûte 7 500 F (idem pour Kunming via Hongkong). On peut aussi accéder directement à Kunming, au Yunnan, via Bangkok. Le mieux étant de jumeler les deux portes d'accès en joignant l'aller Paris-Bangkok-Kunming et le retour Guilin-Hongkong-Paris : compter environ 7 900 F avec la Lufthansa (tarif négocié par Asika), budget incluant, compte tenu des horaires d'arrivée, 2 nuits obligatoires, à Kunming et à Guilin.

■ FORFAITS. Le spécialiste Asika (tél. : 01-42-80-41-11) propose une découverte de 7 jours-6 nuits à partir de Kunming, capitale de la province du Yunnan. Ce qui permet de découvrir, d'ouest en est, Guylang et les célèbres chutes de Huangguoshu, les villages Miao et Ge près de Kaili (province du Guizhou) et la région de Sanjiang, dans la province du Guangxi, où vivent les minorités Zhang et Dong. Forfait vol Kunming-Guylang, chambre double et petit déjeuner, voiture privée avec chauffeur, visites, transferts et déjeuner : 4 600 F. Ce voyage peut être un complément à une visite d'une autre partie de la Chine ou s'effectuer au départ de Paris. Consulter également Asika, Asika, Asika (agences), Asinter (tél. : 01-45-44-45-87), China Travel Service (tél. : 01-44-51-55-66), Ikar (tél. : 01-43-06-73-13), La Maison de la Chine (tél. : 01-40-51-95-00), Nouvelles

Frontières (tél. : 08-09-33-53-33), Orients (tél. : 01-45-34-29-00) et Voyageurs en Chine (tél. : 01-42-86-16-40).

■ LECTURES. Le Guide bleu Chine (Hachette) et les guides Arthaud et Lonely Planet, le plus complet. Sur les minorités de la Chine du Sud, l'album *Chine, peuples et lumières*, de Jean Charbonneau et Dong Wei (Anako éditions, 1994). Chez ce même éditeur, *Yunnan-Guizhou, Couleurs tribales de Chine*, de Patrick Bernard et Michel Huteau. Et, sur les Dongs, *La Mer des chansons, pays des Dongs*, de Yann Layma et Simon Pradinas (Nathan Image) : remarquable travail photographique, dont un cliché illustre ce reportage ; également en vidéo cassette, dans une réalisation de Simon Pradinas, chez Ciné-Horizons (Panda Films). Tout juste paru, un autre ouvrage, *De la mer de Chine au Tonkin* (Musée Georges-Labit (Toulouse), Somogy-Éditions d'art, présente une sélection de photographies de 1896-1904, plus étonnantes les unes que les autres, notamment sur les minorités de Chine du Sud, Kunming et le Yunnan.

■ RENSEIGNEMENTS. Office de tourisme de la République populaire de Chine, 116, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris (tél. : 01-44-21-62-62). Sur place, China Information Travel Service de Guilin, 14, North Ronghu Rd, 541001.



Avec IKHAR, découvrez 107 des 469 sites culturels ou naturels classés sur la liste du Patrimoine Mondial par l'UNESCO ! ORIENT, ASIE, AMÉRIQUE LATINE, AFRIQUE AUSTRALE, AUSTRALIE... IKHAR, 52 rue du Laos, 75015 Paris, Tél. : 01 43 06 73 13

مكتبة الأمل



## L'empire des sens

Mieux qu'une auberge, une institution conçue pour la paix du corps et de l'esprit. Mishima et Kawabata ont apprécié

### KYOTO

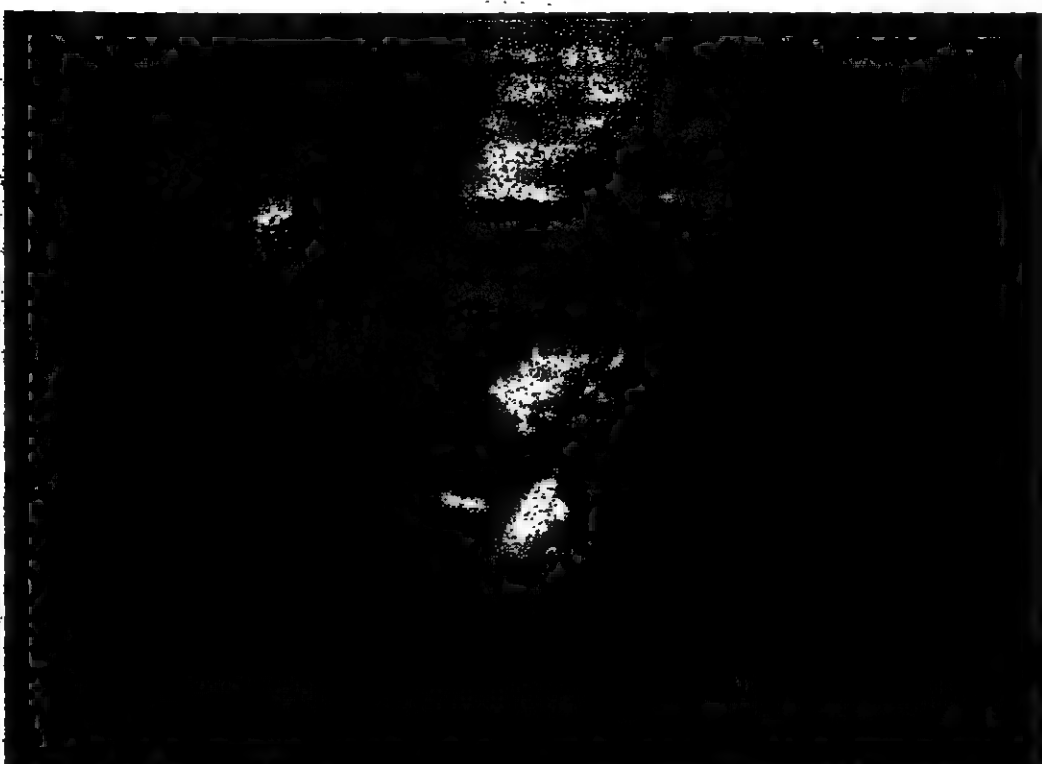
de notre envoyé spécial  
Dès qu'il entre les portes à glissières du ryokan Hiragaya (de ryō, voyageur, et kan, bâtiment), le visiteur pénètre dans un espace conçu pour la paix du corps et de l'esprit. Constantement rafraîchies en signe de bienvenue, les dalles de l'entrée luisent. Fleurs et feuilles dessinent une toiture vivante sur l'argile jaune des murs. Simplicité apparente et raffinement, l'auberge Hiragaya incarne l'hospitalité japonaise telle qu'on la concevait depuis sa fondation, il y a cent trente ans.

Le végétal règne dans les chambres aux murs sablés : sols couverts de tatami galonnés - des nattes de la taille d'un homme - trame des plafonds en bambou tressé. Reflets profonds des laques. La télévision est dissimulée sous un voile, comme le téléphone. Sur une table basse, un nécessaire à écrire, pinceau et encre solide, à la disposition des calligraphes.

Installation. Thé de bienvenue, moussant et vert pâle. Le gîte qui l'agrémente est plat comme une hostie qui aurait été sacrée et aromatisée au gingembre. Des sacs en bois dur claquent : des clients japonais arrivent, laissent leurs chaussures dans l'entrée, puis glissent en pantoufles sur la moquette des couloirs. Bonheur d'être dans la chambre 16, où, entre autres personnalités, a résidé le romancier Yasunari Kawabata, Prix Nobel 1968.

Un arrangement floral avec branches de cerisier, lys et vallantes fleurettes mures de campanule éclaire le tokonoma. Cette alcôve traditionnelle, aux piliers de minces troncs bruts, abrite un encensoir ainsi qu'une peinture sur rouleau à fond doré représentant, c'est de saison, un roisnoir perché sur un prunier en fleur. Dans un angle, la salle de bains avec baignoire en bois de cèdre. Les toilettes sont en bois de cèdre. Les toilettes sont en bois de cèdre. Les toilettes sont en bois de cèdre.

Pour l'œil occidental, cette pièce en nez-de-chaussée à plafond bas semble pourtant obscure, surtout par un jour éclatant de lumière comme aujourd'hui. Il est vrai qu'un cœur de Kyoto citadine vouée aux galeries, aux restaurants à la mode, aux maisons de thé et aux boutiques branchées, on en oublierait presque les célèbres temples enfouis dans les collines ou les fleurs de cerisier qui s'épanouissent le long du Chemin de la



Depuis 40 ans, Chieko s'occupe des fleurs. Une heure d'attention et d'émotion pour un bouquet



Yasunari Kawabata occupait la chambre 16

Philosophie. Sumiko, la nakai-san, servante chargée d'accompagner le visiteur pendant son séjour, apporte un second thé, dont le goût varie selon les circonstances. Elle-même et son assistante sont vêtues de kimono pêche à obi (large ceinture serrée) cerise. Ces élégantes four couler le bain brûlant qu'il convient de prendre avant de dîner chez soi, dans la chambre, comme toujours dans les vrais ryokan. Elles présenteront ensuite à l'hôte les plateaux d'un repas kaiseki-ryori. Quelques bouchées de poisson cru, de fruits de mer, des lamelles de poisson cuit, de légers beignets de légumes, une soupe claire, le tout servi avec une boîte

de riz, du thé et des fruits frais découpés. Six plats, une compétition de saveurs, de couleurs et d'esthétique. Le plaisir vient de la surprise des goûts, que l'étranger tente d'identifier.

Plus tard, les servantes dérouleront le futon. Au matin, Sumiko le rangera, changera l'enveloppe de la couette et la tôle de l'oreiller en graines d'avoine, et remettra la table basse à sa place. Puis les filles apporteront un petit déjeuner à l'ancienne, avec soupe au miso (pâte de soja) et primes comètes dont l'annulaire fait filigrane le palais.

Akemi Nishimura reçoit dans le salon de son auberge. Cette femme d'une quarantaine d'années, haute, séduisante et efficace, représente la sixième génération d'une dynastie hôtelière. Les samouraïs, qui avaient leurs habitudes dans la maison dès la seconde moitié du siècle dernier, ont été remplacés par une clientèle d'artistes et d'écrivains.

« Notre devoir », explique Akemi, est de conserver intact le ryokan tout en le rendant plus confortable par l'apport de petits modernismes. Air conditionné et chauffage central sont déjà partout. Nous installons en ce moment des WC avec siège chauffant et des bideaux automatiques à jets d'eau chaude ».

Préserver les valeurs du passé, la tradition du thé, des peintures sur rouleau changées selon la saison,

du service assuré en kimono, est une mission coûteuse. Imaginez : sur cinquante-cinq employés, trois s'occupent des arrangements floraux. « La plus ancienne de nos servantes, Yae Taguchi, a bien connu l'écrivain Yasunari Kawabata lorsqu'il résidait chez nous, continue Akemi. Elle vit dans une maison de retraite à proximité ».

Le lendemain, invitée par la maîtresse des lieux, Yae se retrouve dans la chambre qu'elle a longtemps bichonnée. A quatre-vingt-sept ans, cette fleur fragile à peine ridée porte un modeste kimono bleu avec obi assorti. Beau sourire, dents comme des perles, cheveux

lisses bien noirs - elle a dû plaire. La jeune femme, qui n'est jamais allée à l'école, divorce quand son fils est encore petit, puis travaille ici pendant cinquante et un ans, d'abord comme « femme de chambre au service payant et gratuit », puis comme gouvernante.

Yae, mi-clos derrière ses lunettes, Yae Taguchi évoque avec émotion la relation amicale qu'elle a développée au fil du temps avec le romancier : « Kawabata avait l'air sérieux, sévère, mais son cœur était chaleureux. Avant la seconde guerre mondiale, il lui arrivait de séjourner ici jusqu'à vingt nuits consécutives. La chambre 16, la plus calme, était sa préférée. Lorsqu'il venait avec son épouse, il choisissait plutôt la 33. Le soir, le couple amoureux buvait du saké. Je les ai- mais bien, tous les deux ».

Dans la journée, Yae apporte toutes les heures du thé au futur Prix Nobel. Jusqu'à minuit, il y a souvent du terroir-ménage dans les couloirs. L'artiste attend le calme. En l'absence de chauffage central, la servante entretient un brasero. Pour les Japonais, le sifflement de l'eau qui bout dans un pot fait chin-chin, un son « évoquant le vent dans les pins ». Les idées surgissent alors à l'esprit de l'auteur.

Avant de quitter la maison, vers l'heure du matin, Yae rajoute des brisées, met une pastille d'encens dans l'encensoir du tokonoma et souhaite une bonne nuit à l'écrivain. Son chapitre composé, Kawabata pose les pages manuscrites devant la porte, puis s'endort. Yae, qui s'occupe de tout, se rend à la poste dès son arrivée et les adresse à l'éditeur.

Un jour, l'écrivain cherche un thème de roman. L'histoire de Yae l'intéresse. Lui accordera-t-elle l'autorisation de s'en inspirer ? La servante s'efforce et refuse : « Ce n'est pas mon genre de raconter des choses désagréables ».

Maintenant, je le regrette, sourit la vieille dame, un brin mélancolique. Une fois, à l'occasion du Nouvel An, il m'a emmenée dans une luxueuse boutique et m'a offert un kimono - c'est mon trésor ».

À la même époque, Yukio Mishima, autre célèbre auteur japonais, vient lui aussi loger de temps à autre à Hiragaya. Sur le livre d'or, sa large signature est calligraphiée au pinceau. Les deux écrivains sont « aussi intimes que des frères », se souvient encore Yae. Peu de temps après le seppuku (suicide) de Mishima, Kawabata se donne lui aussi la mort. Lorsqu'elle l'apprend, Yae le pleure comme un proche.

Perché sur de hautes socques, le jardinier, pull bien, gants blancs, ramasse des feuilles en chantonnant. Il balais à l'aide de branches liées par une feuille de bambou. L'homme avance avec précaution sur les monnaies, puis arrose les buissons d'un jet léger comme une pluie d'été. Les lanternes extérieures s'allument. Il est 18 heures, l'heure du bain brûlant qui réchauffe. Sumiko ne tardera pas à frapper à la porte.

Nicole-Lise Bernheim



## Le chrysanthème et le prunier

MADAME CHIEKO, une dame au dos plié en deux, s'occupe des fleurs du ryokan depuis quarante ans. Trente-trois chambres, trente-trois bouquets qu'il s'agit de revoir chaque matin pour redresser une branche, changer une fleur fanée. On les refait complètement tous les cinq jours.

L'homme de paille vient de changer l'eau du vase vert. Une brassée de fleurs fraîches, roses, chrysanthèmes, et de branches de pin, de prunier, de cerisier, reposent sur du papier journal. Chieko médite, assise face à l'alcôve. Elle regarde la peinture suspendue au fond du tokonoma, le visage des fleurs, puisque « chacune a le sien », murmure-t-elle. « que vois-je faire ? », émet de petits bruits de bouche. Puis, avec des gestes vifs, elle taille une feuille de bambou, tord une branche de pin dont l'écorce, molle, accepte le modelage de ses mains habiles, coupe les tiges en biseau, va jusqu'au

bout de l'inspiration. Superbe. Non. Ça ne va pas. Mécontente, Chieko défait tout et recommence. Choisis un chrysanthème blanc. Ça ne va toujours pas. Les feuilles minuscules d'un rameau de prunier laissent apparaître une belle branche noire, deux fois la hauteur du vase. Ça va. Elle raccourcit alors sans pitié un rameau de pin. La ligne triangulaire du bouquet semble parfaite.

Chieko absorbe avec un chiffon l'eau en trop dans le vase. Le tourne légèrement, rectifie un détail. Catastrophe : la branchette de pin tombe. Elle la remplace. Ça ne va toujours pas. Après une heure d'attention et d'émotions, le bouquet est prêt. La vieille dame emporte les fleurs non utilisées et se dirige vers une autre chambre.

Pendant ce temps, les servantes ont nettoyé, aspiré, déposé.

N.-L. B.

## Carnet de route

■ ACCÈS. Au Nippon Airways (ANA, tél. : 01-52-83-52-52) et ANA Hello Tours (tél. : 01-43-12-86-86) proposent un vol quotidien ANA Paris-Tokyo-Osaka à partir de 7 500 F (étudiants, 5 400 F). Parmi les formules « à la carte », un séjour d'une semaine à Kyoto, avion compris, à partir de 10 000 F. De bons forfaits également chez Voyagers au Japon (tél. : 01-42-61-60-83) et Nouvelles Frontières (tél. : 08-03-33-33-33).

■ DÉPLACEMENTS. Le Japon Rail Pass, acheté en France avant le départ, permet la libre circulation sur le réseau national, y compris le train à grande vitesse Shinkansen.

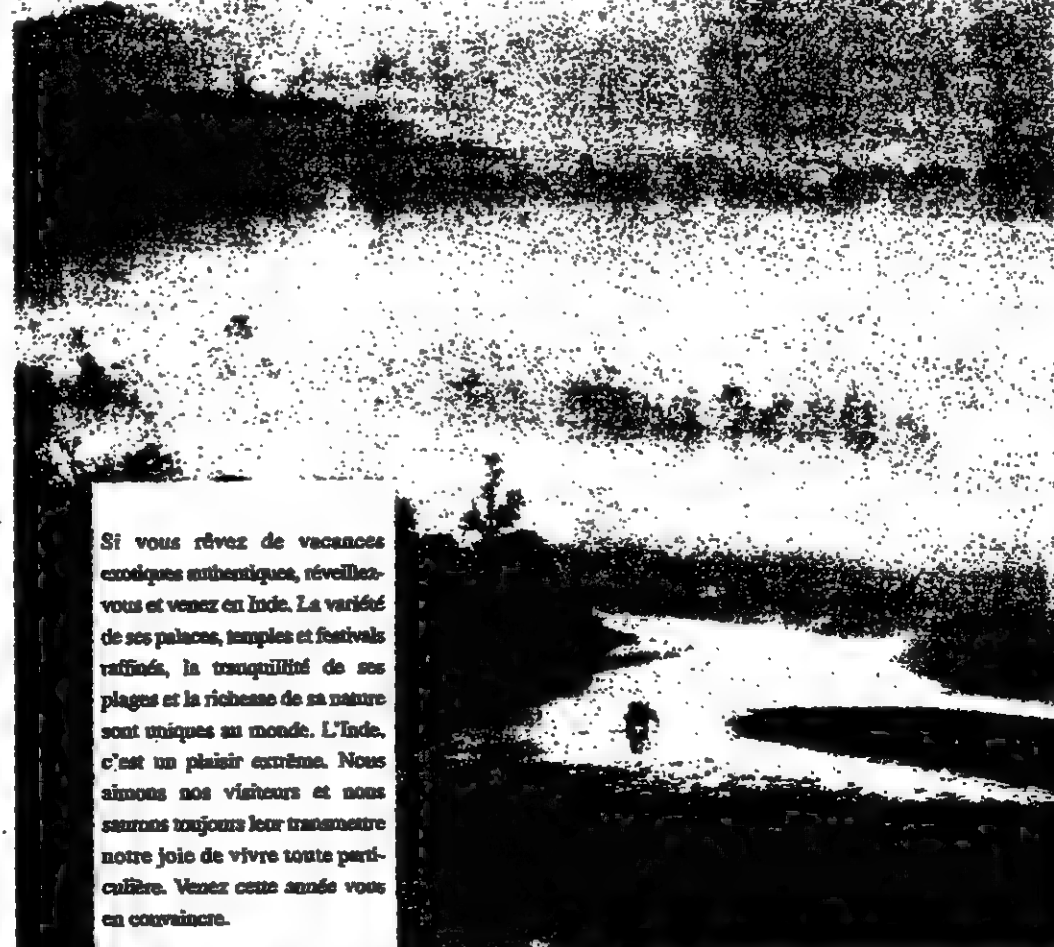
■ HÉBERGEMENT. Le ryokan Hiragaya (tél. : 75-221-11-36, fax : 75-221-11-39)

est situé dans le centre de Kyoto, non loin du palais impérial et des grands magasins, à proximité de Portico et de Gion (quartiers des geishas) et à dix minutes en taxi ou en bus du Chemin de la Philosophie. Nuit, dîner (sans les boissons) et petit déjeuner de 25 000 yens (env. 1 250 F) à 30 000 yens (env. 1 500 F), selon la vue de la chambre, sa taille, le menu du dîner et la saison. Les clients arrivent dès 15 heures pour profiter du lieu, se baigner et se reposer avant le dîner, servi tôt. Entre facilement l'adresse pour le chauffeur de taxi : Nagakyo-ku, Oike sagaru, Fuyacho-dori. Même niveau de confort dans deux ryokan de la même rue. On peut aussi trouver des hôtels standards à 500 F la nuit en chambre double. Dans le quartier de Gion, le sympathique, traditionnel et rudimentaire ryokan Sawai (4-320 Miyagawa-cho, Higashiyama-ku, Kyoto, tél. : 75-526-21-79), à 5 000 yens (250 F environ) la nuit par personne, sans dîner ni petit déjeuner.

■ GESHA. Compter au moins 3 500 F par heure en compagnie d'une geisha. Deux ou trois sont nécessaires pour agrémenter une soirée, chacune ayant sa spécialité - chant, danse, shamisen - instruments de musique. Réservation auprès d'ANA Hello Tours.

■ LECTURES. One Hundred Flowers of Central Kyoto, aquarelles de Mitamura Soji (Kyoto Shoin). Kyoto, de Yasunari Kawabata (Albin Michel). Éloge de l'ombre, de Ichirō Tanizaki (POF). Les Geishas ou le Monde des fleurs et des saules, de Robert Guillain (Arléa). Le Guide bleu Japon (Hachette). Le Japon (Arthaud). Quand le Japon s'ouvrit au monde, de Keiko Omoto et Francis Macquelin (Guillemard, « Découvertes »). Le Japonais tout de suite (Pocket), livre + cassettes, 210 F.

■ RECOMMANDATIONS. Office national du tourisme japonais, 4-6, rue Sainte-Anne, 75001 Paris (tél. : 01-42-95-20-29).



Si vous rêvez de vacances exotiques authentiques, révélez-vous et venez en Inde. La variété de ses palaces, temples et festivals raffinés, la tranquillité de ses plages et la richesse de sa nature sont uniques au monde. L'Inde, c'est un plaisir extrême. Nous sommes nos visiteurs et nous sommes toujours leur hôte. Notre joie de vivre toute particulière. Venez cette année vous en convaincre.

## Oubliez vos rêves, l'Inde les surpasse

Veuillez s.v.p. me faire parvenir une documentation complète

Nom :

Adresse :

Office National Indien de Tourisme  
13, Boulevard Haussmann, 75009 Paris  
Tél. : 45 23 30 45 - Fax : 45 23 39 45  
Minitel 3615 INDE

**India**

UN ACCUEIL TOUJOURS RENOUVÉ



# L'immaculée obsession

Dans une cité-Etat où la propreté a force de loi, l'errance d'un boulingueur en quête de parfums exotiques

## SINGAPOUR

de notre envoyé spécial

C'est un bar à gueule d'atmosphère coloniale : musique jazzy, lumière douce, alcools forts, ballet de ventilateurs, femmes épicées. Un classique, avec, toutefois, une bizarrerie : le geste frénétique des buveurs qui décorent des cacahuètes et en jettent l'écorce à terre avec une jubilation hallucinée. Sommes-nous en présence d'une cérémonie initiatique ? D'un rituel ancestral ? D'une action politique ? En fait, on comprend vite qu'il s'agit d'un simple dévouement. Le même geste serait en effet féroce-ment verbalisé partout ailleurs en ville.

Ici, nous sommes au bar du Raffle's, à Singapour. Un haut lieu de la mythologie du boulingueur. Au cœur d'une cité-Etat où il en coûte plusieurs centaines de dollars à qui ose jeter un mégot au sol. Un dragon du Sud-Est asiatique où le chewing-gum est à peine toléré, où il est interdit de boire et de manger dans le métro, où récemment encore les cheveux longs étaient illicites - la valise ou le coiffeur - tandis que, dans les toilettes, le slogan « flush or fine » (la chasse d'eau ou l'amende) fait un tabac. Les pouvoirs publics ont éradiqué les contestataires qui manifestaient en pissant dans les ascenseurs, et les moustiques terroristes se cachent depuis qu'ils sont *persona non grata*.

La propreté est plus qu'une règle d'hygiène : elle a force de loi. Mais, in fine, cet intégrisme de l'immaculé se révèle être une forme sublimée de l'exotisme. Et cette vision décalée de Singapour contribue à transformer un séjour présumé aseptisé en un bijou de curiosité.

Après les cacahuètes du Raffle's, dîner à Boat Quay, avec ses façades ripolinées, au bord d'une Singapore River pleine de légendes, de vieux démons, de coups tordus et de mythes fondateurs.



Sur fond de gratte-ciel, une façade début de siècle du quartier malais

Douceur du soir, musiques brailardées, métisses acidulées et culsines métissées : un bon moment d'épicurisme. Cependant, un sentiment d'étrangeté se mêle vite au délicieux curry à tête de poisson. Quelque chose d'indéfinissable qui empoisonne l'atmosphère, qui pèse et qu'on finit peu à peu par cerner : il n'y a pas d'odeur ! Comme si tout ce melting-pot de saveurs, de couleurs, de musiques et de langues était virtuel. Bien loin du Singapour de Burgess qui « sent la lavette de vaisselle et la pissée de chat ». Comme si chacun réfléchissait à deux fois avant de lâcher un pet, comme si la ville entière s'était aspergée de désodorisant miracle.

Au bord de cette rivière, jadis crapoteuse, aujourd'hui à peine plus bruyante que le glissement de la sole sur la peau d'une femme, on songe au mot terrible de Coc-teau sur « les jungles travesties qui se vengent ». Et le poète d'ajouter : « On ne domestique pas impunément des lieux qui s'expriment par le cobra et le tigre. » Ici, le cobra et le

tigre ont été gommés, ou emprisonnés, pour forger une Suisse d'Extrême-Orient qui ponctue la péninsule malaise. D'où, pour parachever ce fantasme, un projet de destruction systématique des vieux quartiers. Depuis quelques années cependant, on assiste à un spectacle curieux : le gouvernement s'étant aperçu que la politique du bulldozer à outrance pouvait tuer la poule aux œufs d'or du tourisme. Dès lors, on sent aujourd'hui, physiquement, aux quatre coins de la ville comment le bulldozer a été stoppé en pleine besogne devant telle rue du quartier chinois, arabe ou indien. On sent aussi combien les gratte-ciel alentours - ces « tabernacles de la réussite » - brûlent d'en découvrant avec les cahutes d'un autre âge. Grâce à ce face-à-face étonnant et surréaliste, Singapour se dégage comme une glace à plusieurs parfums.

Le parfum Chinatown - ses mentes - restitue par flânes l'âme de Singapour : quelques blocs miraculeusement debout, des

trishaws tirés par des cyclistes aux collets de bronze, une poignée de calligraphes de rue, des officines débordant de redoutables mixtures, et puis le lointain écho d'un opéra chinois tandis que les esprits s'échauffent autour des tables de majong. De temps à autre, une vieille femme ratatinée, échappée d'une estampe, croise, sans la voir, une de ces jouvencelles, fine, élégante, à la beauté d'astre.

Comme partout à Singapour, d'innombrables restaurants mènent la danse gourmande, de la gargote lilliputienne au food center cyclopéen où s'affichent toutes les cuisines de l'Asie. Manger est, avec le lèche-vitrines, le passe-temps favori des Singapouriens. A croire qu'ils ont assimilé la parole définitive de Salvador Dalí : « La machine est notre meilleur instrument de connaissance philosophique. » Hautement philosophique, l'Imperial Hotel Restaurant (au Métropole Hotel) où l'on ne saurait trop conseiller de goûter à un breuvage à base de pénis de daim (impressionnant !) longuement mariné dans de l'alcool de riz agrémenté de cannelle, de gingembre et autres herbes rouges.

Autre parfum savoureux, Arab Street, qui vit au rythme de l'appel du muezzin, et surtout Little India, une île miniature et chatoyante avec de vraies odeurs de jasmin, d'encens et d'épices fraîchement moulues. Le meilleur moyen de prendre le pouls de ce quartier est de petit-déjeuner au Komala Villa en trempant de succulentes galettes dans toutes sortes de sauces qui tapignent les papilles. Little India possède un visage doublement exotique dans la mesure où elle offre une Inde décolorée, à mille lieux du cloaque original. Dans la rue, pas de harcèlement qui culpabilise. Comme partout dans l'île, les mendicants sont inexistants. Autre divine surprise : le pourboire est déconseillé, interdit ou taxonomisé.

Donner ou ne pas donner ? La question ne se pose plus.

Au nord de la rivière, c'est le parfum colonial qui a été préservé avec, coulant des joutes paisibles, tous les bruits de la domination britannique : hôtel de ville, Parlement, églises, musées et, plus vert qu'un gazon londonien, la pelouse du Cricket Club. Mais l'édifice le plus éloquent de l'imaginaire singapourien reste le Raffle's, un palace dans lequel Somerset Maugham voyait le « symbole de tous les mystères de l'Orient fabuleux ». Récemment rénové à grands frais (avec galerie marchande de luxe, audiovisuel didactique, musée, etc.), le vieux palace est si « lifté » qu'il paraît sortir du Musée Grévin. Cela dit, c'est toujours un plaisir de stroller son Singapour Sling (4/10 de sherry brandy, 4/10 de gin et 2/10 de citron) au Bar and Billiard Room où, d'après la légende, un

barman tua le dernier tigre sauvage de l'île.

On se consolerait avec une visite au zoo de nuit et au parc aux oiseaux, attractions aussi fréquentées que le jardin botanique ou encore Sentosa, un Disneyland local et tristounet. Si les guides et les défilants de l'office du tourisme sont intarissables sur la faune et la flore de la « ville-jardin », ils sont, en revanche, peu prolixes sur les séductions du Singapour by night. Bugis Street, la célébrissime rue des travestis - les boulingueurs déclinants l'évoquent avec émotion - a été, il est vrai, sacrifiée sur l'autel d'un immense shopping center. Et les Singapouriens, dit-on, vont prendre du bon temps en Malaisie, pays musulman voisin, réputé plutôt rigoriste. Le comble du paradis.

Jacques Tiano

## Carnet de route

■ **REPÈRES.** Climat chaud et humide (possibilité de violentes orages) toute l'année. Novembre et décembre sont les plus arrosés. Meilleure saison : de juin à septembre. Décalage horaire : + 7 heures.

■ **ACCÈS.** Singapore Airlines (tél. : 01-65-33-50-50), compagnie réputée, à juste titre, pour la qualité de son service à bord, propose, à compter du 28 octobre, un vol quotidien direct Paris-Singapour (à partir de 6 200 F A/R) avec le nouvel Airbus A 340-300. En prime, y compris en classe économique, un téléviseur miniature pour chaque passager. La ville est également desservie par Air France (tél. : 01-44-08-22-22) à raison de plusieurs vols par semaine.

■ **FORAITS.** Parmi les voyageurs, Nouvelles Frontières (tél. : 08-05-33-33-33 ou 3615 NP) et Asia (tél. : 01-44-41-50-14), 3615 Asia et agences offrent diverses possibilités de découvrir Singapour, notamment des forfaits « vol A/R + 2 nuits avec petits déjeuners » à partir de 6 500 F par personne en chambre double (prix selon la compagnie et l'hôtel choisi).

■ **et des circuits avec la Thaïlande et la Malaisie.** Singapour est également programmé par Forum Voyages (tél. : 01-42-01-20-20), FRAM et Jet Tours (agences de voyages) et Voyagers en Indonésie (tél. : 01-42-06-17-00).

■ **HÉBERGEMENTS.** Pour la nosologie (ripollée), le Raffle's mais aussi, plus discret, le Goodwood Park Hotel. L'Orbital, membre de la chaîne « Leading Hotels of the World », est un des fleurons du groupe Mandarin Oriental. Quant au Four Seasons, il est convivial, feutré, à taille humaine et flamboyant.

■ **LECTURES.** Le guide Gallimard Malaisie/Singapour (richement illustré), le guide Lonely Planet Malaisie, Singapour et Brunei (très complet) et le Routard Malaisie-Singapour (fidèle à lui-même). A compléter par les nouvelles de Somerset Maugham et par La Puissance des télévisions d'Anthony Burgess.

■ **RESEIGNEMENTS.** auprès de l'Office national du tourisme de Singapour : centre d'affaires Le Louvre, 2 place du Palais-Royal, 75001 Paris (tél. : 01-42-07-10-10), écrire par le 108, rue de Rivoli.

## INVITATION AU VOYAGE

**Directours**  
EXCEPTIONNEL!!!  
**MIAMI BEACH**  
8 JOURS : 2490 F  
Vol + hôtel\*\*\* sur la plage et DIRECTOURS vous offre la voiture de location.  
Prix valable au départ de Paris du 4/11 au 6/12 (dernier départ). Départs quotidiens. Incls : vol régulier + 6 nuits hôtel\*\*\* Miami Beach + 1 semaine voiture km illimité (hors assurances) + assurance assistance.  
Prix base 4, base 3 = + 300 F, base 2 = + 450 F - Non Incls : taxes aéroport : 225 F sup départs week end : 175 F Jours supplémentaires possibles en fonction des stocks disponibles.  
Autres promotion sur la Floride, la Californie et la Louisiane sur Minitel  
BROCHURE SUR DEMANDE  
AUSI 45 88 56 70 82 82 A VOY 14 72 43 92 43  
DIRECTOURS  
70 av. des Champs Elysées  
75008 PARIS  
AUSI 30 68 34 40 2 137 min

**3615 CAP VIETNAM**  
Tout savoir sur le Vietnam (1,27 FF/min)  
Tourisme, visas, économie, promotions, comment s'y rendre en individuel  
Réalisé en collaboration avec l'Ambassade du Vietnam.  
**ASIE VISAS**  
«Service Eclair»  
VIETNAM - LAOS - CAMBODGE  
CHINE - BURMANDE  
Obtention rapide, formalités réduites  
Paris/Province  
**Tél: 01 45 88 56 70**

**Le voyage culturel a un nom... Clio**  
**Le Monde asiatique**  
Liés par leur proximité, la Chine et les pays du Sud-Est asiatique présentent les témoignages d'une histoire élaborée par des civilisations communes qui n'ont cependant pas occulté leurs caractères propres. Nous vous invitons à la découverte de ces pays en compagnie de nos conférenciers spécialisés.  
**La Chine classique : 19 jours - de 17 850 F à 19 500 F**  
**L'Indonésie : 20 jours - de 21 500 F à 23 000 F**  
**Le Vietnam-Cambodge : 15 jours - 19 900 F**  
**Le Laos-Cambodge : 17 jours - 19 950 F**  
**La Birmanie : 15 jours - de 17 400 F à 18 250 F**  
... et aussi 12 circuits différents, des plus classiques aux plus originaux, pour aborder l'univers paradoxal du monde indien.  
**Brochures sur simple demande**  
34, rue du Hameau - 75015 PARIS  
Tél: 01 53 68 82 82 - Fax: 01 53 68 82 60

**DEGRIFTOUR**  
**CANARIES**  
7 Nuits - Hôtel-Club 3\*  
Pension complète  
Vol A/R Départ de Paris  
2 480 F **3 871 F**  
**DJERBA**  
7 Nuits - Hôtel-Club 3\*  
Demi-Pension  
Vol A/R Départ de Paris  
1 760 F **2 605 F**  
**PARIS/MONTRÉAL**  
Vols réguliers Directs A/R  
1 640 F **2 250 F**  
Retrouvez nos 3615 DT  
Du 147 F à 2 250 F A/R  
AUSI 06 36 68 28 27 (2,28 F la min)  
Licence 9500001 - Offres selon disponibilité

**ANYWAY**  
PROMOS VOIS SECS  
NEW YORK : 1 890 F  
MONTRÉAL : 1 980 F  
MIAMI : 2 300 F  
LOS ANGELES : 2 790 F  
ANTILLES : 2 140 F  
**SEJOURS**  
KENYA : 9 jours/7 nuits Hôtel 3\*  
(vol + pension complète) 4 690 F  
\* A PARTIR DE ...  
Rése: 01 40 28 00 74 3615 ANYWAY  
46, rue des Lombards - 75001 Paris  
**GASTRONOMIE**  
**Auberge aux 7 Trésors**  
**RESTAURANT CHINOIS**  
Fondus chinois, din sans vapeur  
Cuisine Pénoise  
25, Place Dauphine-Roches  
75014 Paris  
**01.43.21.35.55**

**DEMARQ VOYAGES Partez Gagnant**  
ILE DE DJERBA 6/7N  
Vol A/R + Hôtel 3\* + Demi-Pension Départ Paris le 02/11/96  
SEJOUR ISTAMBOUL 5/4N  
Vol A/R + Hôtel 3\* + Demi-Pension Départ Paris le 04/11/96  
VOL A/R PARIS POINTE A PITRE  
Départ 27/10/96 Retour le 03/11/96  
Catalogue EXCEPTIONNEL 990 F  
EXCEPTIONNEL 1 190 F  
3 450 F 1 990 F

**Vous voyagez ? ...votre banque voyage avec vous !**  
Toutes les implantations des banques françaises dans le monde, plus de 1000 adresses dans 120 pays...  
**3617 AFB1**  
Rubrique 4  
«Banques françaises dans le monde»  
AFB diffusion  
18, rue La Fayette 75009 Paris

**\* SPÉCIAL NOUVEL AN \***  
**NAPLES**  
du 29/12/96 au 01/01/97 3 450 F\* (4 jours/3 nuits)  
Prix par personne comprenant : le transport en avion spécial au départ de Paris + les transferts A/R aéroport/hôtel + logement en chambre double hôtel 4 étoiles dans le centre-ville et le réveil du 31/12 + une journée d'excursion, déjeuner inclus. Taxes aériennes en sus.  
**VENISE**  
du 29/12/96 au 02/01/97 3 160 F\* (5 jours/4 nuits)  
Prix à partir de / par personne comprenant : le transport en avion vol spécial de Paris + les transferts A/R aéroport/Place St Marc + le logement en chambre double hôtel\*\*\* petit déjeuner.  
Taxes aériennes en sus.  
**cit**  
Tél: 01 44 51 39 27  
Minitel 3615 : Cit Evasion (1,29 F min)

**A partir du samedi 26 octobre**  
Retrouvez chaque semaine dans notre supplément  
**Télévision Radio Multimédia**  
notre nouvelle rubrique Evasion  
Pour tous renseignements  
Guillaume Devouille : 01 44 43 77 36

**Bida Saigon**  
Restaurant typiquement vietnamien  
Spécialité : soupe PHO-BUN-BÒ-HUẾ  
Cano avion 50F  
44 av. d'Ivry - 75013 Paris  
Centre commercial Paristore  
Tél: 01.45.84.04.85

**DIAMANT ROSE**  
gastronomie chinoise  
25 ans d'expérience  
Salon particulier  
161, bd. Montparnasse  
75006 Paris  
Tél: 01.43.54.56.15  
fermé le mardi

**DRAGONS ELYSEES**  
Le restaurant où vous marchez sur l'eau  
parmi des milliers de poissons.  
**Spécialités fruits de mer, Chinoises et Thaïlandaises**  
11, rue de Berri. Paris 8<sup>e</sup> - Tél. 01.42.89.85.10  
M<sup>re</sup> Georges V. Ouvert 7 jours/7 tout l'été.  
**LA MEME MAISON: NOUVEAU VILLA TAO TAO**  
159, Bd Vincent Auriol - Paris 13<sup>e</sup>

سكانة الجبل



## ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 26 OCTOBRE 1996

**LIBÉRALISATION** Il y a dix ans, le 27 octobre 1986, jour du « big bang », la place financière de Londres changeait radicalement ses règles de fonctionnement et ses pra-

tiques et se lançait dans la déréglementation sans entrave ni garde-fou. L'OBJECTIF de cette vaste réforme était de conforter le rôle de Londres comme première place fi-

nançière du Vieux Continent. Il a été atteint : le volume d'affaires a été, depuis, multiplié par six. CONTREPARTIE de cette réussite, la plupart des grandes banques d'affaires bri-

tanniques sont passées sous le contrôle d'établissements américains, suisses, allemands ou néerlandais. LES SCANDALES se sont aussi multipliés. De Guinness à

Maxwell, de Blue Arrow à Morgan Grenfell, le règne, depuis 1986, du chacun pour soi et la disparition des traditions de respect de la parole donnée ont encouragé la fraude.

# La place financière de Londres sort renforcée de dix ans de déréglementation

La libéralisation brutale du marché anglais, le fameux « big bang » du 27 octobre 1986, a permis à la City de conforter sa suprématie européenne. Mais, dans le même temps, les fleurons de la banque britannique sont passés sous contrôle étranger, et les scandales se sont multipliés

**LONDRES**  
de notre correspondant dans la City

Lancée le 27 octobre 1986 à grand fracas médiatique, la déréglementation sans entrave ni garde-fou à la City, le fameux « big bang », a profondément bouleversé la vision de la première place financière européenne. Malgré la perte d'indépendance de plusieurs fleurons de la banque anglaise et les abus des spéculateurs, cette ouverture au vent de la concurrence est considérée comme un succès.

Lorsque Big Ben avait sonné, en ce lundi 27 octobre, le septième coup, la City avait perdu brutalement ses coutumes et privilèges séculiers. Le « big bang » avait marqué l'abandon du système traditionnel de répartition strict des rôles d'agents de change et de contrepartistes - les fameux

jobbers -, la fin des commissions de courtage fixes, la mise en place d'un système de cotation informatisé et la levée de l'interdit empêchant les firmes étrangères de prendre pied dans les charges londoniennes.

Si l'objectif de cette vaste réforme était de conforter le rôle de Londres comme première place financière du Vieux Continent, loin devant Francfort et Paris, ce coup de poker s'est révélé un coup de maître. Le volume d'affaires du London Stock Exchange a été, depuis, multiplié par six, le renforcement des points forts (marchés à terme d'actions) et le poids croissant dans l'économie britannique des services financiers, comptables et juridiques, prouvent le bien-fondé de cette démarche.

Le volet qui retient le plus l'attention, c'est le déferlement dans le vénérable Square Mile des grandes institutions financières étrangères,

en particulier américaines, riches en capitaux et en ressources humaines, qui ont mis la main sur les plus belles banques d'affaires anglaises. En raison d'un ticket d'entrée élevé, les grosses banques européennes, surtout suisses, allemandes ou néerlandaises, ont fait de même, mais plus prudemment. Circospectes dans un premier temps, les Français ont pris des participations dans les firmes moyennes, qui ont connu des fortunes très diverses.

**INVASION**

La City s'est d'autant mieux accommodée de cette invasion qu'elle n'a pas entamé l'emprise des grandes banques anglaises, commerciales ou d'affaires, sur le marché intérieur. Grâce à l'apport de fonds de leur maison mère, ces dernières ont musclé leurs activités

d'investissement, au point qu'actuellement des sociétés comme BZW ou Natwest Markets n'ont plus rien à envier aux géants venus d'ailleurs. La grande surprise a toutefois été la performance décevante des filiales japonaises (raisons culturelles) et des banques commerciales américaines (précipitation). Mais pour éviter de noircir le tableau, côté Anglais, il faut mentionner la réussite des petites charges, style Lazard ou Schroder, qui ont préféré se concentrer sur leur métier de conseil ou de gestion de patrimoine.

Ce grand chambardement a été également accompagné d'un bouleversement des méthodes de travail. L'essor des transactions boursières pour le compte propre des « mégabancues », l'organisation non plus géographique mais par produits ou le recours aux techniques de marketing pour la vente des titres sont la conséquence directe de la mise au rancart des vieilles dentelles. L'expertise, le prix, la gamme des services offerts et la capacité de distribution des actions et obligations ont, petit à petit, supplanté les relations privilégiées et historiques entre le client et son banquier. De surcroît, le « big bang » a entraîné la création de services d'analyse financière ou de conseil en stratégie d'entreprise, grande spécialité de la City. Sans oublier le formidable ou-

til informatique qui s'est révélé une arme stratégique redoutable pour capter les ordres de vente ou d'achat, en particulier européens.

De Guinness à Maxwell, de Blue Arrow à Morgan Grenfell, comme le montrent les nombreux scandales qui ont secoué la City depuis 1986, le règne du chacun pour soi a, incontestablement, encouragé la fraude. La fiabilité morale de la place a souffert de l'altération de l'esprit traditionnel. La fameuse devise « Ma parole vous sert de garantie » (My Word is my Bond) s'apparente aujourd'hui à un souvenir depuis l'explosion des rémunérations et des pratiques de débâchage inconnues jusqu'alors.

**MANQUE DE CONTRÔLE**

Les adeptes du délit d'initié se sont joués de la plus grande transparence du négoce, de l'enregistrement automatique des conversations téléphoniques et de la multiplication des procédures de contrôle, internes comme externes. A la lumière des lacunes de l'autorité supérieure de contrôle, la SIB comme des organismes d'autorégulation mis en place à l'époque, bon nombre d'opérateurs reconnaissent, aujourd'hui, la nécessité de disposer d'un véritable gendarme boursier.

Les incertitudes quant à l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union

**Sir Nicolas Goodison, vice-président du groupe Lloyds-TSB**  
« Je ne conçois pas l'émergence, à Paris, d'un marché des capitaux de premier plan »

**SIR NICOLAS GOODISON**, vice-président du groupe Lloyds-TSB, fut, en tant que président du London Stock Exchange de 1976 à 1989, l'un des principaux architectes du « big bang » londonien.

« A votre avis, quels furent les changements les plus importants induits par le « big bang » ? - Grâce à la déréglementation, Londres est devenue le centre de négoce des actions, non seulement en Europe mais dans le monde. Tokyo et New York étant, pour l'essentiel, des marchés domestiques.

« Est-ce un succès global de suppression de tous les privilèges ? - L'histoire britannique a tendance à être qu'une succession d'accidents. La position du contrôle des changes, en 1986, imposait des banques anglaises à l'étranger. Pénuries des commissions fixes, rendaient ce changement inévitable.

« Le passage sous contrôle étranger de nombreuses banques d'affaires britanniques ne constitue-t-il pas une grave revers ? - La nationalité du propriétaire de ces établissements n'a pu être préservée. Peu importe, tant que les activités restent à Londres. Les investisseurs étrangers ont permis à la City d'atteindre la masse critique. Si vous voulez imposer la loi de la concurrence, il faut démanteler toutes les barrières et accepter l'idée de perdre peut-être son indépendance.

« Quelle fut votre plus grande surprise ? - La rapidité avec laquelle les courtiers ont déserté la corbeille. Une semaine après le « big bang », la crie avait quasiment disparu.

« La libéralisation vous a-t-elle permis d'encourager la fraude ? - Il n'y a pas de lien de cause à effet. Qui dit activité financière dit scandale possible. Des gens peu scrupu-

leux, motivés par l'appât du gain et prêts à violer les règlements, existent toujours. Le système de surveillance actuellement en place, mêlant organisme d'autorégulation et arsenal législatif, est parfaitement adéquat.

« La City ne va-t-elle pas souffrir de l'introduction de l'euro si la Grande-Bretagne ne participe pas à l'Union monétaire européenne ? - Il s'agit d'un choix difficile. L'euro imposera de lui-même dans de nombreuses activités de la City, comme les règlements interbancaires, le marché obligataire, le financement des exportations ou le négoce des devises. Cela dit, quelle que soit la décision prise sur le plan politique, la City est bien équipée pour conserver sa prééminence internationale. C'est ici qu'on vient faire des affaires. C'est la raison principale pour laquelle des banques prestigieuses, comme la Deutsche Bank ou Paribas, ont choisi de transférer leurs activités de banques d'affaires à Londres.

« Que doit faire une place comme Paris pour concurrencer efficacement Londres ? - Je ne conçois pas l'émergence, à Paris, d'un marché des capitaux de premier plan, capable de saper la position dominante de Londres. La tradition protectionniste est trop forte. Par ailleurs, sur ce fuseau horaire, il n'y a place que pour un seul acteur de poids. Tenter de capter une partie des ordres londoniens ne serait pas une décision sage. Il vaut mieux se concentrer sur le marché intérieur et attirer les capitaux internationaux via les privatisations. Il ne faut pas sous-estimer l'avantage de l'anglais, langue des affaires, en raison, notamment, du poids économique des Etats-Unis. »

Propos recueillis par Marc Roche

## Les places européennes se préparent au choc de l'euro

**Avec l'introduction** de la monnaie unique, qui modifiera en profondeur le travail des professionnels et qui risque de bouleverser la hiérarchie des places, le paysage financier européen va connaître un nouveau « big bang ».

La loi du 2 juillet 1996 sur la modernisation des activités financières, transposant la directive européenne sur les services d'investissement (DSI), a d'ores et déjà mis Paris à l'heure de l'euro. Ce texte, présenté par le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthès, comme une « pièce essentielle de la réalisation du marché unique », a permis d'assurer l'unité des différents compartiments de marché, de réaménager le statut des intermédiaires et le fonctionnement des institutions de place (création d'un conseil des marchés financiers, modification des prérogatives et de l'organisation de la Commission des opérations de Bourse). Enfin, il a offert un « passeport européen » aux entreprises d'investissement désireuses d'exercer leurs activités dans d'autres pays de l'Union.

L'ouverture totale des frontières et l'introduction d'une monnaie commune auront pour effet de renforcer la compétition entre les établissements financiers mais aussi d'atténuer la concurrence entre les

places. La grande question est de savoir qui de Londres, de Paris ou de Francfort l'emportera. D'ores et déjà, chacune des trois capitales cherche à avancer ses pions, à conserver ses points forts et à combler ses lacunes, afin de devenir « la » place européenne de référence. La bataille fait rage, notamment, sur les marchés dérivés (contrats à terme et options), en forte expansion.

**RAPPROCHEMENT ABANDONNÉ**

L'introduction de l'euro, qui se traduira par une convergence des rendements, aura pour conséquence d'unifier les contrats à terme sur les différents produits de taux d'intérêt. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999, par exemple, les contrats Plor 3 mois français et euromark 3 mois allemand deviendront des produits strictement identiques.

La stratégie de rapprochement qu'avaient adoptée Paris et Francfort, afin de pouvoir détrôner le marché à terme londonien (Liffe), a été abandonnée. Le 15 août, la Société des Bourses allemandes (DBAG) faisait savoir que les négociations entre la Deutsche Termin Börse (DTB), le marché à terme allemand, et son homologue français, le Matif (marché à terme international de France), visant à renforcer leur coopération et à

échanger leurs produits, avaient échoué. Le Matif n'a pas tardé à réagir et a annoncé, le 15 octobre, une série de mesures destinées à promouvoir ses contrats de taux d'intérêt dans la perspective du passage à la monnaie unique.

Le divorce entre Paris et Francfort n'a toutefois pas réussi à rassurer entièrement le Liffe. A la mi-septembre, son président, Jack Wigglesworth, a solennellement prié le gouvernement britannique de garder « la porte de l'Union économique et monétaire ouverte aussi longtemps que possible » afin de ne pas faire le jeu de ses rivaux continentaux.

De façon générale, l'inquiétude règne à la City, qui redoute de voir le rôle prééminent qu'elle occupe sur les marchés de change, d'actions et d'obligations internationales être remis en cause par l'attitude anti-européenne de Londres. Cette crainte a été récemment renforcée par la publication d'une étude réalisée par le cabinet de consultants Healey & Baker auprès de 500 hommes d'affaires, qui prédissent que Londres perdra sa suprématie en tant que centre financier européen au profit de Francfort si le Royaume-Uni se tient à l'écart de l'Union monétaire.

Pierre-Antoine Delhommais

Le samedi 26 octobre,

**Patrick LE LAY**

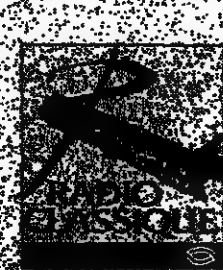
President-Directeur général de TF1  
President-Directeur général de TPS

sera l'invité de la rédaction  
de Radio Classique dans son émission

QUESTIONS ORALES

Un Rendez-vous dès 12 h  
pour débattre :

- Des grandes manœuvres audio-visuelles (bouquets numériques, decodeurs...),
- Des alliances européennes - ou planétaires ?
- De l'évolution du paysage et du marché de l'audio-visuel...





## Le président de Philips annonce de nouvelles restructurations

Plus de 6 000 suppressions d'emplois sont prévues

**EINDHOVEN**  
de notre envoyé spécial  
« Les résultats du troisième trimestre sont très décevants. Bien sûr, nous pourrions accuser le marché, la concurrence qui réduit les marges bénéficiaires. Mais nous – le management – sommes les véritables responsables. Nous avons été trop optimistes. Nous avons surestimé notre capacité à croître et à changer. » La présence de Cor Boonstra, le successeur de Jan Timmer à la tête du géant néerlandais Philips, n'était pas prévue pour la présentation des résultats trimestriels, jeudi 24 octobre. Il a néanmoins tenu à venir lui-même annoncer un nouveau tour de vis dans le groupe, qui passera 3 milliards de francs de provisions pour restructurations au quatrième trimestre, s'ajoutant aux 2,4 milliards déjà annoncés l'été dernier pour la seule division audiovisuelle.

Dudley Eustace, vice-président de Philips, avait auparavant détaillé les résultats du troisième trimestre : le bénéfice net est tombé à 369 millions de francs, contre 1,6 milliard un an plus tôt. Pour les neuf premiers mois de l'année, le bénéfice net est réduit à 1 milliard de francs, contre 5,6 milliards de francs l'an dernier à même époque.

En patron qui a fait une grande partie de sa carrière dans des entreprises américaines, Cor Boonstra a parlé sans détours. Les efforts seront douloureux pour tous, y compris le management : « Il faut faire plus avec moins de personnes », a-t-il affirmé, indiquant

que des suppressions d'emplois sont prévues au siège d'Eindhoven. Quant aux activités les moins rentables, Cor Boonstra n'y va pas par quatre chemins : il faut redresser la barre ou « y mettre fin, voire les vendre ».

« Il n'y a plus ni tabous ni vaches sacrées chez Philips », martèle son nouveau président. Alors que Jan Timmer, son prédécesseur, y était réticent, Cor Boonstra songe à introduire en Bourse certaines branches de la multinationale, sans préciser lesquelles. Mais il ne dévie pas de la ligne de son prédécesseur en annonçant que Philips, qui emploie 274 000 salariés, ira au-delà des 6 000 suppressions d'emplois annoncées l'été dernier. Combien et dans quelles activités ? On peut déduire des mauvais résultats en Europe occidentale que le Vieux Continent sera touché en priorité. Les syndicats néerlandais affirment que les Pays-Bas, la France, la Belgique et l'Allemagne sont concernés.

« Philips n'est plus au bord de la faillite, comme il y a six ans. Mais le toit fuit. Il faut réparer », plaide Cor Boonstra. A mots couverts, il annonce donc de profonds changements pour la firme plus que centenaire. Cor Boonstra chiffre ses objectifs. Le nouveau président « veut décaler un cash-flow positif de 3 milliards de francs en 1997, un retour sur les actifs nets de 24 % (il n'atteint que 8,4 % pour les neuf premiers mois de 1996), et afficher sur la durée un taux de croissance à deux chiffres ».

Alain Franco

## Suppressions d'emplois envisagées chez Framatome

**SELON LES SYNDICATS** de Framatome, quatre cents à cinq cents emplois seront supprimés au siège du groupe dans les services centraux (administration, comptabilité, gestion de personnel) dès 1997 si le fabricant de chaudiers nucléaires fusionne avec le groupe franco-britannique GEC-Alsthom. Cette évaluation a été faite après la rencontre, le 23 octobre, des représentants du fonds de salariés Framéparis (5 % du capital) avec Philippe Rouvillois. Par ailleurs, 400 salariés de Framatome se sont rassemblés le 24 octobre devant le palais Bourbon pour remettre au président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, 4 300 pétitions exigeant l'ouverture d'un débat parlementaire sur la politique énergétique française. Une délégation a été reçue par un représentant de M. Séguin.

### DÉPÊCHES

■ **BANQUE LAYDERNIER** : le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (Cecis) a donné son accord, à la suite d'une demande de la commission de privatisation, à une candidature des Caisse d'épargne au rachat de la banque Laydermier, filiale du Crédit lyonnais. L'Association française des banques conteste la capacité juridique de l'Eureuil à se porter acquéreur d'une banque classique.

■ **CGIP** : la holding d'Ernest-Antoine Seillière a vendu, jeudi 24 octobre, 9,9 % de sa participation dans la société américaine d'emballage Crown Cork & Seal. Le groupe prévoit aussi l'exercice d'une option sur un complément de 15 % des actions mises en vente. L'opération, dirigée par Lazard Frères, devrait rapporter à la CGIP plus de 3 milliards de francs, si l'option est exercée. Cette somme devrait servir au rachat de 28 % du capital de l'équipementier automobile Valeo.

■ **RENAULT** : Pierre Joco, le président de Mack Trucks, filiale américaine de Renault VI, va quitter le groupe Renault où il était entré il y a trente-trois ans. Il sera remplacé par Michel Gigou, actuel directeur général de Renault au Royaume-Uni. M. Joco est l'homme qui avait mis en œuvre en 1987, aux côtés de Raymond Lévy, la politique de « qualité totale ».

■ **SINCF** : la compagnie a légèrement révisé à la hausse ses pertes 1996, à 12,5 milliards de francs, contre un budget initial de 12,1 milliards de francs. En 1995, le déficit était de 16,6 milliards.

■ **THOMSON** : la CFDT et la CGT du groupe ont décidé, le 24 octobre, d'appeler à une manifestation, mercredi 20 novembre, pour protester contre les conditions de privatisation de la firme.

## La direction de La Poste va restructurer l'entreprise en quatre branches d'activités

Selon FO, 30 000 personnes pourraient changer de fonctions

La Poste, actuellement organisée autour de trois directions opérationnelles (courrier, services financiers, messageries), se structurera, selon

Force ouvrière, en quatre branches. Celles-ci disposeront d'un budget propre et d'une direction des ressources humaines aux pouvoirs étendus.

FO, syndicat pourtant réformiste, dénonce cette restructuration « à la hussarde » qui pourrait affecter directement 10 % des postiers.

**PETITE réforme ou révolution à La Poste ?** Si la direction plaide pour la première hypothèse, Force ouvrière (FO), qui divulgue le projet de réforme des structures de La Poste, craint la seconde.

Jusqu'au printemps, La Poste ne disposait que de deux directions opérationnelles : la direction du courrier et la direction des clientèles financières. Depuis, une troisième direction a vu le jour : les messageries. Selon Jacques Lemercier, secrétaire général de FO PTT, les trois directions vont prochainement laisser la place à quatre branches. Les termes ne sont pas neutres : contrairement à une direction, une branche dispose de son propre budget et d'une direction des ressources humaines aux pouvoirs étendus.

Mais surtout, à côté des branches courrier, services financiers et messageries, va apparaître une quatrième branche réseau grand public, qui gèrera les 17 000 bureaux de poste. A la tête de cette dernière, Jacques Lenormand, jusqu'ici directeur des clientèles financières, devenu la « bête noire » des banques, pour avoir stoppé la chute de La Poste dans son activité financière. Cette nomination montre que La Poste n'a au-

cunement l'intention de réduire ses activités financières. Au contraire, la direction dissimule de moins en moins son intention d'étendre ses activités dans l'assurance, comme la loi le lui permet.

### ÉPINEUSE QUESTION

Pour Force ouvrière, syndicat réformiste qui ne s'oppose pas, par principe, à une modification des structures existantes, ce redécoupage anticipe l'adoption de la directive européenne en préparation. Pourtant la France s'y oppose parce qu'elle accélère l'ouverture à la concurrence des segments de marché les plus rémunérateurs.

Conformément à ce que prévoit la directive, le nouveau découpage segmente les différentes clientèles : la branche courrier concerne les particuliers ; les entreprises seront les clientes de la branche messageries, elle-même divisée en trois parties : les paquets d'entreprise à entreprise, les colis grand public et la vente par correspondance qui disposera de sept « bases de traitement » spécifiques.

Reste à résoudre l'épineuse question des 135 centres de tri. Sans les fermer – ce qui serait socialement explosif –, La Poste ouvrirait dans les prochains mois neuf

centres dits « de régulation », très automatisés et où les agents, souvent contractuels, sont censés être moins sensibles aux sirènes syndicales. Opérationnel depuis mi-octobre, l'un d'eux, à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), est même une société de droit privé : la Société de traitement automatique et d'acheminement (STAA), dont La Poste possède 51 % du capital, le reste étant réparti entre Alcatel (15 %) et un routeur Eurotri (34 %).

Alors qu'en Ile-de-France les syndicats tentent de mobiliser les postiers contre la STAA, la réforme des structures pourrait, selon FO, faire monter la tension d'un cran. La présidence de La Poste n'a pas caché que la nouvelle configuration du réseau remettrait en cause l'organisation territoriale actuelle. « Entre les délégations régionales, les directions départementales et les services, on ne peut pas exclure que 30 000 personnes soient amenées à changer de fonction dans les trois ans », pronostique M. Lemercier. « Préparer ce changement sans la moindre consultation des syndicats est le meilleur moyen de mettre le feu aux poudres », conclut-il.

Frédéric Lemaître

### Nomination politique à la future ART

L'autorité de régulation des télécommunications (ART), qui fonctionnera à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain pour veiller au bon déroulement de la concurrence dans ce secteur, sera présidée par Jean-Michel Hubert. Cet X-Télécoms de cinquante-sept ans, passé par les cabinets ministériels auprès de Michel Poniatowski, a fait une grande partie de sa carrière au ministère de l'Intérieur, avant de rejoindre, en 1986, la Mairie de Paris, dont il est devenu secrétaire général en mai 1992. Un parcours très politique pour cet ingénieur de formation dont la carrière avait commencé au centre de recherche de France Télécom. Dans la perspective de l'ouverture du marché européen des télécommunications, l'ART reprendra une partie des attributions de l'actuelle direction générale des postes et télécommunications (DGPT), que dirige le juriste Bruno Lasserre.

## Le Conseil d'Etat rejette la réforme des pouvoirs à EDF

**NOUVEAU** revers pour Edmond Alphandéry. Après avoir tenté de réorganiser en force l'état-major d'Electricité de France, et de concentrer vers sa fonction tous les pouvoirs, le président d'EDF a dû revoir sa copie sous la pression du gouvernement. Jeudi 24 octobre dans la soirée, après consultation du Conseil d'Etat, il a renoncé à nommer lui-même son directeur général. Le futur numéro deux de l'entreprise, Pierre Daurès, devrait être désigné par le prochain conseil des ministres en remplacement de François Allieret.

Dans cette perspective, le conseil d'administration du vendredi 25 octobre devait proposer au gouvernement le nom de Daurès. Dans le même temps, les administrateurs devaient prendre acte de la nouvelle organisation, et de la répartition des pouvoirs arrêtés entre le président d'EDF et son directeur général.

Le camouflet cette fois vient du Conseil d'Etat. Le 11 septembre,

Edmond Alphandéry annonçait une réorganisation de son état-major en supprimant les quatre directeurs généraux. L'idée était de simplifier les structures pour raccourcir les circuits de décision en supprimant un échelon. Cette décision provoquait de fortes turbulences dans l'entreprise. Elle apparaissait illégale, car non conforme à la loi de nationalisation de 1946, qui prévoit la séparation des fonctions de président et de directeur général.

**TROIS POSSIBILITÉS**  
Le 29 septembre, le ministre de l'Industrie contraignait Edmond Alphandéry à revenir sur son projet et à réintroduire un directeur général. Le nom de Pierre Daurès, un homme de l'intérieur écarté de la réorganisation en cours, était adopté (Le Monde du 1<sup>er</sup> octobre). En contrepartie, le gouvernement s'engageait à modifier par décret le mode de nomination du directeur général. Celui-ci ne devait

plus être nommé en conseil des ministres, mais par le président d'EDF.

La commission des travaux publics du conseil d'Etat a étudié ce texte le 15 octobre mais ne l'a pas jugé acceptable, affirmant qu'une telle modification ne peut se faire par décret : il faut une loi. L'assemblée générale du conseil d'Etat, réunie le 24 octobre dans l'après-midi, a confirmé cette position. Le représentant du gouvernement a alors proposé une autre version du texte, consistant à nommer le numéro deux de l'entreprise par un arrêté interministériel sur proposition du président d'EDF.

Le gouvernement avait trois possibilités : récrire un décret, ce qui aurait pris un mois, légiférer – mais le gouvernement n'a pas envie d'ouvrir un nouveau front de contestation – ou maintenir la procédure classique. Edmond Alphandéry a alors proposé au ministre de l'Industrie, Franck Boro-

tra, de maintenir la situation en l'état. En contrepartie, il a obtenu la confirmation du renforcement de ses pouvoirs, dont celui de nommer les cadres supérieurs, et d'assurer la présidence de tous les comités internes.

Edmond Alphandéry veut maintenant aller vite, pour faire oublier cette crise qui a pendant plusieurs semaines perturbé la vie de l'entreprise. L'occasion se présente avec le contrat de plan triennal qui doit être adopté en janvier. Au quotidien aussi, le président d'EDF s'implique plus. Il s'est engagé personnellement dans le dossier du chauffage électrique, et veut lui faire regagner des parts de marché. Pour s'imposer durablement, l'ancien ministre de l'Economie doit retrouver rapidement une crédibilité dans l'entreprise. Et s'affirmer face à un directeur général, Pierre Daurès, qui connaît parfaitement tous les rouages.

Dominique Gallois

## M. Lagardère dénonce la compétition franco-française dans la défense

**DEVANT** les sénateurs de la commission des affaires économiques, Jean-Luc Lagardère a, mercredi 23 octobre, semé le trouble en affirmant qu'il n'y avait pas place pour deux fabricants de missiles et de satellites en Europe et que le groupe Thomson-Matra, une fois créé et fort de son caractère « continental », saura « s'imposer » face à l'axe franco-allemand DASA-Aerospatiale promu par le ministre de la Défense. « Les clients, a-t-il dit, cherchent, le plus souvent, à se ménager un choix entre un fabricant américain et un européen. L'industrie européenne de défense devrait plutôt s'organiser face à ce défi que vouloir entretenir en son sein des compétitions ».

Matra défend l'espace a, depuis un an et demi, lancé des appels au partenariat industriel en direction de DASA, qui tarde à mettre au point des accords de fusion de ses activités dans les missiles et l'espace avec Aerospatiale. Matra a toujours exprimé son opposition à ce projet franco-allemand, en faisant valoir son ambition à devenir le « pôle fédérateur » de ces secteurs en Europe. Matra a déjà ouvert un axe franco-britannique en s'alliant avec GEC Marconi dans l'espace (chiffre d'affaires de 8 milliards de francs) et avec British Aerospace (BAe) dans les missiles tactiques (8 milliards de chiffre d'affaires).

Au dernier Salon aéronautique de Farnborough, en septembre, des responsables du groupe Aerospatiale avaient fustigé l'attitude des dirigeants de Matra, accusés de tout faire en sous-main pour brouiller les cartes en Europe. Mais, il y a quelques jours, les dirigeants de DASA ont indiqué que la constitution du nouveau groupe Thomson-Matra (au deuxième rang mondial, avec 60 milliards de francs de chiffre d'affaires, derrière l'américain Lockheed Martin Loral) était à prendre en considération dans leurs réflexions. Matra entend déjà des partenariats outre-Rhin, avec DASA dans les armements, la propulsion de missiles et les composants, et avec Diehl, pour les munitions « intelligentes » et les autodirecteurs.

Dès l'annonce, le 16 octobre, par Matignon, de la préférence donnée à Matra pour la reprise de Thomson, le ministre de la Défense, Charles Millon, a indiqué que la France maintenait son intention d'avoir deux « pôles » concurrents pour les missiles et pour les satellites : le premier autour d'un partenariat franco-allemand et le second autour d'une entente franco-britannique. Cette position a été réaffirmée, le 24 octobre, dans l'entourage du ministre de la Défense. De son côté, le groupe Aerospatiale a fait savoir qu'il était plus dans les attributions du ministre de la Défense que dans celles de Jean-Luc Lagardère de définir la politique industrielle de la France.

M. Lagardère a précisé aux sénateurs que « des conversations avaient lieu » avec DASA. Matra discuterait d'une possible association du constructeur allemand à la réalisation d'un projet de missile de croisière dont le groupe français et BAe sont responsables à partir du missile Apache EG-Casom. DASA est déjà allié à l'industriel suédois Bofors sur un avant-projet concurrent de missile de croisière.

Ce thème d'une coopération européenne – triangulaire, à terme, entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France – en matière d'armement est en principe au centre du prochain sommet franco-allemand, le 9 décembre à Nuremberg. Helmut Kohl et Jacques Chirac doivent examiner la liste des programmes financièrement acceptables, au premier rang desquels figurent les satellites d'observation Helios-2 et Horus.

Jacques Isnard

## Paribas supprime les droits de garde sur les titres Paribas.

Reserve aux Actionnaires de Paribas.



Pour tous les adhérents au service gratuit PARIBAS ACTIONNAIRE DIRECT

appelez le N° Vert 0 800 04 05 03

Commandez vos livres par Minitel

36 15 LEMONDE

مكتبة الأمل



■ **LES RÉSERVES DE CHANGES** de la Banque de France ont diminué de 740 millions de francs dans la semaine du 10 au 17 octobre à 121,49 milliards de francs.

NEW YORK ↓ DOW JONES	LONDRES ↓ FT 100	MILAN → MIB 30	FRANKFURT ↓ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

[illegible]

Le titre bénéficie de la bonne orientation des pharmaceutiques, portées par les perspectives de croissance et les restructurations éventuelles.

net de 90,1 millions de francs. Selon un proche du dossier, l'opération devrait être bouclée « d'ici au 1<sup>er</sup> janvier prochain ».

**LE GROUPE PARIDAS** a bénéficié jeudi 24 octobre de la rumeur persistante de la vente d'un peu plus de 50 % du capital de sa filiale, le *Crédit du Nord*, au groupe des Banques populaires. Le titre a gagné 1,97 %, à 335,8 francs. Depuis plusieurs années, la banque de la rue d'Antin cherche à céder le *Crédit du Nord*, sans succès compte tenu de sa situation financière. Pour la première fois depuis 1992, la banque régionale, a affiché au dernier semestre 1996 un bénéfice

net de 90,1 millions de francs. Selon un proche du dossier, l'opération devrait être bouclée « d'ici au 1<sup>er</sup> janvier prochain ».

	24/10	23/10
Alcoa	99,87	98
American Express	46,75	46,62
Allied Signal	63,62	64,12
AT & T	36,25	37,87
Bethlehem	7,87	8
Boeing Co	95,50	97
Caterpillar Inc.	71,62	72,12
Chevron Corp.	66,50	67,25
Coca-Cola Co	30,25	30,25
Disney Corp.	65,37	66,12

	Cours au 30/10	Cours au 23/10	Var. en %
Paris CAC 40	2151,25	2156,25	+0,23
New York Dow Jones	6002,92	6008,92	+0,10
London FT100	2103,00	2103,00	+0,37
Frankfurt DAX	4009,70	4009,70	-0,09
Amsterdam AEX	2678,46	2678,46	-0,79
Madrid IBEX 35	339,18	340,18	-0,23
Bombay S&P 100	2161,11	2159,10	+0,06
Buenos Aires General	1811,18	1809,10	+0,06
Mumbai S&P 100	958	958,90	+0,01
Manila Manila 50	465,10	465,10	+0,12
Sao Paulo Ibovespa	362,42	362,42	+0,16
Sao Paulo Mercat. Interbolsa	1665,68	1665,68	+0,10
London FT100	2854,90	2854,90	-0,16
Hong Kong Hang Seng	12473,60	12473,60	-0,14
Singapore Strait	2059,61	2059,61	+0,03

## NEW YORK

	2010	2009
Alcoa	29.87	58.8
American Express	46.75	46.62
Affiliated Signal	63.62	64.12
AT & T	36.25	37.4
Baskin-Robb	7.87	8
Boeing Co.	52.5	52.5
Caterpillar Inc.	71.62	72.12
Chesrown Corp.	66.50	67.25
Coca-Cola Co.	60.25	60.25
Disney Corp.	65.37	66.12
Dell Comp. & Peripherals	59.25	59.25
Eastman Kodak Co.	67.87	75.12
Exxon Corp.	72.75	75.62
Gen. Motors Corp./H	54.25	54.50
Gen. Electric Co.	96.12	96.75
Goodyear Ty & Rubber	46	46.37
IBM Corp.	127.37	129.12
Infant Paper	46.75	47.25
J.P. Morgan Co.	85	85.37
McCormick Douglas	58.62	59.37
Merck & Co. Inc.	75.12	75.87
Missouri Mining & Smelting	75.12	71.62
Novartis	91.87	91.87
Procter & Gamble Co.	94.87	96.25
Sears Roebuck & Co.	49	49.37
Tesco	60.25	60.62
Union Carbide	102	103.62
United Chemical	170.62	172.50
Westingh. Electric	18.12	18.37
Woolworth	21.62	21.50

## FRANCFORT

### Les valeurs du DAX 30

Allianz Holding H	27
Baif AG	
Bayer AG	
Bay hyp&Wechselb.	
Bayer Vereinsbank	
BMW	8
Commerzbank	
Daimler-Benz AG	
Deggusa	5
Deutsche Bank AG	
Dresdner BR AG FR	
Henkel VZ	
Hoechst AG	
Karstadt AG	5
Unicor AG	9
DT. Lufthansa AG	
M&M AG	
Mannesmann AG	3
Metallgesellschaft AG	
Preussag AG	3
Rwe	
Schering AG	1
Siemens AG	
Thyssen	2
Veba AG	
Völp	9

New York. Dow Jones sur 3 mois

2810	
2767	
48,55	
57,80	
44,92	
56,52	
899,50	
34,37	
89,15	
588	
71,57	
41,25	
68,80	
57,75	
545,50	
935	
20,40	
598,50	
29,09	
585,50	
54,75	
128	
79,92	
277,70	
83,60	
570,50	

PARIS → jour le jour	PARIS ↘ OAT 10 ans	NEW YORK → jour le jour	NEW YORK ↗ Bourse 10 ans	FRANCFORT → jour le jour	FRANCFORT ↘ Bourse 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------	---------------------------------

terminé la séance en baisse, les opérateurs ayant mal réagi à l'annonce d'un net recul des demandes d'indemnités chômage. Les rendements à trente ans étaient remontés à 6,86 %. Le conseil de la Bundesbank avait, pour sa part, sans surprise, choisi de ne pas modifier sa politique monétaire.

La Banque de France a laissé inchangé, vendredi matin, à 3,31 %, le taux de l'argent au jour le jour.

US/F ↓ 3,1415	US/DM ↓ 1,5178	US/Y ↓ 112,8300	DM/F ↓ 3,3757	£/F ↓ 4,1810
---------------------	----------------------	-----------------------	---------------------	--------------------

terme. Mercredi, le chef économiste de la Bundesbank avait affirmé qu'il n'y avait aucune raison d'attendre une nouvelle baisse des taux allemands. Des réductions de rendement supplémentaires outre-Rhin auraient dévalorisé la monnaie allemande.

Le deutschemark cotaît, vendredi matin, 1 003 liras et 74,31 yens. Le franc, en revanche, se tenait très bien face au deutschemark, à 3,3780 francs pour un mark.

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	2070	2070	2370	2510
Jour le jour	2,070	2,070	2,070	2,070
1 mois	2,070	2,070	2,070	2,070
3 mois	2,070	2,070	2,070	2,070
6 mois	2,070	2,070	2,070	2,070
1 an	2,070	2,070	2,070	2,070
<b>PILOR FRANCIS</b>				
Pilbor Francis 1 mois	2,070	2,070	2,070	2,070
Pilbor Francis 3 mois	2,070	2,070	2,070	2,070
Pilbor Francis 6 mois	2,070	2,070	2,070	2,070
Pilbor Francis 9 mois	2,070	2,070	2,070	2,070
Pilbor Francis 12 mois	2,070	2,070	2,070	2,070
<b>PILBOR ECU</b>				
Pilbor Ecu 3 mois	2,070	2,070	2,070	2,070

Fiber Ecu 12 mois

Pibor Ecu 12 mois		1996/97		1997/98	
<b>MATIF</b>					
échéances 24/10	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
<b>NOTIONNEL 10 %</b>					
Déc. 96	113785	126,46	126,44	126,48	126,32
Mars 97	3796	126,46	126,40	126,48	126,32
juin 97	1003	126,46	125,14	126,48	124,98
Sept. 97		126,46			
<b>PIBOR 3 MOIS</b>					
Déc. 96	19467	96,48	96,45	96,43	96,44

Juln 97	5289	7.0963%	96,38	96,38	96,34
Sept. 97	4083	5.9820%	96,77	96,75	96,75

juin 97	5280	7,88%	96,38	96,85%	96,34
Sept. 97	4099	11,90%	96,27	96,85%	96,25
<b>EDU LONG TERM</b>					
Déc. 96	995	—	94,10	7,48%	93,94
Mars 97	—	—	—	7,82%	93,41

<b>CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40</b>					
échéances 24/10	volumé	derrière	plus haut	plus bas	premier prix
Oct. 96	14754	2162,1	2161	2140,4	2157
Nov. 96	4239	2162,1	2164	2150,3	2162
Déc. 96	1099	2162,1	2169	2159,4	2167
Mars 97	140	2162,1	2181	2158,9	2165,50

PARITES DU DOLLAR	24/10	24/10	Var. %
FRANCPORT : USD/DM	1,5178	1,5235	- 0,38

PARITES DU DOLLAR	2510	2420	Var. %
FRANCFRANC : USD/DM	1,5178	1,5203	- 0,34
TOKYO : USD/YEN	112,8300	113,6500	- 0,19

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES				
DEVISES complètes :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar-Etats-Unis	5,1613	5,1993	5,1765	5,1748
Yen (100)	4,5780	4,5730	4,6054	4,6016
Deutschmark	3,3612	3,3814	3,3814	3,3815
Franc Suisse	4,1115	4,0705	4,1222	4,1161
Lire (100)	3,3798	3,3764	3,3881	3,3881
Unité de compte	8,2392	8,2350	8,2455	8,2393
Peseta (100)	4,0156	4,0039	4,0194	4,0195
Franc Belge	16,418	16,418	16,428	16,401

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES			
DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurodollar	3,25	3,60	3,50
Eurodevisse	3,25	3,60	3,50
Eurofranc	5,81	5,89	6,06
Eurodeutchmark	3,09	3,09	3,09

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

METALS MATIÈRES PREMIÈRES		METALS (New-York)	
INDICES			
Dow-Jones commodities	2470	2370	Argent à terme
Dow-Jones à terme	225,09	223,69	Platine à terme
CLB	374,78	375,91	Palladium
	242,95	244,71	GRAINES, DENRÉES à terme
			Bls (Chicago)
			Mls (Chicago)
METALS (Londres)			Grain, soia (Chicago)
Cuivre comptant	1999	2076	Tourti, soia (Chicago)
Cuivre à 3 mois	1972	1983	GRAINES, DENRÉES à terme
Aluminium comptant	1361,50	1364,50	P, de terre (Londres)
Aluminium à 3 mois	1412	1396	

Plomb à 3 mois	732	738,50	SOFTS
Brain comptant	5920	5950	Cacao (New-York)
Or à 3 mois	5080	5085	Café (Londres)

Plomb à 3 mois	732	738,50	SOFTS
Etain comptant	5920	5950	Cacao (New-York)
Etain à 3 mois	5980	6006	Café (Londres)
Zinc comptant	999	1002	Sucre blanc (Paris)
Zinc à 3 mois	1023,50	1028	OLEAGINEUX, AGRUMES
Nickel comptant	7080	7069	Coton (New-York)
Nickel à 3 mois	7180	7182	Jus d'orange (New-York)

DU DOLLAR	25/10	24/10	Var. %
DRT: USD/DM	1,5178	1,5235	-0,38

USD/Yens	112,8300	113,0500	~ 0,19	
<b>MÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES</b>				
comptant: demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois	
pts-Units	5,1613	5,1993	5,1765	5,1745
mark	4,5780	4,5730	4,6054	4,6076
se	3,3612	3,3814	3,3818	3,3813
1000	4,1115	4,1095	4,1122	4,1074
ling	3,7769	3,3760	3,3831	3,3814
ge	8,2392	8,2350	8,2456	8,2393
age	4,0156	4,0139	4,0194	4,0155
ge	16,418	16,410	16,428	16,401

### D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

3	3.37	3.41	3.50
4	5.28	5.41	5.50
5	5.81	5.94	6.06
Benchmark	3.09	3.09	3.09

## LES PREMIÈRES

	1997-98	1998-99	1999-00	2000-01
<b>MEAT&amp;LAMB</b>				\$/cwt
Argent 1 term		4.91		4.95
Platine 1 term		390.50		389.20
Palladium		119.10		119.50
<b>GRAIN</b>				\$/bushel
Wt (Chicago)		3.54		4.06
Mals (Chicago)		2.82		2.93
Grain, sole (Chicago)				2.93
Tourt, sole (Chicago)		229.50		227.80
<b>CRAB, CRAY, &amp; OTHERS</b>				\$/lb
CRAB, (Londres)		25		25
CRAY, (Londres)		25		25
Orgh (Londres)				
<b>SOFTS</b>				\$/lb
Cacao (New-York)	1370			1390
Cafe (Londres)				
Sucre (New-York)				
<b>OLEAGINEUX, AGRIUMES</b>				cents/lb
Coton (New-York)				
Juice d'orange (New-York)	1.07			1.0



RÈGLEMENT  
MENSUEL

VENDREDI 25 OCTOBRE

Liquidation : 22 novembre

Taux de report : 3,38

Cours relevés à 12h30

CAC 40  
PARIS

+0,28%

CAC 40 :

2157,71

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Nominal (1)
B.N.P. (T.P.)	915	915	0,00	1000
C.L.Y. (T.P.)	790	790	0,00	1000
Renault (T.P.)	1295	1295	+0,18	1000
Rhone-Poulenc (T.P.)	1825	1825	0,00	1000
Saint-Gobain (T.P.)	1194	1194	0,00	1000
Thomson S.A. (T.P.)	1015	1015	0,00	1000
Accor	625	625	+0,15	1000
ACF-Asa, Can. France	149,40	149,40	0,00	1000
Alr Liquide	792	792	+0,25	1000
Alcatel Alsthom	446,50	446,50	0,00	1000
Asa	213,20	213,20	+0,14	1000
Avine	499	499	+0,30	1000
Bail Investis	775	775	+0,38	1000
Bercare (Cie)	507	507	+1,38	1000
Bazar Inc. Vite	46,40	46,40	+0,21	1000
Bertrand Faure	175	175	+0,30	1000
BIC	760	760	+0,13	1000
B.N.P.	538	538	+0,57	1000
Bollore	197	197	+0,08	1000
Bollore Techno.	544	544	+0,73	1000
Bouygues	2051	2051	+0,72	1000
Caen	311	311	+0,19	1000
Cap Gemini	1288	1288	+0,12	1000
Carbone Lorrain	239,30	239,30	+0,34	1000
Carrefour	774	774	+0,51	1000
Cashco Global	2812	2812	+0,46	1000
Cashco Global ADP	227,20	227,20	+0,08	1000
Cassandre DI (L.)	162	162	+0,11	1000
C.C.F.	232,30	232,30	+0,38	1000
CCM (Cie CCM) Ly.	44,50	44,50	+0,21	1000
CGI (Ly.)	502	502	+0,39	1000
CEP Communication	330	330	+0,28	1000
Ceris Europ. Reun.	128	128	+0,50	1000
CGP	1182	1182	+0,33	1000
Chargers Int.	220	220	+0,54	1000
Christian Dior	622	622	+1,20	1000
Cine Fr. Priv.	168,10	168,10	+0,53	1000
Cie France Ly.	628	628	+0,29	1000
Carins	723	723	+1,24	1000
Club Med	236,90	236,90	+0,34	1000
Colson	237,20	237,20	+0,37	1000
Colson	457	457	+0,13	1000
Comptoir Entrep.	1,40	1,40	+0,25	1000
Comptoir Mod.	2420	2420	+1,44	1000
CPH	428	428	+0,31	1000
Créd. Fon. France	68,50	68,50	+0,30	1000

Créd. Local For.	429	429	+0,20	1000
Créd. Lyonnais G.	139,20	139,20	+0,18	1000
Créd. National	227,60	227,60	+0,18	1000
CS Signaux (SEB)	222,30	222,30	+0,27	1000
Danone	4180	4180	+0,28	1000
Dassault	714	714	+0,28	1000
Dassault Aviation	1021	1021	+0,88	1000
Dassault Electron.	394	394	+0,12	1000
Dassault Systems	214,50	214,50	+1,89	1000
De Dietrich	200	200	+0,25	1000
Degremont	390,50	390,50	+0,24	1000
Devel. N.P. Cal Li e	39,50	39,50	+0,05	1000
DMC (Dallus M)	148,50	148,50	+0,05	1000
Enx (Cie des)	130	130	+0,25	1000
Effage	604	604	+0,21	1000
El Agouti	235,10	235,10	+1,23	1000
El Agouti	420,50	420,50	+0,64	1000
Edinburgh Beghin	232,50	232,50	+0,21	1000
Edinburgh Beghin	807	807	+1,34	1000
Edinburgh Beghin	1339	1339	+0,59	1000
Edinburgh Beghin	1051	1051	+0,09	1000
Edinburgh Beghin	326	326	+0,09	1000
Edinburgh Beghin	2142	2142	+1,54	1000
Edinburgh Beghin	16,40	16,40	+0,28	1000
Edinburgh Beghin	1112	1112	+0,42	1000
Edinburgh Beghin	1101	1101	+0,14	1000
Edinburgh Beghin	480	480	+0,20	1000
Edinburgh Beghin	441	441	+0,10	1000
Edinburgh Beghin	431	431	+0,10	1000
Edinburgh Beghin	1829	1829	+0,16	1000
Edinburgh Beghin	118,50	118,50	+0,24	1000
Edinburgh Beghin	446,50	446,50	+0,57	1000
Edinburgh Beghin	410	410	+0,10	1000
Edinburgh Beghin	2105	2105	+0,29	1000
Edinburgh Beghin	368,60	368,60	+0,70	1000
Edinburgh Beghin	439	439	+0,46	1000
Edinburgh Beghin	321	321	+0,39	1000
Edinburgh Beghin	111,20	111,20	+0,25	1000
Edinburgh Beghin	247,90	247,90	+0,37	1000
Edinburgh Beghin	848	848	+0,35	1000
Edinburgh Beghin	268	268	+0,10	1000
Edinburgh Beghin	338,60	338,60	+0,38	1000
Edinburgh Beghin	604	604	+0,15	1000
Edinburgh Beghin	786	786	+0,59	1000
Edinburgh Beghin	1105	1105	+0,10	1000
Edinburgh Beghin	668	668	+0,10	1000
Edinburgh Beghin	789	789	+0,12	1000
Edinburgh Beghin	302,80	302,80	+0,33	1000
Edinburgh Beghin	170	170	+0,10	1000
Edinburgh Beghin	260	260	+0,10	1000
Edinburgh Beghin	182,30	182,30	+0,01	1000
Edinburgh Beghin	888	888	+0,11	1000
Edinburgh Beghin	105	105	+0,10	1000
Edinburgh Beghin	189	189	+0,10	1000
Edinburgh Beghin	720	720	+0,09	1000
Edinburgh Beghin	1770	1770	+1,12	1000
Edinburgh Beghin	1145	1145	+0,18	1000
Edinburgh Beghin	499,60	499,60	+0,41	1000

Marine World	465	465	+0,43	1000
Masclan	49,60	49,60	+1,46	1000
Masclan	13,60	13,60	+0,86	1000
Masclan	24,30	24,30	+0,86	1000
Masclan	99	99	+2,02	1000
Masclan	129	129	+1,35	1000
Masclan	570	570	+0,43	1000
Masclan	374	374	+0,61	1000
Masclan	86	86	+0,39	1000
Masclan	35,30	35,30	+0,32	1000
Masclan	1334	1334	+1,10	1000
Masclan	220	220	+0,06	1000
Masclan	268	268	+0,06	1000
Masclan	562	562	+0,53	1000
Masclan	1910	1910	+0,83	1000
Masclan	421,10	421,10	+0,06	1000
Masclan	527	527	+0,94	1000
Masclan	1429	1429	+0,13	1000
Masclan	424,50	424,50	+0,55	1000
Masclan	124	124	+0,80	1000
Masclan	119,90	119,90	+0,33	1000
Masclan	147	147	+0,10	1000
Masclan	14,50	14,50	+0,73	1000
Masclan	24,60	24,60	+0,40	1000
Masclan	1320	1320	+0,13	1000
Masclan	14,60	14,60	+1,91	1000
Masclan	18,70	18,70	+1,23	1000
Masclan	3130	3130	+0,67	1000
Masclan	898	898	+0,14	1000
Masclan	1332	1332	+0,14	1000
Masclan	465	465	+0,12	1000
Masclan	392	392	+0,35	1000
Masclan	465,50	465,50	+1,13	1000
Masclan	135,40	135,40	+1,23	1000
Masclan	745	745	+0,67	1000
Masclan	246,40	246,40	+1,23	1000
Masclan	193,30	193,30	+0,12	1000
Masclan	193	193	+0,12	1000
Masclan	35,40	35,40	+0,10	1000
Masclan	205	205	+0,24	1000
Masclan	72	72	+0,09	1000
Masclan	1048	1048	+0,09	1000
Masclan	28,50	28,50	+0,02	1000
Masclan	322	322	+0,09	1000
Masclan	449,30	449,30	+0,11	1000
Masclan	103	103	+0,25	1000
Masclan	354	354	+0,10	1000
Masclan	353	353	+0,10	1000
Masclan	294	294	+0,08	1000
Masclan	403,50	403,50	+0,02	1000
Masclan	193,30	193,30	+0,07	1000
Masclan	321	321	+0,10	1000
Masclan	382	382	+0,11	1000
Masclan	403,50	403,50	+0,02	1000
Masclan	490	490	+0,05	1000
Masclan	458	458	+0,14	1000
Masclan	160,50	160,50	+0,12	1000
Masclan	403,50	403,50	+0,02	1000
Masclan	105,70	105,70	+0,06	1000
Masclan	465	465	+0,08	1000
Masclan	41,70	41,70	+0,21	1000
Masclan	465	465	+0,12	1000
Masclan	165	165	+0,01	1000

Unitel	501	501	+1,79	1000
Unitel	578	578	+0,04	1000
Unitel	77	77	+0,04	1000
Unitel	254,50	254,50	+0,30	1000
Unitel	260,90	260,90	+2,08	1000
Unitel	135	135	+0,20	1000
Unitel	260,90	260,90	+1,40	1000
Unitel	1402	1402	+0,42	1000
Unitel	1168	1168	+1,22	1000

Unitel	501	501	+1,79	1000
Unitel	578	578	+0,04	1000
Unitel	77	77	+0,04	1000
Unitel	254,50	254,50	+0,30	1000
Unitel	260,90	260,90	+2,08	1000
Unitel	135	135	+0,20	1000
Unitel	260,90	260,90	+1,40	1000
Unitel	1402	1402	+0,42	1000
Unitel	1168	1168	+1,22	1000

Unitel	501	501	+1,79	1000
Unitel	578	578	+0,04	1000
Unitel	77	77	+0,04	1000
Unitel	254,50	254,50	+0,30	1000
Unitel	260,90	260,90	+2,08	1000
Unitel	135	135	+0,20	1000
Unitel	260,90	260,90	+1,40	1000
Unitel	1402	1402	+0,42	1000
Unitel	1168	1168	+1,22	1000

Unitel	501	501	+1,79	1000
Unitel	578	578	+0,04	1000
Unitel	77	77	+0,04	1000
Unitel	254,50	254,50	+0,30	1000
Unitel	260,90	260,90	+2,08	1000
Unitel	135	135	+0,20	1000
Unitel	260,90	260,90	+1,40	1000
Unitel	1402	1402	+0,42	1000
Unitel	1168	1168	+1,22	1000

Unitel	501	501	+1,79	1000
Unitel	578	578	+0,04	1000
Unitel	77	77	+0,04	1000
Unitel	254,50	254,50	+0,30	1000
Unitel	260,90	260,90	+2,08	1000
Unitel	135	135	+0,20	1000
Unitel	260,90	260,90	+1,40	1000
Unitel	1402	1402	+0,42	1000
Unitel	1168	1168	+1,22	1000

Unitel	501	501	+1,79	1000
Unitel	578	578	+0,04	1000
Unitel	77	77	+0,04	1000
Unitel	254,50	254,50	+0,30	1000
Unitel	260,90	260,90	+2,08	1000
Unitel	135	135	+0,20	1000
Unitel	260,90	260,90	+1,40	1000
Unitel	1402	1402	+0,42	1000
Unitel	1168	1168	+1,22	1000

-1,81	
-0,30	
-2,42	
+1,72	
+0,99	
-0,50	
-1,62	
-1,54	
-0,35	
-2,23	
-0,16	
-0,24	
+1,13	
+0,86	
+0,07	
+1,66	
-1,69	
+1,13	
-0,54	
-0,34	
-0,44	
-1,70	
+1,21	
-0,06	
+0,11	
-0,18	
-0,09	
+1,61	
+2,62	
+2,11	
-	
+2,62	
-1,62	
-0,35	
-	
+1,63	
-1,12	
+11,64	

yon); M = Marseille;

indication catégorie 3;

son

compos



## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**ASTRONOMIE** Un moment éclipse par les images du cosmos prises par le télescope spatial Hubble, les observatoires terrestres sont de nouveau à l'honneur. ● L'ENTRÉE en

fonction des premiers télescopes géants rebelle au second rang des célébrités historiques comme le Mont Palomar aux États-Unis ou le Zelenchuk en Russie. ● A HAWAÏ, au som-

met du Mauna Kea, le Caltech et l'université de Californie viennent de mettre en service, quatre ans après le Keck I, un second télescope équipé d'un miroir de 10 mètres de diamètre.

● CET ENSEMBLE, qui pourra fonctionner en mode interférométrique, ouvre une nouvelle fenêtre sur l'univers, en particulier dans le domaine de l'infrarouge. D'ici la fin du siècle,

d'autres observatoires géants devraient être mis en place, notamment au Chili, où les Européens construisent un ensemble de quatre télescopes de 8 mètres chacun.

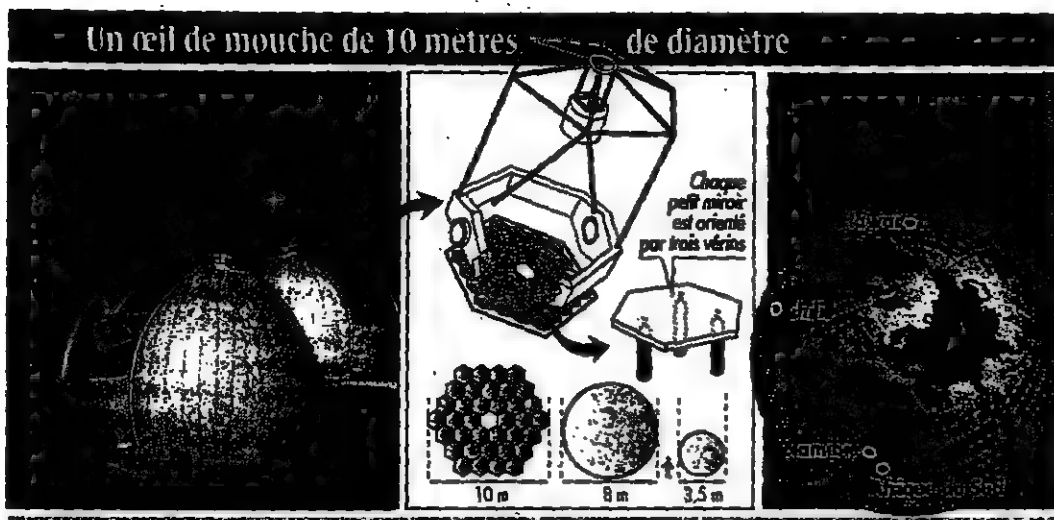
# Un nouveau télescope géant entre en service sur un volcan d'Hawaï

Doté d'un miroir mosaïque fractionné en 36 panneaux, Keck II, frère jumeau d'un premier observatoire mis en place par les Américains, réhabilite les installations terrestres concurrencées par les instruments embarqués dans des engins spatiaux

DEPUIS le début du mois d'octobre, à Hawaï, une grande fenêtre s'est ouverte sur l'univers. A un peu plus de 4 000 mètres d'altitude, au sommet du Mauna Kea, volcan endormi de l'île d'Hawaï, un nouveau télescope géant, Keck II, scrute le cosmos pour percer les secrets de son origine. Édifié à une petite centaine de mètres l'un de l'autre, dans ce désert de laves et de cendres brunes, Keck I et Keck II sont les deux plus grands télescopes du monde. Leurs miroirs de 10 mètres de diamètre collectent les rares grains de lumière - les photons - qui nous parviennent d'astres ou d'objets situés aux confins de l'univers, bien plus loin que ceux dont les télescopes terrestres actuels nous restituent l'image.

Avec les Keck, les observatoires terrestres, dont on annonçait régulièrement qu'ils seraient condamnés et dépassés par les grands télescopes en orbite, perdent leur révolution. Certes, les télescopes spatiaux, ou plutôt le télescope spatial Hubble, ont démontré leurs qualités. Et de brillante manière. Mais à des prix si astronomiques que l'expérience n'est pas près d'être renouvelée de si tôt.

Aussi, comme chaque fois qu'une discipline ou qu'un matériau est contesté par un autre plus moderne et plus novateur, de nouvelles solutions émergent, qui le relancent pour une longue période. Le silicium, matière de base des composants électroniques, a ainsi résisté à l'avènement du gallium.



L'acier à tenir face aux plastiques et aux matériaux composites. L'industrie textile s'est adaptée aux nouvelles matières, etc.

Les Keck et leurs concurrents, en construction ou en projet, sont aussi des résistants. Ils n'ont pu voir le jour qu'en raison des progrès réalisés dans la fabrication des miroirs collecteurs de lumière de très grande taille (plus de 8 mètres de diamètre) et de faible poids (un peu plus de 20 tonnes), et de ceux obtenus avec les systèmes de positionnement. S'y ajoutent enfin les percées d'une discipline toute jeune et très courtisée par les mili-

taires : l'optique adaptative, qui permet de s'affranchir des effets géométriques des turbulences de l'atmosphère et que des équipes du CNRS testent sur le télescope franco-canado-hawaïen de 3,5 mètres de diamètre (CFH) installé lui aussi sur le Mauna Kea.

La plupart des projets de télescopes géants - au-delà de 8 mètres de diamètre - font aujourd'hui appel à d'élégantes techniques de fabrication qui permettent de réaliser d'immenses miroirs déformables de 17 centi-

mètres seulement d'épaisseur, là où ceux qui équipent les célèbres télescopes américains du mont Palomar (5,08 mètres) et russe de Zelenchuk (6 mètres) sont des monstres rigides en limite de poids. Pour construire les grands miroirs des télescopes géants européens (VLT), japonais (Subaru) ou international (Gemini) avec des techniques classiques, il aurait fallu couler un bloc de verre de 125 tonnes, difficile à manipuler et à servir d'une manière convenable destinée à le positionner. Inconcevable.

Avec les nouveaux miroirs

géants, fragiles du fait de leur miroir, les problèmes se déplacent. Mais le gain pour l'observation astronomique est tel que les astronomes et les ingénieurs sont prêts à quelques contorsions, car cette technique permet de donner au miroir une courbure parfaite. Le premier de ces géants aux pieds d'argile, destiné au VLT européen - qui en aura quatre -, a été fini de polir au début de l'année (Le Monde du 3 janvier). Reste à l'amener à pied d'œuvre au Chili, au terme d'une longue route semée d'embûches, sur la cime du cerro Paranal, un sommet désolé de la cordillère des Andes.

### COURSURE IDEALE

Pour éviter des soucis et aboutir au plus vite, les équipes américaines du Caltech et de l'université de Californie ont préféré segmenter les miroirs géants du Keck en une multitude de miroirs de petite taille (environ 2 mètres), assemblés ensuite avec précision. Trente-six panneaux hexagonaux forment ces miroirs mosaïques de 10 mètres de diamètre, qui ont, une fois montés, l'apparence d'un gigantesque œil de mouche. Si ce choix a l'apparence de la simplicité, il n'a pas été sans causer quelques angoisses à ses promoteurs.

En effet, les trente-six miroirs du télescope ne sont pas identiques. Il en existe six variétés qu'il faut polir de façons différentes. D'autre part, leur précision d'assemblage doit être sans défaut, faute de quoi de la lumière est perdue. Enfin, il faut être capable d'orienter finement chacun des miroirs de la mosaïque et de les positionner parfaitement les uns par rapport aux autres pour donner à l'ensemble la courbure idéale qu'offrirait un miroir unique de grande taille. Lors des premières discussions sur le programme Keck, en décembre 1983, nombreux étaient ceux qui doutaient que le projet puisse aboutir techniquement.

Pourtant, en 1992, le premier des deux Keck triomphait. Aujourd'hui, c'est au tour du second. Quelque 170 millions de dollars ont été dépensés, dont l'essentiel (80 %) a été financé par une fondation, la W.M. Keck. Et les résultats sont là. Au point que la toute-puissante

NASA s'est associée, le 1<sup>er</sup> octobre, à cet observatoire unique qui ne connaît la concurrence des autres grands télescopes géants qu'à la veille du prochain siècle. De quoi moissonner largement - et seul - l'univers pendant encore deux ou trois ans. La perspective prometteuse de coupler le fonc-

### Détecter des planètes extrasolaires

Sommes-nous seuls dans l'univers ? La réponse passe par la découverte de planètes extrasolaires, dont une dizaine d'exemplaires ont déjà été localisés. Alan Stern, astronome américain du Southwest Research Institute de San Antonio (Texas), pense avoir trouvé le moyen de localiser les jeunes planètes à partir de la chaleur qu'elles dégagent lorsqu'elles subissent les impacts de gros météorites. Tel celui qui a frappé la Terre à ses débuts, contribuant à la formation de la Lune. Quand un objet de la taille de Mars heurte une jeune planète comparable à la Terre, il est capable de la faire fondre totalement. Sa température monte à plus de 2 000 degrés et son atmosphère devient lumineuse pour des périodes de plusieurs centaines à un millier d'années, explique Alan Stern. Selon lui, une planète dans cet état deviendrait alors détectable à l'aide d'observatoires terrestres couplés pour fonctionner en mode interférométrique. Comme les deux Keck, à Hawaï.

tionnement des deux télescopes et de les équiper d'ici deux ans d'optiques adaptatives devrait leur ouvrir de nouveaux champs d'investigation.

Sans doute est-ce une des raisons pour lesquelles des astronomes américains et sud-africains réfléchissent à la construction d'un autre télescope mosaïque, de 11 mètres de diamètre cette fois, équipé de 91 miroirs élémentaires et qui pourrait être installé en Afrique du Sud, près de Sutherland.

Jean-François Augereau

## La carte du génome humain comporte désormais 16 000 gènes

LES AVANCÉES du programme de recherche Génome humain ne font pas seulement le bonheur de leurs promoteurs. Elles servent aussi, avec une fréquence qui tend à devenir régulière, les revues scientifiques qui s'en font l'écho. Après la revue britannique *Nature*, qui publiait au printemps une nouvelle version de la carte génétique établie par l'équipe de chercheurs français du laboratoire Généthron (Le Monde du 16 mars), la revue américaine *Science*, à son tour, consacre un numéro spécial (daté du 24 octobre) au décryptage de notre patrimoine héréditaire. Et annonce que la carte la plus complète établie à ce jour donne la position de plus de 16 000 gènes humains, soit près du cinquième de ceux qui composent le programme génétique de l'espèce humaine.

Réalisé grâce à la collaboration d'une certaine d'équipes américaines, européennes et japonaises, ce nouveau progrès ne surprendra guère les spécialistes. Entamée à la fin des années 80, la cartographie du génome humain, qui vise à identifier et localiser sur nos vingt-trois paires de chromosomes l'intégralité de nos gènes (parmi lesquels plusieurs milliers sont impliqués dans des maladies héréditaires),

procède depuis le début par affinages successifs.

Fin 1993, l'équipe française du Généthron annonçait ainsi avoir établi une carte physique de « première génération » comprenant 2 000 marqueurs. Première à couvrir l'ensemble de notre génome, elle n'en comportait pas moins de nombreux « trous ». La nouvelle version de cette carte physique, publiée au début de l'année par la même équipe, était déjà nettement plus précise (5 200 marqueurs). Plus complète et plus fine encore, la carte annoncée aujourd'hui par *Science* ne représente qu'une étape de plus dans cette longue quête. Elle ne sera pas la dernière.

Mais le projet international Génome humain, lancé en 1987, n'a pas seulement pour objectif de compléter cette carte génétique d'ici à l'an 2005. Il prévoit aussi de « séquencer » intégralement l'ADN (acide désoxyribonucléique, support de l'hérédité) de l'espèce humaine, autrement dit de déterminer précisément l'enchaînement des trois milliards et demi de paires de nucléotides qui la constituent. Une voie de recherche dans laquelle les Américains furent les premiers à s'investir, et dont les résul-

tats, avec beaucoup de retard sur ce qui était initialement espéré, commencent tout juste à poindre.

Les données issues de ce décryptage, dont le nombre devrait se multiplier dans les années à venir, seront-elles dans leur totalité accessibles à la communauté scientifique ? La question, non exempte d'intérêts économiques, fait actuellement l'objet d'une discussion très technique, dont le dernier numéro de *Science* nous livre quelques arguments.

« Il est vital que les séquences génétiques décryptées soient immédiatement et librement diffusées dans le domaine public, afin d'optimiser leurs bénéfices pour la société », écrit ainsi David Bentley, généticien britannique très impliqué dans le projet Génome. Ce à quoi d'autres chercheurs, parmi lesquels le très pragmatique Américain Craig Venter (fondateur, en 1992, du plus important centre de séquençage existant à ce jour), rétorquent qu'une diffusion rapide de ces données, sans qu'elles soient au préalable vérifiées par des pairs, compromettrait gravement leur qualité et leur exhaustivité.

Catherine Vincent

## Internet effectue une percée fulgurante aux Etats-Unis

Une étude montre que le nombre de foyers utilisant le réseau mondial a doublé en un an

ALORS QUE le nombre total d'internautes dans le monde est estimé entre 35 et 50 millions, une étude publiée le 21 octobre révèle que 14,7 millions de foyers sont connectés à Internet depuis les Etats-Unis. Quarante millions d'Américains sont déjà entrés une fois dans l'espace virtuel de communication du réseau mondial depuis leur lieu d'habitation. Le chiffre témoigne d'une progression puisque en 1995 le nombre de foyers connectés était de 6,2 millions. Cette envolée n'est pas contrariée par le marché des ordinateurs personnels, puisque l'augmentation n'est que de 1 %. Mais les modems, appareils qui permettent de connecter un ordinateur sur le réseau téléphonique, progressent (23 % des foyers contre 17 % en 1995). En France, moins de 1 % des foyers sont dotés d'un modem et 14,4 % sont équipés d'un micro-ordinateur, selon la Sofres.

L'étude des cabinets Find/SVP

et Jupiter porte sur 3 255 foyers américains, dont 1 018 ont déclaré posséder un micro-ordinateur. Outre la croissance du nombre d'internautes, l'étude confirme la concurrence d'Internet et des fournisseurs de services en ligne (America Online, Compuserve, Prodigy...). Entre 1995 et 1996, alors que le nombre d'internautes américains passait de 6 à 14,7 millions (+145 %), les abonnés aux services en ligne progressaient de 6,9 à 8,9 millions (+29 %). Des adeptes du cyberspace voyagent à la fois dans l'univers civilisé des services en ligne et dans le monde chaotique de la Toile. Mais en 1996 le nombre d'utilisateurs d'Internet a, pour la première fois, dépassé celui des abonnés aux services en ligne.

Le courrier électronique reste l'utilisation principale des services télématiques. Mais l'étude, dont l'objectif était de mesurer le marché des services financiers en ligne, montre que 10 % des foyers

américains (soit 27 % des possesseurs d'un micro-ordinateur) ont recours à ces derniers, soit par l'intermédiaire d'un prestataire, soit par Internet. La principale utilisation concerne les services liés à l'investissement, qui devancent le suivi des comptes bancaires et du cours des actions. La banque en ligne ne touche que 2,1 millions de foyers. Mais des entretiens téléphoniques révèlent que 4,7 millions de foyers déclarent « avoir une certaine envie » de recourir à ce service l'an prochain.

### RETRAIEMENTS

Les questionnaires révèlent que trois foyers sur quatre sont prêts à payer 10 dollars (50 francs) par mois pour de tels services. Mais les réticences sont loin d'avoir disparu. 40 % des foyers possédant un ordinateur ont déclaré n'avoir aucun besoin de services financiers en ligne, et 48 % d'entre eux estiment qu'Internet ne posséderait jamais le degré de sécurité néces-

saire pour ce genre d'utilisation. L'ordinateur n'engendre pas une adhésion totale, et 21 % des personnes interrogées citent le poste de télévision comme outil ayant leur préférence pour accéder aux services financiers en ligne. L'analyse du profil de ces réticents à l'informatique révèle qu'ils sont plutôt jeunes et célibataires, peu enclins à utiliser plusieurs lignes téléphoniques, mais séduits par le téléphone cellulaire. Les décodeurs, les ordinateurs de réseaux et autres outils spécialisés dans l'accès à Internet offrent une grande simplicité d'emploi semblent promis à un véritable marché. Ce constat démontre que, même dans un pays fortement équipé en micro-ordinateurs, l'informatique continue à faire peur.

Michel Alberganti

\* <http://etry.findsvp.com/>  
<http://jup.com/jupiter/>

OFFRE EXCEPTIONNELLE  
Jusqu'au 31/10/96

**Nouveau Motorola 8700**  
Autonomie, économie !

422 F TTC  
remboursés  
sur le nouveau  
**Motorola 8700**  
Nouveaux Motorola 8700  
avec une carte SIM à 20 000 F TTC  
= 24 900 F TTC - 422 F TTC = 20 680 F TTC

30 mn gratuites  
et  
50% de réduction\*  
sur les frais  
de mise en service.

**AUTOAXE**  
Circuit tous les jours de 9h15 à 19h45.  
66, avenue de la Grande Arrière 75017 Paris - 01 45 74 74 74  
41, avenue de la Grande Arrière 75016 Paris - 01 45 00 02 16



# Des bailleurs de fonds américain et suisse assureront le financement du Stade de France

Les banques attendent toutefois la clarification de la situation juridique de la concession

Les travaux du gros œuvre en béton du Stade de France à Saint-Denis ont pris fin, mercredi 23 octobre, mais la course contre la montre

continue pour respecter la date prévue de livraison, en novembre 1997. Pour l'exploitation future, le Consortium affiche un bel opti-

misme. Le financement du prêt de 800 millions de francs sur dix ans sera assuré par des partenaires financiers américain et

suisse, si le doute qui pèse sur le contrat de concession, depuis son annulation par le tribunal administratif de Paris, le 2 juillet, est levé.

DEPUIS mercredi 23 octobre, un drapeau aux couleurs du GIE Stade Construction flotte sur la plus haute tribune du Stade de France, à Saint-Denis, signe que les travaux des infrastructures en béton sont achevés. Le chantier reste cependant en effervescence. Sur l'emplacement de la future pelouse, les grues géantes (Le Monde du 28 août) concourent à l'installation des 60 000 m<sup>2</sup> de toiture. Selon Pierre Parisot, président du Consortium Stade de France, les délais seront respectés. Les football-

dirigeants du Consortium concessionnaire ont aussi la tête dans les chiffres d'exploitation des années à venir. Le flot des visiteurs qui se pressent à Saint-Denis autour de la maquette du pavillon d'information et l'intérêt de plus en plus marqué du monde économique pour cet équipement les incitent à l'optimisme.

## La société concessionnaire

- Création du Consortium le 27 décembre 1994
- Société anonyme au capital de 100,2 millions de francs, comprenant trois actionnaires à parts égales: Bouygues, GTM-Dumex, SGE.
- La mission du Consortium Stade de France SA est de « concevoir, construire, financer et exploiter le Stade de France pendant trente ans » à partir de la signature du contrat de concession, le 29 avril 1995.
- Cette structure, qui portera la concession jusqu'en 2025, est

Les accords avec les fédérations de football et de rugby assurent les dix à douze grands matches annuels espérés, et dans le sillage de Johnny Hallyday, déjà annoncé pour 1998, plusieurs artistes et producteurs ont manifesté leur intention d'utiliser le

Stade de France. Celui-ci mise déjà sur cinq événements culturels par an. « Au total, c'est plus qu'à Wembley, estime Pierre Parisot, mais ce n'est pas suffisant par rapport à la rentabilité telle que nous la concevons ».

La situation géographique stratégique du Stade de France et l'image sportive prestigieuse qu'il véhicule

destinée à employer une trentaine de personnes en permanence, mais près de 2 000 collaborateurs occasionnels seront nécessaires pour assurer le fonctionnement du stade les jours de grandes manifestations (80 000 spectateurs).

semblent de nature à attirer une clientèle socio-professionnelle de congrès, de salons et autres activités d'entreprises. Les contacts déjà pris avec les milieux économiques ont conduit le Consortium à réviser à la hausse ses recettes annuelles pré-

sionnelles: environ 350 millions de francs au lieu de 270.

Cette activité serait de nature à adoucir le site au quotidien, ainsi que le prévoit le cahier des charges, en attendant l'installation encore hypothétique d'un club résident.

Sur l'ambition du concessionnaire de faire de cet équipement « un stade habité et vivant », Pierre Parisot se dit « beaucoup plus confiant qu'il y a un an ».

Pour Gaëtan Desruelles, directeur général du Consortium, « le signal fort de cette confiance est le fait que nous sommes en phase de signer le financement du stade ».

sement d'une indemnité par le concédant (l'Etat) au concessionnaire (le Consortium) pour compenser les pertes de recettes dues à l'absence d'un club résident les deux premières années – soit 50 millions de francs par an – a été assimilée à une subvention déguisée. En dépit de cette décision de justice, la construction a néanmoins continué « dans l'intérêt du service public ». On estime, du côté du gouvernement, que la décision du tribunal administratif « a fragilisé le contrat de concession, mais ne l'a pas annulé ».

Ces subtilités du droit français ne peuvent qu'interroger un banquier ou un avocat d'affaires anglosaxon. Pour rassurer leurs partenaires étrangers et accélérer la mise à disposition des 800 millions de francs, ni l'Etat ni le concessionnaire n'ont intérêt à attendre le résultat (aléatoire) de l'appel qui a été aussitôt interjeté. Le déblocage de la situation pourrait venir de l'Assemblée nationale. Plusieurs députés seraient en train de s'interroger sur l'opportunité de procéder à une validation parlementaire du contrat de concession, par le biais d'une proposition de loi. L'artifice a déjà été utilisé dans des impasses judiciaires de même nature. Le document a alors force de loi, et s'impose à la juridiction administrative.

Jean-Jacques Bozonnet

## Les adieux discrets de Gabriela Sabatini au tennis

GABRIELA SABATINI s'efface avec sa discrétion légendaire. Elle l'a confirmé, jeudi 24 octobre, dans une conférence de presse au Madison Square Garden, à New York, « après avoir nié et longuement réfléchi ». L'Argentine n'effectuera pas, comme tant d'autres, de « saison d'adieux », mais elle s'est offert un dernier plaisir en tirant sa révérence dans la ville où elle a réalisé ses plus impressionnantes performances (victoires à l'US Open 1990 et au Masters en 1988 et 1994).

Avec l'application qui la caractérisait lorsqu'elle remportait des tournois (27 au total), l'ex-numéro trois mondiale s'est livrée à une longue série de remerciements, saluant même la presse pour avoir respecté une vie privée dont elle n'a jamais livré grand-chose. Tout juste savait-on qu'elle aimait gratter sa guitare et qu'elle était fan de moto.

« Je pensais à la retraite depuis plusieurs mois, a-t-elle déclaré des larmes dans les yeux. Il fallait juste sauter le pas ». Bien qu'elle le nie, la blessure abdominale qui a empoisonné son année, l'empêchant de disputer les tournois de Roland-Garros et de Wimbledon, a dû la conforter dans sa décision.

A vingt-six ans, dont douze consacrés au circuit professionnel, « Gaby » est donc déterminée à se consacrer à une carrière de femme d'affaires. Elle s'occupera désormais de la promotion de la ligne de vêtements de sport et des parfums qui portent son nom, ainsi que du lancement d'une nouvelle franchise.

Sur le circuit professionnel depuis l'âge de quatorze ans, elle avait docilement laissé ProServ, la société de management qui gère ses intérêts, lui forger une image d'opinioniste. Sa taille et sa plastique le permettent.

## UN SEUL TITRE MAJOR

L'adolescente paralysée par le manque d'assurance était peu à peu devenue, sous des allures de top model modeste et timide, une sportive plus loquace grâce à un anglais mieux maîtrisé. L'émotion couramment manifestée par ses admirateurs aux quatre coins du monde a suggéré en 1994 la commercialisation d'une poupée à son effigie. « Elle a de plus jolies jambes que moi », s'était d'ailleurs excusée Gaby en la voyant pour la première fois. Ses fans s'étaient rûs sur le jouer: une façon d'emporter chez eux un peu de leur star.

Arrivée à l'époque où Chris Evert et Martina Navratilova se disputaient encore les plus hautes distinctions du circuit féminin, Gabriela Sabatini s'est trouvée en concurrence avec Steffi Graf. Plus jeune et moins froide que sa rivale allemande, Gabriela Sabatini a joué d'une notoriété bien supérieure à ses mérites purement sportifs. Au point qu'on a donné son nom à une rose à la teinte orange, un privilège habituellement réservé aux stars de cinéma.

Dès 1988, elle avait signalé ses ambitions en devenant vice-championne olympique à Séoul et finaliste de l'US Open. Sous la houlette du Brésilien Carlos Kirmayr, elle a peu à peu troqué son style pur mais monotone de fond de court pour aller conclure ses points au filet. Cette audace lui a valu son seul titre du grand chelem: l'US Open de 1990. Mais ses résolutions se sont vite évanouies, malgré une finale à Wimbledon (1991).

Pendant ce temps, Graf a pris le large en accumulant les victoires, et Monica Seles a ravi la vedette à la belle Argentine. Son potentiel n'avait pourtant échappé à personne. « Avec son talent et son jeu, Gaby aurait pu remporter plus de tournois du grand chelem », a déclaré Monica Seles en apprenant la décision de Sabatini. Elle traduit ainsi le goût d'inachèvement que laisse l'Argentine à ses nombreux admirateurs. Gaby n'aura-t-elle pas bientôt, comme Martina Navratilova, une furieuse envie de revenir au tennis, ne serait-ce que pour disputer quelques doubles-mixtes ?

Patricia Jolly

## Intervention chirurgicale au cerveau pour le cycliste Lance Armstrong

LE CHAMPION cycliste américain Lance Armstrong a subi, jeudi 24 octobre à Indianapolis (Indiana), une intervention chirurgicale au cerveau. Il s'agissait, selon son agent, Bill Stapleton, d'enlever « deux petites lésions superficielles » découvertes il y a quelques jours à l'occasion d'un scanner. « Les médecins de Lance ont décidé de l'opérer immédiatement », a précisé la nouvelle équipe française Confid, qui a fait du champion du monde 1993 le chef de file de sa formation. Armstrong a été opéré à l'hôpital universitaire de l'Indiana, où il restera quelques jours avant de retourner pour deux semaines de convalescence chez lui, à Austin (Texas). Pendant cette période, il poursuivra son traitement de chimiothérapie sous la surveillance des spécialistes. Lance Armstrong soigne en effet un cancer des testicules, pour lequel il avait été opéré le 3 octobre (le Monde du 10 octobre).

## DÉPÊCHES

■ **BOXE**: le poids lourd américain Tommy Morrison, atteint par le virus du sida, va remonter sur le ring. Son agent, Tony Holden, a annoncé, jeudi 24 octobre, que le boxeur avait signé, la veille, un contrat pour disputer un match, le 3 novembre à Tokyo, probablement contre son compatriote Anthony Cooks. Le combat est programmé en lever de rideau d'un match entre George Foreman et Crawford Grimsley. Tony Holden évoque la possibilité d'une rencontre entre Morrison et Foreman en 1997. – (AP)

■ **RUGBY**: les internationaux anglais pourront jouer en équipe d'Angleterre tous les matches de la saison 1996-1997, a décidé, jeudi 24 octobre, l'organisme qui rassemble et représente outre-Manche les clubs professionnels de première et deuxième division (EPRC). Le conflit qui oppose depuis de longs mois l'EPRC à la fédération anglaise (RFU) (le Monde du 25 octobre) n'est pas pour autant résolu; les clubs n'autoriseront pas leurs joueurs à participer aux rencontres des sélections nationales à l'occasion des tournées d'équipes étrangères. – (AP, AFP)

■ **TENNIS**: Björn Borg connaît de nouvelles difficultés financières, ses créanciers ayant entamé une procédure judiciaire pour obtenir qu'il soit déclaré en faillite personnelle. Ils espèrent ainsi recouvrer les 12 millions de couronnes suédoises (environ 10 millions de francs) que l'ancien champion leur doit depuis le dépôt de bilan, en 1989, de son entreprise de confection d'articles de sport. Borg, âgé de quarante ans, dit être ruiné et ne déclare aucun revenu au fisc suédois. – (AFP)

■ **DOPAGE**: la sauteuse en hauteur italienne Antonella Bevilacqua, quatrième aux Jeux olympiques d'Atlanta, aurait décidé d'arrêter sa carrière en raison de la persistante affaire de dopage dans laquelle elle est impliquée. « Son nom est à tout jamais associé au dopage et cela a eu un effet désastreux sur elle », a expliqué sa mère, jeudi 24 octobre. Convincue de dopage à l'éphédrine, à deux reprises en mai et juin, blanchie par la Fédération italienne et autorisée in extremis par la Fédération internationale à s'aligner à Atlanta, l'Italienne avait toujours affirmé son innocence. L'examen de son cas par la fédération italienne avait été reporté du 26 octobre au 25 novembre. – (AFP)

■ **FOOTBALL**: le président du Stade Rennais, René Ruello, a été suspendu pour un mois ferme de banc de touche et de vestiaire d'arbitres, jeudi 24 octobre, par la commission d'appel et de l'éthique de la Ligue nationale de football (LNF) réunie en formation disciplinaire. M. Ruello est sanctionné pour des propos jugés peu amènes à l'égard de l'arbitre du match Nantes-Rennes, le 28 septembre.

■ **Le champion olympique cycliste Florian Rousseau** vantara les mérites de la vaccination contre l'hépatite B dans le cadre d'une campagne de sensibilisation lancée par la Fédération française de football (FFF) avec le concours de l'Institut Pasteur-Mérieux. L'opération, annoncée jeudi 24 octobre à Paris, veut contribuer à enrayer les 10 000 nouveaux cas dénombrés en France chaque année.

■ **BASE-BALL**: les Yankees de New York ont retourné la situation en battant pour la troisième fois consécutive les Braves d'Atlanta (1-0), jeudi 24 octobre, dans le cinquième match des World Series, finale du championnat américain. Ils mènent désormais 3-2, avant de recevoir à nouveau les Braves dans leur stade du Bronx pour les deux dernières rencontres.

## Marc Pajot repart à la conquête de la Coupe de l'America avec le premier Défi suisse

« JE CROIS qu'il n'existe pas de vaccin pour stopper l'envie de Coupe de l'America, quand on a connu l'excitation d'y participer trois fois comme moi. C'est ainsi que Marc Pajot justifie son retour inattendu dans la plus prestigieuse des compétitions de voile. Le



VOILE

nouveau rôle du skipper français va apparaître au grand jour, mardi 29 octobre, à l'occasion de la présentation du Défi suisse dans la Coupe de l'America, qui va être déposé par le Club nautique de Morges, un port de plaisance situé sur le lac Léman près de Lausanne.

Marc Pajot est depuis plusieurs semaines, en secret, le responsable officiel de ce projet. La Coupe de l'America ne lui aurait donc pas laissé que de mauvais souvenirs. Il avait pourtant été présenté comme responsable de l'échec du Défi français dans la Coupe Louis-Vuitton, en 1995.

France 2 et France 3 n'avaient pu franchir l'obstacle des qualifications aux demi-finales des challengers de la Coupe de l'America. « Pajot est synonyme de gageure », disait de lui, plusieurs semaines après la triste campagne de San Diego, Yves Marchand, l'ancien maire (CDS) de Sète, le port qui avait servi de base d'entraînement au Défi français.

Si l'homme a mis « plusieurs mois pour se remettre » des attaques, il a retrouvé l'envie de s'affronter à ce qu'il appelle l'« Himalaya de la voile ». Il rappelle que son titre de champion du monde en 50 pieds IOR reste une référence, que l'équipe qu'il avait mise en place avec Canal Plus avait été un « succès sportif et économique ».

Mais Marc Pajot estime qu'une des raisons de l'échec du Défi français tient à l'option 100 % française, décidée en raison de l'appui apporté par le ministère de la recherche à la conception des bateaux.

« La Coupe de l'America est avant tout une compétition mondiale de haut niveau. Il faut mettre en œuvre toutes les compétences, quel que soit leur pays d'origine, pour tenter d'arri-

ver à la finale », dit aujourd'hui Marc Pajot.

Sa volonté de rassembler, un favori-faire européen a rejoint le projet du Suisse Pierre Fehlman. Le vainqueur de la Whitbread 1989, la course autour du monde en équipage, n'avait pu faire aboutir un premier Défi suisse en 1992. Il souhaitait tous les deux mobiliser à travers l'Europe les spécialistes susceptibles de mener à bien un projet d'esprit fédérateur.

« Il faut mettre en œuvre toutes les compétences, quel que soit leur pays d'origine, pour tenter d'arriver à la finale »

Très vite, Marc Pajot a constitué une équipe de marins expérimentés pour diriger le bateau. Tous sont prêts comme lui à s'installer en Suisse d'ici au mois de février 1997. Ils respecteront ainsi le règlement de la Coupe, qui oblige les participants à être résidents du pays de leur Défi trois ans avant le début des finales.

L'Allemand Jochen Schumann, trois fois médaillé d'or en Finn et en Soling aux Jeux olympiques, sera barreur, et Enrico Chieffi, quatre fois champion du monde et équipier de Paul Cayard sur le Défi italien, en 1992, prendra la place de tacticien à côté du Français.

Marc Pajot devrait jouer ainsi

le même rôle moteur que Peter Blake dans le Défi néo-zélandais. Le triomphe de New Zealand à San Diego, en 1995, est devenu la référence absolue.

Les Class America qui seront construits en Suisse devraient être dessinés par des techniciens venus du monde entier, même si l'architecte se doit lui aussi de justifier d'être résident de la Confédération. Ils seront encadrés par les spécialistes de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne.

Après avoir préparé les bateaux de Pierre Fehlman sur la Whitbread, elle vient de signer un accord de partenariat avec la cellule de travail qui prépare déjà les premières ébauches de carènes pour le Défi suisse.

Le coût de la campagne helvétique jusqu'aux épreuves d'Auckland, en l'an 2000, est estimé à environ 140 millions de francs suisses. Les sociétés suisses de notoriété internationale et plusieurs entreprises allemandes et italiennes ont été contactées pour participer au financement d'un Défi qui cherchera à mettre en valeur le dynamisme européen.

« Nous tenterons de montrer avec notre équipe que la Coupe de l'America est un formidable moyen de fédérer des énergies venues d'horizons très différents pour lutter contre l'actuelle domination des pays anglosaxons », explique Marc Pajot.

Celui qui va défendre les couleurs de la Suisse après avoir barré French-Kiss, Ville-de-Paris puis France 2 et France 3, connaît déjà le nom d'un de ses futurs adversaires potentiels: le Défi France-Pacifique déposé le 14 mai par le club de la Société nautique du Grand-Roi-Port-Camargue.

Christophe de Chenay

## RÉSULTATS

### BASKET-BALL

Championnat de France Pro A

5 <sup>e</sup> Journée	
Strasbourg-Besençon	126-108
Le Mans-Montpellier	90-74
Paris-Orléans - PSG-Racing	107-85
Nancy-Dijon	75-70
Antibes-ASVEL	78-62
Chalon-sur-Saône-Evreux	81-74
Levallois-Chaumont	73-67
Limoges-Gravelines	90-54

Classement: 1. Limoges, 18 pts; 2. Pau-Orléans, 17; 3. ASVEL, Lyon-Villeurbanne, 16;

### 4. Cholet, 15; 5. Besençon, 13; 10. Strasbourg, Dijon, Chalon-sur-Saône, 12; 13. Antibes, 11; 14. Levallois, Gravelines, Evreux, 10.

### RASEBALL

World Series

Atlanta Braves-New York Yankees

Les Yankees mènent 3-2

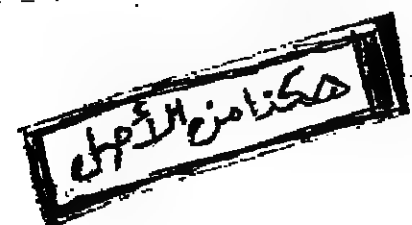
### FOOTBALL

Championnat de France

14<sup>e</sup> Journée (match amical)

Bordeaux-Montpellier

3-1









# Le Monde INITIATIVES LOCALES

## LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

### Cadres Territoriaux

#### Ville de Dunkerque

Ville Centre d'une Communauté Urbaine  
de 220 000 Habitants, 1500 Agents  
recrute selon conditions statutaires

#### RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous serez chargé(e) du développement et de l'animation des fonctions : Emploi, Formation, Insertion, Conditions de Travail, que vous aurez préalablement intégrées au sein d'un "Service Développement des Ressources Humaines".

A la tête d'une équipe de 15 collaborateurs :

- Vous assurez l'animation courante de l'ensemble de la fonction avec le souci d'une optimisation des pratiques et outils de gestion.
- Vous proposez et assurez la mise en œuvre des stratégies et outils opérationnels requis pour le développement, à moyen terme, d'une gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences.
- Vous assurez les responsabilités opérationnelles dans le cadre d'une démarche de déconcentration de la fonction "Ressources Humaines".
- Vous contribuez activement au développement de plusieurs projets innovants : Aménagement du Temps de Travail et Systèmes d'Évaluation notamment.

Attaché(e) ou Attaché(e) Principal(e), vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction Ressources Humaines et Collectivité Territoriale.

Les différents projets que vous avez menés, dans les domaines de l'emploi et de la formation, vous ont permis de développer un réel savoir-faire méthodologique, et ont démontré votre aptitude à la définition et la mise en œuvre de stratégies.

Datée d'un excellent sens du dialogue et de la négociation, vous faites preuve de grande capacité d'animation et avez le goût du travail en équipe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + Curriculum-Vitae) à : Monsieur le Maire de DUNKERQUE, Direction des Ressources Humaines, Place Charles Valentin, B.P. 6-537, 59586 DUNKERQUE CEDEX 1, pour le 10 Novembre 1996.

Renseignements : 03 20 26 28 04



Ville de Gif sur Yvette  
Essonne - 20 000 habitants  
recrute

#### CADRE A ou B pour son Service Juridique et Foncier

Sous l'autorité directe du chef de service, il aura en charge les dossiers de type suivants : affaires juridiques, affaires foncières et gestion locative.

#### Missions :

Analyse, conseil et assistance juridique internes.  
Acquisitions et ventes de patrimoine immobilier, régularisations des cessons gratuites, classement des voies dans le domaine public communal.  
Rédaction et suivi des baux communaux (habitation - professionnels - commerciaux).  
Suivi et analyse de la législation et de la réglementation immobilière.  
Préparation et suivi budgétaire des secteurs d'intervention.

#### Formation :

Maîtrise en droit public et connaissances en droit privé appréciables.  
Connaissance indispensable des règles de la comptabilité publique.  
Maîtrise de l'outil informatique.

#### Qualités :

Réelles qualités rédactionnelles.  
Aptitude à la négociation.  
Rigueur, méthode et grande disponibilité.  
Sens des responsabilités, du travail en équipe, et du service public.  
Une solide expérience dans les fonctions similaires au sein d'une collectivité locale est exigée.

Conditions : Rémunération statutaire + 13<sup>ème</sup> mois.  
Adresser candidature manuscrite, CV, photo et copie des diplômes à : Monsieur le Maire B.P. 29 - 91192 GIF-SUR-YVETTE Cedex.



LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-VIENNE  
recrute

#### UN DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DIRECTEUR DES INTERVENTIONS SOCIALES ET DE LA SOLIDARITÉ DÉPARTEMENTALE

Membre de l'équipe de direction des services départementaux, il met en œuvre, sous l'autorité du Directeur Général des Services, l'ensemble des politiques sociales du Conseil Général et contribue à leur définition. Il assure la direction des services d'action sociale et de santé du département (300 agents, 500 millions de francs de budget d'intervention).

#### PROFIL :

- Formation supérieure de niveau Bac + 4 minimum (Droit, Économie, Gestion, Sciences Sociales).
- Expérience dans un poste de responsabilité d'administration publique.
- Aptitude à une approche généraliste de la gestion des collectivités locales.

#### CONDITIONS DE RECRUTEMENT :

Poste à pourvoir :

- prioritairement par mutation, ou détachement dans l'emploi fonctionnel, d'administrateurs territoriaux.
- par détachement de fonctionnaires civils d'un grade ou emploi dont l'indice terminal est au moins égal à I.015.
- par recrutement direct (contractuel) dans les conditions fixées par le statut de la fonction publique territoriale.

#### DÉPÔT DES CANDIDATURES :

Les candidatures doivent être adressées, accompagnées d'une lettre de motivation et d'un curriculum-vitae détaillé, à M. le Président du Conseil Général de la Haute-Vienne - Direction Générale des Services, 43, avenue de la Libération - 87031 LIMOGES CEDEX avant le 8 Novembre 1996.



4ème Ville d'Alsace,  
30 000 habitants  
recrute

#### UN DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES h/f selon les conditions statutaires

Missions : En relation directe avec les élus et le secrétaire général, vous serez plus particulièrement en charge de :

- la gestion et coordination de différents services techniques, tels que les bâtiments, les voiries et réseaux, le développement urbain, les marchés, l'eau et l'éclairage et le Centre Technique Municipal,
- la réalisation des études préalables en vue de la définition des nouveaux programmes d'équipement ainsi que de la mise en place de programmes pluriannuels d'entretien des équipements,
- l'élaboration du suivi d'indicateurs de données et de contrôles des résultats,
- la préparation du suivi budgétaire.

Profil : Ingénieur en chef, justifiant d'une solide expérience de direction, vous faites preuve :  
■ d'une forte aptitude au management,  
■ d'une capacité à synthétiser et planifier les demandes d'équipement,  
■ d'une bonne pratique de l'outil informatique et des méthodes de gestion.

Avantages : régime indemnitaire, 13ème mois et véhicule de fonction.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Mme SCHWEITZER-ROCKLIN, Service du Personnel, Tél. : 03.88.90.68.50.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un curriculum vitae doivent être adressées impersonnellement à Monsieur le Maire de la Ville de HAGUENAU B.P. 249 - Place Charles de Gaulle - 67504 HAGUENAU Cedex

Le poste étant à pourvoir au plus tôt, la date limite de dépôt des candidatures est fixée au 9 novembre 1996.

En raison du vendredi 1<sup>er</sup> novembre,  
jour férié,

cette rubrique paraîtra  
exceptionnellement dans

le Monde EMPLOI  
du mardi 5 novembre \*

\* daté mercredi 6

LE CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL  
DE GESTION DE LA PETITE COURONNE  
DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE  
organise

#### UN CONCOURS SUR TITRES AVEC ÉPREUVE D'ENTRÉE POUR L'ACCÈS AU CADRE D'EMPLOIS DES INFIRMIERS TERRITORIAUX (v/h)

Date limite de dépôt des dossiers d'inscription :  
le 26 décembre 1996.

Date de l'épreuve : à partir du 28 janvier 1997.

Nombre de postes mis au concours : 90

Lieu de l'épreuve : 42, rue de Valenciennes à PARIS 19.

Adresser à laquelle les dossiers de candidature  
doivent être demandés :

Centre Interdépartemental de Gestion  
de la Petite Couronne de la Région, Île-de-France  
3, rue de Valenciennes - 75940 PARIS Cedex 18

#### AVIS DE CONCOURS

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique  
Territoriale de la Haute-Savoie organise un

#### CONCOURS INTERNE SUR ÉPREUVES DE CONSEILLER TERRITORIAL SOCIO-ÉDUCATIF.

Conditions : Le concours est ouvert aux membres du cadre d'emplois des Assistants Socio-Éducatifs et aux fonctionnaires de l'État détachés dans ce cadre d'emplois. Les candidats doivent justifier au 1<sup>er</sup> Janvier 1997, d'au moins six ans de services effectifs dans le Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs ou d'un corps d'assistants de service social et être en fonction depuis au moins deux ans dans la Fonction Publique Territoriale.

Le nombre des postes mis au concours est de 11.

Les épreuves se dérouleront à partir du 4 Février 1997.

Les dossiers d'inscription pourront être retirés ou demandés par écrit (joindre une enveloppe de format A4 affranchie à 6,70 F et libellée aux nom et adresse du candidat) du 4 Novembre 1996 au 20 Décembre 1996 auprès du :

Centre de Gestion de la Haute-Savoie  
1, rue Jean-Jaurès - B.P. 118 - 74003 ANNECY Cedex

Les dossiers d'inscription dûment complétés devront être renvoyés ou déposés au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Savoie pour le : 3 Janvier 1997, date limite de dépôt des dossiers, le cachet de la poste faisant foi.

#### AVIS DE CONCOURS

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique  
Territoriale de l'Isère organise à Grenoble à partir  
du 27 janvier 1997 les concours suivants :

#### MÉDECIN TERRITORIAL pour 09 postes

- 07 postes à pourvoir aux titulaires du diplôme d'État de docteur en médecine et d'un diplôme ou certificat d'études spécialisées,
- 02 postes à pourvoir aux titulaires du diplôme d'État de docteur en médecine.

#### ASSISTANT TERRITORIAL QUALIFIÉ DE LABORATOIRE pour 02 postes

- Être titulaire du diplôme d'État de laborantin d'analyses médicales,
- Être titulaire d'un diplôme universitaire de technologie ou d'un brevet de technicien supérieur ou de tout autre diplôme ou titre homologué au niveau III ou à un niveau supérieur dans le domaine des sciences de l'environnement, de la physique, de la chimie, de la biologie, de l'agro-alimentaire, de l'agronomie ou des sciences vétérinaires,
- Être titulaire du diplôme d'État de manipulateur d'électroradiologie ou du brevet de technicien supérieur d'électroradiologie médicale.

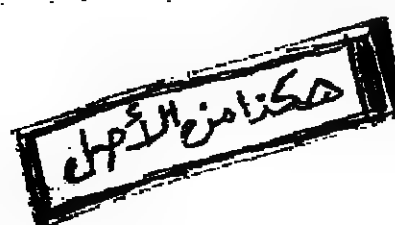
#### ASSISTANT TERRITORIAL SOCIO-ÉDUCATIF pour 25 postes

- Pour la spécialité Assistance de service social, être titulaire du diplôme d'État d'Assistant de service social, 17 postes,
- Pour la spécialité Éducation spécialisée, être titulaire du diplôme d'État d'Éducateur spécialisé, 05 postes,
- Pour la spécialité Conseil en économie sociale et familiale, être titulaire du diplôme d'État de Conseiller en économie sociale et familiale, 03 postes.

Pour ces trois concours les dossiers de candidatures sont à retirer du 02 décembre au 17 décembre 1996 inclus au Centre de Gestion de la F.P.T. de l'Isère 228 cours de la Libération 38030 Grenoble Cedex 2

Joindre une enveloppe 24 x 32 affranchie à 06,70 F libellée aux nom et adresse du candidat. Date limite de dépôt ou d'expédition des dossiers complets : le 26 décembre 1996 minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements concernant cette rubrique,  
contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34





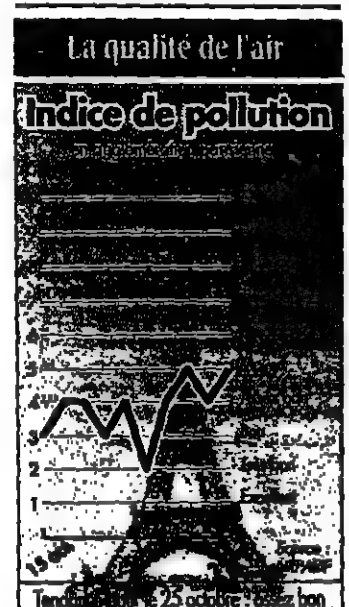
# Un temps plus clément

APRÈS LA PETITE dégradation de ce vendredi, la situation s'améliore rapidement. Les hautes pressions se reconstituent sur le sud de la France après une faiblesse temporaire. Elles offriront un samedi assez agréable dans la plupart des régions. Les nuages resteront cependant assez nombreux le long des côtes de la Manche.

La perturbation peu active qui a balayé le pays vendredi traversera encore dans les régions méditerranéennes samedi matin. On se réveille



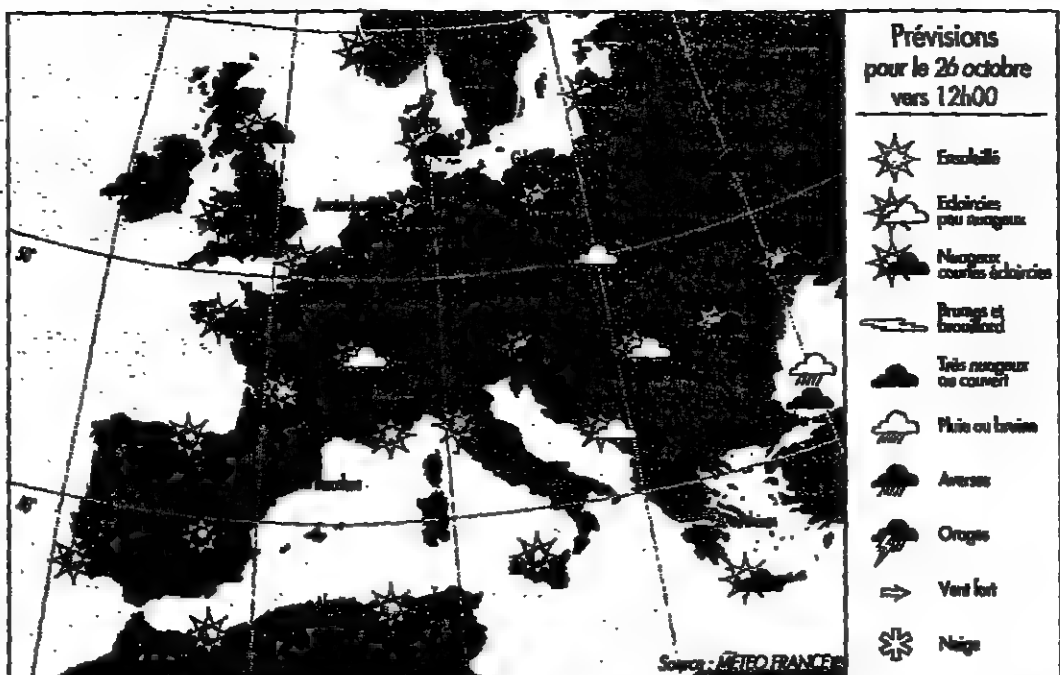
Prévisions pour le 26 octobre vers 12h00



ra donc le plus souvent sous les nuages, des Pyrénées aux Alpes en passant par le sud du Massif Central. Ces nuages donneront quelques gouttes aux premières heures du jour, du Lyonnais au Genevois. Au fil des heures, le soleil parviendra à déchirer la couche nuageuse. L'après-midi s'annonce agréable, du Pays basque au Béarn et aux Cévennes. Près de la frontière italienne, les nuages auront un peu plus de mal à s'évacuer. Le Languedoc et le Roussillon connaîtront une journée assez ensoleillée, les nuages bas présents ces derniers jours ne seront plus qu'un mauvais souvenir. Les passages nuageux resteront assez discrets en début de matinée et s'évacueront rapidement en mer. En Provence et Côte d'Azur, le soleil aura un peu plus de mal à s'imposer. Les nuages bas s'attarderont parfois une bonne partie de la journée sur le littoral. La douceur reste au programme malgré un certain réchauffement des températures, il fera tout de même 19 à 21 degrés l'après-midi.

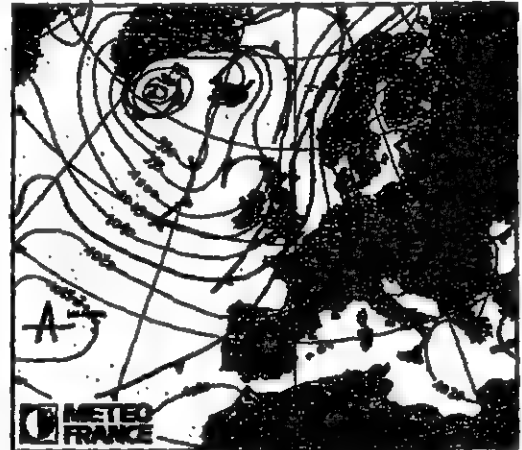
Dans une large partie centrale du pays, le temps sera clément. Le ciel sera encombré de nuages bas ou de brouillards en matinée, des Pays de la Loire à l'Aquitaine et au Jura. Il laissera davantage de place au soleil l'après-midi et permettra aux températures de dépasser les 15 degrés. De la Normandie au Pas-de-Calais et aux Ardennes, en passant par la côte picarde et l'Île-de-France, le soleil sera moins présent. Les passages nuageux se succéderont avec quelques averses. En Bretagne, la journée débutera sous les nuages et de petites pluies. La ciel breton retrouvera d'agréables moments ensoleillés et une certaine douceur. Les thermomètres afficheront parfois 18 degrés au meilleur de la journée.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

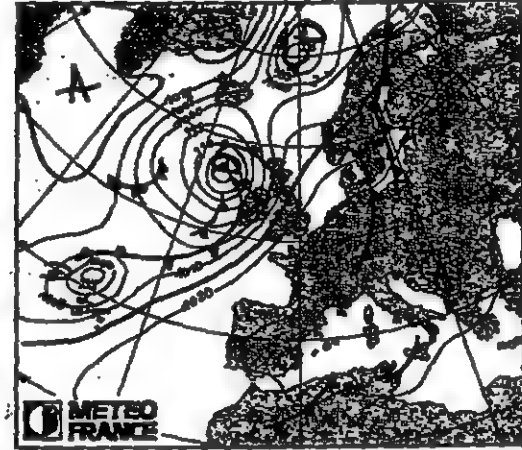


Prévisions pour le 26 octobre vers 12h00

TEMPÉRATURES	GRENOBLE	18°	TOURS	22°	CHICAGO	18°	LIÉGE	25°	PRETORIA	20°
du 24 octobre	LILLE	15°	STRASBOURG	22°	COPENHAGUE	13°	LONDRES	19°	RABAT	26°
max/min/moyenne	LYON	20°	ALGER	29°	DAKAR	32°	LOS ANGELES	19°	BO DE JAN.	26°
	MARSEILLE	20°	AMSTERDAM	14°	VIENNE	14°	LUXEMBOURG	14°	ROME	20°
	NANCY	16°	ATHÈNES	16°	DUBLIN	10°	MADRID	20°	SAN FRANC.	17°
	NANTES	16°	BANGKOK	32°	FRANCFORT	10°	MADRID	20°	SANTIAGO	24°
	NICE	19°	BARCELONE	17°	GENÈVE	13°	MEXICO	22°	SEVILLA	20°
	PARIS	18°	BERLIN	12°	HANOI	30°	MONTREAL	14°	ST-PETERS.	5°
	PERPIGNAN	18°	BOMBEY	32°	MANILA	30°	MOSCOW	14°	STOCKHOLM	10°
	POINTE-A-P.	18°	BRASILIA	30°	ISTANBUL	14°	MUNICH	11°	TENERIFE	23°
	RENNES	17°	BUENOS AIRES	16°	NEW DELHI	28°	NAIROBI	22°	TOKYO	20°
	STRASBOURG	22°	BUCAREST	14°	NEW YORK	10°	NEW DELHI	28°	TUNIS	24°
	TOULOUSE	20°	BUDAPEST	12°	OSAKA	15°	PALMA DE M.	21°	VARSOVIE	10°
			CAEN	16°	PRAGUE	10°	PARIS	19°	VIENNE	14°
			CLERMONT	16°						
			DIJON	16°						
			LYON	20°						
			TOULOUSE	20°						



Situation le 25 octobre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 27 octobre, à 0 heure, temps universel

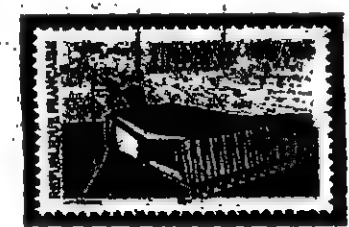
## PHILATÉLIE

### L'Unesco a cinquante ans

A L'OCCASION du cinquantième anniversaire de l'Unesco, La Poste mettra en vente générale, lundi 4 novembre, un timbre à 3,80 F.

Le 16 novembre 1945, la convention instituant l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization) est adoptée à Londres par quarante-quatre États. La naissance de l'Unesco est effective le 4 novembre 1946.

La France, qui accueille le siège de l'organisation, émet le 19 novembre 1946 un premier timbre commémoratif. Deux autres suivent, en 1955, lors de l'inauguration de son siège, place de Fontenay à Paris. Cet immeuble est le bâtiment parisien le plus représentatif sur des timbres étrangers.



Le 21 janvier 1961, l'Unesco émet ses premiers timbres de service, auxquels ont, depuis, succédé de nombreuses émissions consacrées aux sites inscrits au patrimoine mondial. Ces timbres, libellés en français et en anglais, ne peuvent affranchir que le courrier déposé dans l'enveloppe de l'Unesco.

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné par Jean-Paul Cousin, est imprimé en offset en feuilles de cinquante.

Pierre Juillien

\* Vente anticipée à Paris, les 2 et 3 novembre, au bureau de poste temporaire ouvert à l'Unesco, 7, place de Fontenay, 7.

## EN FILIGRANE

Philatélie scolaire. La Fédération française des associations philatéliques et la Croix-Rouge française organisent un concours sur le thème « L'eau et la vie ». Il s'adresse à des élèves de classes d'écoles maternelles, élémentaires, de collèges, lycées et établissements d'accueil pour enfants relevant d'un enseignement spécialisé. Date limite d'inscription : le 1er décembre. Dotations : un voyage à Genève au siège de la Croix-Rouge pour la classe gagnante (Concours national de philatélie scolaire, Philippe Lesage, BP 156, 45201 Montargis Cedex).

\* Vente sur offres Abou-Phil (Paris, tél. : 01-40-16-91-57) clôture le 15 novembre. Monaco et nombreuses variétés, non dentellées et épreuves de France.

Vente sur offres Brunet (Bourg-Saint-Maurice, tél. : 04-79-07-29-04) clôture le 9 novembre. France, colonies et bibliophilie philatéliques.

Vente à prix nets Rivolt-Philatelle (Paris, tél. : 01-42-60-15-12) de plus de 1 000 lots. Parmi les classiques de France, beau tête-bêche n° 240. En prime obliqué à 22 000 F.

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ ESPAGNE. La compagnie nationale espagnole Iberia transfère, dimanche 27 octobre, ses bases d'opérations parisiennes de l'aéroport d'Orly-Sud à celui d'Orly-Ouest.

■ ISRAËL. El Al augmente pour l'hiver ses rotations à destination du Caire. Du 27 octobre au 29 mars, la compagnie israélienne effectuera les dimanches, lundis, mardis, mercredis et jeudis, un vol aller-retour Paris-Le Caire via Tel-Aviv.

■ PAYS-BAS. La compagnie néerlandaise KLM inaugurera, dimanche 27 octobre, un troisième vol quotidien entre Lyon-Satolas et Amsterdam.

■ EUROPE. Plusieurs compagnies aériennes européennes ont décidé d'offrir des réductions de tarifs cet hiver. KLM et sa filiale britannique Air UK proposent de baisser d'environ 160 F le prix de voyages effectués en novembre au départ du Royaume-Uni à destination de quarante villes européennes. La compagnie helvétique Swissair, qui a déjà baissé ses prix de 10 % sur ses vols Zurich-Francfort en classe affaires, propose des réductions pouvant atteindre jusqu'à 30 % sur des vols effectués avant le 13 décembre à destination de New York.

■ ALLEMAGNE. Lufthansa augmente la fréquence de ses vols Mar-

seille-Munich. Dès lundi 28 octobre, la compagnie allemande effectuera treize rotations par semaine entre les deux villes au lieu de sept actuellement.

■ INDONÉSIE. Le Meridien Bali, complexe hôtelier de luxe comprenant 265 chambres, 15 suites et 24 villas, ouvrira l'été prochain. Situé sur la côte sud-est de Bali, l'établissement est équipé d'un golf, d'un centre de remise en forme, de courts de tennis et de squash, de piscines, et de salles de réunion. Quatre-vingt-cinq chambres, un restaurant et une piscine seront accessibles à la clientèle dès le 1er juin.

■ VIETNAM. Les chauffeurs de taxi de Ho-Chi-Minh-Ville ont repris le travail, jeudi 24 octobre, après une grève de cinq jours. - (AR)

## PARIS EN VISITE

**Dimanche 27 octobre**

■ L'HÔTEL DE LA PAIX (50 F + prix d'entrée), 10 heures, 25, avenue des Champs-Élysées (Connaissance de Paris).

■ L'INSTITUT DE FRANCE, 10 heures (40 F + prix d'entrée), 23, quai de Conti (Approche de l'art); 15 heures (50 F + prix d'entrée), 23, quai de Conti (Tourisme culturel).

■ L'ÎLE DE LA CITÉ (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autotour).

■ MONTMARTRE, 11 heures (55 F), sortie du métro Abbesses (Christine Merle); 15 heures (50 F), en haut du funiculaire (Paris autotour).

■ MUSÉE RODIN (50 F + prix d'entrée), 11 h 30, 77, rue de Varenne (Institut culturel de Paris).

■ MARAIS : synagogues et quartier juif (55 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Christine Merle).

■ LA MONTAGNE SAINTE-GENEVIEVE (50 F), 14 h 30, 10, place du Panthéon (Découvrir Paris).

■ LA RUE DES PETITS-CHAMPS (45 F), 14 h 30, angle de la rue de la Banque et de la rue des Petits-Champs (Monuments historiques).

■ LE VILLAGE DE PASSY (45 F), 14 h 30, sortie du métro Passy (Paris capitale historique).

■ LES BUTTES-CHAUMONT (45 F), 15 heures, sortie du métro Buttes-Chaumont (Monuments historiques).

■ LE CHÂTEAU DE VINCENNES

(45 F + prix d'entrée), 15 heures, sortie du métro Château-de-Vincennes, côté château (Monuments historiques).

■ LA GRANDE MOSQUÉE et ses jardins (40 F + prix d'entrée), 15 h 30, place du Puits-de-Ferme (Approche de Paris).

**Lundi 28 octobre**

■ HÔTELS AUTOUR DU PARC MONCEAU : deux visites différentes (55 F), 10 h 30 et 14 h 30, sortie du métro Monceau (Pierre-Yves Jaslet).

■ MARAIS : maisons d'autrefois (50 F), 10 h 30, place Baudoyer, devant la mairie du 4<sup>e</sup> (Paris autotour).

■ MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ (50 F + prix d'entrée), 11 heures, 158, boulevard Haussmann (M<sup>e</sup> Cazes).

■ LE QUARTIER ROCHE-CHODART-MONTHOLON (60 F), 11 heures, sortie du métro Notre-Dame-de-Lorette (Vincent de Langlade).

■ UN TEMPLE HINDOUISTE (55 F), 11 heures, sortie du métro Maillot-Douai (Christine Merle).

■ MUSÉE PICASSO (36 F + prix d'entrée), 14 heures, 5, rue de Thorigny (Musées nationaux).

■ LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE (50 F), 14 h 20, sortie du métro Hôtel-de-Ville (Tourisme culturel).

■ L'ÉGLISE SAINT-ROCH (45 F), 14 h 30, 296, rue Saint-Honoré (Monuments historiques).

■ LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE (50 F), 14 h 30, au pied des

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

### Macabres exhibitions

LES PHOTOGRAPHIES des pendus de Nuremberg n'éveillent pas en nous un sentiment de pitié chrétienne. Elles sont loin d'égaliser en horreur celles des Français suppliciés par les Allemands. Les atrocités inexprimables des hitlériens ne sont pas effacées, ni les souffrances de leurs victimes. Elles ne le seraient pas davantage si nous avions rendu aux nazis les traitements que nous avons reçus d'eux. A la vengeance nous avons préféré la justice. Et c'est mieux, pourvu que le temps ne nous incite pas à l'oubli.

Ces têtes sanglantes ou tuméfiées, avec leur nœud de corde sous la nuque et le mur d'une geôle comme fond, donnent-elles une image assez majestueuse de la justice humaine? A crimes répugnants, exécution sordide, soit. Il ne fallait pas, c'est vrai, qu'un châtimement destiné à servir d'exemple dans les siècles prit le caractère d'une apothéose.

Mais que blâme-t-on? Seulement la reproduction de ces documents dans les journaux. Puissent-ils ne jamais servir, plus tard, une propagande mauvaise. Et ne pas incliner dès maintenant à des compassions dangereuses cette fraction de l'humanité qui lave plutôt les pieds des bandits que ceux du Christ. Les Anglais l'ont compris; ils n'ont pas divulgué ces photographies. Quelle que soit leur raison, respect humain, prudence, répulsion pour la laideur, réaction contre les tendances malsaines de ce temps, elle paraît louable.

Et puis quel rôle incombe à une presse régénérée, sinon de discerner, sans le secours d'une censure, comment elle peut et doit servir les intérêts de son pays et des civilisés? Ces exhibitions macabres ne répondent certainement pas à un tel idéal.

Raymond Millet  
(26 octobre 1946.)

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G<sup>e</sup> Lecomte - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 01-42-17-32-91.

Pays	1 an	6 mois	3 mois
France	1 890 F	1 098 F	536 F
Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	2 086 F	1 123 F	572 F
Autres pays de l'Union européenne	2 960 F	1 560 F	790 F

LE MONDE - (ISSN : 0000-0000) is published daily for \$ 800 per year + 12 MONDÉS - 21 rue de Valenciennes 75004 Paris Cedex 05. France, photocopied postage paid at Champlain, N.Y. 05, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 21 rue de Valenciennes, Champlain, N.Y. 05-1338. Please use international money order or check payable to LE MONDE, 21 rue de Valenciennes, Champlain, N.Y. 05-1338.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Je joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire : \_\_\_\_\_

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : \_\_\_\_\_

● par écrit 10 jours avant votre départ.

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

331 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, 3625 ABO.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 01-42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

Composée : GO LE MONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Documentation sur minitel 3617UMDOC ou 06-36-29-04-58

LE MONDE sur CD-ROM 01-44-08-78-30

Index et microfilms 01-42-17-29-35

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2-23 Paris)

**Le Monde** est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Guebrou, 94052 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Dominique Aldrey

Directeur général : Gérard Morin

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : 01-44-43-76-00; Fax : 01-44-43-77-30

Compagnie et RIVAGES NOIR

font tous 10 ans

le dimanche 27 octobre à 16 h

avec

TONINO BENACQUISTA

HELENE COUTURIER

PASCAL DESSAINT

MARC MENONVILLE

TOBIE NATHAN

JEAN-HUGUES OPPEL

HUGES PAGAN

MARC VILLARD

50 rue des Écoles, Paris 5<sup>e</sup>, 43 28 45 38



**VENTES** La firme anglo-américaine Christie's mettra en vente, les 29 et 30 octobre à Vienne (Autriche), les collections d'objets d'art pillés par les nazis avant et pendant la se-

conde guerre mondiale. Plus de huit mille pièces seront dispersées, essentiellement au profit de la Fédération des communautés juives d'Autriche, qui répartira les fonds entre des

œuvres caritatives. ● CES ŒUVRES, dont les plus intéressantes sont un tableau de Pietro di Francesco degli Orioli, une nature morte de Frans

Snyders et deux dessins de Tiepolo, sont d'une valeur modeste. Elles étaient conservées dans l'ancienne chartreuse de Mauerbach, près de Vienne, dont l'accès était strictement réglementé par les autorités autri-

chiennes. ● DES INTERROGATIONS subsistent sur la manière dont ces autorités ont traité le dossier. La revue américaine *ARTnews* avait révélé l'existence de Mauerbach en 1984.

## Christie's disperse à Vienne plus de 8 000 objets d'art pillés par les nazis

Mardi 29 et mercredi 30 octobre, la firme anglo-américaine mènera dans la capitale autrichienne une vente aux enchères publiques au profit de la Fédération des communautés juives. Ces collections étaient entassées dans l'ancienne chartreuse cistercienne de Mauerbach

**ÉVÉNEMENT** à Vienne, en Autriche, les 29 et 30 octobre : une vente aux enchères, organisée par Christie's au Musée d'art appliqué (MAK) de la ville, va disperser des œuvres d'art pillées avant et pendant la seconde guerre mondiale par les nazis et qui n'ont pas retrouvé leurs propriétaires. Un grand nombre de ces vols a vraisemblablement été spolié des familles juives dont beaucoup ont disparu, victimes de la Shoah, ou se sont dispersées de par le monde, sans laisser de traces. La République autrichienne a mis cinquante et un ans pour régler ce problème.

La firme anglo-américaine chargée de cette vente a édité un catalogue de plus de 400 pages, tiré à 20 000 exemplaires, qui recense les quelques 8 000 pièces réparties en un millier de lots. Christie's avait été chargée par la communauté juive de Vienne de dresser l'inventaire des collections à vendre. Ces dernières étaient entassées dans l'ancienne chartreuse cistercienne de Mauerbach, près de Vienne. La présence de ce « trésor » était ignorée du grand public jusqu'à ce que la revue américaine *ARTnews* révèle, en 1984, l'existence de ce qu'elle a appelé l'« héritage de la honte ». Comment cet « héritage » est-il arrivé là ? Après la fin des hostilités, les Américains remettent aux

autorités autrichiennes des œuvres d'art récupérées dans différentes cachettes, dont les mines de sel d'Alt Aussee, près de Salzbourg. Le chiffre exact de ce dépôt n'est pas connu. Il s'agit ensuite de retrouver leurs propriétaires légitimes. Les services de Georg Weiss, proche collaborateur du Congrès juif mondial (CJM), s'y emploient. Dans les premières années d'après-guerre, plus de 10 000 pièces, dont certaines d'une valeur considérable, sont restituées, en particulier à la famille Rothschild. Plus tard, à l'initiative de Simon Wiesenthal, un inventaire du reliquat est dressé.

### DES VISITES FILTRÉES

« Une première liste de la collection Mauerbach a été publiée dans le journal officiel le 2 septembre 1969, raconte Georg Jankovic, conseiller culturel de l'ambassade d'Autriche à Paris. Une seconde la complète, en 1986. A la suite de cette publication, 200 objets furent réclamés et rendus. Par la suite, seuls les Pays-Bas ont demandé officiellement à l'Autriche la restitution de certains objets... En revanche, à ma connaissance, ni la France ni la Belgique n'ont fait de demande officielle en ce sens. » Sans attendre la publication de la seconde liste, le gouvernement autrichien avait, en 1969, acheté alors pour 5 millions de schillings un certain nombre d'œuvres non réclamées. La somme fut versée aux services de Georg Weiss. D'après Hector Feliciano, l'auteur du *Musée disparu* (éd. Actes du Sud), qui enquête depuis des années sur les œuvres d'art pillées pendant la dernière guerre, « 550 œuvres furent alors placées dans des musées ou des ambassades ». Ce qui reste en dépôt à Mauerbach est, dit-on, d'une valeur modeste. Quelques tableaux plus précieux, précèdent les autorités, sont transférés dans différents musées pour une meilleure conservation.

Pourquoi, dans ces conditions, avoir réservé les visites du couvent de Mauerbach à des délégations officielles soigneusement filtrées ? L'ancien responsable des archives du ministère français des affaires étrangères, François Renouard, chargé à l'époque des problèmes de restitution, s'était inquiété auprès de Georg Jankovic. Il s'étonne et conteste la procédure, assurant que les visites approfondies à Mauerbach étaient interdites par le gou-



Tête en marbre d'Alexandre le Grand ou de l'un de ses généraux (III<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ).

vernement autrichien, au moins jusqu'en août 1995, et que les listes publiées étaient succinctes et partielles. Hector Feliciano confirme que « François-Régis Bastide, ambassadeur de France à Vienne dans les années 80, s'est vu refuser l'autorisation de visiter Mauerbach ». François Renouard estime enfin curieux d'apprendre par les déclarations de Christie's et du représentant de l'association juive que les

objets réunis soit tous de « médiocre qualité ». Ce qui est en contradiction avec ce que les visiteurs ont pu voir dans les années 60 et 70 au cours de visites fragmentaires.

Certains s'étonnent de la discrétion des autorités autrichiennes et de leur peu d'engouement pour retrouver des propriétaires, passée la première vague des recherches. Et puisque les œuvres en question

sont « de peu de valeur », pourquoi se montrer si exigeant sur « les preuves à fournir » pour y accéder ? La rétention d'informations, précisée-t-on du côté des autorités autrichiennes, repose sur l'idée que ces objets étaient assez souvent réclamés par plusieurs personnes. Le juge chargé des dossiers de restitution, M. Gradischwig, ne pouvait prendre ses décisions que sur la base de descriptions détaillées. Et il importait que ces objets ne puissent être vus par tout le monde.

### « CLAIEMENT CERTIFIÉ »

En 1985, le gouvernement autrichien a établi une liste actualisée du dépôt de Mauerbach et fixé un nouveau délai pour d'éventuelles demandes de restitution. Celles-ci viennent à expiration le 30 septembre 1986. Au total, 400 objets ont été restitués, dix-huit procédures sont en cours. Enfin, pour mettre un point final à l'affaire, « le 5 août 1995, indique Georg Jankovic, le Parlement autrichien a voté une loi qui transmet toute la collection Mauerbach à la Bundesverband der Israelitischen Kulturgenossen in Österreich (Association fédérale de la communauté culturelle juive en Autriche) ». C'est ce que confirme le docteur Robert Liska, vice-président de la Communauté juive de Vienne : « Le transfert de la collection Mauerbach a été fait sous les conditions suivantes : les objets devaient être dispersés dans une vente publique et les bénéfices partagés entre les victimes juives de l'Holocauste. C'est le Congrès juif mondial qui se chargera de la répartition des fonds. La vente concerne quelque 8 000 objets. Dans l'ensemble, ce ne sont que des choses de peu de valeur. A tel point que Christie's ne voulait mettre en photographie, dans le catalogue, que 30 % des lots mis en vente parce que le reste n'en valait pas la peine. Nous avons insisté pour que tout ce qui sera vendu figure dans le catalogue. Nous ne vendons que les objets qui ont des titres lé-

gaux, clairement certifiés, et dont l'État autrichien nous a donné la garantie que plus personne ne les revendique. » Depuis la publication du catalogue à la mi-septembre, sept nouvelles pièces ont été réclamées, parmi lesquelles trois ont été restituées.

« Le ministère des finances et le gouvernement autrichien ont demandé aux tribunaux de statuer sur le bien-fondé de cette affaire, indique Georg Jankovic. A partir du moment où la juridiction a donné son feu vert, pour l'État autrichien, il n'y a plus de problèmes. Désormais, au regard du droit international, si des litiges surgissent, ils ne sont plus du ressort du gouvernement autrichien mais de celui de la communauté juive de Vienne. » Pour l'Autriche, ce dossier épineux est donc officiellement bouclé.

Pourtant, des interrogations subsistent. D'abord, l'origine des collections. Pour le gouvernement autrichien, elles viennent majoritairement de la communauté juive autrichienne, puisqu'elles ont été trouvées en Autriche. « Or, indique Hector Feliciano, il est vraisemblable que ce qu'on a trouvé près de Salzbourg a une origine multiple. Les pièces entassées dans les mines de sel venaient, on le sait, de toute l'Europe. Elles ont, de plus, transité par le Centre de Munich, où les Américains centralisaient toutes les œuvres d'art pillées par les nazis et récupérées sur l'ensemble des territoires contrôlés par le III<sup>e</sup> Reich. Les pièces envoyées à Mauerbach pouvaient aussi bien avoir été trafiquées en Belgique, en France ou au Danemark. » Même si le style des pièces indique que nombre d'entre elles viennent d'Autriche ou d'Allemagne. Enfin, on aimerait pouvoir identifier avec certitude les œuvres qui ont transité par Mauerbach avant de faire partie des collections nationales autrichiennes. Ce ne sont sûrement pas les moins intéressantes.

Emmanuel de Roux avec Waltraud Barry à Vienne

## Une abondance de pièces disparates

ANDREW DECKER, dans son article publié dans le périodique américain *ARTnews*, faisait état de véritables trésors entassés à Mauerbach : des œuvres de Vermeer, Breughel, Michel-Ange et Léonard de Vinci. Il semble que le tableau de Vermeer soit entré dans les collections du Musée des beaux-arts de Vienne. En revanche, le Breughel n'est qu'« attribué » au maître flamand, comme beaucoup de pièces qui portent la mention « de l'entourage... », « de l'école... » ou « de l'atelier de... ». Les dessins de Michel-Ange et de Vinci sont des copies. Si elle n'est donc pas d'une qualité exceptionnelle, la manne est en revanche fort abondante et très disparate. Le catalogue pu-

blé par Christie's fait état de 1 045 lots regroupant environ 8 800 objets dont plus de 600 tableaux, dessins et gravures du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, des sculptures, 3 300 pièces de monnaie, des miniatures, des livres et des manuscrits, 2 000 programmes de théâtre, du mobilier, des tapis, des tapisseries et de l'argenterie.

Selon les experts, les pièces les plus intéressantes sont un tableau de l'italien Pietro di Francesco degli Orioli (1458-1496), représentant une Vierge à l'Enfant estimé entre 75 000 et 100 000 dollars (de 380 000 à 580 000 francs environ), une nature morte du Flamand Frans Snyders (1579-1657), une toile peinte par Abraham Brueghel et Guillaume Courtois et deux

dessins de Giovanni Battista Tiepolo. La seule pièce de valeur du XIX<sup>e</sup> siècle est une « carafe » d'Alexander Archipenko datant de 1921 et qui passait pour perdue. Une tête en marbre datant du III<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ (Alexandre le Grand ou l'un de ses généraux) est estimée entre 47 000 et 74 000 dollars.

La majorité des tableaux et dessins sont des « autrichiens », œuvres d'artistes autrichiens du XIX<sup>e</sup> siècle (Rudolf von Alt, Hans Makart, Friedrich von Amerling...) recherchées par certains collectionneurs autrichiens et allemands, mais peu connus à l'étranger. Selon Christie's, la vente devrait rapporter environ 3,5 millions de dollars (18 millions de francs environ).

## La grande colère des candidats à l'Ecole du patrimoine

Cet établissement prestigieux n'admettra que onze étudiants pour l'année 1996-1997

LES CANDIDATS à l'Ecole du patrimoine sont furieux. Ils le font savoir depuis le début du mois d'octobre : rassemblement devant la Pyramide du Louvre, cortège au ministère de la culture, rue de Valenciennes, distributions de tracts, conférence de presse... Ces jeunes historiens d'art, tous titulaires au minimum d'une maîtrise ou d'un DEA, ont appris que pour six cent quatre-vingt-cinq candidats (dont trente sont issus de l'Ecole des chartes), il n'y aurait que onze postes à pourvoir pour l'année 1996-1997 (contre quarante en 1995). Cinq se seront à la section Archives, réservée aux chartistes, mais aucun au service de l'inventaire, qui fête le trentième anniversaire de sa création. Ces onze postes relèvent tous de la fonction publique nationale, la « territoriale » ayant indiqué qu'elle ne comptait pas recruter en 1997 dans ce domaine. Les candidats se plaignent en outre « de ne

connaître le nombre des places disponibles que quinze jours avant le concours ».

Au ministère de la culture, Alain Seban, conseiller du ministre chargé du patrimoine, a reçu la délégation des étudiants. Il les a écoutés longuement mais n'a pu que se réfugier derrière les impératifs de la rigueur budgétaire et les consignes générales d'austérité du ministère du budget. On sait cependant que des postes sont vacants : deux au département des objets d'art du Louvre, un au Musée de Dijon - qui recrute même par voie de petites annonces - et un autre au département des sculptures du Musée d'Orsay. Devant un tel amenuisement des débouchés, certains se demandent si l'existence d'une école spécifique a encore un sens.

L'Ecole du patrimoine a été présentée, lors de sa création en 1990, comme une sorte d'ENA de la culture. Une ambition sans doute

outrée. Elle est cependant seule à former sur les plans scientifique, administratif, économique, social et technique les conservateurs de nos grandes institutions patrimoniales (la durée du cursus est de dix-huit mois), en particulier ceux qui seront chargés des musées. Un tel programme demandait un certain confort. Elle a pu s'installer à Paris dans les anciens locaux du Cercle de la librairie, boulevard Saint-Germain, un immeuble conçu par Charles Garnier à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Son budget de fonctionnement est de 45 millions de francs par an. Ce qui semble beaucoup pour des promotions qui se réduisent comme peau de chagrin au fil des ans.

Jean-Pierre Bady, le directeur de l'établissement, souligne que les missions de l'Ecole du patrimoine se sont accrues depuis sa création. Elle assure la formation permanente d'un certain nombre de professionnels (neuf cents, en

moyenne, chaque année) à travers une trentaine de séminaires, rencontres et débats. En outre, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, elle est en charge de l'Institut de formation des restaurateurs d'œuvres d'art (Ifroa), qui a recruté par concours seize étudiants (sur deux cents inscrits) et doit leur dispenser une formation pendant quatre ans. L'Ecole fonctionne avec trente-cinq permanents et près de quatre cent cinquante intervenants chaque année, à différents titres. Cet activisme, regrette les jeunes historiens d'art, est à mettre en regard avec « le désintérêt de l'Etat ». « Combien de musées fonctionnent au rythme chaotique des stages et des vacances ? Combien de kilomètres d'archives dorment sans personne pour les classer et les communiquer ? demandent les étudiants. Nous avons le sentiment d'un véritable glissement. »

E. de R.

**Gilles Servat**  
en concert  
A L'OLYMPIA  
BRUNO COQUATRIX  
DIRECTION - PAROLETTA ET PATRICIA COQUATRIX

**MARDI 19 NOVEMBRE 96**

Locations : 01 47 42 25 49, Olympia, Thomas Agence, FNAC, Virgin Magasin, Collectivités : 01 47 42 82 45, Minist 3615 Olympia, France Billet

Olympia - 10, rue Commaire - 75009 Paris

مكتبة



## Le compositeur Pierre Henry reçoit chez lui les amateurs d'aventures sonores

Le créateur de la « Messe pour le temps présent » expose ses recherches dans son studio parisien

Dans le cadre du Festival d'automne, à Paris, Pierre Henry a choisi de faire découvrir ses inventions musicales et sonores sur le lieu même

de leur conception. Il a imaginé un « concert-installation » qu'il dirige d'une console presque inaccessible. Présents dans la salle de la

composition remis en selle dans le grand public par la vague « techno », dont les protagonistes reconnaissent en lui un précurseur.

**INTÉRIEUR/EXTÉRIEUR.** conception sonore et visuelle de Pierre Henry, avec l'assistance de Bernardette Mangin pour la musique. Etienne Bultingaire (sonorisation). Jusqu'au 23 novembre. Adresse communiquée sur rendez-vous. Tél. : 01-42-96-96-94. 100 F.

C'est une maison blanche posée dans une petite rue du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Une lourde porte de fer, un lierre et une renouée du Turkestan mangent le porche et grimpent à l'assaut des volets de la façade. Sa cour tient des petits cafés du quartier de Grignol où Schubert et ses amis passaient leurs nuits à faire de la musique, jamais très éloignés d'une bouteille de blanc.

Mais l'ambiance est moins nature et l'endroit plus étrange. Entrez. Dès la cave, on semble pénétrer dans l'antre d'un réparateur de télévisions. Les murs sont capés par des sculptures, des bidules faits de composants électroniques, de panneaux de bois, de cartons recouverts de transistors,

de potentiomètres, de bobines mobiles de haut-parleurs dénichées, exposant le fil de cuivre brillant qui transmet l'onde électrique à la membrane qui la métamorphose en son, des tweeters, des boomers, des condensateurs, des capacités, des lampes. Un vieux piano Erard de palissandre, privé de son couvercle, de sa lyre, de son pupitre, montre ses entrailles dorées. Quelques affiches rappellent que Pierre Henry donna des concerts à l'olympia, qu'il fut une star du hit-parade.

**MUSIQUE CONCRÈTE.**

Musique et sculpture à tous les étages. Quand les murs ne sont pas occupés par des œuvres plastiques, ils sont tapissés de bandes magnétiques. Prisonniers de l'oxyde de fer, les sons engravés par le compositeur. Des milliers de bobines pour retenir la rumeur du monde. Tout en haut d'une étagère, deux boîtes de carton : *Symphonie pour un homme seul*, *disques souples*. Sont-ils les originaux de l'œuvre qui, en 1950, porta la musique concrète sur les fonts baptismaux ? On regarde avec

émotion cette œuvre d'art qui ne se montre pas.

Et partout des encoches acoustiques, des fils qui courent le long des tuyaux de chauffage central. Il y a bien une gazinière, un évier, un lit dans la souppente, mais l'on doute que Pierre Henry vive ici. Encore que Beethoven vivait là où il travaillait, recevait ses visiteurs sans songer une seconde à cacher le pot de chambre qu'il posait sur son piano. Pierre Henry reçoit là où il travaille, dans son R4, le studio que Maurice Fleuret l'avait aidé à créer en 1982, quand il était directeur de la musique. C'est à ce journaliste, ce musicien résolu, engagé au côté des créateurs, que Pierre Henry a dédié *Intérieur/Extérieur*.

Il est là, Pierre Henry, derrière sa console. Pour arriver jusqu'à lui, il faut téléphoner au Festival d'automne pour annoncer son arrivée. A ce moment, et à ce moment seulement, l'adresse sera dévoilée. La visite vaut le coup d'œil, à n'en pas douter : les œuvres plastiques de Pierre Henry seraient d'un Arman, esprit de production industrielle, vulgaires et millions en moins. Et la

musique ? D'abord, il faut s'asseoir dans l'une des pièces de la maison. Sans bouger, comme à Pleyel, pendant 32 minutes et 35 secondes, dit le programme. Après quoi, il faut se déplacer dans les étages pour entendre la seconde partie de l'œuvre.

Installé sur un pliant, on se laisse envahir par les constructions sonores qui répondent aux constructions plastiques exposées dans ce musée vivant. Sous récupérés, volés, accolés, superposés, bruits de bouches, d'eau, cris, borborygmes, cordes de piano grattées, frottées, dont le souffle harmonique est un poudrolement d'or : superpositions rythmiques, synopses, surgissant des haut-parleurs, mourant, répondant à l'écho des sons venus de la cage d'escalier qui sonne comme un tuyau d'orgue. L'espace, le temps sont démultipliés. Intérieur dure le temps d'un concerto classique, mais sa densité d'événements impose une durée psychologique tout autre, insaisissable dans la musique occidentale.

Il faut ensuite se lever, se promener dans les étages, capter le son dans la mobilité du corps pour Extérieur. S'approcher, s'éloigner des salles, frôler les autres qu'on ne connaît pas dans ce qui semble devenir une fin de sabbat très années 50-60, un peu plus sage, beaucoup plus sèche et moins enfumée. On jette un oeil à sa montre. On ne s'en souvient certes pas, mais pourquoi Pierre Henry a-t-il barré l'entrée de la porte de son antre avec un vieux fauteuil ? Il reçoit chez lui, tire les ficelles, mais ne participe pas à la fête.

Alain Lompech

## Ahmad Jamal, un prestidigitateur au piano

Un autre magicien, le saxophoniste George Coleman, était présent à Nancy

**AHMAD JAMAL SEPTIÈME.** Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Termes. 20 h 45, le samedi 26. Tél. : 01-42-61-93-00. De 140 F à 190 F. Nancy Jazz Pulsations, le 24.

L'orchestre d'Ahmad Jamal (piano) tourne comme une horloge. Ce qui n'est pas excessif d'avance. C'est sa magie. Ses promoteurs l'annoncent comme un des derniers géants du jazz. Avec Rollins. Ce n'est pas faux. Mais ils se réveillent un peu tard. Sans remonter au 7 juillet 1973, la carrière en dents de scie du pianiste Fritz Jones, dit Ahmad Jamal, né en 1930 à Pittsburgh, n'a pas été un tapis de roses. Ce 7 juillet 1973, le Festival Newport à New York présente une nuit du piano à Carnegie Hall : Dave Mc Kenna, Jimmy Rowles, Eubie Blake, presque centenaire, Bill Evans, et quelques autres défilent sous la houlette de Billy Taylor.

Toute la nuit, sur les marches du Carnegie, un grand diable ombreux a porté une pancarte : « Piano nite sans Ahmad Jamal ? Il y a des relents de Watergate dans le business de la musique. » Déjà. A force de collectionner les succès populaires - Billy Boy en 1956, *But not for Me* en 1958 -, Ahmad Jamal a fini par cueillir des rancœurs. Seul défenseur dans le gouffre, fidèle, Miles Davis. On comprend l'affinité. C'est la même idée de la musique. Au piano, Ahmad Jamal commence là où les autres s'arrêtent... Cela dit, le jour où son club, l'Alhambra de Chicago, a mis les clés sous le piano (en 1962), le jour où ses accompagnateurs de rêve, Israel Crosby et Vernell Fournier, l'ont lâché pour former un trio avec un concurrent ; le jour enfin où il a divorcé (il y a comme ça des années où ça ne sourit pas), tout le monde l'a laissé choir. Il a disparu plusieurs fois. De-

puis quelque temps, l'Europe le fête. L'équilibre du groupe tient pourtant de la prestidigitatation. Reprenons : un guitariste assez bien insignifiant, mais très content. Un percussionniste aux allures de catcheur, plutôt médiorce. Il a ramassé un stock de vieux appeaux en prévision de la migration. Tout le concert sera saigné de chants d'oiseaux à faire peur à Messiaen. La palombe à Nancy ! Donald Byrd, trompettiste très attendu, s'est fait porter pile. Jo Kennedy Jr., lui, est malheureusement présent au violon. Il est à la justesse et au swing ce que la famille Kennedy fut à la démocratie. Le tandem de basse, basse et batterie, reste la clé de l'énigme. Dans les ensembles, ils font correctement leurs offices. En solo, avec la bénédiction du chef, ils s'en donnent à cœur joie. Longs simulacres, qui sont autant de pris sur la musique. Jeff Chambers, pur homonyme du bassiste Paul Chambers, s'offre ainsi plusieurs tranches de choros balourd. Tourner d'applaudissements. Dans la foule, interminable déferlante de batterie : on dirait un *toro de fuego* tiré en Charente pour la Saint-Médard. Trombe d'applaudissements.

Francis Marmande

## Saburo Teshigawara, chorégraphe de la perfection forcenée

**HERE TO HERE**, de Saburo Teshigawara (chorégraphie, costumes, lumières, scénographie). Saburo Teshigawara, Kei Miyata et Satoru Choko (danseurs). MAISON DES ARTS DE CRÉTEIL, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. M<sup>e</sup> : Créteil-Préfecture. Tél. : 01-45-13-19-19. Les 25 et 26, à 20 h 30. De 55 à 100 F (spectacle présenté dans le cadre du Festival d'automne).

On n'attaque pas la perfection. On la contemple en esquissant un léger balancement. Le travail de Saburo Teshigawara est un système clos qui n'autorise aucune échappée de sens. Tout y est calculé, concerté, voulu. L'univers d'une œuvre d'art, qui doit susciter des questions à l'infini. Tout y est blanc, gris, noir. Propre. Des carrés de lumière s'affichent au plafond, disparaissent. Très chic. Le plafond, blanc, tombe, aplatisant le danseur au sol. Beau catalogue.

C'est, au fond, dans cette volonté d'être un corps dématérialisé que *Here to Here* trouve sa raison d'être. Lumières qui retirent au corps son épaisseur, dessinent des bras de fil

de fer, déchantement. Ombres projetées qui restent accrochées au mur, comme celles des corps brûlés à Hiroshima. Grandement tellurique de la musique. Le japonais vit intensément une histoire dans laquelle on ne pénètre pas. On s'interroge sur son désir à partager cet instant de danse, très narcissique. Dans le dernier tiers du spectacle, Saburo Teshigawara est accompagné d'une danseuse, Kei Miyata, dont la présence n'apporte aucun élément dramatique, et d'un danseur, Satoru Choko, que l'on voit en ombre chinoise. Ce dernier est le double avec lequel Teshigawara dialogue. Tout de talent bédé est presque une faute artistique. On a envie que le chorégraphe lâche les anneaux, perde la face, se noie dans cette violence qui l'habite. Le dernier spectacle du japonais qu'on avait apprécié, *Dah-Dah-Sto-Dah-Dah*, remonte à 1991. C'était à la Biennale de danse de Montréal. Il avait remporté le Prix du public. Sa danse et sa musique mécanistes dénonçaient alors de manière explosive nos temps modernes atomiques. Cinq ans déjà !

Dominique Frélaud

## Inauguration de la troisième salle de la Comédie-Française

**PHILIPPE DOUSTE-BAZAY**, ministre de la culture, et Jean-Pierre Miquel, administrateur général de la Comédie-Française, ont inauguré mercredi 23 octobre le Studio-Théâtre, troisième salle de la Comédie-Française, à côté de la salle Richelieu et du Théâtre du Vieux-Colombier. Situé au Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, le Studio-Théâtre s'inscrit dans l'ensemble des boutiques de luxe qui sont installées autour de la Pyramide inversée. Un rideau rouge le signale aux amateurs qui traversent un hall où sont vendus des livres, des cassettes audio ou vidéo et des produits « dérivés » avant d'atteindre la salle, au premier étage. Alors que Richelieu compte 892 places et le Vieux-Colombier 330, le Studio-Théâtre dispose de 136 fauteuils. Cette jauge - volontairement modeste - doit permettre de présenter des pièces contemporaines courtes, et les « levers et baissers de rideau » du répertoire dans des conditions souples : pas de location, prix réduits. A la fois théâtre et « salon littéraire », la salle servira également de théâtre-thèque. Le premier spectacle présenté - *La Demoiselle de la Poste*, d'Ewa Pokas, mis en scène par Catherine Hiegel - débute le 7 novembre, à 18 h 30 (tél. : 01-44-58-58-58).

**DÉPÊCHES**

■ **CINÉMA** : le metteur en scène Martin Scorsese travaille à un film qui évoquera la vie du chanteur Frank Sinatra. Le cinéaste américain a précisé au journal spécialisé *Daily Variety* que ce long-métrage exposerait « le point de vue de la famille » Sinatra. Scorsese travaille à l'écriture du scénario avec la fille du chanteur et acteur, Nancy Sinatra, auteur d'un livre sur son père, *Frank Sinatra, baryton*.

■ Les droits d'adaptation cinématographique du onzième roman de Michael Crichton, *Alfame*, ont déjà été vendus, avant même la sortie du livre en librairie. Les détails du contrat n'ont pas été rendus publics, mais, selon des sources proches de la transaction citées par *Daily Variety*, Walt Disney aurait payé la somme record de 10 millions de dollars pour le livre.

■ Au cours d'une visio-conférence de presse organisée le 23 octobre entre Paris et Mexico, le producteur Daniel Toscani du Plantier, président d'Unifrance Film International, maître d'œuvre du premier Festival du cinéma français de Mexico, a annoncé que cette première manifestation, préfiguration d'un festival plus ambitieux visant à la conquête du marché panaméricain, aurait lieu à Mexico et à Acapulco du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre. Elle sera placée sous la présidence de Catherine Deneuve.

■ Le film *Ridicule*, de Patrice Leconte, a obtenu le Hugo d'Or du 32<sup>e</sup> Festival international de Chicago, qui a décerné son prix spécial à *Sling Blade*, de Billy Bob Thornton, et son Hugo d'argent à *Fire*, de la réalisatrice canadienne d'origine indienne Deepa Mehta. La Plaque d'Or, attribuée à un premier film, est allée à *La Segunda Volta*, de l'italien Mimmo Calopresti.

■ AlloCiné, service de renseignements et de réservation par téléphone pour le grand écran, qui a reçu plus de huit millions d'appels depuis sa création en 1993, s'affiche désormais sur les mini-écrans des téléphones portables via les réseaux Bouygues Télécom et Itinériss. L'écran du téléphone de l'utilisateur confirme par écrit la réservation effectuée avec l'heure de la séance, le film, l'adresse et éventuellement le métro le plus proche. AlloCiné peut être consulté par accès direct en composant le 820 sur le réseau Bouygues et, pour France Télécom Itinériss, via des opératrices en composant le 711. AlloCiné permet d'acheter ses billets à l'avance dans plus de 225 salles et reçoit en moyenne 120 000 appels par semaine au 01-40-30-20-10.

# Opéra Comique

## 3 opéras à partir de 224 francs !

Georg Friedrich Haendel  
**Amadigi**  
18. 20. 22 ou 24 novembre 1996

Jacques Offenbach  
**Les Contes d'Hoffmann**  
19. 21. 23 ou 25 décembre 1996

Benjamin Britten  
**Owen Wingrave**  
20. 22. 24 ou 26 février 1997

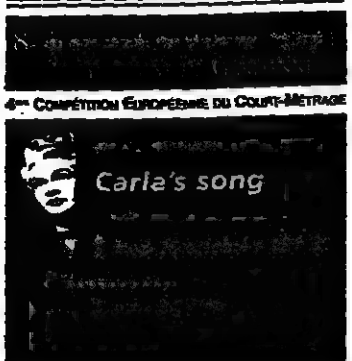
1180 804 579 372 224 francs

SOUSCRIS DES MAINTENANT AU "VISA DÉCOUVERTE"

<p>Nom _____</p> <p>Prénom _____</p> <p>Adresse _____</p> <p>Tel. personnel _____</p> <p>Tel. professionnel _____</p>	<p>pour _____</p> <p>catégorie _____</p> <p>montant total _____</p> <p>Dates choisies pour _____</p> <p><b>Amadigi</b></p> <p><b>Les Contes d'Hoffmann</b></p> <p><b>Owen Wingrave</b></p>
---	--

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de Opéra Comique.  
Coupon réponse et chèque à retourner à Opéra Comique, 5 rue Favart, 75002 Paris.

01 42 44 45 46





## CLASSIQUE

STEFANO

LANDI

Il Sant'Alessio

Les Arts florissants, William Christie (direction)

Il Sant'Alessio - opéra ? oratorio ? dramma musicale ? - est une des révélations majeures du répertoire de la Réforme tridentine à l'assaut des consciences troublées par un siècle de déchirements religieux. L'édifiante histoire de saint Alexis, fils de sénateur romain qui ne fut ni martyr ni missionnaire mais passa sa vie à cacher sa vertu, en Orient puis caché sous l'escalier de sa propre demeure, dit admirablement la voie contemplative que propose l'esthétique romaine en réponse à l'austérité réformée. S'il reste savoureux que le livret de ce drame, d'abord conçu comme un divertissement de carnaval, soit signé d'un patricien romain, proche du Saint Père, qui coiffa lui-même la tiare sous le nom de Clément IX - on est loin de l'idéal ascétique d'Alexis -, la richesse de l'écriture de Landi, la variété de ses procédés, la force contrastée des rôles, dont la malice et l'énergie équilibrent la convention des sentiments pieux, forcent l'admiration. La verve des Arts florissants, la cohérence de la distribution (où les sopranes remplacent les castrats) et l'engagement rythmique de Christie rendent la fête complète.

Ph.-J. C.  
★ Un coffret de 2 CD Erato 0630-14340-2.

DOMENICO MAZZOCCHI

Lagrima amara

Tragicomedia, Erin Headley et Stephen Stubbs (direction)

Musicien romain, Domenico Mazzocchi (1592-1665) illustre ce moment capital où le message de la réforme catholique fait place, entre l'italien profane et le sacré latin, à une musique religieuse en langue vulgaire. L'anthologie conçue par l'ensemble Tragicomedia, spécialisée dans le répertoire italien du XVII<sup>e</sup> siècle, parcourt les principaux recueils du musicien, de son opéra allégorique *La Catena d'Adone* (1626) aux ultimes *Sacrae Concertationes* (1664). Le souci de l'instrumentation et de l'expressivité,

## Donovan, ménestrel folk tel qu'en lui-même

Le chanteur écossais sort de douze années d'anonymat avec l'album « Sutras »

ON DOIT à Rick Rubin la résurrection de Donovan. Cela pourrait paraître incongru si ce jeune producteur new-yorkais, fan de rap et de heavy metal, co-fondateur du label Def Jam dans les années 80, n'avait pas déjà relancé la carrière de Johnny Cash. En 1994, ce prétraité de la country avait signé grâce à lui un disque d'une admirable austerité. Rick Rubin rebrancha maintenant la guitare de Donovan, le « troubadour des années 60 », qui a fêté cette année ses cinquante ans.

Longtemps, Donovan Leitch eut l'incompréhensible privilège d'être considéré comme la réponse du Royaume-Uni au phénomène Bob Dylan. Les comparaisons ne tournaient que rarement à son avantage. L'Américain faisait rouler des flots de mots acrobates de sa voix rocailleuse et nasillarde, son génie poétique s'enrichissait d'une dimension sociale et politique. De l'autre côté de l'Atlantique, la gentillesse du folk singer écossais paraissait bien propre. Diction fluide et éternel sourire aux lèvres, cet ambassadeur du flower power avait des allures de ménestrel en route pour Katmandou. Les réussites méthodiques pourtant ne manquaient pas - célébrées par John Lennon - qui mêlaient réveries opacées, folk médiéval, philosophie indienne et une poésie surréaliste

inspirée de Lewis Carroll. Quand Dylan se rapprochait d'un rock enraciné dans le terroir américain, Donovan flirtait avec le psychédéisme du *Swinging London* dans des tubes colorés comme *Mellow Yellow*, *Sunshine Superman* ou *Hurdy Gurdy Man*.

UN ART SOBRE ET DÉLICAT

Depuis 1984 et un *Lady of the Stars* passé inaperçu, on n'avait plus entendu d'album du chanteur, retourné doucement à l'anonymat. Il y a cinq ans, les Happy Mondays, rockers agités de Manchester, lui avaient rendu hommage (le titre *Donovan* sur l'album *Pills 'n' Thrills & Bellyaches*) et demandé de partager l'affiche d'une tournée, au grand mécontentement de leur public. Après une nouvelle éclipse, la réussite inattendue de *Sutras* constitue le véritable retour discographique de Donovan. Rick Rubin n'a pas tenté de brutal lifting technologique pour remettre l'ancien folk au goût du jour. S'il a convié quelques rockers en vogue - Dave Navarro des Red Hot Chili Peppers, Josh Haden de Spain, Jonny Polonsky - pour crédibiliser l'entreprise auprès de la jeune génération, tous se sont effacés avec respect devant l'art sobre et délicat du sage écossais. Ce dénouement formel se réchauffe aux sonorités boisées de

l'omniprésente guitare acoustique, bercé par la grâce d'un violoncelle, le charme désuet du mellotron et de l'harmonium, le mysticisme des tablas ou le scintillement d'une cymbale. Dans ce décor idéalement paisible, on retrouve Donovan tel qu'en lui-même.

L'âge a rendu plus velouté le grain de sa voix. Si elle possède parfois la gravité de la nostalgie (le long murmure de *Everlasting Sea*, la quête amoureuse de *Please Don't Bend*), on n'y trouve trace d'aucune amertume. Ses chansons se préoccupent avant tout d'élévation, d'harmonie et de sérénité. On pourra s'émerveiller de la perfection lumineuse et tendre des mélodies de *The Evernow*, *Nirvana* ou *The Clear-browed One*. Donovan en avait rarement rassemblé autant sur un seul album. Elles ont la concision et la précision des berceuses et des rondes. Et parfois leur facilité un peu lisse. Car aujourd'hui comme hier, l'immobilité contemplative, la sérénité « haba cool » du chanteur manquent trop de failles et d'aspérités pour émoouvoir tant à fait.

Stéphane Davet

★ *Sutras*, 1 CD American Recordings 74321 39743 2. Distribué par BMG.

## CHANSON

LUCIO

DALLA

Cantoni

Des chansons donc, onze, pour ce sage album de Lucio Dalla, aussi éloigné du précédent, *Henna*, violoncelle et troublant, que Pavarotti l'est de la Callas. Mais, voilà, cela fait du bien, toutes ces chansons rigoureusement mélodiques, ce petit coin d'Italie intelligente, décontractée et curieuse du grand monde. Dalla observe les fauxsemblants, décrit des actes d'amour volés, savoure des climats maritimes (façon Rimini) et les jeux malins. Ses thèmes favoris sont ici édulcorés avec une volubilité dont l'auteur de *Caruso* avait été privé sous l'effet d'une inquiétude sociale et politique innée et nerveuse. Dalla est ici débarrassé du cauchemar berlusconien d'*Henna*. Il peut se

presque banal alors, pousse Mazzocchi à préciser les modes d'exécution de sa musique avec une exigence qui le singularise. Tragicomedia rend avec sobriété et finesse ce répertoire mal servi au disque, sinon par René Jacobs et Andreas Scholl en 1990 (*Sacrae Concertationes*, Harmonia Mundi 901 357).

★ Un CD Teldec 0630-12097-2.

## JAZZ

ALAIN

JEAN-MARIE

Biguine reflections II

Le pianiste Alain Jean-Marie est connu du public pour l'apitude au discours le plus difficile en jazz, celui qui ressortit à l'esthétique be-bop. C'est ce qui en fait l'élément de tous les grands musiciens de passage. Pour tous les petits coqs

bourgeois qui singent Hancock, il y a un Alain Jean-Marie, la loyauté du style, le propos sans chichis. On retrouve intactes ses qualités (lisibilité, netteté, choix de la forme contre le lyrisme, de l'exactitude contre les fioritures, comme s'il était le Ponge du piano d'après Bud Powell), au service d'un répertoire, le sien, celui d'Al Lirvat et des natifs de l'île, d'une histoire, la sienne, d'une mémoire, celle des Antilles de Paris. Pour couper court à tous les préjugés, voir *Mazurka pour ma mie*, composition d'Henri Salvador. Jean-Claude Montredon est à la batterie (dans un style très natif) et Eric Vinceno, à la basse. Excellent.

★ 1 CD BMG 505 35-2

FRANK ZAPPA

Léthier

Composé ou enregistré entre 1972 et 1977, *Léthier* avait été conçu par Frank Zappa pour témoigner de son sens du zigzag musical. Ses musiciens étaient alors plutôt liés

au jazz, certains restent insublimables - comme Zappa -, une formation concertante - d'avant-garde - est présente. La multinationale Warner Bros, alors employeur de Zappa refusa le projet : pas rentable, un peu trop d'avant-garde justement. Zappa en diffusa l'intégralité sur une radio. Un enregistrement pirate réputé suivit. La plupart des thèmes apparurent quand même de manière désordonnée dans des albums autorisés. *Léthier* est finalement édité par la famille Zappa selon l'organisation prévue par le musicien disparu ; il y a quatre inédits, des versions différentes de morceaux déjà disponibles donc pour la plupart. C'est un peu court pour justifier une parution posthume. Mais il reste la satisfaction de redonner au projet sa cohérence au sein d'une œuvre conçue en continuité.

S. St.  
★ Un coffret de 3 CD Rykodisc 10574/76. Distribué par Harmonia Mundi.

jouer des apparences d'une voix chaude, traîner la réalité comme s'il s'agissait de son reflet dans une eau douce. Petits mambos chaloupés, tarentelles déguisées (*Cantoni*), slows poignants, pièces de danse adolescente (*Ballando, ballando*), la danse de Dalla commence par un curieux *Ayrton*, monologue imaginaire du pilote brésilien perdu dans le cirque médiatique écrit par Paulo Montecocchi. Pour terminer, Dalla, qui a du mal à brider ses envies de jeunesse perpétuelle, offre deux titres cachés, une reprise en boucle de *Disperato Erotico Stamp*, un de ses succès, et un angélique appel à l'esprit de la paix, chanté par un père dominicain.

V. Ma.  
★ 1 CD Pressing 7432140062-2. Distribué par BMG.

## MUSIQUE DU MONDE

ASHLEY

MAC ISAAC

Hi how are you today ?

Il est violoniste, écossais, son fanclub a un site sur le réseau Internet et il joue de la musique celtique avec l'esprit du rock n'roll des origines : avec impudence, effronterie. Ashley Mac Isaac, ancien violoniste de Cape Breton, porte le kilt, certes. Mais aussi des Doc Martens montantes et une large chemise à carreaux, étendard de la génération grunge. Sa musique procède du même mélange : des harmonies soignées et classiques (*MacDougall's Pride*, avec un quatuor à cordes, le *Quartetto Gelato*), un numéro à l'ancienne de violon et culleres (*Spoonboy*, collage irlandais), du folk chanté (par l'auteur) à mi-chemin entre Bob Dylan et la country (*What An Idiot He Is*) pour finir en *Rolling Stones*, etc. Au milieu de ce disque casseur et instrumental se niche une ballade de Mary Jane Lammond (*Sleepy Maggie*, en gaélique), avec qui le jeune Ashley chante aussi en duo un *Sad Wedding Day* (traditionnel) veau pour calmer le jeu après une folie intitulée *Sophia's Pipe*, où la ligne de basse suffirait à révéler le plus vénérable des bonheurs de whisky.

V. Ma.  
★ 1 CD Ala Records 540532-2. Distribué par Polydor.

# 5h00 8h30 la Grande Session d'Info

Stéphane BOUDSOCQ  
Bernard GLASS  
Philippe ROBUCHON  
Sophie ARSIMOLES  
René-Jacques BAPTISTE  
Hervé BÉROUD  
Christelle REBIERE  
Pierre-Marie CHRISTIN  
Jean-François REVEL  
Nicolas BEYTOUT  
Philippe ALEXANDRE  
Jean-Yves HOLLINGER  
Michèle COTTA  
Bernard POIRETTE  
Thierry DEMAIZIERE  
Jean-Pierre COFFE  
Isabelle MORINI-BOSC

## RTL

s'informer c'est essentiel

سكنا من الدنيا







## Le PDG d'Havas a profité d'un colloque sur l'audiovisuel pour plaider en faveur de l'arrêt d'une « guerre inutile »

■ **JOURNALISTES** : L'ensemble des syndicats de journalistes (SNJ, CGPJ, CGT, FO, CGC, CFJC) appellent les rédactions de l'écrit et de l'audiovisuel à observer une nouvelle journée de grève le jeudi 14 novembre pour obtenir le maintien de l'abattement fiscal de 30 %. Ce sera la troisième journée d'action menée par l'ensemble des syndicats de journalistes, après les mouvements du 18 septembre et la grève du 15 octobre (*Le Monde* des 16 et 17 octobre). Elle interviendra en pleine discussion budgétaire, peu avant l'examen par les députés (prevu le 18 novembre) de la suppression de l'abattement appliqué dans la profession.



# Les « enfants-éprouvette » face à leurs origines

Une équipe de l'agence Capa a cherché, en France, en Suède et aux États-Unis quels bouleversements l'insémination artificielle a produits sur les schémas familiaux

DEPUIS vingt ans que l'on pratique en France l'insémination artificielle avec donneur (IAD), trente mille enfants issus de la science ont vu le jour. Ils ont deux pères : l'homme - « père biologique » - qui les élève et le « père génétique », cet inconnu qui, grâce à un don de sperme, leur a donné la vie. La loi française veut que l'identité du donneur demeure secrète. Une partie de l'histoire de ces enfants restera donc toujours taboue. Comment les familles vivent-elles cette ambiguïté originelle ? Anne Rongère et Christophe Barreire, journalistes à l'agence Capa, ont enquêté auprès d'une dizaine d'enfants, en France, mais aussi aux États-Unis et en Suède, où la législation permet les retrouvailles avec le « père génétique ». A travers les témoignages d'enfants et de parents, ils donnent à réfléchir sur une question beaucoup plus large : comment s'établit la filiation ?



Après insémination, il le sait, et connaît même la couleur de sa palette : violette. Pour lui, les choses sont très simples : « Mon père n'avait pas de sperme. Mes parents sont allés au Cécot de Rennes pour qu'un donneur donne du sperme à ma mère pour que je naisse », dit-il en s'appliquant. Son père, c'est l'homme avec qui il joue au cerf-volant sur la plage, et qui partage la même passion que lui pour la voile. Pas une seconde il n'a songé à « aller chercher le donneur à perpétuer ». Son père l'a élevé dans l'idée que « la paternité, c'est avant tout de l'amour, un accompagnement dans la vie ». Pour cet homme qui

fut parmi les premiers en France à expérimenter l'IAD, dire la vérité va de soi.

**LA PEUR ET LA HONTE**

Cette attitude n'est pas la plus répandue en France. Selon les réalisateurs, trois copies sur quatre choisissent de garder le secret. Sentiment de honte de la part de l'homme stérile, peur que l'enfant parte à la quête de celui qui lui ressemble sans doute plus que son père. « Peut-être que le vrai père est tout ce que je n'ai pas pu être pour eux, confie ainsi, à visage couvert, le père de deux garçons de quatorze et seize ans qui sont nés par la

science mais l'ignorent. Peut-être est-il plus jeune, plus riche, plus gentil, plus tout le reste. On ne sait pas bien ce qui se passe dans la tête d'un enfant. Ils voudraient chercher, peut-être trouver... »

Aux États-Unis, les « enfants-éprouvette » qui le souhaitent peuvent, à leur majorité, connaître l'identité de leur père génétique. 60 % des donneurs acceptent que leur nom et leurs coordonnées soient transmises. Anne Rongère et Christophe Barreire montrent plusieurs cas, plutôt pathétiques, d'enfants élevés dans le secret qui, une fois la vérité révélée, s'acharnent, adultes, à retrouver leurs vraies racines. Déceptions, déconvenues : les exemples choisis ne sont guère engageants. En Suède, la situation est encore différente. Depuis 1984, l'anonymat du donneur n'est plus protégé. Les familles désireuses de garder leur démarche secrète sont obligées d'aller à l'étranger, dans un pays où l'on respecte l'anonymat du donneur.

Centré sur les conséquences psychologiques d'un acte médical relativement anodin, *Mon père, cette éprouvette* soulève des questions que tous se posent : d'où je viens ? Qui a voulu que je naisse ? On regrette toutefois l'imprécision du commentaire, et le ton parfois inutilement dramatisant.

Sylvie Kerviel

★ « Mon père, cette éprouvette », dimanche 27 octobre, France 2, 22 h 40.

## Le joueur de flûte

par Agathe Logeart

CE NE PEUT ÊTRE qu'un cauchemar. Ils sont nus, pour la plupart. Allongés dans des lits dont le nombre paraît infini, les bras et les jambes recroquevillés, ou ficelés dans des linges transformés en camisoles de force. Leur maigreur est celle des fantômes des camps de concentration. Les escarres, les plaies déchirées leur peinent. Leur regard, comment dire leur regard ? Ces yeux trop grands, dévorés par le pus, ces yeux qui transpercent ou regardent dans le vide paraissent au-delà de la vie. Certains se balancent, comme s'ils se berçaient eux-mêmes, en une danse macabre, que rien n'interrompt. Les plus petits sont enfermés dans des lits-cages, bercés aux barreaux de prison. D'autres, qui peuvent marcher, se cognent la tête contre les murs. Certains sont attachés à des bancs par des ficelles. Par mesure d'hygiène, sans doute, on leur a rasé les cheveux. Ils ont l'air de petits morts, qui bougent encore. Ce sont des créatures au rebut. On les appelle, nous dit-on, « les enfants de l'oubli ».

Il y en a soixante-dix mille (soixante-dix mille !), ainsi internés dans l'ex-Union soviétique dans ces mouroirs pour enfants handicapés, où les a chassés le souci eugénique de séparer les enfants inadaptés, mal nés, du reste de la population. C'est à la naissance que se fait le tri. C'est à ce moment que l'on consigne fortement aux parents de se débarrasser de cette progéniture non conforme, socialement inutile, et de la confier aux dépôts prévus à leur effet. Malheur à ceux qui refusent : dans la

vie « normale », il n'existe rien pour ces enfants. Mieux vaudrait alors, explique-t-on à ceux qui hésiteraient encore, les jeter dans les poubelles prévues à leur effet, ces internats-mouroirs où nous a conduits « Envoyé spécial » sur France 2.

C'est le genre de reportage qui donne envie de fermer les yeux, de se boucher les oreilles. Ne pas voir, ne pas entendre, ne pas savoir. Penser à autre chose. Mais c'est peine perdue. Même dans le noir, ces visages vous poursuivent. Ils vous intimement l'ordre de les regarder encore. Refuser de voir, tenter de les effacer avec la gomme magique de l'ignorance : c'est déjà trop tard. Ils se sont imprimés dans votre cerveau. Les pleurs de ces enfants abandonnés à eux-mêmes, ces maigres qui n'ont plus la force de se tendre, il n'est plus possible de faire comme si on ne les avait pas vus.

De temps en temps, chaque fois qu'il le peut, chaque fois qu'on ne le met pas à la porte, Sergueï vient rendre visite aux enfants. Il apporte des fruits, quelques cadeaux, et joue de la flûte. Plaisir, père d'une petite trisomique qu'il s'est refusé à abandonner, il a découvert les lieux où l'on voulait le forcer à poser son enfant comme un paquet trop lourd. Depuis, inlassablement, il fait ce qu'il peut pour tirer ces enfants de l'oubli et leur apporter le cadeau de sa douceur. Les enfants ne s'y trompent pas, qui sentent cette main tendue et se réchauffent à sa chaleur. Le joueur de flûte est la seule lumière, dans cette nuit sans fin.

### TF1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
12.52 Journal.  
13.30 Reportages.  
14.05 L'homme qui tombe à pic. Série.  
15.00 Mac Giver. Série.  
16.00 Métrouze Place. Série.  
16.50 Hercule. Série.  
17.45 Trente millions d'amis.  
18.25 Vidéo gag.  
19.00 Beverly Hills. Série.  
19.55 Comme une intuition.  
20.00 Journal. Tiersé, Météo.

### France 2

12.50 Point route.  
12.52 et 13.30 Météo.  
12.59 Journal.  
13.30 INC. Magazine.  
14.10 Les Grandes Enigmes de la science.  
14.40 Samedi sport.  
15.00 Rugby : Coupe d'Europe, Pau-Lescar.  
16.35, 17.00, en direct d'Australie.  
17.15, Rugby : Coupe d'Europe, Bath-Dorset (en direct).  
19.05 JAG. Série.  
19.55 Les Chances de la vie.  
20.00 Journal. A cheval, Météo.

### France 3

11.48 et 13.05, 15.05  
Télévision régionale.  
12.30 Keno.  
14.10 Les Quatre Dromadaires.  
14.40 Montagne.  
15.00 Populaire et La Palmyre.  
16.10 Expression directe. UDR.  
16.30 Questions pour un champion.  
17.15, Rugby : Coupe d'Europe, Bath-Dorset (en direct).  
19.05 JAG. Série.  
19.55 Les Chances de la vie.  
20.00 Journal. A cheval, Météo.

### La Cinquième

12.00 Les Secrets de l'enfant sauvage. 13.00 Mag 5. Les États-Unis. 13.30 Va savoir. La bête noire de Sals. 14.00 Rêve des bébés. 14.30 Timothy Dalton chez les loups. Documentaire. 15.30 L'Aventure des sciences. Les sorciers de la préhistoire. 16.30 Rêve sur court. 17.00 La Rédemption. 18.00 Droit d'auteurs. Présenté par Frédéric Fenech. Invités : Raymond Aubrac (Où le réalisme s'attarde) ; Alain Finkielkraut (L'Humanité perdue) ; Michel Sionnet (Un Tour surréaliste).  
17.40 Montagne.  
18.10 Expression directe. UDR.  
18.30 Questions pour un champion.  
19.05 JAG. Série.  
19.55 Les Chances de la vie.  
20.00 Journal. A cheval, Météo.

### M 6

12.55 35 pour Vatro. Jeu.  
13.30 Le Magicien. Série.  
14.25 Raven. Nouvelles. Série.  
15.20 Les Têtes brûlées. Série.  
16.15 L'Aventure. Série.  
17.05 Chapeau melon et bottes de cuir. L'heure perdue. Série.  
18.05 Le Saint.  
19.00 Turbo. Magazine.  
19.40 Warning. Magazine.  
19.55 Six minutes d'information.  
20.00 Hot Romance. Magazine.  
20.35 Plus vite que la musique. Magazine. La face cachée des Cranberries.

### Canal +

En clair jusqu'à 14.00  
12.30 Flash d'information.  
12.30 L'Hebdo de Michel Field.  
13.30 Cybercarnet.  
14.00 Handball.  
15.30 Basket-ball.  
16.15 Le Journal du cinéma.  
16.40 Les Supers du catch.  
17.24 Intermezzo.  
17.25 Décade pas Bunny.  
18.25 Le Carnaval des tréboules.  
19.00 Flash d'information.  
19.00 TV plus. Magazine.  
20.00 Les Muppets.  
20.25 Pas si vite. Magazine.  
20.35 Beastly Behaviour.

### Radio

**France-Culture**  
20.45 Fiction : Nouveau répertoire dramatique.  
22.35 Musique : Décibels.  
23.05 Musique : Les Nuits de France-Musique.  
23.05 Les Nuits de France-Musique.  
23.05 Les Nuits de France-Musique.  
23.05 Les Nuits de France-Musique.

### 20.45

**FOLLE DE MOI**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

### 20.50

**LE COEUR AU SHOW**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

### 20.50

**CHIENNE DE VIE**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

### 20.45

**TANNER FOR PRESIDENT**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

### 20.50

**AUX FRONTIÈRES DU RÉEL**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

### 20.35

**COUP DE BLUES**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

### 23.00

**TRUE ROMANCE**  
Film de Tony Scott avec Christian Slater (1995, 116 min).  
Un journaliste portugais enquête sur des fils ripoux.

### 22.30

**HOLLYWOOD NIGHT**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

### 23.05

**52 JUSTE POUR RIRE**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

### 22.20

**LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

### 23.05

**MUSIC PLANET**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

### 23.05

**LES FILMS SUR LES CHAÎNES EUROPÉENNES**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

### 23.05

**LES FILMS SUR LES CHAÎNES EUROPÉENNES**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

### 23.05

**LES FILMS SUR LES CHAÎNES EUROPÉENNES**  
Théâtre de Jacques Villetard, avec Marie Laforêt, Bernard Blier, Claude Lelouch (100 min).  
Un adolescent qui refuse de rencontrer et passe le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade d'internat.

## Les soirées sur le câble et le satellite

### TV 5

19.30 Journal (RTBF).  
20.00 Julie Lescaut.  
21.30 100% Cinéma.  
21.55 Météo.  
22.00 Journal (France 2).  
22.35 Spécial l'été à la chaîne (France 2 à 18h00).  
0.30 Sol 3 (France 3).  
Planète  
19.35 Les héros sont éternels.  
20.35 Kinnazabou et son fils Hikari.  
21.20 Chèques en liberté.  
21.50 15 jours sur Planète.  
22.15 Sous un toit de Paris.

### Paris Première

23.10 Une mission scientifique de Discovery.  
0.00 Taps (50 min).  
20.00 Top Flop.  
20.30 Volontaires et volontiers de légende.  
22.05 Bitch.  
22.30 Nova.  
23.25 Concert : Robert Charlebois.  
France Supervision  
19.25 Ballet : Notre-Dame de Paris.

### Ciné Cinémas

20.20 Une femme derrière l'objectif.  
21.55 Ciné Cinéscouts.  
23.00 Une nouvelle vie.  
23.45 Motocyclisme.  
1.15 Cycleme (190 min).  
Ciné Cinéfil  
20.50 Le club : Samuel Hadida.  
22.05 Le Meilleur du cinéma britannique.  
23.00 Appel d'un inconnu.  
0.35 Les Temps modernes.  
Canal Jimmy  
21.00 Sarah Two. Mutation.  
21.50 Friends.

### Eurosport

12.55 Ski.  
15.30 Golf.  
18.00 et 19.30 Tennis.  
22.00 Boxe.  
23.00 Golf (60 min).

### Les films sur les chaînes européennes

0.30 Le Théor du furet. Film de Rachel Talalay (1994, 90 min). Avec Karen Allen, Chris Mulkey. Fantastique.  
12.55 Ski.  
15.30 Golf.  
18.00 et 19.30 Tennis.  
22.00 Boxe.  
23.00 Golf (60 min).

### Les films sur les chaînes européennes

0.30 Le Théor du furet. Film de Rachel Talalay (1994, 90 min). Avec Karen Allen, Chris Mulkey. Fantastique.  
12.55 Ski.  
15.30 Golf.  
18.00 et 19.30 Tennis.  
22.00 Boxe.  
23.00 Golf (60 min).

### Les films sur les chaînes européennes

0.30 Le Théor du furet. Film de Rachel Talalay (1994, 90 min). Avec Karen Allen, Chris Mulkey. Fantastique.  
12.55 Ski.  
15.30 Golf.  
18.00 et 19.30 Tennis.  
22.00 Boxe.  
23.00 Golf (60 min).

### Les films sur les chaînes européennes

0.30 Le Théor du furet. Film de Rachel Talalay (1994, 90 min). Avec Karen Allen, Chris Mulkey. Fantastique.  
12.55 Ski.  
15.30 Golf.  
18.00 et 19.30 Tennis.  
22.00 Boxe.  
23.00 Golf (60 min).



## Une envie de Colette

par Pierre Georges

UNE ENVIE DE LECTURE, comme une automnale friandise, quelques pages fondantes et sensuelles sur le coin de la cuisinière dans une odeur de cannelle et de poire au vin. C'est à cela qu'on pensait en apprenant l'inauguration officielle, à Saint-Sauveur-en-Puisaye, d'un musée Colette.

Simple à cela. L'automne va si bien à la lecture de Colette, couleurs et odeurs toujours renouvelées, plaisir ronronnant comme chatte au coin du feu. Le vrai musée, sans vouloir en rien contester l'autre, le bourguignon, rempli, on l'imagine, de sulfures, de papillons, de photographes, de meubles à vivre et de tables à écrire, le vrai musée Colette est dans son œuvre, coffre au trésor inépuisable, mois d'or et de sève.

C'est un émerveillement constant. Colette fut, comme l'on dit habituellement dans les dictionnaires, femme de lettres. Mais tellement femme et tellement lettres qu'on devrait encore et toujours obliger les enfants des écoles à suçoter quelques pages pour soigner de toute gourmandise. Le pays de Colette est un bien vieux pays, mais ses mots restent comme neufs au grenier collectif.

Femme de lettres, Calixthe Beyala le deviendra-t-elle pour la mémoire des dictionnaires spécialisés ? Sans aucun doute, puisque l'Académie française vient de couronner cet écrivain franco-camerounais de son

Grand Prix du roman pour les *Honneurs perdus*. Sans doute son livre le méritait-il largement, car on ne peut imaginer les Immortels se fourvoyant sur la qualité de l'œuvre.

Mais, au-delà, comment ne pas être dérangé par le côté involontairement cynique du titre, *Honneurs perdus*. Car, avant que d'être couronné pour ce roman, Calixthe Beyala fut condamnée pour un autre, *Le Petit Prince de Belleville*. Et condamnée sévèrement, au mois de mai, pour plagiat, un délit qui, ordinairement, n'aide pas aux couronnements littéraires. Les magistrats avaient, études de textes à l'appui, considéré que ce Petit Prince-là empruntait beaucoup à un ouvrage, *Burt*, de l'écrivain américain Howard Buten, titré en français *Quand j'avais cinq ans je m'ai tué*. Bref, on en resta là, Calixthe Beyala n'ayant, pour l'instant, pas fait appel de cette grosse tache d'encre sur son œuvre et préférant, dit-elle, « laisser les morts enterrer les morts ».

Les morts justement, l'ami mort, Christina Forne s'en occupe. Plutôt journaliste que femme de lettres, cette Suédoise, la fameuse « *Suédnoise du Président* » que toutes les rédactions de Paris connaissent sans en parler jamais, consacre un livre à François Mitterrand. Une femme, un secret, un livre de plus. Etait-ce vraiment indispensable ?

(Cette chronique reprendra le lundi 4 novembre.)

## Le Grand Prix du roman de l'Académie française décerné à Calixthe Beyala

LE GRAND PRIX du roman de l'Académie française a été attribué à l'écrivain franco-camerounaise Calixthe Beyala pour *Les Honneurs perdus* (Albin Michel), au 2<sup>e</sup> tour de scrutin, avec 14 voix sur 22 votants. Née en 1961 à Douala (Cameroun), Calixthe Beyala est l'auteur de huit romans. *Les Honneurs perdus* mettent en scène le destin d'une jeune Camerounaise à qui son village fait payer sa féminité et qui émigre à Paris avec un « trésor » : sa virginité. Le 7 mai, le tribunal de grande instance de Paris avait condamné Calixthe Beyala pour son roman *Le Petit Prince de Belleville* (1992), au motif d'une « contrefaçon partielle » d'un roman d'Howard Buten. Elle n'avait pas fait appel.

## Sept personnes maintenues en garde à vue dans l'enquête sur l'attentat de Bordeaux

Le FLNC-canal historique avait revendiqué l'action terroriste contre la mairie de M. Juppé

L'INTÉRÊT principal du coup de filet ordonné, jeudi 24 octobre, par le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre l'hôtel de Ville de Bordeaux, revendiqué par le FLNC-canal historique, paraît résider dans le changement de stratégie judiciaire qu'il dénote dans la gestion du dossier corse. Après les interpellations effectuées dans les régions de Bonifacio, Bordeaux et Marseille, certains enquêteurs se montraient réservés sur la portée de l'opération décidée par le juge Bruguière.

Vendredi matin 25 octobre, sept des douze personnes interpellées ont été maintenues en garde à vue, tandis que les cinq autres

— des femmes — avaient été libérées dès la veille. Les sept hommes, dont cinq appartenaient à une même famille originaire de Bonifacio, étaient toujours interrogés, notamment sur leurs emplois du temps du jour de l'attentat, par les enquêteurs agissant sur commission rogatoire du juge Bruguière.

### MITRILLAGE A BONIFACIO

Une série d'armes (des revolvers, un fusil à pompe), des munitions et un scanner ont été saisis lors des perquisitions. Aucun élément ne semble, toutefois, mettre en cause les personnes interpellées dans l'opération terroriste ayant touché, le 5 octobre, l'hôtel

de Ville de la municipalité dirigée par le premier ministre, Alain Juppé.

A l'origine de l'opération d'envergure du 24 octobre, se trouvent des renseignements policiers attestant de l'existence de relations entre la famille Cantara et des personnes résidant en région bordelaise. Or, plusieurs membres de la famille Cantara sont proches de François Santoni, le dirigeant de la Cuncolta, vitrine légale du FLNC-canal historique, a été fréquemment hébergé par cette famille bonifacienne.

Condamné en 1994 à la suite d'une altercation violente survenue à Bonifacio, et purgeant sa peine dans une prison de Dor-

dogne, Antoine Cantara a récemment profité de ses permissions de sortie pour nouer des relations avec des Bordelais. Mais rien ne semble indiquer, à ce jour, que ces relations aient un quelconque lien avec l'attentat du 5 octobre. « Il fallait purger cette piste », commente-t-on cependant, vendredi matin, de source proche de l'enquête.

Mercredi soir 23 octobre, Alain Juppé avait affirmé sur FR3 que le gouvernement s'était « donné les moyens [pour] faire respecter l'état de droit » en Corse. « Nous avons fait des enquêtes suffisamment sérieuses pour que, lorsqu'on met la main sur un terroriste, la justice puisse se prononcer avec un dossier solide », avait ajouté le premier ministre.

Le lendemain soir, en réaction au coup de filet policier, le bâtiment de la brigade de gendarmerie de Bonifacio a essuyé une rafale de coups de feu, sans blesser personne. Selon les premières constatations, deux motos sont passées à vive allure devant la brigade et leurs passagers ont ouvert le feu. Place Beauvau, des sources proches de l'enquête s'interrogeaient, vendredi matin, sur les conséquences qu'aurait, en termes d'ordre public, « la stratégie purement judiciaire » désormais impulsée par le juge Bruguière.

Jean-Yves Nau

Erich Irwin

## Les nouveaux médicaments du sida seront disponibles à l'hôpital et en pharmacie

HERVÉ GAYMARD, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, a annoncé vendredi 25 octobre, dans le cadre des assises nationales de l'association Aides, que les nouveaux médicaments du sida seront, à partir de février 1997, disponibles conjointement dans les pharmacies hospitalières et dans les pharmacies d'officine. Cette décision bouleverse les mécanismes actuellement en vigueur de distribution des produits médicaux et de fixation des prix.

« La fixation des prix de ces produits ne pouvant se faire simultanément, il apparaît nécessaire que nous ayons recours à un dispositif de distribution mixte, à la fois en officine de ville et en pharmacie hospitalière », a déclaré M. Gaymard. « J'ai personnellement pris la décision de maintenir ce dispositif mixte tant que tous les prix ne seraient pas fixés et tant que des besoins de double dispensation seraient exprimés ».

Ce nouveau dispositif devrait se mettre en place de manière progressive à partir du mois de février 1997. On estime qu'aujourd'hui

17 000 personnes (contre 13 000 à la fin août) ont, en France, recours à ces nouvelles thérapies constituées de l'association de deux ou trois médicaments antirétroviraux. Ces bi-ou tri-thérapies permettent d'améliorer, parfois de manière spectaculaire, l'état clinique des personnes contaminées par le VIH. Réunis au sein d'un comité présidé par le professeur Jean Dormont, les experts français du sida avaient fait valoir aux pouvoirs publics qu'il était nécessaire d'organiser la distribution de ces molécules par les pharmaciens d'officine.

Toutefois, le cadre réglementaire en vigueur interdisait, pour des raisons tarifaires notamment, la mise en place d'une distribution mixte. En pratique, les personnes concernées par ces associations thérapeutiques pouvaient disposer de l'intégralité de leur traitement dans l'un ou l'autre des circuits de distribution.

Parallèlement M. Gaymard a annoncé que, « dans un délai très bref », le test diagnostique dit de la

« charge virale » serait prochainement inscrit à la nomenclature des actes de biologie. La réalisation de ce test est indispensable à la mise en œuvre des polythérapies. Cette mesure permettra la réalisation de ce test par les laboratoires privés d'analyses médicales, facilitant par là même la prise en charge extrahospitalière des malades du sida.

### BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le vendredi 25 octobre, à 10 h 15 (Paris)

#### PERMETTUE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 21085,50 -0,57 +4,38  
Hong Kong index 12473,60 -0,15 +24,75

#### Tokyo, Nikkei sur 3 mois

21085,50 -0,57 +4,38

#### OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 24/10 24/10 24/10 24/10

Paris CAC 40 2191,62 +0,13 +14,94

Londres FT 100 2410,00 +0,01 +3,91

Milano MIB 30 1056 -0,94 +13,42

Frankfurt Dax 30 2676,40 -0,86 +18,74

Bombay S&P 500 2443,10 -1,04 -0,92

Madrid IBS 301,75 -0,43 +19,27

Amsterdam CSE 402,60 -1,52 +2,22

Tirage du Monde daté vendredi 25 octobre 1996 : 521 661 exemplaires

Pour partir  
vers l'Espagne d'Orly,  
il y a deux possibilités :  
soit vous allez  
à Orly Sud et ensuite  
à Orly Ouest,  
soit vous allez directement  
à Orly Ouest !

A partir du 27 octobre, Iberia transfère ses vols d'Orly Sud à Orly Ouest.

**IBERIA**

مكتبة المجلد